

*MASTER  
NEGATIVE  
NO. 91-80150-12*

MICROFILMED 1991

COLUMBIA UNIVERSITY LIBRARIES/NEW YORK

as part of the  
“Foundations of Western Civilization Preservation Project”

Funded by the  
NATIONAL ENDOWMENT FOR THE HUMANITIES

Reproductions may not be made without permission from  
Columbia University Library

## COPYRIGHT STATEMENT

The copyright law of the United States -- Title 17, United States Code -- concerns the making of photocopies or other reproductions of copyrighted material...

Columbia University Library reserves the right to refuse to accept a copy order if, in its judgement, fulfillment of the order would involve violation of the copyright law.

*AUTHOR:*

RINGIER, J. ERNST

*TITLE:*

DER ABBE DE SAINT-  
PIERRE

*PLACE:*

KARLSRUHE

*DATE:*

1905



Master Negative #

91-80150-12

COLUMBIA UNIVERSITY LIBRARIES  
PRESERVATION DEPARTMENT

BIBLIOGRAPHIC MICROFORM TARGET

Original Material as Filmed - Existing Bibliographic Record

944.034  
Sa242 Ringier, J E  
Der abbé de Saint-Pierre, ein nationalökonom  
des XVIII jahrhunderts. Karlsruhe, Braun, 1905.  
135 p.. 23 $\frac{1}{2}$  cm.  
  
Bibliography p 3-6

22419

Restrictions on Use:

TECHNICAL MICROFORM DATA

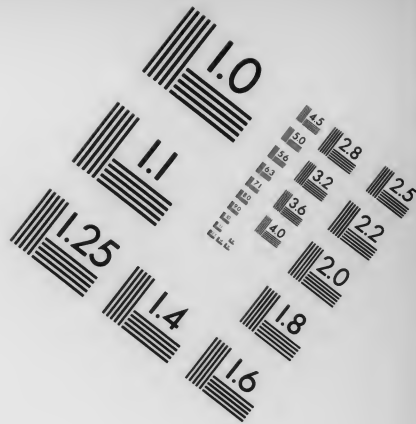
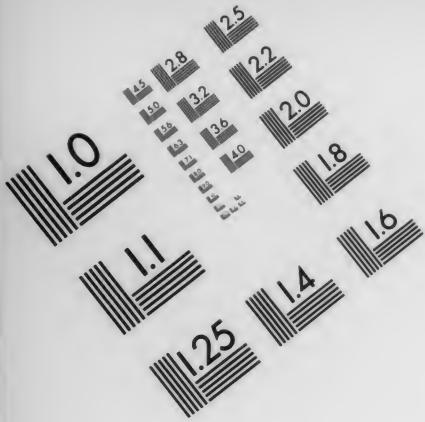
FILM SIZE: 35 mm REDUCTION RATIO: 1/x  
IMAGE PLACEMENT: IA  IB IIB  
DATE FILMED: 7/29/01 INITIALS ER  
FILMED BY: RESEARCH PUBLICATIONS, INC WOODBRIDGE, CT



**AIM**

**Association for Information and Image Management**

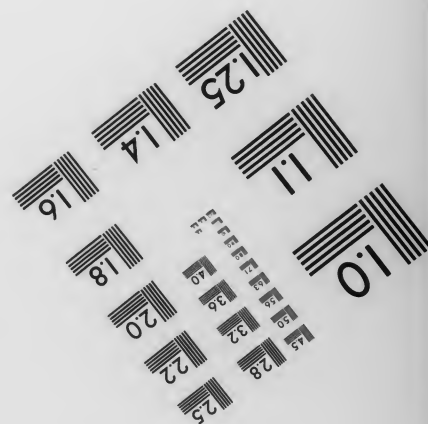
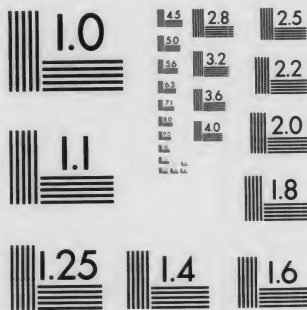
1100 Wayne Avenue, Suite 1100  
Silver Spring, Maryland 20910  
301/587-8202



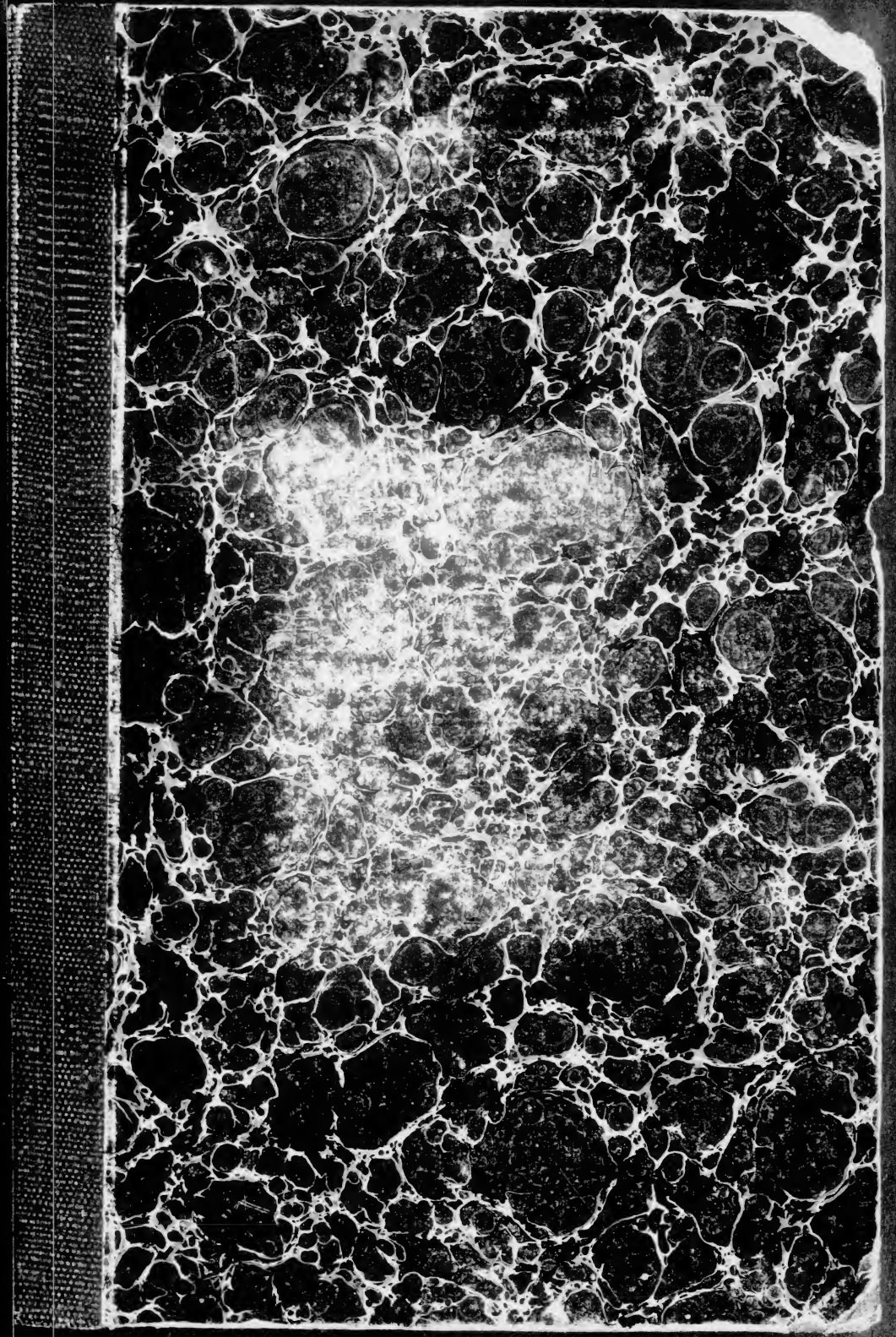
Centimeter



Inches



MANUFACTURED TO AIM STANDARDS  
BY APPLIED IMAGE, INC.





Der

# Abbé de Saint-Pierre

Ein Nationalökonom des XVIII. Jahrhunderts

Von

**J. E. Ringier**

Dr. phil.



Karlsruhe

Druck und Verlag der G. Braunschen Hofbuchdruckerei

1905.



944.034  
Sa 242

8 Jan. 07. Drus

DEC 27 1906  
Alteckert: 56 6. 28

## Verzeichnis der benutzten Literatur.

- d'Aguesseau. Oeuvres choisies. P. 1850.  
d'Alembert. Mélanges de littérature. 1759.  
— Eloges. 1779.  
d'Argenson, le marquis. Mémoires et journal inédit. P. 1825 und 1857.  
Bentham, J. Déontologie ou science de la Morale. 1834.  
Bibliothek des 17. und 18. Jahrhunderts. Briefe über die Zustände am französischen Hofe unter Ludwig XIV. von Liselotte.  
— Hof und Gesellschaft in Frankreich anfangs des 18. Jahrhunderts von Liselotte.  
de Blangy, Comte A. Deux lettres de Monsieur l'Abbé de Saint-Pierre à Monsieur de Tourlaville, 1707. Caën 1894.  
Bodemann, Ed. Aus den Briefen der Herzogin El. Ch. von Orléans an die Kurfürstin Sophie von Hannover.  
Duclos. Mémoires secrets. (Bei Petitot et Mommerqué 1829.)  
Ephémérides du citoyen. (1765—1770.)  
Goumy, Ed. Etude sur la vie et les écrits de l'abbé de Saint-Pierre. P. 1859.  
Hettner, H. Französische Literaturgeschichte des XVIII. Jahrhunderts. Leipzig 1894.  
Histoire de l'Académie Royale des Inscriptions et Belles-Lettres. P. 1740.  
Hutcheson. Sittenlehre der Vernunft.  
Lacretelle, P. L. Portraits et Tableaux.  
Lanson, G. Histoire de la littérature française. 1898.  
de Molinari, M. G. L'abbé de St.-Pierre, Sa vie et ses oeuvres. 1857.  
Oncken, A. Die Maxime laissez faire et laissez passer, ihr Ursprung, ihr Werden. Bern 1886.  
— Der ältere Mirabeau und die Ökonomische Gesellschaft in Bern. 1886.  
— Geschichte der Nationalökonomie. I. 1902.  
Oncken, W. Zeitalter Friedrichs des Großen. Berlin 1881.  
Pelisson. Histoire de l'Académie française. 1717.  
Petit de Julleville. Histoire de la langue et de la littérature française. 1897.  
Roscher, W. Die Grundlagen der Nationalökonomie. 1857.  
Rousseau, J.-J. Oeuvres complètes. 1801. Bd. I.  
— Confessions. 1817.

I\*

402130

- Sabathier de Castres, abbé. Les trois siècles de la littérature française. P. 1772 u. 1801. de Saint-Simon, Herzog. Mémoires. 1729.  
 Siéglar-Pascal, S. Un contemporain égaré au XVIII<sup>e</sup> siècle. Les Projets de l'abbé de Saint-Pierre. 1900.  
 Smith, A. Natur und Ursachen des Volkwohlstandes. Deutsch von Löwenthal. 1882. de Staal, Mme. Mémoires. (Bei Petitot et Mommerqué 1829.)  
 Stein, Prof. L. Das Ideal des ewigen Friedens und die soziale Frage.  
 Tyrtée-Tastet. L'histoire des quarante fauteuils de l'Académie française. 1866.  
 Voltaire. Oeuvres complètes.  
 Zschokke, H. Selbstschau. Aarau 1842.

## Verzeichnis der Werke.

- Projet pour rendre la paix perpétuelle en Europe. 1713. 2 Bände.  
 Discours sur les travaux futurs de l'Académie française 1712 und 1714. Bei Pelisson.  
 Discours sur la Polysynodie 1718.  
 Mémoire pour diminuer le nombre des procès 1725.  
 Projet pour perfectionner l'orthographe des langues d'Europe 1730.  
 Annales Politiques 1757. 2 Bände.  
 Ouvrages Politiques oder Ouvrages de Politique mit Ouvrages de Morale et de Politique 1733—1741. 16 resp. 17 Bände.
- I. Band: Abrégé du projet de paix perpétuelle.  
 II. Band: Supplément à l'Abrégé du projet de paix perpétuelle.  
 Projet pour l'extirpation des Corsaires de barbarie.  
 Origine des devoirs des uns envers les autres.  
 Projet pour rendre les titres honorables plus utiles à l'Etat.  
 Observations politiques sur le célibat des prêtres.  
 Mémoires pour obtenir le droit de substituer.  
 Discours contre l'augmentation des monnaies et en faveur des annuités.  
 Projet pour rendre les livres et autres monuments plus honorables aux auteurs et plus utiles au public.
- III. Band: Projet général pour perfectionner le gouvernement des Etats.  
 IV. Band: Projet pour rendre les chemins praticables en hiver.  
 Projet pour renfermer les mendiants.  
 Explication physique d'une apparition.  
 Avantages des conférences politiques.  
 L'agrandissement de la capitale est à désirer.  
 Projet pour rendre l'Académie des bons écrivains plus utile à l'Etat.  
 Observation sur la vie des hommes illustres.  
 Projet pour rendre les rentes de banque d'un commerce plus facile.  
 Projet pour établir des annalistes de l'Etat.  
 Utilité des dénombremens.  
 Projet pour multiplier les collèges des filles.
- V. Band: Projet pour perfectionner la médecine.  
 Projet pour rendre l'Etablissement des religieux plus utile et par conséquent plus parfait.  
 Discours contre le Mahométisme.  
 Projet pour faire cesser les disputes séditieuses des Théologiens.  
 Projet pour perfectionner le commerce de France.  
 Projet pour des conférences de Physique.
- VI. Band: Observations sur le ministère général.  
 Plan d'éducation des Dauphins.  
 Sur l'éducation domestique du Dauphin.  
 Utilité du nouveau plan de gouvernement des Etats.  
 Application du nouveau plan de politique au gouvernement d'Angleterre.

- VII. Band: Sur le ministère de l'intérieur de l'Etat (17 Aufsätze).
- VIII. Band: Sur le ministère des finances, et sur le ministère des affaires avec les Etrangers (16 Aufsätze).
- IX. Band: Observations politiques sur les règnes des rois de France.  
 » » sur le règne de Charles XII, roi de Suède.  
 » » sur le règne de Pierre I, empereur de Moscovie.  
 » » sur la forme des conseils de Louis XIV.
- X. Band: Projet pour perfectionner nos lois sur le duel.  
 Réflexions sur la vie de Socrate et de Pomponius Atticus.  
 Questions sur l'éducation des collèges.  
 Raisons pour publier les motifs des lois.  
 Observations nouvelles sur les substitutions.  
 Projet pour rendre les troupes beaucoup meilleures et les soldats plus heureux.  
 Comparaison entre le système de l'équilibre des deux principales puissances et le système de la diète européenne.  
 Observations pour perfectionner un journal de la république des lettres.  
 » sur la promotion prochaine des maréchaux de France.  
 » sur les colonies éloignées.  
 Premier recueil de vérités morales et politiques (4 Aufsätze).
- XI. Band: Fortsetzung (10 Aufsätze).  
 Pensées diverses (19 Aufsätze).
- XII. Band: Fortsetzung (41 Aufsätze).
- XIII. Band: Fortsetzung (7 Aufsätze).  
 Pensées de morale et de politique revues à Saint-Pierre-Eglise 1736 (26 Aufsätze).  
 » » » » » revues à Paris 1737 (32 Aufsätze).
- XIV. Band: Economie bienfaisante.  
 Lettre sur les extraits.  
 Sur l'éducation des enfants chez les maîtres de pension.  
 Pension de St.-Isbert.  
 Sur le grand homme et sur l'homme illustre.  
 Thémistocle et Aristide.
- XV. Band: Réflexions morales (33 Aufsätze), Inhaltsverzeichnis der XV Bände.
- XVI. Band: Ouvrages de politique (10 Aufsätze).  
 Lettres morales (drei Briefe an Mme. Lambert und ein Brief an Mme. du Tort).  
 Simplicité dans les manières.  
 Pensées sur l'immortalité.  
 Sur les pensées détachées.  
 Distinction de la raison particulière et de la raison universelle.  
 Lycurge.  
 Vie de Solon.  
 Ouvrages de morale et de politique (6 Aufsätze).
- XVII. Band: Projet de taille tarifée.

Zur gef. Notiz: Der Einfachheit halber wurden in der Arbeit bei Citaten die Abkürzungen O. P. (Ouvrages-Politiques) und O. de M. et de P. (Ouvrages de Morale et de Politique) vorgenommen.

## I. Teil.

### Biographie.

Charles-Irénée Castel de Saint-Pierre,<sup>1</sup> der nachmalige Abbé de Saint-Pierre, seinen Zeitgenossen bekannt als »le bon oder le fameux abbé«, wurde am 13. Februar 1658<sup>2</sup> in Saint-Pierre-Eglise bei Barfleur geboren als Sohn des Marquis Charles Castel de Saint-Pierre und der Madeleine Gigault de Bellefonds.

Die Castel waren kleine Edelleute der Nieder-Normandie, und erst der Vater des Abbé hatte die Erhebung seiner Herrschaft Saint-Pierre zum Marquisat erlangt. Die Mutter des Abbé stammte aus einem alten normännischen Adelsgeschlecht; sie war die Tante der Marschälle de Bellefonds und Villars. Als weiteren Verwandten des Abbé de Saint-Pierre nennt der Utrechter Buchhändler Antoine Schouten noch den Herzog von Ventadour.<sup>3</sup>

Entsprechend den unter dem französischen Adel des siebzehnten Jahrhunderts herrschenden Sitten hätte nun Charles-Irénée als zweiter Sohn sich für die militärische Laufbahn vorbereiten müssen, um später als Graf de Saint-Pierre eine Offiziersstelle zu bekleiden; aber von Kind auf kränklich, wurde er dem geistlichen Stande bestimmt. Seine jüngeren Brüder, der Malteserritter François-Antoine<sup>4</sup> und der Schiffskapitän und spätere écuyer von Madame,<sup>5</sup> Elisabeth-Charlotte Herzogin von Orléans, der Graf Louis-Hyacinthe,<sup>6</sup> haben den Namen Saint-Pierre in Armee und Marine rühmlichst bekannt gemacht.

<sup>1</sup> Zu dem angeblichen Vornamen »Charles-François«, vgl. A. de Blangy, »Deux lettres de M. l'Abbé de St.-Pierre à M. de Tourlaville« in der Einleitung.

<sup>2</sup> Dieses Datum nennt St.-Pierre in den polit. Annalen II. 836, und es findet sich so unter dem von de Blangy und Siégler-Pascal in ihren Büchern wiedergegebenen Bilde von St.-Pierre, währenddem die anderen Biographen und Siégler selber den 18. Februar als den Geburtstag des Abbé angeben. Auch bei Hettner findet sich das offenbar irrtümliche Datum.

<sup>3</sup> Vgl. Friedensprojekt, Utrecht 1713 II. »Avis du libraire au lecteur.«

<sup>4</sup> Ouvrages de Morale et de Politique XIII. 63 ff.

<sup>5</sup> El.-Charl. von der Pfalz, zweite Frau des Herzogs Philipp I. von Orléans, Mutter des Regenten.

<sup>6</sup> Vgl. St.-Simon Mémoires IV. 337 ff., V. 116, XII. 206. Bei St.-Pierre O. P. Rotterdam 1734, VIII. 260.



Der jüngste Bruder<sup>1</sup> wurde Geistlicher und war später Beichtvater der schon erwähnten Herzogin von Orléans. Der älteste Sohn des Marquis, Bon-Thomas, folgte seinem Vater im Amte des grand-bailli der Landschaft Cotentin in der Nieder-Normandie.

Trotz seinem pompösen Titel: »Marquis de Saint-Pierre, seigneur de Courcy, Clitourp, Varouville, Coqueville, La Motte, Le Waast, Canteloup und Morsalines, grand-bailli du Cotentin, gouverneur de Valogne«, war der Vater des Abbé nicht reich genug, seinen jüngeren Söhnen eine sorgenlose Existenz zu sichern, und diese sahen sich daher bei seinem Tode ganz auf eigene Kraft angewiesen. Die Zukunft lehrte, daß sie sich auch ohne Reichtum durch ihre Tüchtigkeit ehrenvolle Stellungen zu erringen wußten.<sup>2</sup>

Die Jesuiten von Caen waren die ersten Lehrer von Saint-Pierre;<sup>3</sup> aber trotz ihrem Eifer und ihrer Geschicklichkeit soll es ihnen nicht gelungen sein, mehr als einen mittelmäßigen Humanisten aus ihm zu machen; denn weit mehr als die klassischen Sprachen zog ihn die Philosophie an, besonders aber die cartesianische Physik, die damals im Glanze ihrer Neuheit auch bei den Jesuiten in Gunst stand. Noch vor Abschluß seiner Studien wurde der junge Saint-Pierre von einer Krankheit befallen, worüber er im dreizehnten Band der O. de M. et de P. wie folgt berichtet: »Der geistreiche Segrais sagte mir einmal, daß die Fantasie ins Kloster zu gehen, die Pocken (petite vérole) des Geistes sei, und daß diese Krankheit gewöhnlich zwischen dem fünfzehnten und achtzehnten Altersjahr auftrete. Bei den meisten hinterläßt sie Narben, bei denen nämlich, welche eine solche Wahl (d. h. das Gelübde) bereuen. Ich wurde von dieser Krankheit befallen, als ich siebzehn Jahre alt war. Ich stellte mich dem Pater Prior der Prémontrés réformés d'Ardennes bei Caen vor; aber zum Glück für die, welche aus meinen Werken Nutzen ziehen werden, zweifelte er, daß ich stark genug sein würde, um im Chore zu singen, und schickte mich zu einem alten Arzt in Caen, namens Monlieu, der mich als zu schwach dazu beurteilte. Ich habe also diese Krankheit gehabt; aber es waren bloß die fliegenden Pocken, die keine Narben zurückließen.«<sup>4</sup>

So ging Saint-Pierre dem Kloster verloren. Im übrigen widmete er sich besonders unter dem Einflusse seines Freundes Varignon, Sohn eines armen Unternehmers aus Caen, mehr und mehr dem Studium der mathematischen Wissenschaften, und mit der Theologie beschäftigten sich die jungen Leute gerade soviel, um als Abbés in den geistlichen Stand eintreten zu können. »Die Gewohnheit, über unzweideutige und klare Ideen nachzudenken und zu disputieren, — erläutert Saint-Pierre seine Abschwenkung — erlaubte mir nicht, mich lange mit der Theologie zu befassen.«<sup>5</sup>

Einige Jahre brachte Saint-Pierre noch in Caen und auf dem väterlichen Schlosse Saint-Pierre-Eglise zu; doch ist aus dieser Zeit wenig bekannt. Es

<sup>1</sup> Vgl. Annales polit. II. 682.

<sup>2</sup> Vgl. Näheres bei E. Goumy.

<sup>3</sup> So berichten übereinstimmend die Biographien. Im Widerspruch dazu steht die folgende Stelle aus dem Friedensprojekt von 1713 II. 123: »... vers l'an 1669 la peste enleva plus de la sixième partie de la ville de Rouen où jétudiais.«

<sup>4</sup> Vgl. auch Annales polit. II. 777.

<sup>5</sup> O. de M. et de P. XIII. 3.

ist wohl anzunehmen, daß er damals kleinere Reisen gemacht hat,<sup>1</sup> und vor allem auch bemüht war, seine engere Heimat gründlich kennen zu lernen.<sup>2</sup>

Oft hat er in jener Zeit den alten Segrais<sup>3</sup> besucht, der sich 1676 aus der Hauptstadt nach Caen zurückgezogen hatte und in seinem gastfreundlichen Hause stets eine auserlesene Gesellschaft um sich versammelte. Segrais besaß in hohem Maße den Zauber einer angenehmen Konversation, zudem hatte er so viele Erfahrungen, so viele Erinnerungen vom Hofe, von der Akademie und von seiner berühmten Freundin, der Gräfin de La Fayette, in seine Vaterstadt mitgebracht, daß sich die Vorliebe des jungen Abbé für diesen Mann leicht erklären läßt. — Ums Jahr 1678 begann Saint-Pierre seine schriftstellerische Tätigkeit mit dem »Projet pour diminuer le nombre des procès.« Betroffen von der unverhältnismäßig großen Zahl von Prozessen, die gerade in seinem engeren Vaterlande an der Tagesordnung waren und viele Familien ins Elend brachten, suchte der kaum Zwanzigjährige nach den geeignetsten Mitteln, dem verhängnisvollen Uebel vorzubeugen und Einhalt zu gebieten. Er will sein Erstlingswerk, das er wohl noch vielfach bearbeitet und umgearbeitet hat, unter den Augen eines ausgezeichneten Magistraten verfaßt haben.<sup>4</sup> Der Name dieses Mannes wird nirgends genannt, und über das Schicksal dieses ersten Projektes ist nichts bekannt worden.

Durch den Tod seines Vaters in den Genuß einer Rente von etwa 6000 Fr. gesetzt und frei, seinen Neigungen zu leben, beschloß Saint-Pierre, den kleinen Schauplatz der Provinz mit dem großen der Weltstadt zu vertauschen, und so betritt er im Jahre 1686 Paris. Varignon, der sich den Luxus eines Aufenthaltes in der Hauptstadt, die auch auf ihn ihre magische Anziehungskraft ausübte, nicht gestatten kann, wird mitgenommen und sein Freund setzt ihm gleich noch eine Rente von 1000 Fr. aus. Um Varignon die Annahme des hochherzigen Geschenks zu erleichtern, verpflichtet er den Freund, mit ihm zu disputieren, ihm Einwände zu machen, und versichert ihn dann, daß er dabei viel gewinne, und daß es also nur billig sei, wenn er sich für solche Dienste erkenntlich erzeige und eine Entschädigung leiste. »Uebrigens«, fügte er bei, »bist du frei, mich zu verlassen, sobald du dich bei mir langweilen solltest.«<sup>5</sup> Mit großer Dankbarkeit gedenkt Saint-Pierre später des Freundes, wie aus einigen Stellen seiner Schriften deutlich hervorgeht.<sup>6</sup>

Es mag ein ideales Leben gewesen sein, das die beiden Freunde in der »cabane du Faubourg Saint-Jacques« — wie der Abbé seine kleine Vorstadtwohnung zu nennen pflegt — mit einander führten. Von dem heißen Wunsche beseelt, zu

<sup>1</sup> So weilte er, wie aus einer Stelle erhellt, Mitte der Neunziger Jahre bei Verwandten in Bordeaux.

<sup>2</sup> Vgl. »Deux lettres de Monsieur l'Abbé de Saint-Pierre à Monsieur de Tourlaville, 1707«, mit Einleitung vom Grafen A. de Blangy. Caen 1894.

<sup>3</sup> Vgl. M. Tyrtée-Tastet, »Histoire des quarante fauteuils de l'Académie française. II. 281.

<sup>4</sup> In O. P. I. vgl. »Dédication«.

<sup>5</sup> Vgl. Goumy p. 9 ff.

<sup>6</sup> O. P. VI. 111 . . . »je dois à ces disputes presque continuelles durant 4 ou 5 ans, ce que je puis avoir de justesse et de pénétration d'esprit. Je n'avais qu'un valet, mais j'avais un disputateur de profession à mes gages. C'était M. Varignon que je regrette fort, et qui devint depuis célèbre géomètre.«

lernen und kennen zu lernen, besuchten sie beide die wissenschaftlichen Vorlesungen, ließen sich bei den Gelehrten einführen, um hernach im Freundeskreise die gewonnenen Eindrücke zu verwerten und über das Gehörte eifrig zu disputieren.<sup>1</sup> »Ich besuchte — schreibt Saint-Pierre — die Vorlesungen über Anatomie von du Vernay, über Chemie bei Lemery; ich hörte verschiedene Vorträge über Physik bei de Launay, bei dem Abbé Bourdelot und andern. Ich las die besten Werke. Ich besuchte den Père Malebranche, um mich bei ihm zu beraten und um ihm Einwendungen gegen Stellen in seinen Werken zu machen. Ich hatte Freunde, mit denen ich auf Spaziergängen oft über diese Gegenstände disputierte.«<sup>2</sup>

Varignon seinerseits suchte die ersten Mathematiker auf. Durch die Schrift »Projet d'une nouvelle mécanique« reichte er sich bald seinen Lehrern würdig an. Zu den häufigen Besuchern der Vorstadtwohnung gehörten der Abbé Vertot<sup>3</sup> und Fontenelle. — Der Verfasser der »Dialogues des Morts« beschreibt im Eloge von Varignon die geselligen Zusammenkünfte bei Saint-Pierre wie folgt: ». . . Ich war ihr Landsmann<sup>4</sup> und besuchte sie sehr oft, um manchmal zwei oder drei Tage bei ihnen zu bleiben; es war immer Platz genug für einen unerwarteten Gast und sogar für einen zweiten, der aus derselben Provinz stammte (Vertot), heute ein hervorragendes Glied der Académie des belles Lettres und berühmt durch seine Geschichtswerke. Wir hielten unsere Vereinigungen mit sehr viel Genuß, alle jung, eng befreundet, wissensdurstig und, was wir damals noch zu wenig zu würdigen wußten, noch wenig bekannt. Wir sprachen unter uns zu viere eine hübsche Zahl der verschiedenen Sprachen aus dem Reiche der Wissenschaften, und die Mitglieder der kleinen Gesellschaft haben sich seither in alle Akademien zerstreut.«<sup>5</sup>

Das etwas einseitige Studium der Physik und der mathematischen Wissenschaften vermochte Saint-Pierre auf die Dauer nicht zu genügen, und er suchte sich ein anderes Arbeitsgebiet, von dessen Erforschung er sich selber und für die Mit- und Nachwelt mehr Nutzen versprach. »Ich liebte dieses Studium (der Physik) sehr«, lautet eine Stelle in seinen politischen Schriften,<sup>6</sup> »aber eine »Pensée« von Pascal ließ mich dasjenige der Moral höher schätzen; und als ich später den Nutzen der guten Moralbücher mit dem Nutzen guter Gesetze und Etablissements verglich, mußte ich das Studium der Politik (science du gouvernement) demjenigen der Moral vorziehen«. ». . . aber — heißt es weiter — wenn ich mir einige nützliche Kenntnisse angeeignet habe, so verdanke ich es dieser drei- oder vierjährigen Beschäftigung meines Geistes mit

<sup>1</sup> »Je courais après les hommes célèbres par leurs ouvrages . . .« O. de M. et de P. XII. 86.

<sup>2</sup> O. P. V. 284 f.

<sup>3</sup> René Aubert de Vertot (1655—1735) war zuerst Geistlicher, widmete sich dann ausschließlich dem Studium der Geschichte, wozu er hauptsächlich durch Fontenelle und Saint-Pierre bestimmt wurde. Vgl. »Histoire de l'Académie Royale des Inscriptions et Belles-Lettres 1740 Band III«. Vgl. zu Vertot auch Mémoires de Madame de Staël.

<sup>4</sup> Fontenelle stammte aus Rouen.

<sup>5</sup> Varignon wurde Mitglied der Acad. des Sciences; Vertot der Acad. des Inscriptions; Saint-Pierre und Fontenelle der franz. Akademie.

<sup>6</sup> O. P. VI 285.

der Physik.« Noch andere Stellen beweisen zur Genüge, wie hoch Saint-Pierre die Physik, d. h. bei ihm allerdings die Lehre von der Natur überhaupt, bewertet hat.<sup>1</sup>

Saint-Pierre verließ also um der Naturwissenschaft willen die Theologie, um der Moral willen verläßt er jene, um schließlich dem Studium der Staatswissenschaft die Moral zu opfern. Diese Folgerung der scheinbar so raschen und wenig begründeten Aenderung von Beschäftigung und Lebenszweck ist, so nahe sie zu liegen scheint, doch unrichtig, und dies deshalb, weil die »science du gouvernement« — oder wie Saint-Pierre später sagt — »science de la politique« die Wissenschaft ist, welche alle andern Wissenschaften in sich schließt.<sup>2</sup> Wenn er sich daher mit Theologie, mit Moral, mit Naturwissenschaften befaßt hat, wenn er später Medizin, Kriegswissenschaft, Geschichte, Philosophie und Pädagogik treiben wird, so bedeutet dies alles doch das Studium der einen großen Wissenschaft, seiner sogenannten »politique«.

Das letzte Jahrzehnt des siebzehnten Jahrhunderts ist für Saint-Pierre die Periode der Bekanntschaften und des allmählichen Bekanntwerdens. Die Freundin mit Segrain öffnete ihm den Salon der Gräfin La Fayette, und durch die Freundin von La Roche-Foucault wurde er mit einer Persönlichkeit bekannt, die einen nicht unbedeutenden Einfluß auf den etwa vierzigjährigen Abbé ausgeübt hat, mit Nicole. Im zwölften Band der O. de M. et de P. berichtet er an zwei Stellen<sup>3</sup> von dem Manne, den er bedingungslos den besten Moralschriftsteller seiner Zeit nennt. »Ich sah ihn — heißt es da — während zwei oder drei Jahren wenigstens einmal in der Woche. Er wohnte in La Crèche in meinem Quartier, und da er gern Neuigkeiten hörte, erzählte ich ihm jeweilen, was ich bei Madame de La Fayette erfuhr. Ich machte ihm etwa Einwände gegen seine »Essais de Morale«. Sein Verstand dächte mir schärfer als der der übrigen Jansenisten, die ich kannte. Da er mehr Einsicht besaß als diese, war er weniger Jansenist als sie, und nicht so sehr auf seinen Meinungen — oder, was sie Wahrheiten nennen — versessen, als daß er, um andere davon zu überzeugen, in die Verbannung gegangen wäre.<sup>4</sup> Arnauld war der kleinere Geist und darum eifriger für seine Meinung, d. h. seine Wahrheit, mutiger im Kampf gegen die Feinde dieser Wahrheit. Er haßte die Jesuiten wie Hannibal die Römer. Nicole war zurückhaltender und deshalb klüger, eher tolerant geworden. Da er wußte, daß ich damals Physik und Moral studierte, dachte er auch nie daran, mich zur Theologie oder zum Jansenismus zu bekehren; ebenso wenig hat er in mir je den Spion gesucht, obwohl er wußte, daß mein Bruder<sup>5</sup> Jesuit

<sup>1</sup> So heißt es in Bd. VI der O. P. S. 284: »Pourquoi le nombre des esprits fermes, solides, pénétrants est-il si petit en comparaison des esprits légers et superficiels? N'en cherchez point d'autre cause que le défaut d'étude suffisante de la physique et le défaut d'exercice dans la dispute entre étudiants.«

<sup>2</sup> Vgl. O. d. P. III Vorrede.

<sup>3</sup> XII O. de M. et de P. 1737 S. 86 und 287.

<sup>4</sup> Als Lehrer von Port-Royal ursprünglich eng verbunden mit dem großen Arnauld, folgte Nicole diesem ins Exil, machte aber später seinen Frieden mit dem Erzbischof von Paris und kehrte dahin zurück. Er starb im Jahre 1695. Vgl. G. Lanson, Hist. de la litt. franç. 1898 S. 448.

<sup>5</sup> Vgl. S. 8 hievor.

war, daß ich meine Studien in Schulen der Jesuiten gemacht hatte und, wenn auch nicht von der Partei, doch ein Anhänger Molinas<sup>1</sup> war. Er hatte die Arnauld, Pascal, Longueville, Tréville und die anderen Jansenisten zu nahe gekannt, um sie bewundern zu können;<sup>2</sup> er hat mir manches erzählt, was mich davon überzeugt hat, und in der Tat ist naturgemäß der Vernünftigste der kleinste Bewunderer. Damals bewunderte ich auch seine und des P. Malebranche Schriften. Ich bin vernünftiger geworden: ich sehe zwar, daß sie ihresgleichen überragen, aber ich sehe es heute ohne Bewunderung«. Saint-Pierre wird eben den ehemaligen Waffenbruder der Arnauld und Pascal auch etwas zu nahe gekannt haben. »Nicole — heißt es anderswo — sagte mir einst im Gespräch, Pascal sei ein »ramasseur de coquilles« gewesen. Ich begriff nun, daß ich auf diese Worte hin entweder meine Hochschätzung für Pascal oder aber die Achtung, die ich dem Urteil von Nicole zollte, herabsetzen mußte.« Saint-Pierre gibt nun allerdings nicht an, welchem der beiden Philosophen er den Vorzug einräumt; doch ist aus späteren Stellen soviel ersichtlich, daß er von Pascal stets mit Ehrerbietung gedacht hat. Gleichwohl hat dieser zwei Jahre dauernde Verkehr mit Nicole einen nachhaltigen Eindruck auf den Abbé ausgeübt, und oft findet man in den moralphilosophischen Abhandlungen des Letzteren deutliche Anklänge an den Jansenisten, der um seiner Ruhe willen seine Meinung oder sogenannte Wahrheit zu predigen, aufgehört hatte.

Noch wichtiger als die Bekanntschaft mit der Gräfin La Fayette war für Saint-Pierre die Einführung bei der Marquise Lambert. Fontenelle, der dem Freunde den Zutritt zu den Gesellschaften der einflußreichen Frau verschafft hat, gibt folgende Schilderung von ihrem Salon: »Es war eine Ehre dort empfangen zu werden. Es war mit wenig Ausnahmen das einzige Haus, das sich vor der epidemischen Krankheit des Spiels bewahrt hatte, das einzige, in dem man zusammen kam, um sich vernünftig und gelegentlich auch geistreich zu unterhalten« etc. Weniger diese geistreiche Unterhaltung als ein anderer Umstand machte nun den Salon der Madame Lambert für Saint-Pierre bedeutungsvoll: Hier lernte er den Marquis d'Argenson kennen, seinen nachmaligen Freund und Schüler, den einzigen seiner Zeitgenossen, der seinem Werk liebevolles Interesse entgegengebracht und ihn selbst zu verstehen und zu würdigen ge-  
wußt hat.

Das Jahr 1695 brachte dem Abbé de Saint-Pierre den Eintritt in die französische Akademie. Welchem Umstand verdankte er diese Ehre? Mit einer solchen Frage wird bloß wiederholt, was sich seit d'Alembert alle Biographen des Abbé mit einiger Verblüffung selbst fragen mußten. Die Wahl des siebenunddreißigjährigen Saint-Pierre hat etwas Ueberraschendes, und die Motivierung von d'Alembert ist wenig überzeugend.<sup>3</sup> Molinari erklärt die überraschende Ehrung des Abbé aus Familienverbindungen; Goumy nennt die Marquise

<sup>1</sup> Auch an andern Stellen verwahrt sich Saint-Pierre dagegen, irgend einer Partei anzugehören.

<sup>2</sup> Vgl. XII S. 86: »Il avait fort connu M. Pascal et connaissait fort M. de Tréville avec qui il avait beaucoup conversé chez Madame de Longueville« etc.

<sup>3</sup> Vgl. Eloges . . . par M. d'Alembert. P. 1779. S. 99: Quoique l'abbé de Saint-Pierre eût peu cultivé le talent d'écrire, la connaissance profonde qu'il avait de notre histoire, et surtout l'étude qu'il avait faite de la langue française, moins à la vérité en orateur et en homme de goût qu'en grammairien philosophe, lui ouvrirent l'entrée de l'Académie.

Lambert,<sup>1</sup> Fontenelle und in einer geistreichen Ausführung den Umstand, daß Saint-Pierre zu den »Neuen« gehörte, die drei Faktoren, die zu der Wahl wesentlich beigetragen hätten. Siégler stützt sich einzig auf die Erklärung von d'Argenson<sup>1</sup> und läßt den Abbé durch die Fürsorge der »allmächtigen Marquise« Akademiker werden. In einem Punkte sind die späteren Biographen auf jeden Fall einig: weder seine ersten Studien, noch sein literarischer Name haben dem Helden die Pforten der Akademie geöffnet. Im übrigen haben sie wohl alle etwas Richtiges getroffen, und es mögen sowohl Madame de Lambert, Fontenelle und die wissenschaftliche Richtung des Abbé, als auch seine Familienverbindungen<sup>2</sup> und nach d'Alembert schließlich seine persönlichen Verdienste als wirkende Faktoren bei seiner Wahl angenommen werden.

Die Würde des Akademikers gab dem hoffähig gewordenen Saint-Pierre Relief genug, um sich an höchster Stelle zu bewegen, und so kaufte er wahrscheinlich schon im Jahre 1695<sup>3</sup> die Stelle eines ersten Geistlichen<sup>4</sup> bei Madame, der Herzogin von Orléans. Was ihn hauptsächlich bewog, sein Stillleben mit dem geräuschvollen Treiben am Hofe zu vertauschen, erhellt am besten aus einem Brief an die Marquise Lambert.<sup>5</sup> Da heißt es: »Ich befand mich wohl in meinem Häuschen von der Vorstadt Saint-Jaques, mit Wissenschaften beschäftigt; aber ich befinde mich hier, in einem abwechslungsreichen Leben, noch besser. Mein Glück hat um etwas zugenommen — wenigstens scheint es mir so, ob in Wirklichkeit, ist gleichgültig, sobald ich es nur fühle und glaube — und das Leben, wie ich es hier führe, besitzt für mich den Zauber der Neuheit. Darum bin ich mir bewußt, daß, weit entfernt meinen Entschluß zu bereuen, ich gegebenenfalls den gleichen Schritt tun würde. Der Beweis dafür ist, daß es nur an mir läge, zu meiner früheren Lebensweise zurückzukehren; aber jetzt gefällt mir eben dieses Leben besser. Ich sage jetzt; denn kein vernünftiger Mensch kann sich dem Genusse der selben Güter immer mit dem selben Vergnügen hingeben; denn das Vergnügen ist nicht von unserem Willen, sondern von einer unsichtbaren Macht abhängig, die uns das Neue oft als angenehm empfinden läßt. Ich fand mein Vergnügen in Paris (der Brief ist von Versailles geschrieben), und habe es nicht verlassen. Ich habe bloß die Freude an dem abwechslungsreichen Leben in der Stadt um das

<sup>1</sup> d'Argenson Mémoires. 1857. I. 127 ff.: »On n'était guère reçu à l'Académie que l'on ne fût présenté chez elle et par elle. Il est certain qu'elle a fait la moitié de nos académiciens actuels.«

<sup>2</sup> Vgl. S. 7 und 8 hier vor.

<sup>3</sup> Übereinstimmend mit der Biographie universelle geben Molinari (1857) und Tyrté Tastet (1866) das Jahr 1702 an. D'Alembert gibt kein Datum. Goumy (S. 24) nennt das Jahr 1695. Siégler spricht von einem Zeitpunkt, nahe dem der Aufnahme in die Akademie. Gegen die Annahme der Biographie universelle sprechen verschiedene Tatsachen. Nach einem Brief des Abbé an Mme. Lambert vom Jahre 1697 befindet er sich in diesem Jahre schon in seiner Stelle. Unter dem Jahr 1722 (Tod der Herzogin) berichtet er, daß er länger als 25 Jahre in ihren Diensten als erster Geistlicher gestanden habe. Ferner schreibt El.-Charlotte unter dem 30. Sept. 1700 (Brief an Amelisse) von Saint-Pierre als ihrem ersten Geistlichen. Vgl. noch das Friedensprojekt von 1717 »Au Régent«, wo das Jahr 1695 genannt wird.

<sup>4</sup> »premier aumônier«, aumônier ursprünglich Almosenverteiler, dann überhaupt Geistlicher.

<sup>5</sup> O. P. XVI 166 ff.



Vergnügen des mir neuen Hoflebens bereichert. Ich habe so eine vielseitigere Beschäftigung, und Sie wissen, Madame, wie wichtig Abwechslung ist, um sich vor jener drückenden Teilnahmslosigkeit zu bewahren, unter welcher diejenigen zu leiden haben, die ein zu einförmiges Leben führen. Meine Gesundheit ist hier besser als in meiner Einsiedelei von Saint-Jaques. . . . Wie schädlich es ist, sich während des Nachmittags zu sehr mit geistigen Arbeiten zu befassen, — was um so mehr zu befürchten ist, weil niemand daran denkt, einem davon abzuhalten, und weil als Strafe dieser Gewohnheit eine Krankheit zu entstehen pflegt, — merkt man selber erst nach und nach und wenn es schon ein wenig zu spät ist. Ich befand mich in diesem Falle, meine Gesundheit hatte stark gelitten. . . . Der Zufall bot mir hier eine Stelle, die ich annahm, als ich gerade ganz andere Pläne hatte, und seither hat sich mein Befinden wesentlich gebessert. . . .

Meine Stellung gefällt mir, weil sie mir keinerlei Unterwürfigkeit auferlegt. Sie gestattet mir, mich vollberechtigt da aufzuhalten, wohin mich meine Neigung rufen würde. Ihre Königliche Hoheit, Madame, der zu dienen ich die Ehre habe, ist gütig, beständig, vernünftig und zum Glück für ihre Untergebenen, haben diese in einer sehr hochstehenden Persönlichkeit nur solche Eigenschaften zu verehren, die man bei Gleichgestellten gerne antreffen würde: Man braucht, um ihr zu gefallen, bloß seine Mitmenschen gerecht und mild zu beurteilen.<sup>1</sup> — Das Schauspiel ist hier für einen Denker schöner und interessanter als irgendwo auf der Welt.

Indem ich eine Stelle am Hof wählte, habe ich einen kleinen Logenplatz gekauft, der mir gestattet, aus nächster Nähe die Schauspieler zu beobachten, die oft, ohne es zu wissen, auf der Bühne des Weltentheaters die wichtigsten Rollen spielen. Man betrachtet sie allgemein mit Neid und hält sie für glücklicher als andere, wenn man sie bloß aus der Ferne sieht. . . . Ich bemerke mit Verwunderung, daß es weniger Macht und Reichtum ist, was das höchste Glück ausmacht, als vielmehr Weisheit und Tugend. . . .

Ich sehe ganz sicher und geborgen die Hauptrollen spielen, und dies um so besser als ich selbst keine Rolle spiele, überall hingeh, ohne überhaupt beachtet zu werden. . . .

Ich schreibe hier auch zu meinem Vergnügen die Hauptzüge der wichtigsten Begebenheiten, und, um dies richtig durchzuführen, muß man eben den Schauspielern möglichst nahe sein, das heißt an der Quelle der Ereignisse stehen. Ich habe meine Stunden der Muße und zwar meist am Morgen. Mit meinen Betrachtungen (*réflexions*) habe ich nicht aufgehört; denn ich habe hier immer neuen Stoff dazu. Die hier geschriebenen haben mehr mit Politik als mit Moral zu schaffen. . . . Wenn ich mich hier mehr mit jener als mit dieser beschäftige, geschieht es, weil ich überzeugt bin, daß die geringsten Ent-

<sup>1</sup> E. Goumy glaubt annehmen zu sollen, Saint-Pierre zeige uns hier El.-Charlotte in zu günstigem Lichte, und erzählt die Ohrfeigengeschichte. Was hätte aber den Abbé veranlassen sollen, in seinem Brief an die befreundete Marquise irgend etwas zu bemängeln? Vgl. übrigens die Notiz über die Herzogin in den polit. Annalen unter dem J. 1722. Da spricht S.-P. nach dem Tode seiner Herrin in einer Schrift, die erst nach seinem Tode veröffentlicht wurde.

deckungen auf dem Gebiete der Politik<sup>1</sup> weit nützlicher für die Menschheit sein können, als die schönsten Spekulationen in der Moral.<sup>2</sup>

So vermag eine weise Regierung mit Hilfe des »scrutin perfectionné« (eine Art geheimer Abstimmung bei Wahlen; unter anderem näher erläutert in Band III der O. P. 1733) dahin zu kommen, daß die talentvollsten und bestgesinnten Bürger stets auch größere Anerkennung und Belohnung finden werden, und dies im Verhältnis zu dem größeren Nutzen, den sie der Menschheit verschaffen. . . . Ich befinde mich hier an dem Quell unserer Regierung, und ich bemerke schon, daß diese mit Leichtigkeit viel ehrenvoller für den König, viel einfacher für die Minister und viel nützlicher für die Unterthanen werden könnte. Ich sammle hier das Material, um daraus eines Tages ein Gebäude zu errichten, das von einigem Nutzen sein möchte, und Sie wissen, wie sehr mir ein solcher Plan gefällt. Ich schlicke also wie ich begonnen: die Vorstadt Saint-Jaques war mir sehr angenehm; aber bis jetzt fühle ich mich noch besser in Versailles. Ich sage — bis jetzt: denn ich sehe ziemlich sicher voraus, daß ich schließlich ein Leben führen werde mit schriftstellerischer Tätigkeit und Lektüre für den Morgen und etwas Unterhaltung (*jeu*) und Gesellschaft für den Nachmittag.«

Dieser Brief vom Jahre 1697 ist in mehr als einer Beziehung wichtig. Einmal gibt er Aufschluß über das warum und wie Saint-Pierre sich am französischen Hofe bewegte und sich mit der Wissenschaft der Politik befreundete, sodann gibt er in scharfen Umrissen das Programm, wonach der Abbé bis an sein Lebensende tätig sein wird. In dem Briefe finden sich schon die Keime der »Annales Politiques«, des »Projet pour perfectionner le Gouvernement des Etats«, des »Discours sur la Polysynodie« und der anderen Vorschläge für Reformen im Hof- und Staatswesen, endlich der zahlreichen Projekte vor, welche das wirkliche Glück der Menschheit mit der greatest happiness of the greatest number herbeiführen sollen. Noch ist für den Historiker sehr bemerkenswert jene knappe, aber vielsagende Schilderung der Herzogin Elisabeth-Charlotte von Orléans; denn Saint-Pierre hat sich in seinem Urteil als ein feiner Beobachter und Menschenkenner erwiesen (vgl. in den polit. Annalen seine Beurteilung von Vauban, Colbert, Philipp von Orléans, dem Regenten, u. a. m.), und zudem darf bei dem Manne, der mit größtem Freimut auf Uebelstände an höchster Stelle hingewiesen hat, irgend welche Schmeichelei am allerwenigsten vermutet werden. — Ueber das Verhältnis zwischen Her-

<sup>1</sup> Es muß wohl beachtet werden, daß »politiques« bei den Schriftstellern des 17. und 18. Jahrhunderts nicht bloß für Politik im modernen Sinne des Wortes gebraucht wird, sondern eher als Staatswissenschaft überhaupt verstanden sein will.

<sup>2</sup> Vgl. XIII S. 4: »Ich verließ die Physik, um mich der Moral zu widmen, weil ich in diesem Studium für mich selbst und für meine Mitmenschen größeren Nutzen zu finden wußte. Ich beschäftigte mich mehrere Jahre lang mit dieser Wissenschaft und schrieb täglich einige Reflexionen zu meiner und anderer Belehrung nieder. Aber als ich sah, daß unsere Sitten nur deshalb so entfernt von Gerechtigkeit und Wohltun waren, weil unsere Gesetze und politischen Etablissements die dem öffentlichen Wohle nützlichsten Talente und Tugenden nicht belohnen, begriff ich sofort, daß für das Glück der Menschheit ein Fortschritt in der Politik weit wünschenswerter sei, als ein solcher in Physik und Moral. So verließ ich diese, um Politik zu studieren, . . . und darum kaufte ich ein Amt bei Hof und begann alsbald meine politischen Betrachtungen.«

zogin und erstem Geistlichen ist wenig bekannt. Es kann wohl ohne weiteres mit Molinari angenommen werden, daß die Verleihung der Abtei Tiron an den Abbé ein sicheres Zeichen der hohen Gunst war, in welcher sich dieser bei seiner Herrin befand. Als Saint-Pierre später an seinem Friedensprojekte arbeitete, war es auch die Herzogin, die an seinem Werk Anteil nahm und unter anderem den Verkehr ihres Geistlichen mit Leibnitz vermittelt hat. In ihren Briefen spricht Elisabeth Charlotte öfters von Saint-Pierre, dem Grafen Louis-Hyacinthe, ihrem Stallmeister, von dem Jesuiten, ihrem Beichtvater, und ihrem »premier aumônier«, dem Abbé;<sup>1</sup> doch betrifft es meist Aeußerungen von wenig Belang. Daß Saint-Pierre seinerseits die deutsche Fürstentochter hoch verehrte und sich in ihrem Dienste wohl befand, geht noch besonders aus den folgenden Worten<sup>2</sup> hervor, die er anlässlich ihres Todes in den politischen Annalen niedergelegt hat: »Am 8. Dezember (1722) starb Elisabeth Charlotte, die Tochter des Kurfürsten von der Pfalz, die Mutter des Regenten, eine Fürstin, die Achtung verdiente durch ihren Mut und ihre Gerechtigkeit; ihre gütige, leutselige, teilnehmende und freigibige Natur machte sie bei jedermann beliebt. Ich hatte die Ehre, länger als fünfundzwanzig Jahre hindurch als erster Geistlicher in ihren Diensten zu stehen, und ich habe allen Grund, für die Güte dankbar zu sein, welche sie mir und dem verstorbenen Jesuitenpater Saint-Pierre, meinem Bruder, ihrem Beichtvater, bewiesen hat.«

Der Abbé war kein Redner, und sein Stil ließ, wie er selber ehrlich zugesteht, und wie andere mehr als nötig wiederholt haben, eher zu wünschen übrig. Man sollte daher denken, die Antrittsrede in der Akademie hätte ihn zum mindesten sehr angestrengt und beschäftigt. D'Alembert<sup>3</sup> hätte es sogar sehr gut begriffen, wenn Saint-Pierre bei diesem wichtigen Anlasse die Hilfe eines Mit-Akademikers in Anspruch genommen. Aber weit gefehlt — Saint-Pierre verfaßte seine Rede selber, und verwandte auf diese Arbeit ganze vier Stunden. Fontenelle machte ihm den Vorschlag, einiges wegzulassen, anderes klarer und interessanter darzustellen. »Meine Arbeit scheint dir also nur mittelmäßig zu sein«, erwiderte der Abbé, »um so besser, dann sieht sie mir selbst ähnlicher«. Es wurde auch nichts geändert. Als ihm vorgestellt wurde, er hätte wohl etwas mehr Zeit auf die Rede verwenden sollen, entgegnete er, daß solche Arbeiten in Rücksicht auf ihren allgemeinen Nutzen nicht mehr als zwei Stunden beanspruchen dürften; er habe vier dafür geopfert, und das sei sehr viel. Auch in Zukunft hat Saint-Pierre zu wenig Sorgfalt auf den Stil verwandt, indem er von der etwas fraglichen Annahme ausging, solche Sorgfalt bedeute verlorene Zeit für seine Forschungen auf dem Gebiete der Moral und der Politik. Immerhin hat er die Bedeutung des guten Stils erkannt. Als er eines Tages eine lebenswürdige junge Dame sich mit Anmut und Geschick über ein frivoles Thema verbreiten hörte, rief er aus: »O, wie schade, daß sie nicht schreibt, was ich denke!« Eine weitere Eigentümlichkeit

<sup>1</sup> Vgl. u. a. Ed. Bodemann »Aus den Briefen der Herzogin El.-Ch. von Orléans an die Kurfürstin Sophie von Hannover«. Dieser nennt im Namensregister irrträglich den Abbé de Saint-Pierre den Beichtvater, während im Brief 687 von dem P. de Saint-Pierre die Rede ist.

<sup>2</sup> Im II. Band der Annalen 681 f.

<sup>3</sup> Vgl. zum Folgenden d'Alembert »Eloges« 1779 S. 99 ff.

des Abbé de Saint-Pierre besteht in seiner Forderung an den guten Schriftsteller, wichtigere Stellen häufig zu wiederholen. Er selber war auch so sehr bemüht, dieser Anforderung zu genügen, daß darin gerade ein Hauptgrund zu suchen ist für die Tatsache, daß seine Werke so wenig gelesen wurden. »Ich finde«, sagte ihm einst ein Besucher, »ausgezeichnete Dinge in ihren Schriften, doch sind sie so sehr wiederholt.« — »Sehen Sie«, erwiderte der Abbé, als ihm einige solcher Stellen genannt worden waren, »Sie haben sie also behalten, und dazu gerade habe ich sie wiederholt. . .« Sogar wenn er zum Spott zitiert wurde, freute er sich noch in dem Gedanken, daß die Spötter wenigstens die nützlichen Wahrheiten behalten hätten.

Muß zwar ohne weiteres eingeräumt werden, daß die Werke des Abbé fast durchweg die gefällige äußere Form vermissen lassen, so darf andererseits nicht vergessen werden, daß die Natur dieser Werke es mit sich brachte, daß sie sich mehr an den Verstand als an das Gefühl der Leser wandten, daß sie dementsprechend anders geschrieben sein wollten als irgend ein bloß unterhaltendes Buch; es muß endlich geradezu als großer Vorzug der Saint-Pierre'schen Schriften hervorgehoben werden, daß sie so ganz ohne Pathos und ohne Deklamationen eine sehr einfache, aber dafür leicht und allgemein verständliche Sprache sprechen, und gerade in dieser Beziehung bilden Werke wie das Friedensprojekt einen wohlthuenden Gegensatz zu literarischen Produkten ähnlichen Inhalts aus dem neunzehnten Jahrhundert.

Nach einer Besprechung des Stiles von Saint-Pierre fährt d'Alembert gleichsam entschuldigend und erklärend fort: »denn die Nützlichkeit war der einzige Zweck seiner Arbeit: niemals hat es auch unter den für ihren Ruhm scheinbar gleichgültigsten Schriftstellern jemand gegeben, der anspruchsloser und für die geheimsten Regungen der Eigenliebe weniger empfänglich gewesen wäre«. Nachdem von Autoren die Rede gewesen ist, die stets das salbungsvolle »Gott allein gebührt der Ruhm« im Mund führen, so oft ihren Schriften Beifall gesendet wird, heißt es weiter: »die Einfachheit des Abbé de Saint-Pierre war nicht so fromm, aber sie war aufrichtiger; es war nicht Selbsterniedrigung, nicht Bescheidenheit bei ihm, es war der gänzliche Verzicht auf sein Interesse, ohne daß er nur die Ehre des gebrachten Opfers für sich in Anspruch genommen hätte. Man darf ihm auch nicht den Vorwurf machen, er habe, wie so viele, von Philosophie gesprochen, ohne sie selber zu betätigen, oder, wie er sich selber ausdrückt, die Pflichten des Klosters gepredigt, ohne selbst darnach zu leben. Der Wunsch, seine Mitmenschen glücklich zu sehen und zu ihrem Glücke beizutragen, war so vorherrschend in ihm, daß er einigermaßen die anderen Wünsche unterdrückt hat. Man kann ihm nicht vorwerfen, er habe niemand ernstlich geliebt; denn er liebte ohne Unterschied jedermann und vergaß einzig sich selbst. Diejenigen, welche sein Wohltun kalt und banal gescholten haben, dürfen es wenigstens nicht einseitig und selbstsüchtig nennen. . .« Ebenso wenig wie in seinen Werken suchte Saint-Pierre in Gesellschaft zu gefallen oder gar zu glänzen. Die Mehrzahl der Salons Ende des siebzehnten und anfangs des achtzehnten Jahrhunderts in Paris scheinen nicht gerade der passende Ort für die mehr ernsten und wissenschaftlichen Gespräche des Abbé gewesen zu sein; denn der etwas strenge Philosoph überwog doch den Epikuräer in Saint-Pierre und war bald bereit, eine Unterhaltung für frivol und unwürdig zu erklären. Im übrigen sprach er bloß über Dinge, die er genau kannte, und auch da nur wenig, weil er in etwas ängstlicher Rücksichtnahme auf

seine Zuhörer diese nicht etwa ermüden wollte.<sup>1</sup> Außer seinen sehr ausgedehnten Kenntnissen in der Politik verfügte er, wie d'Alembert mitteilt, über einen wahren Schatz von Geschichten und Anekdoten, die er sehr geschickt, wenn auch ganz einfach, zu erzählen wußte. Jede geringste Ausschmückung hätte er dabei als ein Unrecht empfunden, »denn« — pflegte er zu sagen — »man ist nicht verpflichtet, gut zu unterhalten, wohl aber niemand zu täuschen«.

Der Abbé war nicht ohne Witz und Schlagfertigkeit, wie einige von d'Alembert mitgeteilte Episoden zur Genüge beweisen.<sup>2</sup> Man wird kaum irre gehen, wenn man annimmt, es habe sich mit seiner Unterhaltungsgabe verhalten wie mit seiner Fähigkeit zu schreiben. Eine der ersten Bemerkungen, die man beim Lesen irgend einer Schrift über den Abbé de Saint-Pierre sofort antrifft, ist die, er habe einen außerordentlich langweiligen und schwerfälligen Stil etc. Sowie man aber seine Werke genau und vorurteilslos durchliest, wird man über die wahre Beredsamkeit, die einem da entgegen tritt, wo der behandelte Gegenstand mehr als bloßes Interesse für den Autor hat, wird man über kühnen Gedanken und interessanten Folgerungen die kleinen stilistischen Nachlässigkeiten und Wiederholungen vergessen oder überhaupt nicht bemerken. Aehnlich verhielt es sich gewiß mit der Konversationsgabe, und es sei, was diesen Punkt anbetrifft, bloß an Fontenelle, Vertot, Nicole und Segrais erinnert, welche sich gerne mit dem Abbé unterhielten, an die Frauen La Fayette, Lambert und Dupin, deren Salons ihm stets geöffnet waren.

In der Akademie scheint sich Saint-Pierre inzwischen sofort heimisch gefühlt zu haben; wenigstens war er bald ihr tätiges Mitglied, und wenn er auch noch als Akademiker immer den Inhalt der äußeren Form weit vorgezogen hat, so machte er sich in anderer Weise um die französische Sprache verdient, indem er nichts geringeres als ein neues Alphabet und eine richtige französische Orthographie ausarbeitete, ein Werk, dessen Vollendung erst späteren Jahren vorbehalten blieb.<sup>3</sup> Es ist natürlich, daß er bei seiner ausgesprochenen Neigung, alles zum größten Nutzen der Gesellschaft zu gestalten, in der Akademie manches vorfinden mußte, das ihm nicht gefiel, und daß er eifrig bedacht war, Mangelhaftes zu verbessern, Unvorteilhaftes zu unterdrücken und guten Neuerungen Eingang zu verschaffen. Von solchen Bestrebungen zeugen besonders zwei Vorträge aus den Jahren 1712 und 1714,<sup>4</sup> die er im Schoße der Akademie gehalten hat. Von den Reformen, die der Abbé für das große Institut verlangt, wird später noch die Rede sein.

Ein bedeutendes Ereignis für Saint-Pierre war eine Reise nach Utrecht, die seinem Wissensdurst neue Quellen eröffnen und ihm selber einen tiefen Einblick in die europäische Politik gewähren sollte. Er war nämlich dem Abbé de Polignac, dem einen der beiden Bevollmächtigten Frankreichs am Utrechter Kongreß (1712—1713) als Sekretär beigegeben worden. Molinari schreibt diese Aus-

<sup>1</sup> »Quand j'écris, personne n'est forcé de me lire; mais ceux que je voudrais forcer à m'écouter, se contraindraient pour en faire au moins semblant, et c'est une gêne que je leur épargne autant que je puis.« d'Alembert »Eloges«.

<sup>2</sup> Vgl. bei Molinari und Goumy.

<sup>3</sup> Gedruckt als »Projet pour perfectionner l'orthographe des langues d'Europe«.

<sup>4</sup> Abgedruckt in »Histoire de l'Acad. franç. par M. Pelisson. Amst. 1717; und Masson »Histoire de la république des Lettres. Bd. XII.

zeichnung wieder Familienbeziehungen zu, während Goumy eher<sup>1</sup> annehmen möchte, daß sein schon bekanntes, wenn auch nicht veröffentlichtes Projekt vom europäischen Frieden ihm diesmal den Weg der Ehre geebnet habe. In der Tat war der Abbé schon seit einigen Jahren mit diesem Projekt, das sein Hauptwerk werden sollte, beschäftigt, und Molinari befindet sich entschieden im Irrtum, wenn er schreibt, der Kongreß mit all den Schwierigkeiten, welche sich dem Friedensschluß entgegenstellten, hätten dem Abbé de Saint-Pierre die Ideen zum Friedensprojekte eingegeben; denn dieses war, wie u. a. aus einem Brief der Herzogin von Orléans vom 28. Juni 1711 hervorgeht, lange vor dem Kongreß konzipiert und zum Teil im Manuskript verbreitet und bekannt. »... E. L. und ich«, schreibt Elisabeth Charlotte an die Kurfürstin von Hannover, »seindt von den friedfertigen sowoll als l'abbé de Saint-Pierre so vor diesem mein premier aumonier gewesen,<sup>2</sup> der machte gantz project, umb ewige frieden machen zu können, will ein gantz buch davo schreiben. Ich schicke E. L. hirbey sein erstes caye,<sup>3</sup> ich zweiffle aber, dass er das buch gantz ausschreibt, denn man hat ihn schon mitt ausgelacht.«

Noch andere Tatsachen sprechen mit gegen Molinaris Annahme;<sup>4</sup> so besonders die, daß der erste Druck des Projektes spätestens in die zweite Hälfte des Jahres 1712 fallen kann,<sup>5</sup> wahrscheinlich aber früher zu datieren ist. Damit ist freilich nicht gesagt, daß der Aufenthalt in der blühenden niederländischen Republik und die Teilnahme am Friedensschluß nicht auch auf das Projekt in seinen nachmaligen Umarbeitungen und Erweiterungen von nicht unbedeutendem Einfluß gewesen seien. In der Tat tritt auch die Vorliebe für die tätigen Holländer bei Saint-Pierre oft genug deutlich hervor.<sup>6</sup>

Im Jahre 1712 also erschien ein erster Band des Friedensprojektes und zwar in Köln: »Mémoire pour rendre la paix perpétuelle en Europe«, dem bald verchiedene Neu-Auflagen folgen sollten.<sup>7</sup> 1713 erschien in zwei Bänden der »Projet pour rendre la paix perpétuelle en Europe« gedruckt in Utrecht bei A. Schouten. Jetzt war der Abbé de Saint-Pierre bekannt.

Das Werk erregte Aufsehen, und der Verfasser wurde je nachdem Gegenstand der Bewunderung oder des Spottes. Aufrichtige Anerkennung und wirkliches Verständnis für das wahrhaft Große und Mögliche in seinem Werk

<sup>1</sup> Goumy spricht allerdings auch vom Einfluß der Gräfin Saint-Pierre, der Schwägerin des Abbé.

<sup>2</sup> Diese Stelle scheint zu beweisen, daß Saint-Pierre im Jahr 1711 bei der Herzogin ein anderes Amt bekleidete.

<sup>3</sup> Wohl cahier.

<sup>4</sup> Vgl. Molinari S. 26.

<sup>5</sup> Vgl. »Projet de Paix perpétuelle« Utrecht 1713. Avis du libraire au lecteur: »Il a paru il y a un an un volume in 12 imprimé à Cologne« und ibid. Bd. II am Schluß: »On vient de me dire que l'Auteur a fait une nouvelle Edition de son Ouvrage plus ample du double que celle de Cologne.«

<sup>6</sup> Vgl. Goumy S. 30 f.

<sup>7</sup> Auch E. Goumy scheint die erste in Köln erschienene Bearbeitung nicht zu kennen, die allerdings noch nicht den Titel »Projet« trägt; Siégler, der das Buch vielleicht kennt, zitiert es nirgends; wohl aber schreibt er (S. 21): »le Projet de paix perpétuelle publié en 1713, mais déjà conçu et divulgué en partie par son auteur quelques années auparavant« ...



hat Saint-Pierre wohl nur bei wenigen seiner Zeitgenossen gefunden. Man war im Zeitalter Ludwigs XIV. und des großen Preußenkönigs wenig vorbereitet auf die Gedanken eines Saint-Pierre, und man war nach und während der Epoche der großen Schriftsteller Frankreichs nicht leicht bereit, ein längeres Werk in Prosa und dazu in welcher Prosa? -- Voraussetzungen mit Behauptungen und Beweisen nach Art der geometrischen Lehrbücher — ohne weiteres vorurteilsfrei oder gar mit Wohlwollen zu lesen. Der Kardinal Dubois nannte die Werke des Abbé »die Träume eines Biedermannes«. Obgleich diese »geistvolle« Benennung nur beweist, daß der große Emporkömmling im besten Falle beim Studium der Schriften von Saint-Pierre über die Titel nicht herausgekommen ist, hat sie doch sofort bereitwillige Abnehmer gefunden. Man las bei Hofe das Buch nicht und konnte sich doch gedeckt durch das Urteil geistreicher Mäurer im Stile von Dubois darüber lustig machen. Immerhin fand das Buch bei einigen wenigen Zeitgenossen die verdiente Anerkennung; aber erst das neunzehnte Jahrhundert hat den edlen Motiven und der wirklich hervorragenden Arbeit des Abbé de Saint-Pierre einigermaßen Gerechtigkeit wiederfahren lassen. Die wohlmeinende, etwas lakonische Herzogin von Orféans, die gewiß das Werk ihres ersten aumônier näher gekannt und gewürdigt hat, wenn sie auch seine Bedeutung nicht ganz zu erfassen vermochte, schreibt unter dem 25. Juli 1711 in offenbarer Betrübniß aus Fontainebleau: »Der arme Abbé de Saint-Pierre ist sehr mit seinem Buch ausgelacht worden«. Der arme Abbé hat sich aber, wie aus den vielen Neu-Ausgaben seines Werkes hervorgeht, durch das geringschätzige Urteil seiner Landsleute nicht abschrecken lassen. Im Jahre 1717 erscheint der dritte Band<sup>1</sup> des Friedensprojektes, nachdem das vorhergehende Jahr die sehr beachtenswerte Schrift »Mémoire pour l'établissement d'une taille proportionnelle« gebracht hatte. Das letztgenannte Werk, der spätere »Projet de taille tarifée«<sup>2</sup>, wendet sich gegen die meist ungerecht verteilte und gewaltsam eingetriebene taille arbitraire, unter welcher besonders die Landbevölkerung und das kleine Handwerk schwer zu leiden hatten. Das Jahr 1718 endlich brachte die Veröffentlichung eines Buches, das wie kein anderes Wellen werfen und den sechzigjährigen Saint-Pierre zum Märtyrer für die Wahrheit stempeln sollte: der »Discours sur la Polysynodie, wo gezeigt wird, daß die Polysynodie, oder Mehrheit der Räte, die vorteilhafteste Form des Ministeriums für König und Land ist.«<sup>3</sup> Dieses Werk empfiehlt, wie aus dem Titel hervorgeht, eine neue Regierungsart, die sogenannte Polysynodie, und um diese in ihrem ganzen Vorteil zu zeigen, werden die früheren Regierungen eines dreizehnten und vierzehnten Ludwig von Frankreich zum Vergleich herangezogen und jenachdem streng, aber nicht übertrieben der Kritik unterzogen. Daß Saint-Pierre dabei von den betreffenden Fürsten auch sprechen mußte, liegt auf der Hand; weil er es aber in einer Weise tat, die sehr verschieden war von den devoten Huldigungsadressen, mit denen auch die toten Monarchen

<sup>1</sup> Dieser Band, der dem Regenten gewidmet ist, bildet nicht eine Fortsetzung zu den zwei 1713 erschienenen Bänden. Er bedeutet eher eine gekürzte Neuauflage des früheren Friedensprojektes in der ganz bestimmten Absicht geschrieben, den Regenten für die Friedensidee zu gewinnen.

<sup>2</sup> Neue Auflage 1739 (von der in der Biographie universelle erwähnten Neuauflage von 1718 ist uns nichts bekannt).

<sup>3</sup> Spätere Auflage 1719 bei de Villars und de Changuion, Amsterdam.

noch ins Gesicht geschlagen wurden, weil er als ehrlicher Mann seine wahre Meinung aussprach, deshalb wurde er geächtet und von den Sitzungen der Akademie ausgeschlossen.

D'Alembert läßt sich über die Ausschließung des Abbé folgendermaßen vernehmen:<sup>1</sup> »Ein Akademiker (gemeint ist der Kardinal Polignac), der bei Ludwig XIV. in Ungnade gefallen und verbannt worden war, und daher nicht zu befürchten hatte, man werde ihm übertriebene Dankbarkeit für Ludwig XIV. vorwerfen, glaubte eine großmütige oder wohlanstehende oder gerechte Handlung zu begehen, wenn er das Andenken eines Königs räche, dessen Härte er zu vergessen schien. Er brachte das Buch (Polysynodie) in die Akademie, las mit bebender Stimme die Stellen vor, welche die Manen des verstorbenen Herrschers angriffen, teilte sein Beben den Kollegen mit, und bestand darauf, daß die Akademie den Schuldigen bestrafe. Der Abbé de Saint-Pierre seinerseits schrieb an die Akademie und bat um die Erlaubnis, sich vor seiner Verurteilung wenigstens auch selber verteidigen zu dürfen.<sup>2</sup> Sein Gesuch wurde mit der Begründung abgewiesen, daß die Beleidigung öffentlich erfolgt sei, der Widerruf<sup>3</sup> aber im Schoße der Akademie verborgen bleiben würde. Es hätte sich ohne Zweifel für die Akademie nicht geziemt, nachdem sie den lebenden Ludwig XIV. so sehr gefeiert hatte, seinem Schatten Gerechtigkeit zu versagen, und mit ihrem Gönner in derselben Gruft ihre Dankbarkeit und ihre Eloges zu begraben. Aber es scheint auch, daß es gerecht gewesen wäre, mit der Ehrerbietung für den König die Rücksicht auf einen Kollegen zu vereinigen, der nur wollte, was recht und gut war, und aus seinem eigenen Munde seine Apologie, seine Bereuung oder seine Verurteilung zu vernehmen. Man dachte damals nicht so; von vierundzwanzig Akademikern, welche sich eingefunden

<sup>1</sup> Vgl. Eloges S. 126.

<sup>2</sup> Der Brief ist mitgeteilt im Anschluß an den Discours sur la Polysynodie 1729. Saint-Pierre ist erstaunt, daß seine Schrift beleidigt hat. Es seien wenige in Frankreich, welche die hervorragenden Tugenden und glänzenden Eigenschaften des großen Fürsten mehr achteten und anerkannten als er. Einmal angeklagt, müsse er sich um seiner Beschützer, Verwandten, Freunde und um der Akademie willen verteidigen. Er bittet de Sacy, die beigelegte Denkschrift zu lesen und erklärend zu unterstützen. Er erklärt sich schließlich auch bereit, um sein Entgegenkommen zu beweisen, zu widerrufen, weil er wirklich sehr betrübt sei, seine Freunde gekränkt zu haben; aber er betone nochmals, daß es ihn um so mehr betrübt habe, Ärgernis zu bereiten, als er weit entfernt gewesen sei und immer sein werde, etwas gegen den Ruhm des verstorbenen Königs sagen zu wollen, dessen Andenken er ehre und dem er seine Achtung zolle. Ohne diese Klausel werde er nie widerrufen, und er fürchte nicht, der Märtyrer für eine solche Wahrheit zu sein.

<sup>3</sup> Mémoire sur la Forme (vgl. A. 2 Mém. sur le Fonds): »Je vous supplie, Monsieur, de représenter de ma part à la Compagnie:

1° Qu'il serait contre notre Statut de Convocation, de rien décider définitivement contre moi, qu'après une convocation expresse etc.

2° de représenter que . . . la coutume est de marquer précisément dans le billet d'avertissement, le mot de Proposition d'un Académicien; et que l'accusation d'un Académicien étant encore plus importante, il est raisonnable de mettre dans ce billet ce mot ou autre semblable etc.

3° de présenter . . . qu'aucun accusé ne puisse être condamné légitimement . . . sans qu'il ait la liberté de répondre aux articles de l'accusation« etc. 4. Mai 1718.

hatten, stimmten nur vier für Anhörung des Schuldigen: der edle Sacy,<sup>1</sup> die weisen La Motte und Fontenelle und der würdige Abbé Fleury.<sup>2</sup> Trotzdem diese erbetene Gunst oder Gerechtigkeit dem Abbé de Saint-Pierre nicht zugestanden wurde, stimmte man mit den Kugeln (geheime Abstimmung) über die Strafe ab, und alle mit einer einzigen Ausnahme verlangten Ausschließung von den akademischen Sitzungen. Diese mutige Kugel (boule courageuse) gehörte Fontenelle, der stets klug und reserviert in Schrift und Rede, immer fest und entschlossen in seinem Verhalten und Handeln, gegen eine Härte, die ihm unerhört schien, wenigstens stillschweigend Einspruch erheben zu müssen glaubte.« Fontenelle, der kaum ahnen konnte, daß sein unter den gegebenen Verhältnissen wirklich anerkannter Mut nicht wenig zu seiner späteren Bekanntheit beitragen sollte, mußte sich, um andere von dem schweren Verdacht der Freisprechung des Abbé zu reinigen, selber zu seiner Tat bekennen. »Saint-Pierre — heißt es weiter — war also von den Sitzungen ausgeschlossen, doch wurde seine Stelle nicht vakant erklärt. Wenig geändert durch diese akademische Ungnade, oder weil er sich dadurch vielleicht freier glaubte, fuhr er fort, mit demselben Freimut über die gegenwärtige und die dieser vorangegangene Regierung zu reden und zu schreiben. Man ließ ihn gewähren, weil man sich in der Sicherheit wiegte, er werde doch nicht gelesen, und der geringe Reiz seines Stiles diene so der Kühnheit der Ideen als Freipaß. . . . Gründe, die nicht mehr vorhanden sind (der Eloge wurde erst am 16. Februar 1775 gelesen), entzogen seinem Grabe diese Ehre (die Lobrede des neu gewählten Akademikers auf seinen Vorgänger)<sup>3</sup> deren Weigerung, wäre sie nicht eine unfreiwillige gewesen, ein grüßliches Unrecht bedeutet hätte. Alle seine Kollegen haben dafür in ihrem Herzen den Eloge dessen gemacht, den sie verloren hatten, und den sie mit allen Rechtdenkenden beweist haben.« — So schreibt oder besser liest d'Alembert vor. Er ist darauf bedacht, die Hauptzüge wahrheitsgetreu wiederzugeben, ohne seiner Bewunderung für den Abbé allzustarken Ausdruck zu verleihen. Er ist sich bewußt, vor einem Publikum vorzutragen, das noch zu sehr in den Anschauungen derjenigen lebte und handelte, welche vor sechzig Jahren ihren Mitbruder gerichtet hatten. Er fällt denn auch kein Urteil, er entschuldigt. Er entschuldigt den kühnen Autor und er entschuldigt die übereifrigen Königsdiener. Vor einer Prüfung anderer Beurteilungen scheint es angezeigt, einmal kurz zu betrachten, was überhaupt den Sturm der Entrüstung auf den Abbé de Saint-Pierre heraufbeschworen hatte.

Polignac hatte sich darüber beschwert, daß Saint-Pierre in seiner neuesten Schrift die Beleidigungen verdoppelt habe, die er schon in einem früheren Buche, »Mémoire pour rendre la taille proportionnelle«, gegen Ludwig XIV. erhoben. Der Kardinal Fleury sagt in seiner äußerst schwungvollen Rede: »Wir hatten allen in die Akademie Aufgenommenen die Pflicht auferlegt, den verstorbenen König zu verherrlichen, und während fünfundzwanzig Jahren war dieser Fürst Gegenstand all unserer Lobreden. Einer unserer Mitbrüder hat nun die Vermessenheit, zum zweitenmal unser so gerechtes und lange ge-

<sup>1</sup> de Sacy, Mitglied und vielleicht Vorsitzender der Akademie. Über ihn und sein Verhältnis zu Saint-Pierre ist sonst nichts bekannt.

<sup>2</sup> Der abbé Fleury (bis 1723) Historiker.

<sup>3</sup> Der Nachfolger war Maupertuis. Es war ihm nicht gestattet worden, den Eloge auf den Abbé zu lesen.

spendetes Lob Lügen zu strafen. . . .« Dies die Anklage — was aber hatte der Abbé geschrieben?

Im Discours sur la Polysynodie finden sich folgende Stellen:

»Der verstorbene König war oft über die wichtigsten Dinge schlecht unterrichtet . . . so daß man sich wundern muß, daß er bei einer so unvollkommenen Regierungsform nicht mehr Fehler begangen, daß er allein so vielen großen Mächten, die er sich verfeindet hatte, so vielen schlechten Ratschlägen, so vielen geschickten Schmeichlern, die in seinem Verderben ihren Nutzen suchten, widerstanden hat. . . .«

»Welchen Ruf genießt der verstorbene König bei seinen Nachbarn? Haben diese nicht geglaubt, an ihm einen schlimmen Nachbar zu besitzen, wortbrüchig, ungerecht und um so mehr hassenswert, als er alle Macht aufbot, um sie zu vernichten? Ich weiß wohl, daß die Meinung (l'idée), die sich Europa über ihn bildete, als es sich gegen ihn verband, nicht gerecht und nicht wohlbegründet war . . . hat er andererseits seine Untertanen durch ihnen verschafften Wohlstand gezwungen, seine Regierung zu vermissen? Wollte Gott, er wäre für seinen Ruhm und unser Wohl während seiner ganzen Regierung darauf bedacht gewesen, unseren Handel zur Blüte zu bringen, . . . die Flüsse schiffbar zu machen, . . . die Käuflichkeit der Ämter zu unterdrücken etc. Wollte Gott, er hätte Europa den Frieden gegeben. . . . Er wäre Frankreichs größter Wohltäter gewesen« etc.<sup>1</sup>

Kann aus diesen Stellen wirklich geschlossen werden, der Verfasser habe die Ehre des verstorbenen Königs angreifen wollen? Darf man diesen Schluß ziehen, wenn man bedenkt, daß diese Stellen, die die stärksten Aeußerungen von Saint-Pierre enthalten, aus dem Zusammenhang gerissen sind, wenn man bedenkt, zu welchem Zweck dieser das Buch schrieb? Gewiß nicht. Hat er aber absichtslos doch die Manen des Halbgottes beleidigt, und ist daher das Vorgehen der Akademie zu begreifen und zu billigen? Bei genauem Zusehen hat Saint-Pierre in der Polysynodie nur nebenbei einige Tatsachen genannt, die Ludwig XIV. angehen, andererseits einige Parallelen gezogen, die niemand beleidigen können. Endlich sind die zwei oder drei »Wollte Gott« etc. — gleichsam in die Vergangenheit zurückgerufen — nicht im Stande ein verletzendes Echo zu wecken. Kann nun immerhin der Beschluß der Akademie aus ihrer Abhängigkeit vom Regenten und von der Hofpartei,<sup>2</sup> mit einem Wort aus ihrer Schwäche heraus, erklärt werden, so ist er doch niemals zu rechtfertigen. Es scheint daher unbegreiflich, daß E. Goumy von »sehr motivierten und sehr ernsthaften Gründen« sprechen kann, die das Vorgehen der Akademie berechtigt hätten.<sup>3</sup>

Der Marquis d'Argenson gibt über Entstehung und Zweck der Polysynodie folgende nicht ganz wahrscheinlich klingende Erklärung:<sup>4</sup>

<sup>1</sup> Nach meiner Ansicht die stärksten Ausdrücke. Goumy zitiert auf etwa vier Seiten Stellen aus demselben Werk, von denen ich aber gut drei Viertel für vollkommen belanglos halte oder sogar finde, daß sie das Urteil des Abbé noch wesentlich mildern.

<sup>2</sup> Näheres über die ganze Intrige vgl. Molinari S. 11—20. Goumy S. 37—50.

<sup>3</sup> Goumy S. 47 ff.

<sup>4</sup> Vgl. Mémoires 1857 Bd. I S. 38 ff. und speziell noch A. 1 auf S. 38.



»Als man die Unzulänglichkeit der durch den Herzog von Orléans eingesetzten Räte erfahren hatte, gab man ihnen eine Art letzter Oelung, indem man den Abbé de Saint-Pierre, der sie zuerst gebilligt hatte, beauftragte, ihre Apologie zu schreiben. Er verfaßte zu diesem Zwecke eine Arbeit, die er »Polysynodie oder Vorteil der Mehrheit der Räte« nannte.<sup>1</sup>

Das Schlußwort in dieser Angelegenheit sei dem Herzog von Saint-Simon, der wenigstens nicht im Verdacht steht, dem Saint-Pierre geneigt gewesen zu sein, überlassen:

»Eine äußerst abgeschmackte Sache — schreibt er<sup>2</sup> — machte damals einen ungeheuren Lärm. Ich habe hier manchmal von den Saint-Pierre geschrieben, von welchen einer Stallmeister von Madame, der Herzogin von Orléans, der andere, sein Bruder, ihr erster Geistlicher war. Dieser besaß Geist, Kenntnisse und Chimären (sic). Er war, seit sehr langer Zeit Mitglied der Akademie, sehr von sich selber eingenommen, ein guter und ehrlicher Mann, indessen großer Schreiber (faiseur) von Büchern, Projekten, politischen und gesetzgeberischen Reformen zur Hebung des öffentlichen Wohls. Er glaubte sich beim Regierungswechsel frei und meinte, er dürfe zum Wohle des Volkes seiner Phantasie freien Lauf lassen. Er ließ daher ein Buch drucken, das er die Polysynodie (1718) nannte, worin er naturgetreu die despotische und oft gewalttätige Macht schilderte, welche die Staatssekretäre und der Contrôleur général des Finances unter der früheren Regierung ausübten, indem er sie Vezire und ihre Departemente Vizirate nannte. Er verbreitete sich darüber mit mehr Wahrheit als Klugheit.

Sobald das Buch erschien, erregte es einen allgemeinen Aufruhr der ganzen alten Regierung und bei allen denen, welche sich schmeichelten, nach der Regentschaft wieder ans Ruder zu kommen.

Die alten Höflinge des verstorbenen Königs setzten auf Kosten anderer ihren Ehrgeiz in eine Dankbarkeit, die sie nichts kostete. Der Marschall de Villeroi machte sich durch ein schreckliches Geschrei bemerkbar, und er brachte mit Güte oder Gewalt den ganzen alten Hof in Aufruhr. Außer diesen Leuten nämlich nahm niemand an einem Werke Anstoß, das vielleicht etwas mehr Klugheit vermissen ließ, sich aber nichts gegen die Person des verstorbenen Königs hatte zu Schulden kommen lassen, und das bloß Wahrheiten enthielt, deren Zeugen alle die gewesen sind, die in jener Zeit lebten, und deren Augen-scheinlichkeit niemand bestreiten konnte. Die Akademiker, die Gelehrten, die ganze übrige Menschheit waren entrüstet und machten keinen Hehl aus ihrer Entrüstung, daß diese Herren vom alten Hof noch nicht Freiheit und Wahrheit zu ertragen vermochten, weil sie so sehr an Kriecherei gewohnt waren. Doch der Marschall Villeroi brauchte so viele Ränke, machte so viel Redensarten, schlug einen solchen Lärm und hielt dank seiner Heftigkeit so viele Leute ab, Echostimmen (auf das Werk von Saint-Pierre) vernehmen zu lassen, daß der Herzog von Orléans, der den Saint-Pierre von ferne nicht hold war, und auf den wiederum Villeroi Einfluß hatte, nicht für sie dem Tumult entgegen treten wollte. So wurde der Abbé de Saint-Pierre aus der Akademie ausgewiesen, entgegen dem Willen der Akademie, die nicht bis zuletzt Widerstand

<sup>1</sup> Gegen diese Annahme sprechen ganz besonders manche Stellen aus der Polysynodie selbst.

<sup>2</sup> Vgl. Mémoires de Saint-Simon 1829 XV 464 ff.

leisten durfte, durch einige wenige Familien (maisons) — wirklich hatte er auch bei wenig berühmten Zutritt. — Das Buch wurde unterdrückt; aber die Akademie erwirkte, daß keine Wahl stattfand und der Fauteuil des Abbé de Saint-Pierre unbesetzt blieb. Dies wurde auch so gehalten, trotz dem Geschrei seiner Verfolger, das bis zu seinem Tode nicht verstummte.<sup>1</sup>

Gewiß mußte sich Saint-Pierre durch den Beschluß der Akademie gekränkt fühlen; aber wie fern ihm Zorn oder der Gedanke an Rache gegenüber seinen ungerechten Richtern lagen, geht aus dem Briefe hervor, den er am Tage nach seiner Ausstoßung an de Sacy schrieb, und der beweist, daß der Moralphilosoph Saint-Pierre sein »donner et pardonner« nicht nur gepredigt, sondern selber geübt hat.

»Ich bitte Sie, — lautet der Brief — der Akademie von meiner Seite zu versichern, daß ich wohl ermesse, was ich verliere, indem ich von jetzt an der Ehre und des Vergnügens beraubt bin, an den Sitzungen teilzunehmen. Sie können aus meinen Schritten<sup>2</sup> ersehen, wie sehr mir daran gelegen war, seinen ungerichteten Kollegen zu bezeugen, daß ich in noch höherem Maße die Unannehmlichkeit nachempfinde, die ihnen durch meine Unklugheit erwachsen ist.

Noch ersuche ich Sie dringend, sie meinerseits zu bitten, mir das Mißvergnügen, das ich ihnen verursachte, zu verzeihen, und ihnen zu sagen, daß ich ihnen bereits das große mir angetane Unrecht verziehen habe, und daß, wenn ich ihnen, — auch denen, welche am meisten gegen mich eingenommen zu sein scheinen und die zur größten Strenge neigten, — je nützlich sein kann, ich mit Freude die Gelegenheit dazu ergreifen werde. Ich habe keinen deutlicheren Beweis für die Aufrichtigkeit meiner Gefühle, als das Vertrauen, mit dem ich mich an sie wenden würde, sobald ich ihrer Hilfe bedürfen sollte. Vernunft und Religion geben diese Gefühle ein, und ich denke, Sie werden mich genugsam kennen, um dafür gut stehen zu können . . . . Ich gehe aufs Land aus Furcht, man möchte mich zwingen wollen, gegen meine wahre Überzeugung zu sprechen, und weil ich ein wenig der Ruhe und Stille bedarf«. — »Ein wahrhaft bewunderungswürdiger Brief!« — sagt Molinari, und wer wollte sich diesem Urteil nicht anschließen? — Allzusehr nahm sich Saint-Pierre den Verlust seiner akademischen Würde immerhin nicht zu Herzen. Er hatte doch seine alten Freunde und neue dazu. Nach wie vor beschäftigte er sich mit Moral und Politik, lebte er in Projekten zur Förderung des allgemeinen Wohls, indem er bald die alten verbesserte und erweiterte, bald neue schuf und vor allem nie untätig war.<sup>3</sup> Vom Jahr 1718 hinweg beginnt dann seine eigentliche literarische Tätigkeit. Der Stil ist freilich derselbe geblieben, und die Bücher sind trotz ihren zum Teil ausgezeichneten und durchwegs von reiner Nächstenliebe getragenen Vorschlägen nicht anziehender geworden als ihre Vorläufer

<sup>1</sup> Man könnte einwenden, daß Saint-Simon, der bei Ludwig XIV. nie in Gunst gestanden, die Gelegenheit benutze, seinem Groll gegen diesen Monarchen indirekt Ausdruck zu geben, wenn nicht bekannt wäre, daß Saint-Simon die Saint-Pierre alle gehaßt hat. Vgl. dazu s. Mémoires IV 337—39. V 115 f. XII 206. XV 264 ff.

<sup>2</sup> Brief an die Akademie, Mémoires de Forme et de Fonds, seine Bereitwilligkeit, zu widerrufen, Brief an den Regenten etc.

<sup>3</sup> Aus dieser Zeit datieren wohl die Mehrzahl seiner kleineren als »Ouvrages Politiques« und »Ouvrages de Morale et de Politique« veröffentlichten Werke.

aus früheren Jahren. Dabei wurde der Abbé doch mehr und mehr eine bekannte Persönlichkeit. Seine in den Augen der Gesellschaft unglückliche Geschichte mit der Akademie, seine unermüdliche Tätigkeit, endlich seine Erfahrung und seine geschichtlichen und politischen Kenntnisse, das alles eher als seine Werke machte ihn interessant und öffnete ihm neue Salons mit neuen Bekannten. So sollte ihm bald für die verlorene Akademie reichliche Entschädigung werden in dem Club de l'Entresol, einer Art politischen Gesellschaft, von der uns der Marquis d'Argenson in seinen Memoiren ein anschauliches Bild entworfen hat:<sup>1</sup> »Der Abbé Alary — berichtet d'Argenson einleitend, — hatte eine Gesellschaft (établissement) ins Leben gerufen, deren Geschichte, vielen schon ganz entfallen, vollständig vergessen würde, und doch wohl verdient, von mir aufgezeichnet zu werden. Es war eine Art englischen Clubs oder vollständig unabhängiger politischer Gesellschaft, bestehend aus Männern, die gerne über die Tagesereignisse disputierten, die sich hier versammeln und offen aussprechen konnten ohne befürchten zu müssen, sich irgendwie bloßzustellen; denn man kannte sich gegenseitig und wußte wohl, mit wem und vor wem man sprach. Diese Gesellschaft nannte sich Entresol, weil der Ort der Zusammenkunft ein vom Abbé Alary bewohntes Zwischengeschoß war. Man fand da allerlei Bequemlichkeiten: gute Stühle, ein Feuer im Winter, im Sommer offene Fenster, die auf einen hübschen Garten führten. Man pflegte dort keine Mahlzeiten zu nehmen; aber man konnte im Winter Tee, im Sommer Limonade und frische Liqueurs bekommen. Immer lagen die französischen und holländischen und sogar die englischen Zeitungen auf. In einem Wort: es war ein «Café» von Ehrenmännern.

Weiterhin werden die Mitglieder des Clubs genannt:

Alary, Präsident, der Marquis de Balleroy (Cousin von d'Argenson) der Marschall Herzog Coigny, der Marquis de Matignon, d'Argenson, der Bischof von Champeaux, de Verteillac, der Graf d'Antry; der Graf Pléto, der kleine Pallu, damals Berichterstatter beim König; der Graf Caraman, Schwiegersohn des ersten Präsidenten Portal; der Schotte Ramsay, Verfasser des Cyrus; de Saint-Cotest, ehemaliger Gesandter in Baden und Cambay; dessen Sohn, Berichterstatter; der Marquis de Lassay; der Herzog von Noirmoutiers; de la Fautrière; der Chevalier de Camilly, früher Gesandter in Kopenhagen; Pérelle, Mitglied des grand conseil; der Abbé de Pomponne, früher Gesandter in Wien; der Abbé de Saint-Pierre von der französischen Akademie, ausgezeichnete Bürger, Autor des Friedensprojektes und vieler anderer Werke für den Ruhm der Nation und das Glück der Völker; endlich d'Oby, Haupt-Advokat bei dem grand conseil. — »Die meisten dieser Mitglieder — heißt es weiter, — lasen in der Versammlung ihre Werke vor; so Alary seine »deutsche Geschichte«, d'Argenson sein »französisches Kirchenrecht«, Pallu begann eine französische Finanzgeschichte, de la Fautrière arbeitete ebenfalls an einer Geschichte der Finanzen und des Handels; der Abbé de Saint-Pierre lieferte allein mehr Lese-material als alle übrigen Mitglieder zusammen. Er befand sich hier wie in einem Lande, das man lange vergeblich gesucht hat. Seine Systeme, die öffentlich bekannt sind, atmen nur Bureaux der Erfindungen und politische Konferenzen. Seit langer Zeit schon hat er sich mit gänzlicher Hingabe in den Dienst der praktischen Philosophie gestellt, jener Wissenschaft, die so in

<sup>1</sup> Ausgabe 1857 I 87 ff.

Blüte bei den Griechen durch einen Platon und Dion von Syrakus, heutzutage unbekannt und beinahe verächtlich ist. In vorgerücktem Alter schon, unter spärlichem Beifall des Publikums, tröstet er sich im Blick auf die Zukunft<sup>1</sup> und stärkt sich zum Ausharren in seinem Forschungs- und Entdeckungswerke, das ihn in alle Domänen der Regierung führt. Er teilte uns alle seine nicht im Druck erschienenen Arbeiten mit, bat um schriftliche Einwendungen und replizierte gegen dieselben mit ebensoviel Genauigkeit als Ausdauer, stets von seinen Lösungen befriedigt, obgleich er sich einredet, nicht zu hartnäckig auf seinen Ansichten zu beharren.« —

»Seine Sitzungen — fährt d'Argenson fort — hielt der Club jeden Samstag von 5—8 Uhr ab. Eine jede derselben zerfiel in drei Teile. Zuerst las d'Argenson Zeitungsauszüge und beantwortete diesbezügliche Fragen. Die Neuigkeiten des Tages, die politischen Konjekturen und Mitteilungen der ehemaligen Gesandten bildeten dann den Gesprächsstoff. An Hand des Atlas wurde alles genau verfolgt. Hier spielten der Chevalier de Camilly und de Saint-Contest, die beide viel gereist waren und interessant zu erzählen wußten, die Hauptrolle. Die zweite Stunde war dazu bestimmt, durch Diskussion die gedruckten Neuigkeiten zu ergänzen. Rückhaltlos und unbekümmert wurden alle Vorkommnisse von irgend welcher Bedeutung besprochen, und die Stimmung war nie eine gedrückte. Die letzte Stunde endlich galt der Lektüre von akademischen Arbeiten aus der Mitte der Versammlung. Oft war die Lektüre ersetzt durch Besprechung der letzten Friedensschlüsse und durch Behandlung der Korrespondenzen aus Spanien, aus dem Norden, aus Rom, Florenz, Brüssel und den Niederlanden . . .«

Aber auch in diesem ersehnten Lande, im Vorsaal seiner so dringend gewünschten politischen Akademie, sollte der Abbé nicht lange bleiben; denn, hatte der Club zuerst zwar den Beifall des Ministers Fleury gefunden, so verscherzte er diese Gunst später durch den Mangel an Diskretion seitens einiger seiner Mitglieder.<sup>2</sup>

Man wurde auf den Club aufmerksam, man raunte von geheimer Politik, von gefährlichen Umtrieben, man bauschte auf und entstellte; die Gesandten fremder Staaten glaubten sich beschweren zu sollen und wurden bei Hofe vorstellig. Im Club mahnte man zur Vorsicht. Der Abbé de Saint-Pierre wollte sein Bestes tun, und in seiner arglosen Weise schrieb er an den Minister. Doch sein wohlgemeinter Schritt schlug durchaus fehl und trug eher noch dazu bei, die unvermeidliche Katastrophe schneller herbeizuführen. Ihre Eminenz schrieben höchst ungnädig zurück.<sup>3</sup> Noch versuchte man die Versammlungen ganz geheim abzuhalten; aber man sah sich beobachtet, und so hörte im Jahre 1731 der Club de l'Entresol auf zu existieren.<sup>4</sup> —

Gewiß wieder ein harter Schlag für den alten Abbé; aber auch diese Enttäuschung vermochte seinen Eifer für das öffentliche Wohl nicht auf lange Zeit zu lähmen. Wieder fand er Trost und neue Anregung im engeren Ver-

<sup>1</sup> Die Hoffnung auf eine spätere vorurteilslose und aufgeklärte Generation, die niemand so treu mit dem Abbé geteilt hat, als sein Freund d'Argenson, der Verfasser der zitierten Stellen.

<sup>2</sup> d'Argenson nennt den Abbé de Pomponne.

<sup>3</sup> Vgl. die Schrift von E. Goumy.

<sup>4</sup> Aus dieser Zeit stammt wohl das bisweilen zitierte Urteil des Kardinals über Saint-Pierre: »un politique triste et désastreux«.

kehr mit seinen Freunden. E. Goumy, der über den Lebensabend des siebenjährigen Abbé weitaus am besten unterrichtet ist, berichtet von dem Zusammenarbeiten von Saint-Pierre und seinem Freund und Schüler, dem Marquis d'Argenson, noch manchen interessanten Zug. Im übrigen arbeitete Saint-Pierre an seinen politischen Annalen, die bis ins Jahr seiner Geburt 1658 zurückreichen, schrieb seine Beobachtungen nieder, sah ältere Schriften durch, und verfehlte nicht, seine Hauptprojekte immer wieder vorzunehmen und sie Ministern und Fürsten zu unterbreiten. Eine Stelle aus einem Briefe des Kardinals Fleury an Fontenelle gab ihm den gewünschten Anlaß zu folgendem Brief an den Minister:<sup>1</sup>

»Ich bin froh, daß Sie mir anbefehlen, mein Universalmittel anzuwenden, um das Fieber unserer Nachbarn zu heilen; Sie haben mich somit ermächtigt, die Frage aufzuwerfen, wer in Europa geeigneter ist als Sie selber, dieses Mittel zu verordnen. Deshalb sende ich Ihnen in fünf Artikeln<sup>2</sup> das Rezept dieses Wundermittels. Die Kranken werden es aus Ihrer Hand gern entgegennehmen, sobald Sie selbst vorsichtshalber davon genossen haben. Auf diese Weise wird dasselbe durchaus Ihr Eigentum werden, da Sie allein es anwenden können. Alle europäischen Staaten werden Ihnen Dank wissen, eine so treffliche Arznei und ein so ausgezeichnetes Präservativmittel gegen künftige Krankheiten anzuwenden zu haben. Das Paradies den Wohltätern!<sup>3</sup> Der Abbé Saint-Pierre.

p. s. Ich bin bloß der Apotheker Europas, sein Arzt sind Sie. Ist es nicht Sache des Arztes, Heilmittel zu verordnen und anzuwenden?»

Auf diesen Brief antwortete Fleury, den das Alter und bessere Einsicht auch etwas milder gestimmt haben mochten, seinem »politique triste et désastreux vom Jahr 1731« mit folgenden Zeilen:

»Sie haben einen Präliminarartikel als Basis der mir vorgeschlagenen fünf Artikel vergessen, nämlich: vor Durchführung dieser letzteren eine Schar von Missionaren auszusenden, die Geist und Herzen der betreffenden Fürsten vorbereiten und Ihnen in Ihrer Eigenschaft als Apotheker Europas, — der beruhigende und besänftigende Tränklein braut, um unbeständige und beständige Launen im Gleichgewicht zu halten — Anerkennung verschaffen sollen.«

Noch lange nicht geschlagen, schrieb Saint-Pierre wieder einen langen Brief zurück, worin er seine Artikel noch einmal begründet und den Minister selber als den für dessen Botschaft geeignetsten Missionaren bezeichnet. —

Einen Augenblick wohl glaubte Saint-Pierre im Preußenkönig Friedrich seinen idealen Fürsten gefunden zu haben; aber bald mußte er auch hier seinen Irrtum einsehen und noch einmal das Emporbringen seiner Saaten einer Sonne späterer Zeiten anbefehlen; denn die Aussichten für sein Land waren in jeder Hinsicht trübe, und der ewige Friede, dauernde Ruhe im Innern, eine Hebung der sozialen Mißstände schienen in unabsehbare Ferne gerückt. Doch arbeitete er weiter, sein Werk galt der Zukunft. Besonders sind es Ratschläge betreffend eine sorgfältige Erziehung der Jugend und über zweckmäßigen

<sup>1</sup> Fleury hatte an Fontenelle geschrieben, daß, um Engländer und Spanier zu beruhigen, es angezeigt wäre, allen in Frage kommenden Fürsten eine Dosis vom Friedenselixir seines alten Freundes Saint-Pierre zu verabfolgen. Vgl. Goumy S. 67.

<sup>2</sup> Gemeint sind die fünf Hauptartikel des Friedensprojektes.

<sup>3</sup> Der gewöhnliche Schluß der Briefe des Abbé.

Unterricht, sowie Abhandlungen über die großen Männer des Altertums, die jene letzte Epoche seines reichen Lebens ausfüllen.

Wie aus der Datierung einiger dieser Schriften ersichtlich ist, brachte Saint-Pierre den Sommer wohl meist auf dem Lande zu, sei es auf dem väterlichen Schlosse in der Bretagne oder in dem lieblichen Chenonceaux, dem Landhause von Madame Dupin. Folgender Brief, der hier im Originaltext mitgeteilt wird,<sup>1</sup> damit er nicht seines Zaubers verlustig gehe, gewährt einen kleinen Einblick in das Verhältnis des Philosophen zu seiner jugendlichen, geistvollen Schülerin:

»Voilà, Madame, Aristide et Thémistocle dont j'ai commencé la vie dans ce charmant séjour que vous habitez. Vous les trouverez écrites suivant ce nouveau plan que je vous proposai un jour sur les bords du Cher dans une de nos promenades philosophiques où vous trouviez tant de plaisir.

Je me souviens que la raison qui faisait que vous estimiez fort ce nouveau plan, c'était qu'il ressemblait davantage à ce qu'il y avait de plus agréable et de plus sensé dans Plutarque sur les jugements qu'il a fait des actions des hommes.

J'avoue que j'eus une grande joie de voir ainsi qu'à votre âge, et avec les charmes de la jeunesse, vous étiez capable d'estimer le sensé, lorsque tout ce qui vous environne n'estime que l'agréable présent, au lieu que l'utile et le sensé ne regarde que l'agréable futur.

Je ferai bientôt, à ce que j'espère, imprimer ce petit ouvrage avec le discours que j'ai fait sur la différence entre Grand-Homme et Homme Illustre, et que j'ai revu depuis peu, mais il m'a paru juste de vous faire hommage de ce qui vous appartient, et de vous l'envoyer manuscrit, afin que vous puissiez y trouver plusieurs de vos pensées, en vous promenant seule à Chenonceaux dans votre petite allée solitaire que j'appelais ma promenade favorite.« —

In den Confessions<sup>2</sup> gibt Rousseau eine kleine Schilderung der Gesellschaft, die bei Madame Dupin empfangen wurde: »Ihr Haus, — heißt es da — so glänzend wie eines in Paris, vereinigte Gesellschaften, die, um in jeder Hinsicht ideal genannt zu werden, bloß etwas zu zahlreich waren. Sie liebte es, alles was Aufsehen erregte, bei sich zu sehen: Größen, Gelehrte, schöne Frauen. Man traf bei ihr nur Herzöge, Gesandte, »cordons bleus«.<sup>3</sup> Die Fürstin Rohan, die Gräfin Forcalquier, Madame de Mirepoix, Madame de Brignolé, Milady Hervey konnten als ihre Freundinnen gelten. Herr de Fontenelle, der Abbé de Saint-Pierre, der Abbé Sallier, die Herren de Fourmont, de Bernis, de Buffon, de Voltaire, waren die Glieder ihrer engeren Gesellschaft und ihre Gäste bei Tafel. Wenn ihre reservierte Haltung nicht viel junge Leute anzog, so war ihre um so auserlesenerere Gesellschaft nur noch erhabener; und der arme Jean-Jacques konnte sich nicht schmeicheln, mitten in alledem glänzen zu können.«

Von Interesse ist auch die folgende Ausführung, die sich ebenfalls in den Confessions vorfindet.<sup>4</sup> Nachdem Rousseau erzählt hat, daß ihm die Aufgabe zugefallen sei, einen Auszug der Werke von Saint-Pierre zu besorgen,

<sup>1</sup> Vgl. Bd. XIV der O. de M. et de P.

<sup>2</sup> Vgl. Confessions. P. 1817. 219 ff.

<sup>3</sup> Ritter des Ordens vom heiligen Geiste.

<sup>4</sup> In der zitierten Ausgabe S. 310.



und daß gerade Madame Dupin an dieser Arbeit besonderes Interesse gehabt habe, fährt er folgendermaßen fort:

»Sie war eine der drei oder vier anmutigen jungen Frauen von Paris, bei denen der alte Abbé de Saint-Pierre, »enfant gâté« gewesen war, und wenn sie nicht entschieden vorgezogen wurde, so teilte sie sich doch in diese Ehre mit Madame d'Aiguillon.<sup>1</sup> Sie bewahrte dem Andenken des guten Mannes eine Hochachtung und Liebe, welche beiden zur Ehre gereichen . . .« — Die Befriedigung der steten Arbeit, der rege Verkehr mit verständnisvollen Freunden und ergebenen Schülern, der Gedanke endlich, doch nicht umsonst gelebt und sich abgemüht zu haben, in der festen Zuversicht auf eine befreiende und aufklärende Zukunft, die auch seine Pläne endlich verwirklichen und der Menschheit das goldene Zeitalter bringen wird, lassen den greisen Saint-Pierre unter dem Datum des 13. Februar 1738 folgendes schöne Wort in den Annalen niederlegen: »Heute habe ich in Gesundheit mein achtzigstes Jahr erreicht. Wenn das Leben eine Glücks-Lotterie ist, so ergibt sich für mich, wenn ich alles betrachte, daß ich eines der besten Lose gezogen habe, das ich gegen kein anderes tauschen möchte; und noch bleibt mir eine große Hoffnung auf das ewige Glück.« — Der Abbé de Saint-Pierre starb am 29. April 1743 würdig und einfach wie er gelebt hatte. Der Tod erschien ihm wie eine Reise aufs Land. Auf die Bitte, er möchte noch einige Worte an die richten, welche sein Lager umstanden, gab er jene vornehme Antwort von Patru: »Ein Sterbender hat wenig zu sagen, wenn er nicht aus Schwäche und nicht aus Eitelkeit spricht«. Sein letztes Wort war »Hoffnung«! — und mit dieser erhabenen Losung schied eine der anziehendsten und originellsten Persönlichkeiten aus dem Frankreich des achtzehnten Jahrhunderts.

<sup>1</sup> Über die Beziehungen des Abbé zu der Herzogin d'Aiguillon ist bis jetzt nichts weiteres bekannt. Wahrscheinlich war sie eine der Damen, die unter seiner Leitung Auszüge aus Büchern verfaßten, die zum Teil unter den kleinen Arbeiten des Abbé in den O. de. M. et de P. gedruckt worden sind.

## II. Teil.

Der Abbé de Saint-Pierre hat viel geschrieben, und seine großen und kleinen Werke, die zwanzig bis dreißig Bände füllen, behandeln die verschiedenartigsten Gegenstände. Ein Spötter nannte ihn »Verbesserer der Theologen und Mediziner, der Betreibungsbeamten und der Mönche, der Zeitungen und der indischen Maronen«. Der in der Ironie verborgene Vorwurf scheint nicht ohne weiteres ungerechtfertigt zu sein; denn nach der Zusammenstellung der Schriften oder bloß den einzelnen Titeln nach beurteilt, muß dem oberflächlichen Beobachter das Werk von Saint-Pierre in der Tat als ein vielfarbiges Chaos erscheinen, und erst bei gründlicher und vor allem auch vorurteilsloser Prüfung werden sich dem ernsthaften Forscher die Teile und Teilchen zu dem einen festgefügt und wohlverbundenen Ganzen gestalten. Die meisten Handbücher und Lexiken bezeichnen den Abbé de Saint-Pierre in erster Linie als den wohlmeinenden, aber unpraktischen Verfasser undurchführbarer Projekte, als Utopisten schlechthin, wenn es viel ist, als einen berühmten Utopisten aus dem achtzehnten Jahrhundert. Sie geben so bedingungslos das oberflächliche oder mißverständene Urteil einiger Zeitgenossen des »guten Abbé« wieder. Der Kardinal Dubois hatte die Werke des Abbé »les rêves d'un homme de bien« genannt, und dieses Wort »des Verruchtesten aller Sterblichen«<sup>1</sup> hat Schule gemacht. Voltaire, der je nachdem den Abbé hoch erhebt oder ins Lächerliche zieht, hat es begierig aufgenommen, und nennt mit einer tiefen Verbeugung vor dem »geistvollen Minister« — »die Träume eines Biedermannes« die beste Definition der Werke von Saint-Pierre.<sup>2</sup> Des weitem bezichtigt er diesen der Fälschung, wenn er sein Friedensprojekt auf Heinrich IV. und andere

<sup>1</sup> So genannt von d'Argenson, dem Herausgeber der »Mémoires et journal inédit du Marquis d'Argenson«. P. 1857.

<sup>2</sup> Voltaire überliefert den Ausdruck als »les rêves d'un bon citoyen«, was beweist, daß er falsch zitiert oder das »homme de bien« zu günstig auffaßt. Vgl. Siéglér. Bei Volt. Oeuvres complètes. P. 1880. XVIII 254, XXIII 128.

seiner eigenen Ideen auf den duc de Bourgogne<sup>1</sup> zurückführe. Da jedoch der große Voltaire keinen Beweis führt, sondern sich auf die sattsame Wiederholung seiner Behauptungen beschränkt, ist es wohl gestattet, ohne weiteres anzunehmen, diese Behauptung sei mindestens ebenso unrichtig wie die andere, an der nämlichen Stelle ausgesprochene, wonach Bois-Guillebert der eigentliche Verfasser des »dîme royal« sei,<sup>2</sup> und die Schrift lediglich aus Klugheitsgründen dem Marschall Vauban untergeschoben habe.<sup>3</sup> So warm Voltaire auf der einen Seite die Verdienste und die Uneigennützigkeit des Abbé hervorhebt, wo es sich um dessen Stellungnahme zum Klerus handelt, und so gern er sonst anerkennt und Lob spendet, wo sich seine Ansichten mit denjenigen von Saint-Pierre decken, so geringschätzig, ja verächtlich spricht er von ihm, wo dieser sich, wie z. B. in der Beurteilung Ludwigs XIV. und des nach ihm benannten Jahrhunderts mit den Voltaire'schen Ansichten im Widerspruch befindet. — Mit Entschiedenheit zwar wendet sich Voltaire gegen die Akademie, die den Abbé ausgeschlossen, weil er in einer politischen Schrift das Regierungssystem des Regenten demjenigen Ludwigs XIV. vorgezogen habe, indem er nachweise, die Finanzen seien zu Ende dieser ruhmvollen Regierungszeit schlecht verwaltet worden. So bedeute das Verbot, beim Tode des Abbé einen »éloge« zu sprechen, — armselige Blumen zwar auf das Grab eines Akademikers, die weder sein Verdienst noch seinen Ruhm erhöhen«, — einen Schimpf, und die von Saint-Pierre geleisteten Dienste, seine Rechtlichkeit und Milde hätten eine andere Aufnahme verdient.<sup>4</sup> An anderen Stellen aber, — und Voltaire spricht öfters von Saint-Pierre — nennt er ihn ein altes Kind, einen Menschen, halb Philosoph, halb Narr, oder auch einen ernsthaften Narren (*fou sérieux*), der viel Falsches geschrieben habe. Die politischen Annalen des Abbé haben Voltaire besonders aufgeregt und ihm viel zu schreiben gegeben;<sup>5</sup> denn einerseits enthalten sie so manche traurige Wahrheit über die Person und Regierungsweise des »großen Königs«, daß der Verfasser des *siècle de Louis XIV* nicht wohl schweigen durfte, und andererseits zwang ihn eine von Sabathier in den »Auteurs des trois siècles« enthaltene Behauptung, wonach er in den Annalen des Abbé de Saint-Pierre geschöpft hätte, zu energischem Widerspruch.<sup>6</sup> Zur besseren Illustrierung des bisher Angeführten mögen zwei Dichtungen<sup>7</sup> von Voltaire seine Beurteilung des Abbé de Saint-Pierre beschließen. Sie werden sowohl für die Billigkeit wie auch für die Ungerechtigkeit ihres Verfassers, hauptsächlich aber wohl für die Unentschiedenheit in seinem Urteil deutlich sprechen:

<sup>1</sup> Louis, duc de Bourgogne, ältester Sohn des grand Dauphin und Vater Ludw. XV. (1685—1712).

<sup>2</sup> Vgl. Voltaire XIV 128 f., XXII 258, XXXVI 122, XVII 82.

<sup>3</sup> Ibid. XXV 307.

<sup>4</sup> Vgl. z. B. auch d'Argenson Mémoires I. XC A<sub>1</sub>, die Stelle aus einem Briefe Voltaires an den Marquis, worin es jener gar nicht unter seiner Würde hält, sich wenigstens, was die »bonnes intentions« anbelangt, mit Saint-Pierre zu vergleichen.

<sup>5</sup> Vgl. E. Goumy 209 f.

<sup>6</sup> Wie weit dieser Vorwurf von Sabathier berechtigt ist, kann hier nicht untersucht werden. Vgl. Molinari 304 f.; Goumy 209.

<sup>7</sup> Wo Voltaire sonst in Versen auf Saint-Pierre anspielt, geschieht es meist, um von der »impraticable paix« oder von der guten Absicht derselben zu sprechen.

Epigramme.<sup>1</sup>

N'a pas longtemps de l'abbé de Saint-Pierre  
On me montrait le buste tant parfait  
Qu'onc ne sus voir si c'était chair ou pierre  
Tant le sculpteur l'avait pris trait pour trait.  
Adonc restai perplexe et stupéfait,  
Craignant en moi de tomber en méprise;  
Puis dis soudain: »ce n'est là qu'un portrait,  
L'original dirait quelque sottise.«<sup>2</sup>

Unter dem Titel »Sur la Vertu« finden sich in Bd. IX der ges. Werke folgende Verse:

Certain législateur, dont la plume féconde  
Fit tant de vains projets pour le bien de ce monde,  
Et qui depuis trente ans écrit pour des ingrats  
Vient de créer un mot qui manque à Vaugelas:  
Ce mot est bienfaisance: il me plaît, il rassemble  
Si le cœur en est cru bien des vertus ensemble.  
Petits grammairiens, grands précepteurs des sots,  
Qui pesez la parole et mesurez les mots,  
Pareille expression vous semble hasardée;  
Mais l'univers entier doit en chérir l'idée.

Fassen wir zusammen, so ergibt sich, daß trotz manchen den beiden Männern gemeinschaftlichen Anschauungen der Abbé de Saint-Pierre in den Augen von Voltaire in erster Linie doch immer der Träumer unausführbarer Verbesserungen geblieben ist. Zu gerecht, um die offenbaren Verdienste nicht anzuerkennen, war Voltaire zu oberflächlich, um das Werk seines Zeitgenossen ganz verstehen und würdigen zu können.

Ein anderer jener Ton angebenden Philosophen des achtzehnten Jahrhunderts, der sich eingehend mit der Persönlichkeit und dem Lebenslauf des Abbé und Akademikers Saint-Pierre befaßt hat, ist d'Alembert, und in seinem »Eloge de l'Abbé de Saint-Pierre«,<sup>3</sup> der gelegentlich der Aufnahme von Malesherbes in die französische Akademie am 16. Februar 1775 gelesen wurde, besitzen wir ohne Zweifel eines der wertvollsten Dokumente für die Biographie des Abbé und eine sehr bemerkenswerte Beurteilung des Mannes, den er den uneigennützigsten Menschen nennt. D'Alembert bietet eine Fülle interessanter Einzelheiten aus dem Leben von Saint-Pierre und versteht es vorzüglich, dem Leser den Gegenstand seiner Arbeit nahe zu bringen und ihm seine Hochachtung für diesen mitzuteilen. Auch er verurteilt entschieden die Haltung der Akademie gegenüber dem Verfasser der Polysynodie, wenn er sich schon in richtiger Ansehung seines Publikums eher etwas vorsichtig und zurückhaltend über diesen Punkt äußert. Aber auch er betrachtet die Projekte des Abbé

<sup>1</sup> O. c. XXXII 418.

<sup>2</sup> E. Goumy spricht hier von einem hübschen Epigramme Voltaires, und nach dem Zitat der Schlußverse glaubt er den Leser aufklären zu müssen: »Voltaire verleumdet; der Abbé sagt nicht immer solche (sottises).«

<sup>3</sup> Siehe in »Eloges lus dans les séances publiques de l'Académie Française« par M. d'Alembert. P. 1779.

der Mehrzahl nach als Träume. So schreibt er von einer Anregung:<sup>1</sup> »dieses Projekt des Abbé de Saint-Pierre war nicht ein Traum wie die andern«; und weiterhin heißt es: »Wer immer für das Glück der Menschheit arbeiten will, ohne in seinen Vorschlägen den Leidenschaften und Lastern der Menschen Rechnung zu tragen, wird bloß wünschenswerte Chimären ausdenken. Darum hat ein geistreicher Minister die Projekte des Abbé de Saint-Pierre die Träume eines Biedermannes genannt: gebe Gott immerhin, daß die, welche regieren, in dieser Weise träumen mögen! Einer dieser Träume, der verdiente, keiner zu sein, ist die Uneigennützigkeit, die er immer wieder den Beamten predigt« . . . D'Alembert hat das große Verdienst, in richtiger Erkenntnis und Würdigung der vortrefflichen Charaktereigenschaften des Abbé de Saint-Pierre, durch seinen Eloge das Unrecht gewissermaßen wieder gut gemacht zu haben, das die Akademie einem ihrer bestgesinnten Mitglieder zugefügt hatte; aber auf die Werke des Abbé tritt er nirgends<sup>2</sup> näher ein. Er berichtet zwar von ihrem Inhalt als von »sonderbaren, oft undurchführbaren, oft auf Kleinigkeiten gerichteten Ideen, Wahrheiten, die wenig bekannt, als Saint-Pierre sie niederschrieb, heute veraltet und trivial klingen«, — er streift etwa kurz einige der wichtigsten Projekte; aber, wo er nicht allgemein über die Absichten und Beweggründe des Autors spricht, vernimmt man über dessen zahlreiche Schriften nichts, und er zwingt uns so, — trotzdem seiner objektiven Darstellung und den interessanten Ausführungen volle Anerkennung gezollt werden muß — zu der Überzeugung, daß er so wenig wie Voltaire in das eigentliche Wesen von Saint-Pierre eingedrungen ist. Das selbe gilt, wenn vielleicht in etwas beschränktem Maße von einer dritten Größe an Frankreichs literarischem Himmel des achtzehnten Jahrhunderts: Jean-Jacques Rousseau, der nach eigenen bis zum Unerschütterlichen wiederholten Angaben, »schüchtern« und stets zu »sanfte« Mensch, der gegen die Wahrheit zu sündigen meint, wenn er nicht alle seine Bekannten und vornehmlich seine besten und uneigennützigsten Freunde öffentlich an den Pranger stellt, indem er ihre wirklichen oder imaginären Fehler dem Leser schonungslos enthüllt, ist weit davon entfernt, Saint-Pierre richtig zu verstehen oder gerecht beurteilen zu wollen. Tut man wohl dem Verfasser der sogenannten Confessions Unrecht, wenn man ernstliche Zweifel in seine Aufrichtigkeit setzt?

Im neunten Buch des zweiten Teiles der Confessions schreibt Rousseau folgendes:

»Ein anderes Unternehmen . . . . . beschäftigte mich damals mehr; es war der Auszug aus den Schriften des Abbé de Saint-Pierre . . . Der Gedanke wurde mir nach meiner Rückkehr von Genf durch den Abbé de Mably eingegeben, zwar nicht unmittelbar, sondern durch die Vermittlung von Madame Dupin, die ein gewisses Interesse daran hatte, daß ich diese Arbeit unternahm . . . und ihre Eitelkeit wäre angenehm berührt gewesen, die totgeborenen Werke ihres Freundes durch ihren Sekretär zum Leben gebracht zu sehen. Diese Werke ermangelten nicht, ausgezeichnete Dinge voll zu sein (sic), die verdient hätten, besser ausgedrückt zu werden; und es ist seltsam, daß der Abbé de Saint-Pierre, der seine Leser als große Kinder betrachtete, zu ihnen gleichwohl als zu Männern sprach, und doch so wenig Kunst anwandte, um von

<sup>1</sup> Ein Vorschlag betreffend die Antrittsreden in der Akademie.

<sup>2</sup> In den »Mélanges de littérature« findet sich nur eine auf Saint-Pierre bezügliche Stelle vor, die seine Herzengüte bewundernd anerkennt. *Mél. de litt.* 1759 T. 1, S. 396.

ihnen gehört zu werden. Zu dem Zwecke hatte man mir diese Arbeit vorgeschlagen, als nützlich an und für sich, als sehr wohl passend für einen Mann, der arbeitsam als Tagelöhner, sehr träge als Autor war, der Denkarbeit für sehr ermüdend hielt, und in Sachen nach seinem Geschmack lieber Gedanken eines andern erläutern und fördern wollte, als selbständig zu schaffen. Wenn ich mich im übrigen nicht auf das Geschäft des Übersetzens beschränkte, stand es mir frei, manchmal für mich selber zu denken, und ich konnte mein Werk so gestalten, daß manche wichtigen Wahrheiten unter der Flagge des Abbé de Saint-Pierre glücklicher als unter der meinigen Bahn brechen konnten. Das Unternehmen war übrigens kein leichtes: handelte es sich doch um nichts Geringeres, als dreiundzwanzig langweilige, weitläufige, verworrene Bände zu lesen, zu überdenken und auszuziehen, die voll waren von ewigem Geschwätz und Wiederholungen, von kleinen und kurzsichtigen Ansichten, worunter man schwimmend einige große und schöne herausfischen mußte, um den Mut am peinlichen Weiterarbeiten nicht zu verlieren. Ich würde diese Arbeit oft verlassen haben, hätte ich mich auf schickliche Weise davon lossagen können; aber da ich einmal die Manuskripte des Abbé, welche mir Saint-Lambert durch seinen Neffen, den Grafen Saint-Pierre, übergeben ließ, angenommen hatte, war ich gewissermaßen verpflichtet, davon Gebrauch zu machen« . . . und etwas weiter: »Ich fand mich durch seine Schriften über Moral in der Meinung bestärkt, die mir einige seiner Briefe, welche Madame de Créqui mir gezeigt hatte, eingefloßt hatten, daß er viel mehr Geist besaß, als ich geglaubt; aber die gründliche Prüfung seiner politischen Werke zeigte mir nur oberflächliche Ansichten, nützliche Projekte, die unausführbar waren wegen des Irrtums, den der Autor nie ablegte, nämlich anzunehmen, daß die Menschen sich eher durch bessere Einsicht als durch ihre Leidenschaften leiten ließen. Seine hohe Meinung von den modernen Kenntnissen ließ ihn das falsche Prinzip der »raison perfectionnée« annehmen, die Grundlage aller seiner vorgeschlagenen Schöpfungen und die Quelle all seiner politischen Sophismen. Dieser außergewöhnliche Mann, die Ehre seines Jahrhunderts und seines Geschlechts, der einzige, der seit dessen Schöpfung keine andere Leidenschaft gekannt hat als die der Vernunft (raison), beging indessen in all seinen Systemen nur Irrtum über Irrtum, weil er die Menschen ihm selber ähnlich machen wollte, anstatt sie zu nehmen, wie sie sind und immer sein werden. Er arbeitete doch nur für imaginäre Wesen, da er meinte, für seine Zeitgenossen zu arbeiten.« — An anderen Stellen, wo Rousseau des Abbé erwähnt, ist »dieser außergewöhnliche Mann, die Ehre des Jahrhunderts und des Menschengeschlechtes« einmal schlechthin ein »bon-homme«, ein anderes Mal ein berühmter Schriftsteller. — Inwiefern sich Jean-Jacques dann der übernommenen Arbeit erledigt hat, wird später ausgeführt werden. Was die eben angeführten Stellen anbelangt, so erhellt, ganz abgesehen von der maßlos übertriebenen Verherrlichung des Abbé auf der einen Seite, aus dem darin enthaltenen Widerspruch allein schon zur Genüge wie viel Wert diesem Urteil in Bezug auf Klarheit und Objektivität beizumessen ist<sup>1</sup>.

Sehr im Widerspruch zu den drei Koryphäen seiner Zeit, zu Voltaire, Rousseau und d'Alembert befindet sich ein vierter Zeitgenosse des Abbé de

<sup>1</sup> Daraus erklären wir auch besonders, warum keiner der Biographen des Abbé sich zu dem Urteil Rousseaus ausspricht.



Saint-Pierre in der Beurteilung des Werkes und der Bedeutung dieses Mannes: Im Gegensatz zu den andern Philosophen hat der Marquis d'Argenson<sup>1</sup> dem Werke wie dem Manne neben einer gerechten objektiven Prüfung auch wohlwollende Teilnahme und wirkliches Verständnis entgegengebracht. In seinen Memoiren<sup>2</sup> nennt er ihn seinen guten Freund und Lehrer, einen ausgezeichneten Bürger, einen vornehmen und hochherzigen Philosophen, einen hervorragenden Politiker, der zum Ruhme des Vaterlandes und zum Wohle der Völker gearbeitet habe, und man gewinnt sofort den Eindruck, daß dieser Enthusiasmus ungekünstelt ist; denn d'Argenson lobt nicht blindlings und heißt nicht schlechthin alles gut. Er sieht und rügt die Mängel und Nachlässigkeiten seines Freundes, wie er ihn andererseits um seiner seltenen Eigenschaften willen offen bewundert und hochstellt. Folgende interessante Parallele, die sich in den Memoiren findet,<sup>3</sup> mag hier wiedergegeben werden, weil sie das meiste enthält, was der Marquis an anderen Stellen lobend und tadelnd über Saint-Pierre geäußert hat.

#### Aristides und der Abbé de Saint-Pierre.

Nicht nur in unserer Regierung, auch unter den gewöhnlichen Bürgern fehlt uns ein Aristides. Dieser große Mann ist fast der einzige, den man sich ganz zum Vorbild wählen kann. Um die Tüchtigkeit eines Staatsmannes zu erproben, würde ich mich auf die Frage beschränken, ob er Aristides bewundere, oder ob dieser Charakter ihm nur wenig Eindruck gemacht habe. Aristides lebte und starb in Armut. Er liebte diese bescheidenen Verhältnisse, die allein glücklich machen. Er verwaltete lange die Staatsgelder, und der Staat mußte sein Leichenbegängnis bezahlen und seine Töchter verheiraten. Er war tapfer, ein ebenso guter Feldherr wie sein Rivale Themistokles und zudem ein gewandter Diplomat. Er war es, der die griechischen Staaten zu einer Liga gegen die Perser vereinigte. — Ein einziger unserer Zeitgenossen scheint an einige seiner Tugenden zu erinnern: der Abbé de Saint-Pierre; und die französische Akademie hat, indem sie ihn aus ihrer Mitte verbannte, dafür gesorgt, ihm eine Ähnlichkeit mehr mit seinem Vorbilde zu verleihen. Man kennt ihn nur zu wenig, diesen Abbé de Saint-Pierre. Ich halte ihn für einen jener griechischen Weisen, der unter uns geboren, als eine zweite Cassandra zu uns spricht. — Leider fehlt ihm der Sinn für die Kunst der Überzeugung durch formvollendete Rede<sup>4</sup> vollständig. Er glaubt so sehr an die Vorzüglichkeit des Nützlichen vor dem Angenehmen, daß ihm das letztere beinahe verächtlich erscheint. Die Schmucklosigkeit (seines Stils) ist auch die Ursache, warum er nicht oder wenigstens nicht gründlich gelesen wird; denn er wird weder angehört noch verstanden. Man läßt sich seine aus sonderbaren Worten zusammengesetzte Ausdrucksweise nicht gefallen. Einige Kleinlichkeiten, die ihn mitten in seinen großen Plänen beschäftigen, grenzen ans Lächerliche, und das Lächerliche macht alles unmöglich in unserem schönen Vaterlande. Aber dieser Philosoph

<sup>1</sup> Vgl. S. 12 hievon.

<sup>2</sup> Mémoires et journal inédit du Marquis d'Argenson. P. 1825 und 1857 in 5 Bden.

<sup>3</sup> Vgl. die oben genannte Ausgabe von 1857 Bd. V, S. 269 ff.

<sup>4</sup> éloquence — die Übersetzung »Beredsamkeit« gibt nicht den vollen Sinn des französischen Wortes wieder.

hat eine Wissenschaft genau erforscht und weit gefördert, die größte und nützlichste von allen, die heutzutage niemand kennt: die Wissenschaft der Politik;<sup>1</sup> nicht die, welche darin besteht, Ränke zu schmieden, in Verhandlungen zu täuschen, sondern diejenige, welche die Menschen glücklich macht und dem Vaterlande dauernden Ruhm verleiht. Ich zögere nicht, alle seine Projekte gut zu nennen. Auf den ersten Blick hin ist man versucht, sie zu verwerfen, und bei gründlicher Prüfung sieht man, daß keines von ihnen nicht wohl begründet ist. So groß ist seine Liebe für die Menschheit, daß er seine Wohltaten über die Grenzen seines Vaterlandes hinaus allen Erdbewohnern mitteilen möchte. Ich gestehe, daß ich etwas Mühe habe, ihm soweit zu folgen; aber das gerade beweist seine Überlegenheit.«

Siégler-Pascal hat in seinem ausgezeichneten Buch über Leben und Werke des Abbé de Saint-Pierre diesen schon im Titel einen unserer Zeitgenossen im achtzehnten Jahrhundert genannt.<sup>2</sup> Weil wir diese Bezeichnung für sehr zutreffend halten, möchten wir sie auch auf den Schüler des Abbé anwenden; denn war Saint-Pierre durch die Neuheit mancher seiner Ideen und durch das Verständnis für volkswirtschaftliche und soziale Fragen seinem Jahrhundert weit voraus, so war es d'Argenson in gleichem Maße durch seinen offenen Blick und durch die ungetrübte Beurteilung jener Ideen und ihres Autoren. In der mitgeteilten Parallele finden sich schon im Keime die wesentlichsten Gedanken vor, die in neuer und neuester Zeit von Siégler-Pascal, E. Goumy und Molinari weiter ausgeführt worden sind. Mitteilungen anderer Autoren des achtzehnten Jahrhunderts<sup>3</sup>, die gelegentlich auf Saint-Pierre zu sprechen gekommen sind, beschränken sich zumeist auf kurze, nicht belangreiche Notizen. D'Argenson gebührt der Ruhm, als erster gegen die geringschätzigste Bezeichnung »Träume eines Biedermanns« aufzutreten zu sein, und den wirklichen Ernst der Vorschläge des Abbé de Saint-Pierre ins Licht gesetzt zu haben.<sup>4</sup>

Das neunzehnte Jahrhundert hat neben kleineren Aufsätzen<sup>5</sup> drei große und zum Teil bedeutende Arbeiten über das Leben und die Werke des Abbé de Saint-Pierre zeitigt. Im Jahr 1857 erschien in Paris in der »Bibliothèque

<sup>1</sup> Vgl. Biographie S. 15 hievon.

<sup>2</sup> »Un contemporain égaré au XVIII<sup>e</sup> siècle. Les Projets de L'abbé de Saint-Pierre.«

<sup>3</sup> Es verdienen hier besonders Erwähnung die Memoiren von Duclos, Saint-Simon und Richelieu und vor allem auch der dem Abbé de Saint-Pierre gewidmete Abschnitt in den »Trois siècles de notre littérature« vom Abbé Sabathier de Castres.

<sup>4</sup> Das Ausland scheint wirklich, wie d'Argenson sagt, die Verdienste des Abbé mehr zu würdigen gewußt zu haben als seine eigenen Landsleute. Vgl. z. B. in Hettners »Literaturgeschichte des achtzehnten Jahrhunderts« die begeisterten Worte Herders Bd. II S. 83. Heinrich Zschokke läßt sich in seiner »Selbstschau«, Aarau 1842, Bd. I S. 285 folgendermaßen vernehmen:

»Mußte sichs doch auch der tugendhafte Abbé de Saint-Pierre, den Rousseau la raison parlante et organisante nannte, gefallen lassen, lächerlicher Träumer und Halbnaarr zu heißen (vgl. S. 32 hievon), weil er einen europäischen Bundestag, Verminderung der Pensionen zur Verminderung der Staatslasten, Verkürzung des Prozeßgangs, öffentliche Beratung der Gesetze verlangte, oder Duelle für Verbrechen, Kriege wegen Erbschaften, wegen Fürstenehen usw. für empörenden Untertanenmord hielt. Und doch reifen heute eben diese Ideen immer mächtiger ihrer Verwirklichung entgegen.«

<sup>5</sup> Ein ausgezeichnetes Bild entwirft in ganz knappen Zügen der Marquis d'Argenson, der Herausgeber der Memoiren jenes andern Marquis desselben Namens, in Bd. I 1857

des sciences morales et politiques« ein Buch betitelt: *L'abbé de Saint-Pierre, Membre exclu de l'Académie française, Sa Vie et ses Oeuvres*«, welches den als Nationalökonom rühmlich bekannten Professor M. G. de Molinari zum Verfasser hat. In der Vorrede untersucht Molinari die Ursachen, warum ein Mann wie Saint-Pierre beinahe vergessen sei, und weshalb seine Ideen und Vorschläge nicht gelesen würden. Nachdem er davon gesprochen, wie Rousseau seiner Aufgabe, die Werke des Abbé auszuziehen, müde geworden sei, fährt er folgendermaßen fort: » . . . . niemand dachte daran, eine Aufgabe zu übernehmen, der Rousseau sich nicht entledigt hatte. Seine Werke, die durch ihre Längen schon seine Zeitgenossen abschreckten, wirkten noch abstoßender auf die folgenden geschäftigen Generationen. Wenig gelesen im achtzehnten Jahrhundert, liest man sie heute überhaupt nicht mehr.« Indessen enthalten sie neben veralteten Ideen und unmöglichen Plänen nützliche und originelle Konzeptionen, deren Untergang zu bedauern wäre. Wir glaubten darum, man würde uns Dank wissen für die Wiederaufnahme der von Rousseau verlassenen Aufgabe, für einen Auszug der Werke des Autors vom Friedensprojekte. Wir bemühten uns außerdem, diese Arbeit soviel zu vereinfachen, als sie unser berühmter Vorläufer kompliziert hatte, indem wir uns zum Beispiel wohl hüteten, unsere Gedanken denen des Autors unterzuschieben.<sup>1</sup> Wir beschränkten uns, zu zergliedern, was uns zu lang, zu lichten, was uns zu dicht erschien, indem wir gewissenhaft den Grund der Ideen, und so weit es anging, sogar die äußere Form beibehielten . . .<sup>2</sup> Getreu nach diesem Programm hat Molinari seine Aufgabe durchgeführt. Wenn man in seinem Werke auch den Mangel an einer systematischen Anordnung des reichhaltigen Stoffes oft etwas unangenehm empfindet, so muß doch zugegeben und anerkannt werden, daß dasselbe das Wesentliche der Gedanken und Vorschläge des Abbé enthält und in angenehmer Form verständlich wiedergibt. Bei einzelnen dieser Vorschläge und Ideen von Saint-Pierre würde man gewiß gerne die Beurteilung derselben durch eine so maßgebende Persönlichkeit hören; doch hat sich Molinari, wie aus der Vorrede erhellt, dazu nicht verpflichtet. Erwähnt sei noch, daß der Verfasser seine Ausführungen durch sechs wertvolle Beilagen erweitert und bereichert hat.<sup>3</sup>

Zwei Jahre nach dem Buche von Molinari, im Jahr 1859, erschien in Paris die Doktoratsthese von E. Goumy, betitelt »*Etude sur la vie et les écrits de l'abbé de Saint-Pierre*«. In der Vorrede zu dieser in mancher Hinsicht ausgezeichneten Schrift widmet der Verfasser der Arbeit von Molinari einige Zeilen, aus denen hervorgehen soll, daß dieses Buch einen fast ausschließlich national-ökonomischen Charakter trage: »Man findet darin besonders, heißt es,

S. XCVII ff. der Einleitung. Erwähnung verdient u. a. speziell der treffliche Aufsatz über den Abbé de Saint-Pierre in der großen Literaturgeschichte von Petit de Julleville, der den Professor Robert aus Paris zum Verfasser hat. Für Arbeiten in deutscher Sprache sei auf die diesbezüglichen Werke der Professoren A. Oncken-Bern, W. Oncken-Gießen und H. Hettner verwiesen.

<sup>1</sup> Vgl. unser Zitat auf S. 35.

<sup>2</sup> Molinari Vorrede SS. 9 und 10.

<sup>3</sup> I. *Projet d'établissement d'une république chrétienne par Henri IV.* II. *La guerre jugée par La Bruyère.* III. *Projet de paix perpétuelle par E. Kant.* IV. *Jugement sur le projet de p. p. de l'Abbé de Saint-Pierre par J. J. Rousseau.* V. *dto. sur la Polysynodie.* VI. *De la guerre considérée dans ses rapports . . . par le comte de Portalis.*

daß Saint-Pierre ein hervorragender Nationalökonomist war, bevor erst der Name »politische Ökonomie« existiert hat;<sup>1</sup> aber man erfaßte darin nicht das vollständige und so mannigfaltige Ganze aller seiner Ideen und all seiner Projekte. Was sich nicht an die politische Ökonomie anschloß, war unterdrückt. Seine Ideen und Gedanken über Literatur, seine historischen Kenntnisse, seine Erziehungspläne blieben außerhalb des Rahmens, den sich Herr von Molinari gezeichnet hatte. Die Philosophie des Abbé war kaum gestreift, die Frage des ewigen Friedens war mit einer Ausführlichkeit und einer Sachkenntnis behandelt, daß nichts beizufügen war. Ich konnte also — heißt es dann weiter — fortfahren, da ich mir ein anderes Ziel gesetzt hatte, dasjenige, durchaus nichts in der Betrachtung des Lebens und der Werke des Abbé wegzulassen.

Diese Ausführungen von E. Goumy sind nicht ganz richtig. Allerdings hat Molinari manche, zum größten Teil belanglose kleinere Aufsätze des Abbé nicht mitgeteilt, und so vernehmen wir nicht, welche Erziehungspläne Saint-Pierre entworfen, kennen wir nicht alle seine Gedanken über Literatur; aber bei genauerem Zusehen hätte Goumy leicht herausfinden können, daß neben politischer Ökonomie recht viel andere Gegenstände bei Molinari behandelt werden. Zwei von den 10 Kapiteln, in welche das Buch des letzteren zerfällt, haben z. B. die politischen Annalen zum Gegenstande, ein anderes Kapitel handelt ausschließlich von der Religion und Moral des Abbé, ein viertes gibt unter dem Titel »Variétés« zwei Aufsätze — »Abhandlung gegen den Mohammedanismus« und »Physikalische Erklärung einer Geistererscheinung« — wieder, drei Kapitel endlich behandeln unter »Projets divers« noch manches Projekt des Abbé, das nicht ohne weiteres als in das Gebiet der politischen Ökonomie einschlagend zu betrachten ist.<sup>2</sup> Was nun das Werk von Goumy selber anbetrifft, so weist es verschiedene Vorzüge vor demjenigen seines unmittelbaren Vorläufers auf, und eine genaue, sorgfältig ausgearbeitete Biographie, eine übersichtliche Klassifizierung des gewaltigen Stoffes, viel selbständiges Urteil geben ihm neben dem andern vollkommene Existenzberechtigung. Im übrigen läßt die in der Vorrede angekündigte Allseitigkeit der Goumyschen Schrift doch dann und wann zu wünschen übrig; und was die bei einem wissenschaftlichen Werke in erster Linie wünschbare Objektivität des Urteils anbelangt, so scheint uns in dieser Hinsicht doch das Buch Molinaris vorzüglicher zu sein. Die Art und Weise, wie Goumy oft von dem »guten Abbé« spricht, erinnert etwas zu deutlich und darum unangenehm an die herablassende mitleidige Manier, in der ein Voltaire und Rousseau über einen Mann schrieben, dessen hohen Geist sie mit innerem Unbehagen ahnen mochten, und den sie, da es ihnen an anderen Angriffspunkten fehlte, so gern um seines kunstlosen Stiles willen lächerlich machen wollten. —

Im Jahr 1900 endlich erschien die letzte und bei weitem die bedeutendste Arbeit über den Abbé de Saint-Pierre, das Buch von Siégler-Pascal.<sup>3</sup> Es will dem Abbé de Saint-Pierre seine wirkliche Gestalt geben, dartun, was er wirklich

<sup>1</sup> In der Tat läßt sich Molinari in dem Sinne vernehmen. Es muß aber wohl beachtet werden, daß es dem belgischen Gelehrten nicht einfällt, die eigentliche Tätigkeit von Saint-Pierre ausschließlich in der politischen Ökonomie zu suchen.

<sup>2</sup> Das 1. Kapitel enthält die (wie schon bemerkt, sehr wertvolle und ausführliche) Biographie des Abbé. Zwei Kapitel behandeln das Friedensprojekt, eines die Polysynodie usw.

<sup>3</sup> Vgl. den Titel auf S. 37 A. 2.



gewesen ist, entgegen den falschen und gefälschten Berichten, die uns aus einer Zeit überkommen sind, die noch nicht reif war, die Bedeutung dieses Mannes zu erkennen. Es will uns zugleich zeigen: »wie viele der Ideen des Abbé de Saint-Pierre Anwendung fanden, wie viele man jeden Tag noch zu verwirklichen sucht.«<sup>1</sup> In 5 Abteilungen hat Siégler den Stoff noch genauer geschieden als Goumy, indem er die Projekte des ewigen Friedens und der Polysynodie, wie es sich gehört, unter den politischen Werken des Abbé behandelt. Was dieser Arbeit einen besonderen Vorzug vor den beiden andern verleiht, ist eben der Umstand, daß der gelehrte Verfasser sich nicht mit der bloßen Darstellung und Begutachtung der verschiedenen Gedanken begnügt, sondern dieselben in ihrer Entwicklung verfolgt. Ein mehr äußerer Vorteil lag für Siégler darin, daß er die teilweise Verwirklichung einiger Projekte des Abbé, die erst in den letzten Jahren zur Tatsache wurde, selbst erlebt hat. Auffallen mag, daß Siégler kaum je mit einem Wort der Arbeiten seiner Vorläufer Erwähnung tut. Auf Einzelheiten dieses und der beiden andern Werke einzutreten, wird sich im Lauf dieser Arbeit Gelegenheit finden. —

Nicht das Wort des »geistreichen« Ministers, nicht dessen Wiederholung durch Voltaire und d'Alembert, noch das absprechende Urteil des »zu milden« Rousseau allein verursachten die vielfache Verkennung und falsche Beurteilung, die Saint-Pierre zu Lebzeiten und noch lange Jahre nach seinem Tode erfahren hat. Er hat sich einen Teil seines Mißgeschickes selber zuzuschreiben. »Er wurde nicht oder nicht gründlich gelesen — hat d'Argenson ausgeführt — weil er es versäumte, seinen Schriften eine gefällige äußere Form zu geben«, und auch d'Alembert schließt sich dieser Begründung an, wenn er von »zu breit getretenen Stellen, vom Fehlen der Methode, von nachlässigem Stil und seltsamer, unerträglicher Orthographie« schreibt, »die allein schon genügt hätte, das Lesen zur Qual zu machen.«<sup>2</sup> Man muß d'Alembert gewissermaßen Recht geben; denn auch heute bietet Saint-Pierre, wie es übrigens schon die Natur seiner Schriften mit sich bringt, keine Unterhaltungsektüre für das große Publikum. — Er ist selber auch der erste, seine Unfähigkeit als Schriftsteller einzusehen und zu beklagen. Er spricht offen aus, daß er sich meist einzig darum bemühe, seine Behauptungen gut zu beweisen, und daß er darob den Stil vernachlässige. Er wußte, daß seine Kraft in der Überlegung, im Denken beruhte, und darum begnügt er sich damit, seine Gedanken in der einfachsten Form auszudrücken, bedient er sich, nach seiner eigenen Bezeichnung, der geometrischen Ausdrucksweise, die bloß zum Verstande und nicht zu den Gefühlen spricht.<sup>3</sup> Damit wird schon eine andere Frage gestreift: Wie verhält es sich mit den sogenannten Träumen des Abbé de Saint-Pierre?

Wie schon bemerkt, darf in dieser Hinsicht dem Urteil von Voltaire und d'Alembert kein großer Wert beigemessen werden, und was den Ausspruch des Kardinals Dubois anbelangt, so mag ihm bloß entgegengehalten werden, was

<sup>1</sup> Vgl. am Schluß der Vorrede.

<sup>2</sup> Eloges S. 108 der zit. Ausgabe. Nach den zitierten Worten führt d'Alembert dann freilich weiter aus, daß immerhin die Sorge für das öffentliche Wohl dem Stile des Abbé oft Energie und Wärme verleihe, und daß, wenn auch die Feder nie elegant sei, die Seele allein doch genüge, ihm an manchen Stellen Beredsamkeit zu verleihen.

<sup>3</sup> Saint-Pierre hat oft die Hoffnung ausgesprochen, daß spätere Philosophen seinen Gedanken die Vorzüge ihres Stils leihen werden.

der Marquis d'Argenson über diese sogenannten Träume geschrieben hat; denn wer wollte in dieser Angelegenheit dem letzteren das kompetentere Urteil absprechen? —

Der Abbé selber, der den Vorwurf des schlechten Stils ohne weiteres als berechtigt anerkannt hat, verwahrt sich um so entschiedener gegen jenen andern, wonach er ein Träumer von undurchführbaren Utopien wäre. Zieht man in der Tat in Betracht, wie sehr er sich stets bemüht hat, die einfachsten und zweckmäßigsten Mittel zur praktischen Durchführung seiner Vorschläge zu suchen und anzugeben, daß er bei diesen Vorschlägen so viel als möglich an Bestehendes und Bekanntes anknüpfend, wie er ausdrücklich feststellt, philosophische Spekulationen andern überläßt, bedenkt man, daß er sich der Methode des Experiments und der Beobachtung bedient, als einer der ersten die Statistik anzuwenden sucht,<sup>1</sup> und faßt man endlich die Tatsache ins Auge, daß, wie Siégler scharfsinnig nachgewiesen hat, die sog. Träume zum großen Teil eine praktische Durchführung erfahren haben oder doch in die Bahn der Verwirklichung eingetreten sind, so ergibt es sich von selber, daß »les rêves d'un homme de bien« nicht nur keine geistreiche Definition, sondern eine durchaus verfehlt Bezeichnung bedeutet.

Das Lebensziel des Abbé de Saint-Pierre war in seinem seihlichen Wunsche ausgesprochen: etwas zum Wohle der Menschheit beizutragen. Er möchte, wie er an die Marquise de Lambert schrieb,<sup>2</sup> Material sammeln, um daraus einmal ein Gebäude von einigem Nutzen errichten zu können. Der Plan, nach welchem er sein Werk ausführt, ist in jener später von Bentham formulierten Maxime der greatest happiness of the greatest number enthalten. Bei der Betrachtung seiner zahlreichen Werke ist, wie schon erwähnt, zunächst die Verschiedenheit der behandelten Stoffe in die Augen fallend, und man ist z. B. erstaunt, neben dem Friedensprojekt ein solches zur Vernichtung der Korsaren im Mittelmeer, neben einer Abhandlung über Manufakturen einen Aufsatz zu finden, der den Adel zum Gegenstande hat etc., und doch sind die vielen Projekte und anderen Schriften, Bausteine zu dem selben Gebäude, innig verbunden und zusammengehalten durch die allen gemeinsame Tendenz, etwas Nützliches zu werden für die möglichst große Zahl von Familien:

Einige Stellen werden den Standpunkt des Abbé noch deutlicher charakterisieren: So heißt es im »Projet pour rendre les livres et autres monuments plus honorables« etc.:<sup>2</sup> »Der Wert eines Buches, eines Erlasses, einer Anstalt (établissement) oder einer andern öffentlichen Anlage (monument)<sup>3</sup> richtet sich nach Zahl und Größe des gegenwärtigen und zukünftigen Glückes, das für die größte Zahl von Menschen daraus erwächst. Daraus folgt, daß man einen Erlaß mit einem andern vergleichen kann:

1. Nach der Zahl der Familien, denen sie Glück bringen und gewisse Mühen und Leiden ersparen oder vermindern.
2. Nach der Dauer dieses Glückes.

<sup>1</sup> Vgl. Siégler-Pascal S. 6 der Vorrede.

<sup>2</sup> Vgl. Bd. II der Oeuvres Politiques. Rot. 1733. S. 215 f.

<sup>3</sup> monuments publics von Saint-Pierre erklärt als: a. Gesetze, Erlasse, Gründungen, Bücher. b. Gebäude, Seehäfen, Landstraßen, Spitäler, Herbergen, Schulen u. a. allg. nützliche Gebäulichkeiten.

3. Nach der Größe (sensibilité) dieses Glücks.
4. Nach der Größe und Empfindlichkeit der (ersparten) Leiden.
5. Nach der Dauer der (ersparten) Leiden.

Statt eines Erlasses kann man alle beliebigen öffentlichen Einrichtungen nach diesen fünf Gesichtspunkten mit einander vergleichen.«

»Je größer, je dauernder eine Wohltat ist, je mehr Menschen sie zu gute kommt, je schwieriger sie zu verschaffen ist, umso mehr hebt sich der Wohltäter unter den großen Männern hervor.«<sup>1</sup>

»Was den Menschen groß macht, ist der Trieb, nach Kräften dem öffentlichen Wohle zu dienen.«<sup>2</sup>

»Man darf keine Verbindungen eingehen gegen das erste aller Gesetze: *Salus populi, salus rei publicae suprema lex esto.*«<sup>3</sup>

Im neunten Bande seiner politischen Werke spricht der Abbé sich denn auch gerade dahin aus, daß der Zweck seiner Projekte der größte Nutzen für die größte Zahl von Familien sei.

Molinari hat darauf aufmerksam gemacht, daß Saint-Pierre vor Bentham Vertreter und Prediger des Utilitarismus gewesen sei. Ohne auf den Ursprung und die Geschichte dieser Theorie eintreten zu können, bemerken wir bloß, daß der Abbé de Saint-Pierre auf jeden Fall ganz unabhängig<sup>4</sup> und höchstwahrscheinlich vor Hutcheson und Young den Standpunkt der Nützlichkeitslehre vertreten, und somit gewiß als Erster jene Forderung des Utilitarismus »das größte Glück für die größte Zahl«, wie aus den zitierten Stellen hervorgeht, klar ausgedrückt hat.<sup>5</sup>

Saint-Pierre wollte etwas Neues schaffen, er wollte ein Gebäude errichten, das nützlich sei und möglichst vielen Vorteil bringe, und darum mußte er auch zuerst manche Nebenarbeiten verrichten. Es galt, einen guten Baugrund schaffen, und zu diesem Zwecke mußte er alte Vorurteile zerstören, hergebrachte und durch die Gewohnheit geheiligte Mißbräuche als solche kennzeichnen und aus dem Wege räumen, und er durfte bei solcher Arbeit weder einseitig noch oberflächlich vorgehen: Kleinigkeiten und scheinbare Kleinlichkeiten mußten auch mit in Betracht gezogen werden. Es ist wohl anzunehmen, daß Rousseau, wenn er diesem Umstand genügend Rechnung getragen hätte, sein Urteil über die Werke des Abbé etwas mehr in Einklang mit seinen übrigen Ausführungen gebracht hätte. — Was übrigens die Anordnung und Verteilung des Stoffes in den siebzehn oder achtzehn Bänden der sogenannten *Ouvrages Politiques* und *O. de Morale et de Politique* anbelangt, so muß sie allerdings als eine ganz verfehlt und nachteilige bezeichnet werden. Bei richtiger Erkennung und Ausführung der ihm von Madame Dupin zugedachten Aufgabe hätte sich Rousseau ein wirkliches Verdienst erwerben können, wenn er sich einzig darauf beschränkt hätte, die bunt durcheinander gewürfelten kleineren Werke nach einem gewissen System zu ordnen und zu einer Neuausgabe vorzubereiten; im übrigen wäre

<sup>1</sup> O. P. IX. 61.

<sup>2</sup> *Annales Politiques* II. 779.

<sup>3</sup> O. P. VIII. 123.

<sup>4</sup> Vgl. Molinari 246 ff. Auffallen mag, daß Molinari auf keine der zit. Stellen, sondern lediglich auf »*Origine des devoirs des uns envers les autres*« im II. Bd. der O. P. hinweist.

<sup>5</sup> Wir zweifeln, daß die Ausführungen von E. Goumy, der Bacon in dieser Beziehung den Vorläufer von Saint-Pierre nennt, richtig sind.

es ihm freigestanden, mehr zu tun, und den großen Ideen des Abbé de Saint-Pierre die Vorzüge des Rousseauschen Stiles zu leihen. Da aber seither niemand sich einer Aufgabe zu unterziehen wagte, welcher der große Rousseau nicht gewachsen war, so sind uns die sog. politischen Schriften des Abbé nur in ihrer ursprünglichen unansehnlichen Form und unzweckmäßigen Anordnung erhalten. Wenn sie trotzdem nicht fremd geblieben sind und in den letzten Jahren vielleicht wieder etwas mehr Beachtung gefunden haben, so verdanken sie das wohl fast ausschließlich den trefflichen Bearbeitungen von Molinari, Goumy und Siégler-Pascal.

In der Einleitung zu seinen politischen Annalen<sup>1</sup> nennt Saint-Pierre, indem er auf Übelstände in seinem Vaterlande hinweist, zugleich die wichtigsten Gegenstände seiner literarischen Tätigkeit und entwirft so selber eine Art Plan, nach welchem seine Schriften zweckmäßig eingeteilt und behandelt werden können.<sup>2</sup>

Folgende neun Punkte geben ihm Anlaß zur Kritik und liefern den Stoff für seine zahlreichen Schriften:

1. Geistlichkeit und Religion.
2. Der Adel.
3. Das Gerichtswesen.
4. Das europäische Schiedsgericht und der ewige Friede.
5. Steuern und Finanzwesen.
6. Die Ursachen der Stärke und des Reichtums der Nation.
7. Erziehung und Unterricht.
8. Armee und Marine.
9. Regierung und innere Politik.

### A. Geistlichkeit und Religion.

Obwohl selber ein Vertreter des ersten Standes, hat der Abbé de Saint-Pierre doch an der katholischen Geistlichkeit und Religion vieles getadelt und zahlreiche Verbesserungen vorgeschlagen. Er möchte jene im Interesse des Staates nützlicher beschäftigen, diese zum größeren Glück der Gesellschaft einfacher, d. h. natürlicher und für den menschlichen Geist annehmbarer gestalten. Folgende Gedanken, die sich in der erwähnten Einleitung zu den politischen Annalen ausgedrückt finden, bilden den wesentlichen Inhalt der später genannten diesbezüglichen Schriften des Abbé:

Es gibt zuviel Geistliche, sowohl Männer als Frauen, in Frankreich, und deshalb sollte das Kloster erst dem reifen Alter zugänglich sein.<sup>3</sup> Die Geist-

<sup>1</sup> *Annales Politiques*. Londres 1757. 2. Bde.

<sup>2</sup> Von einer bestimmten Absicht des Abbé kann natürlich nicht gesprochen werden, und die hier hervorgehobenen neun Gegenstände finden sich nicht unter den oben angegebenen Titeln vor; auch ist die Reihenfolge nicht genau diejenige von Saint-Pierre.

<sup>3</sup> Wörtlich heißt es, Frankreich habe die Hälfte zu viel Mönche und sogar drei Viertel zu viel Nonnen. Was die letzteren anbelangt, zitiert er den Satz eines Konzils von Agde: »*sanctimoniales, quantumlibet vita earum et mores probati sint, ante annum aetatis suae quadragesimum non velentur.*« »Wollte Gott, fügt Saint-Pierre bei, daß dieser weise Beschluß auch heute noch Geltung hätte!«

lichkeit sollte weniger von Rom als von der Regierung abhängig sein, und in dieser Hinsicht ist ein Konkordat, wie das zwischen Franz I. und Leo X. abgeschlossene, sehr wünschenswert.

Da der Papst nicht unfehlbar ist, braucht man sich seinen Verfügungen nicht ohne weiteres zu unterziehen. Am besten läßt man daher Bestimmungen, denen man nicht beipflichtet, unausgeführt; denn Frankreich besitzt seine alten kirchlichen Freiheiten,<sup>1</sup> und braucht ein Konzil nicht zu fürchten, da ein solches ohne die französischen Bischöfe nicht allgemein ist, und andererseits nichts den König zwingt, dasselbe zu beschicken, wenn er eine ungerechte Exkommunikation seiner Offiziere oder seiner Bischöfe vorausieht.

Mönche und Nonnen sollten vor allem nützlicher beschäftigt sein. Sie sollen auf vier Orden beschränkt werden, die sich äußerlich durch das Gewand unterscheiden würden, damit eher ein Wettstreit beginne, welcher von ihnen der christlichen Gesellschaft größere Dienste erweise. Die Ordensgeneräle sollten ihre Residenz in Frankreich haben,<sup>2</sup> weil sie in einem andern Lande zu sehr von dessen Regierung abhängig sind, und von dort aus durch ihre Klöster die öffentliche Ruhe des eigenen Landes stören können. Die vier Orden sollten die Aufgabe haben, die Armen- und Krankenpflege in- und außerhalb der Spitäler, die Erziehung in den Volks- und Priesterschulen zu leiten.

Die französischen Könige sollten, um den Übergriffen der römischen Kirche entschiedener begegnen zu können, Untertanen, die beträchtliche Pfründen in Frankreich haben, die Annahme des Kardinalhutes verbieten und nicht selber diese Würde für ihre Minister beanspruchen; als ob ein König nicht durch seine Willenserklärung jedem Minister noch einen höheren Rang verleihen könnte, als man in Frankreich den Kardinälen zugesteht. Den Franzosen gestatten, sich um diese Würde zu bemühen, heißt nichts anderes, als die Minister und mächtigsten Familien des Reiches, die ihre Kinder als Kardinäle sehen wollen, veranlassen, das Staatswohl den Interessen des päpstlichen Stuhles zu opfern, Erzbischöfe und Bischöfe, die den größten Einfluß auf den Klerus ausüben, dahin bringen, um dieser Würde wegen die Pflichten gegenüber dem Vaterland zu vergessen, und die exorbitanten Anmassungen der Päpste, und besonders ihre Unfehlbarkeit zu unterstützen.<sup>3</sup> — Diese Hauptgedanken über die Geistlichkeit, die dahin gipfeln, durch eine Trennung von Rom und Unterordnung unter die weltliche Obrigkeit die Priester und anderen Geistlichen zu Staatsbeamten und dadurch für die Gesellschaft nützlicher zu machen, erfahren an andern Stellen neben ihrer Ausführung und Begründung noch zahlreiche Erweiterungen. So tritt Saint-Pierre energisch und mit guten Gründen für die Priesterehe ein und bekämpft das Cölibat als eine rein menschliche Einrichtung, die direkt und indirekt einer gesunden Vermehrung der Bevölkerung und somit dem allgemeinen Wohle hinderlich ist. Die Aufgabe der geistlichen Orden möchte er dahin erweitern, daß diese neben der Erziehung und Krankenpflege andere allgemein nützliche Arbeiten, wie Anlage und Unterhalt von gepflasterten

<sup>1</sup> Saint-Pierre beweist sich hier und an anderen Stellen als Anhänger des Gallikanismus im weitesten und radikalsten Sinne des Wortes.

<sup>2</sup> Nicht in Rom, wie z. B. die Jesuiten.

<sup>3</sup> Diese letzten Ausführungen legt Saint-Pierre einem »chancelier de l'Hôpital« in den Mund, um am Schluß dazu zu bemerken, daß er ihnen unmöglich seine Zustimmung versagen könne. Vgl. Annales Politiques I. S. 28—31.

Straßen, Kanälen, Brücken und Seehäfen übernehmen sollten. Die Landpfarrer sollten neben ihrem geistlichen Amte Register führen über Geburten und Todesfälle, über das Ertragnis der Ernten, über Getreidepreise usw.

Mit Voltaire und den Encyclopädisten ist Saint-Pierre ein unermüdlicher Vorkämpfer der Toleranz. Theologische Streitigkeiten sind ihm ein besonderer Gräuel, weil sie leicht große Ausdehnung gewinnen und zum verhängnisvollsten aller Übel, zum Bürgerkrieg, führen können. Sehr scharf wendet er sich darum gegen die Person und Lehre Mohammeds, weil er da Fanatismus und Aberglauben mit der gehässigsten Intoleranz verbunden sieht.

Die Religion des Abbé ist einfach genug. Sie kennt einen gerechten, überaus gütigen Gott,<sup>1</sup> dem zu gefallen und ähnlich zu werden, der Mensch gerecht und wohlthätig sein soll. Dieser Gott ist auch zu groß, als daß er an äußeren Zeremonien, an gedankenlosen Gebeten, am Heruntersingen der durch die Klosterregel festgesetzten Psalmen usw., kurz an den äußerlichen Andachtsübungen, die so- und sovielen Menschen der Gesellschaft und der nützlichen Arbeit entziehen, Gefallen finden möchte. Die Unsterblichkeit der Menschenseele und damit in engem Zusammenhang das Paradies, ein Jenseits, das die Wohltäter aufnehmen wird, bildet einen Hauptpunkt in dem System und in der Lehre und — zögern wir nicht hinzuzufügen — in der persönlichen Überzeugung des Abbé de Saint-Pierre.<sup>2</sup> Seine Predigt läßt sich kurz in die Sätze zusammenfassen: »Sei gerecht, indem du jedem gibst, was du ihm schuldest; sei wohlthätig,<sup>3</sup> indem du mehr gibst, als du zu geben schuldig bist: dann wird das allgütige Wesen dir auch nach dem Tode noch lohnen.«

Voltaire bringt in seinem Dictionnaire philosophique das sogenannte Credo des Abbé de Saint-Pierre, das er einer unveröffentlichten Schrift desselben entnommen und getreu wiedergegeben haben will.<sup>4</sup> — Daß in diesem

<sup>1</sup> Saint-Pierre spricht gewöhnlich von Gott als dem »Etre souverainement bienfaisant«.

<sup>2</sup> Vgl. o. S. 30.

<sup>3</sup> Über das Wort bienfaisance vgl. o. S. 33.

<sup>4</sup> Vgl. Voltaire Oeuvres compl. Paris 1880. Bd. XX S. 466 bei Molinari S. 213 ff. Siégler S. 271 f. nicht vollständig: »Ich glaube an einen einzigen Gott und liebe ihn. Ich glaube, daß er jede Seele, die in die Welt tritt, erleuchtet, jede Seele, die ihn aufrichtig sucht. — Ich glaube an einen einzigen Gott, weil es nur ein Leben verleihendes Wesen geben kann, nur einen Schöpfer, nur eine Seele des Weltalls. — Ich glaube an Gott den allmächtigen Vater, weil er der Vater ist der Natur, aller Menschen, die in gleicher Weise seine Kinder sind. Ich glaube, daß der, der sie alle gleich geboren werden läßt, der die Bedingungen unseres Lebens in gleicher Weise angeordnet hat, ihnen auch die selben Vorschriften der Moral gab und keinen andern Unterschied zwischen seinen Kindern schuf als den der Sünde und der Tugend. — Ich glaube, daß der gerechte und wohlthuende Chinese vor ihm wertvoller ist als ein spitzfindiger und anmaßender Gelehrter. Ich glaube, wir sollen, da Gott unser aller Vater, alle Menschen als Brüder ansehen. Ich halte den Verfolger für verabscheuenswert, und glaube, daß er unmittelbar nach dem Vatermörder und dem Giftmischer kommt. Ich betrachte religiöse Streitigkeiten zugleich als die lächerlichste Posse und die schrecklichste Heimsuchung der Erde, unmittelbar nach Pest, Hungersnot und Lustseuche. Ich halte dafür, daß die Priester als Diener der Öffentlichkeit, als Lehrer der Moral, als Registerführer über Geburten und Todesfälle gut bezahlt sein sollten; aber daß man ihnen weder den Reichtum von Generalpächtern noch den Fürstenrang verleihen soll, weil das eine wie das andere die Seele gefährdet, und weil nichts empörender ist, als zu sehen, wie so



Credo Gedanken des Abbé de Saint-Pierre enthalten sind, unterliegt gewiß keinem Zweifel; aber wir stimmen vollkommen mit Molinari überein, der das Credo als »von Voltaire durchgesehen und verbessert« bezeichnet; denn es ist in der Tat — um Molinari's Worte zu gebrauchen — einerseits zu gut geschrieben, um der Feder des Abbé zu entstammen, und andererseits hatte dieser in seinen Gedanken und in seiner Ausdrucksweise stets eine gewisse Zurückhaltung beobachtet, die man in dieser Schrift vermißt.<sup>1</sup> — Siégler, der das Credo bedingungslos als dasjenige von Saint-Pierre anführt, ruft dabei aus: »Wie schön ist diese natürliche Religion des Abbé de Saint-Pierre! Wie zeigt sie uns einmal mehr seinen freien, toleranten Geist und seine Herzengüte! Welche Lehre für viele unter uns!« E. Goumy scheint merkwürdigerweise von dem »Saint-Pierre = Voltaireschen Credo« nichts zu wissen, während er sich sonst in Bezug auf die religiösen Fragen bei Saint-Pierre in einer Weise ausspricht, die zum mindesten große Fachkenntnis voraussetzen läßt. — Wie schon erwähnt, war der Abbé ausgesprochener Gegner des Mohammedanismus, und er hat in einer Schrift »Discours contre le Mahométisme« diese Religion scharf angegriffen. Es ist nun durchaus unersichtlich und unwahrscheinlich, daß diese Abhandlung unter falschem Titel einen Angriff auf die katholische Religion enthält, wie Voltaire<sup>2</sup> der Welt verkündet und Goumy lang und breit nachzuweisen versucht.<sup>3</sup> Saint-Pierre hat gewiß den Katholizismus zu oft angegriffen, ohne sich dabei einer Allegorie zu bedienen, als daß er auf einmal zu diesem Mittel gegriffen hätte. So muß die Erklärung von Goumy, »Saint-Pierre habe sich dieser List bedient, um den Schein seiner Rechtgläubigkeit zu wahren«, hinfällig genannt werden; denn konnte derjenige, der im Papst einen gewöhnlichen Sterblichen sah, der die geistliche Macht der weltlichen untergeordnet wissen wollte, im Sinne seiner Zeit überhaupt als Rechtgläubiger betrachtet werden?<sup>4</sup> Die Annahme, Saint-Pierre habe aus Menschenfurcht oder

reiche und stolze Herren durch ihre Untergebenen, die ganz geringes Gehalt haben (wörtl.: die kaum 100 Thaler Gehalt haben), Demut und Armut predigen lassen. — Ich glaube, daß alle Priester, die eine Gemeinde versehen, verheiratet sein sollten; nicht nur um eine tüchtige Hausfrau zu haben, sondern um besser ihren bürgerlichen Pflichten nachzukommen, um dem Staat gute Untertanen zu schenken, um viele wohlgezogene Kinder zu haben. — Ich glaube, daß man unbedingt eine Anzahl von Mönchen der Gesellschaft zurückgeben sollte, und daß dies sowohl im Interesse der Betreffenden selber als zum Wohl des Staates geschehen würde. — Es sind Menschen, die Circe in Schweine verwandelt hat, und denen ein kluger Ulysses die ursprüngliche Gestalt wiedergeben muß.« —

Paradies den Wohltätern!

<sup>1</sup> Vgl. Molinari. — Charakteristisch für Voltaire ist folgende Notiz zu dem sog. Credo des Abbé: »Wir berichten ohne Zutat das Credo des Abbé de Saint-Pierre, ohne es gut zu heißen, als ein seltsames Kuriosum, und halten uns mit ehrfürchtigem Glauben an das wahre Bekenntnis der Kirche. (!)«

<sup>2</sup> Vgl. Voltaire O. c. XXVI. 501.

<sup>3</sup> Vgl. Goumy.

<sup>4</sup> Ob Saint-Pierre z. B. die christliche Religion überhaupt verwarf, ist aus seinen Werken nicht ersichtlich, einzelne Stellen sprechen eher gegen diese Annahme. Jedenfalls spricht er seine Meinung über die Wunderlehre der katholischen Kirche unmißverständlich aus, wenn er die Missionare u. a. ermahnt, »das Wesentliche der Religion zu predigen statt unverständlicher Mysterien«.

aus irgend einem Grunde sich einer List bedient, ist wenigstens so unwahrscheinlich, vielleicht aber unbegründeter als jene andere, die römische Kirche könne eine strenge Kritik der Lehre Mohammeds nicht ertragen.<sup>1</sup>

In folgenden Schriften finden sich die Ideen des Abbé über Geistlichkeit und Religion enthalten:

1. Observations politiques sur le célibat des prêtres 3<sup>e</sup> ébauche in O. P. II. Rot. 1733 und damit ziemlich übereinstimmend: Observations chrétiennes et polit. . . . dem o. gen. Bande zugebunden.
2. Projet pour rendre l'établissement des religieux plus utile et par conséquent plus parfait. O. P. V. und Projet pour le perfectionnement du clergé en France. O. de M. et de P. XVI.
3. Projet pour faire cesser les disputes séditieuses des théologiens. O. P. V.
4. Religieux non prêtres pour les hôpitaux et pour les Collèges. O. P. VII.
5. Pour perfectionner le plan du clergé sur la répartition des impositions ecclésiastiques en 1730. O. P. VII.
6. Proportionner le revenu des curés au nombre des habitants. O. P. VII.
7. Négocier avec Rome un indult pour des pensions sur les bénéfices etc. O. P. VIII.
8. Principes pour défendre les anciennes libertés de l'église gallicane etc. O. P. VIII.
9. Agathon, archevêque très-vertueux et très-heureux. O. P. X.
10. Sur les vœux monastiques. XIII. O. de M. et de P.
11. Discours contre le Mahométisme. O. P. V.
12. Sur un passage de l'Alcoran. XII. O. de M. et de P.
13. Dialogue entre deux Persans. XII. ibid.
14. Sur la tolérance des deux systèmes sur la liberté. XII. ibid.
15. Deux lettres sur la nature de l'âme.<sup>2</sup> XIII. ibid.
16. Discours sur le désir de la béatitude XI. O. P.
17. Sur la béatitude après cette vie. XIII. O. de P. et de M.
18. Pensées sur l'immortalité. XVI. O. de M. et de P.
19. Observations sur l'essentiel de la religion. ibid.

Andere, kürzere Aufsätze und Abhandlungen, die in dieses Kapitel einschlagen, finden sich in den Ouvrages de Morale et de Politique zerstreut.

## B. Der Adel.

Abgesehen von den zahlreichen in allen seinen größeren Werken enthaltenen Auslassungen über den Adel, behandeln eigentlich nur drei etwas längere Schriften Fragen, welche den Stand betreffen, welchem Saint-Pierre durch Geburt angehörte. Es sind dies:

1. Mémoires pour obtenir le droit de substituer. O. P. II.
2. Sur la noblesse O. P. VII.
3. Projet pour rendre les titres honorables plus utiles à l'Etat. O. P. II.

<sup>1</sup> Vgl. dazu besonders Molinari S. 268.

<sup>2</sup> Brief von Voltaire über die Seele Newtons und die seines Hundes mit Bemerkungen von Saint-Pierre vgl. Goumy S. 131 f.

Es muß gleich nachdrücklich betont werden, daß Saint-Pierre in seinen Ausführungen nie vom zweiten Stande als einer einheitlichen Klasse aller Adeligen spricht. Er zieht vielmehr eine scharfe Grenze zwischen Adel und Adel, und er unterscheidet genau zwischen der hohen und höchsten Aristokratie und dem kleinen Adel; und, während er jene meist untätigen Herzöge, denen Rang und Geld die höchsten Stellen und die wichtigsten Ämter zugänglich machen, scharf angreift, glaubt er in dem niedern Adel die eigentliche Kraft und Hoffnung der Nation zu erblicken. In ihm, der Frankreich ausgezeichnete Offiziere<sup>1</sup> und Magistrate<sup>2</sup> gegeben, der bis in's achtzehnte Jahrhundert hinein besonders in Frankreich auf allen Gebieten der Kunst und des Wissens hervorragende Vertreter aufzuweisen hatte, meinte er den Stand zu sehen, der dazu berufen war, — als der arbeitsamste, der gebildetste, der uneigennützigste, König und Vaterland am treuesten ergebene, — an der Regierung teilzunehmen und die wichtigsten Ämter im Staat zu bekleiden. Es handelt sich also bei Saint-Pierre hauptsächlich darum, den kleinen Adel zu schützen und zu stärken.<sup>3</sup> In der ersten der genannten Schriften, in der Denkschrift für das Recht der Substitution, verlangt er dieses Recht speziell für den Adel<sup>4</sup> in denjenigen Provinzen Frankreichs, wo es, wie z. B. in der Normandie, seiner engeren Heimat, gesetzlich noch nicht bestand. Er verspricht sich von der Substitution, welche verhindern soll, daß die adeligen Güter und Vermögen an Verschwender oder Nichtstuer fallen, mehrere Vorteile, welche zunächst dem Adel selbst und dadurch dem ganzen Lande zugut kommen würden. Auch in anderer Weise möchte er dem Adel gegenüber dem Klerus und dem großen Reichtum<sup>5</sup> Privilegien gewähren. Doch ist auch hier nicht die vornehmere Geburt, sondern lediglich das größere Verdienst für Saint-Pierre ausschlaggebend. So heißt es z. B. an einer Stelle, wo von den Steuern die Rede ist:<sup>6</sup> »Solange die Adeligen sich, wie sie es zum großen Teil tun, freiwillig dem Kriegsdienste widmen, jenen Ämtern, die die mühsamsten und gefahrvollsten und für das Wohl des Landes wichtigsten sind, scheint es nur gerecht, den Adel bei der Auflegung der Steuer mit genügender Berücksichtigung zu behandeln: so daß, wenn bei der Kopfsteuer der Bürgerliche 2 sous von der Livre seines Einkommens

<sup>1</sup> So erwähnt Saint-Pierre besonders oft die Marschälle Fabert, Catinat, Vauban und Gassion, die alle nur von kleinem Adel waren.

<sup>2</sup> Z. B. Daguesseau, die d'Argenson usw. Colbert, den der Abbé sehr hoch schätzt, war Bürgerlicher.

<sup>3</sup> Vgl. dazu die Mémoires von d'Argenson, der genau so denkt wie sein Freund, der Abbé. Um eine Stelle zu erwähnen, sei auf S. IXXXf. Bd. I der Mémoires von 1857 verwiesen.

<sup>4</sup> So in seinen ersten diesbezüglichen Mémoires im II. Bd. der O. P.; in späteren Schriften möchte er dieses Recht auf alle diejenigen ausdehnen, die sich um den Staat verdient gemacht haben.

<sup>5</sup> Saint-Pierre spricht nie vom dritten Stand, und wo er die Adeligen gegenüber den Bürgerlichen bevorzugen will, versteht er unter diesen nur die reichsten, hauptsächlich Finanzleute A. P. 221.

<sup>6</sup> VIII. O. P. S. 84.

bezahlt, es angemessen ist, daß der Rat (die Beamten, welche die Steuer zu verteilen haben) von dem Edelmann<sup>1</sup> eine geringere Summe verlangt.« Auf weitere Vergünstigungen, die der Abbé dem Adel gewähren möchte, wird an anderen Stellen noch hingewiesen werden. — Um den jungen Adeligen zu seinem späteren Beruf, an der Regierung teilzunehmen, möglichst zweckmäßig vorzubereiten, möchte ihm Saint-Pierre neben der Armee und Kirche eine neue Laufbahn eröffnen und warm empfehlen: den Handel, — und er weist zur Begründung seines Vorschlages besonders auf das Beispiel der reichsten Nationen, auf England und Holland hin, wo lange schon die Söhne vornehmer Eltern zum größten Nutzen für diese Länder sehr vorteilhafte Stellen, in der Marine als Kapitäne und im Handel als Kaufleute und Unternehmer, bekleideten.

Daß es übrigens dem Abbé darum zu tun war, dem größeren Verdienst und nicht dem Stande als solchem das Wort zu reden, geht endlich ganz zweifellos aus einer anderen Forderung hervor, welche nichts Geringeres bezweckt, als an die Stelle des erblichen den persönlichen Adel zu setzen. Vornehmlich sollten die Titel des Barons, des Grafen und des Herzogs in Zukunft nur noch als ganz besondere Auszeichnungen für hervorragende Leistungen und große Verdienste um den Staat verliehen werden, und dieser sogenannte Verdienstadel sollte vor dem Geburtsadel den Vortritt haben. Wer denkt da nicht unwillkürlich an den Militäradel bei Napoleon I.?<sup>2</sup> In der Tat hat Saint-Pierre, wenn auch nicht ausschließlich, besonders die Offiziere im Auge, und indem er auf die Bedeutung des Wortes dux hinweist, folgert er, daß die Höchstkommandierenden, die Marschälle, die eigentlichen Herzöge seien, daß es daher so töricht als unklug sei, erbliche Titel zu verleihen und solchen die Herzogswürde zu verschaffen, die, keine Feldherren, vielleicht überhaupt kein wesentliches Verdienst um den Staat aufzuweisen hätten. Er hält es für angezeigt, alle Marschälle zu persönlichen Herzogen zu machen, und in Zukunft beide Titel zugleich zu verleihen. Von der Annahme ausgehend, daß die Gleichgestellten am besten beurteilen können, wie groß das Verdienst um König und Vaterland eines jeden unter ihnen, d. h. sein »mérite national«, sei, sollten diese Ernennungen nach der Methode des »scrutin«<sup>3</sup> vor sich gehen: es sollen immer die im Range Gleichstehenden dem König in geheimer Abstimmung aus ihrer Mitte diejenigen bezeichnen, die sie zum Vorrücken in eine höhere Rangklasse als die Fähigsten und Würdigsten betrachten. — Seine Konklusion faßt der Abbé in das Citat: Da illi honorem secundum meritum suum.<sup>4</sup>

### C. Recht und Gerichtswesen.

Als ein Krieg im Kleinen, der beständig die innere Ruhe und die Eintracht unter den Bürgern, die Grundlagen jedes gedeihlichen Volkslebens, erschütterte, erschienen Saint-Pierre die zu seiner Zeit besonders häufigen Pro-

<sup>1</sup> Diese Stelle ist schon deshalb interessant, weil sie unseres Wissens die einzige ist, wo der Abbé von »bourgeois« und »gentilhomme« spricht, und die beiden in einen Gegensatz bringt. Vgl. o. S. 48 A. 5.

<sup>2</sup> Vgl. dazu Siégler S. 86.

<sup>3</sup> scrutin = Sammeln der Stimmkarten nach geheimer Abstimmung. Bei Saint-Pierre überhaupt geheime Abstimmung.

<sup>4</sup> Vgl. auch Goumy S. 263 f.

Ringier, Der Abbé de Saint-Pierre.

zesse zwischen Familie und Familie; und da er in dem Widerspruche zwischen allgemeinen und Lokalgesetzen einerseits und andererseits in der unklaren, oft zweideutigen Redaktion der Gesetzesartikel eine Hauptquelle dieser verhängnisvollen Streitigkeiten zu erblicken glaubt, fordert er, indem er das Werk von Lamoignon und Colbert,<sup>1</sup> seiner berühmten Vorläufer auf diesem Gebiet, mit Eifer aufnahm, nichts anderes als den Ersatz der zahlreichen und verschiedenartigsten Lokalgesetze und Gewohnheitsrechte der einzelnen Landesteile durch ein einheitliches »französisches Recht«. Eine zu begründende ewige Gesellschaft — Saint-Pierre spricht auch direkt von einer Akademie des Rechts — hätte die Aufgabe, den »Code de Droit Français« auszuarbeiten; denn nicht etwa auf dem Wege der Revolution sollte das »eine französische Recht« eingeführt werden, sondern ganz allmählich sollte man an die Vereinheitlichung der bestehenden und an den Erlaß neuer allgemeiner Gesetze schreiten. »Diejenigen, welche die Vereinheitlichung vorgeschlagen haben — schreibt er,<sup>2</sup> — . . . . haben besonders nicht vorgeschlagen, das Projekt unmerklich nach und nach auszuführen: sie hatten den Plan, auf einen Schlag alle Artikel all der verschiedenen Gesetze für das ganze Reich zu vereinheitlichen, statt von Zeit zu Zeit Erlasse zu geben, die sich leicht zum allgemeinen Gesetz erheben ließen. Indem sie auf diese Weise zur gleichen Zeit das Einfache und das Schwierigste durchsetzen wollten, hatten sie nicht einmal den Erfolg, einen Teil des Einfachsten zu Ende zu führen.« Folgende vier Anforderungen stellt Saint-Pierre an gute Gesetze, resp. an eine Gesetzessammlung:

1. Die Gesetze sollen zahlreich sein; denn jedermann wird zugeben, daß Fälle, welche sich klar entscheiden lassen, besser durch Gesetzesartikel als durch richterliches Urteil entschieden werden.
2. Sie sollen so klar und unzweideutig abgefaßt sein, daß über keinen Ausdruck Zweifel entstehen kann; und im Interesse der Klarheit und der Verständlichkeit sollten veraltete juristische Bezeichnungen unterdrückt werden usw.
3. Die Gesetze sollen auch für die Förderung des öffentlichen Wohls möglichst vorteilhaft sein. »Es ist sicher, daß Gesetze, welche mehr die Bevölkerungszunahme begünstigen, den Erwerb von Häusern und Grundstücken sicherer gestalten, die Sicherheit von Hypotheken erhöhen werden, welche die Zwangsverkäufe von Immobilien erleichtern und abkürzen, welche der Industrie, der Arbeit, dem auswärtigen Handel, den Manufakturen, der besseren Bodenkultur, der Hebung von Handwerk und Wissenschaft mehr Unterstützung gewähren werden, solchen vorzuziehen sind, die auf das alles nicht Rücksicht nehmen.«
4. Die Gesetze müssen allgemeine Geltung haben; denn nichts wird so sehr zur Mißachtung derselben, zum Entstehen von Prozessen beitragen als Widerspruch zwischen Gesetzen in verschiedenen Bezirken, und in verschiedenen Provinzen desselben Parlaments.«<sup>3</sup>

Andere Forderungen des Abbé auf diesem Gebiet betreffend Reformen im Gerichtswesen, Vereinfachungen im gerichtlichen Geschäftsgang, usw., Abschaffung der Käuflichkeit der Richterstellen, Aufhebung der Gefängnisstrafe für

<sup>1</sup> In den politischen Annalen S. 237 ff.

<sup>2</sup> Vgl. Mémoire pour diminuer le nombre des procès Vorrede S. 19.

<sup>3</sup> ibid. S. 38—92.

solche, welche Geld bis zu einem gewissen Betrage schulden,<sup>1</sup> u. a. m. finden sich in dem umfangreichen Werke »Mémoires pour diminuer le nombre des procès« P. 1725 niedergelegt. In anderen kürzeren Schriften spricht Saint-Pierre noch über die Substitution und von dem Recht zwischen den Nationen. An einer Stelle<sup>2</sup> fordert er für Paris Professoren des Völkerrechts und öffentliche Vorträge über diesen Gegenstand. Bemerkenswert ist die Forderung des Abbé, daß das Publikum über die Motive der Gesetze unterrichtet werden soll. —

Auch auf dem Gebiete des Rechts und des Gerichtswesens hat Napoleon einen großen Teil der Gedanken von Saint-Pierre verwirklicht,<sup>3</sup> und die Frage der Vereinheitlichung des Rechts in den modernen Staaten ist bis in die neueste Zeit aktuell geblieben.

Als weitere in dieses Kapitel einschlägige Schriften sind noch zu nennen:

2. Mémoires pour obtenir le droit de substituer in O. P. II und XI.
- Nouvelles observations sur les substitutions. O. P. X.
3. Raison pour publier les motifs des lois. ibid.
4. L'étude du droit des gens plus facile. O. P. VII.

Aus naheliegenden Gründen hat Saint-Pierre auch nach dem Mittel gesucht, die Prozesse zwischen Nation und Nation zu verhüten, und damit werden wir zu demjenigen seiner Werke geführt, das wie kein anderes Gegenstand seiner sorgfältigsten Untersuchungen, sein eigentliches Lebenswerk gewesen ist.

#### D. Das Friedensprojekt.

»Das Projekt vom europäischen Schiedsgericht und dem ewigen Frieden«, — wie man das Hauptwerk des Abbé de Saint-Pierre richtiger nennen sollte,<sup>4</sup> hatte ganz besonders den Zweck, der größten Zahl das größte Glück zu verschaffen; denn es beschäftigt sich nicht mit Fragen, welche das Wohl einer Familie oder eines Staates betreffen, sondern es sollte der ganzen Menschheit die aurea aetas bringen. Aus mehr praktischen Gründen hat Saint-Pierre allerdings zuerst bloß von einem europäischen Schiedsgericht und von einem Bunde der christlichen Staaten gesprochen; aber dabei schwebte ihm doch der große Weltfriede vor Augen, und er möchte den Krieg, wie aus mancher Stelle genugsam hervorgeht,<sup>5</sup> nicht nur aus Europa, sondern überhaupt von der Erde verbannt wissen.

Folgende fünf Artikel<sup>6</sup> schlägt Saint-Pierre als Grundlage seines europäischen Bundes vor:

- I. Es besteht hinfort unter den Fürsten Europas, welche die folgenden Artikel unterzeichnet haben, eine allgemeine und ewige Allianz.

<sup>1</sup> Vgl. dazu hauptsächlich E. Goumy S. 301—311. »Justice.«

<sup>2</sup> Annales polit. II. 854.

<sup>3</sup> Siégler-Pascal 117 ff.

<sup>4</sup> Das Schiedsgericht ist eigentlich das wichtigere der beiden Etablissements, weil erstlich ohne dasselbe der ewige Friede nicht denkbar ist, und ihm Saint-Pierre noch andere große Aufgaben zuweisen möchte.

<sup>5</sup> So ist die Rede von einem Bund der asiatischen Staaten. Die afrikanischen Reiche und die Türkei sollen durch Verträge mit dem europäischen Bund gehalten sein, den Frieden zu beobachten, und sollten in der Friedensstadt ihre ständigen Vertreter haben.

<sup>6</sup> In der Ausgabe von 1713 sind es noch sieben Hauptartikel.



1. Zur Bildung des europäischen Schiedsgerichtes.
  2. Zur vollkommenen und dauernden Sicherheit gegen alle inneren und äußeren Kriege.
  3. Zur vollkommenen und dauernden Sicherheit für ihre persönliche und ihrer Nachkommen Erhaltung auf dem Thron.
  4. Zur vollkommenen und dauernden Sicherheit für die Erhaltung ihrer Staaten und ihrer Rechte, wie sie dieselben gegenwärtig besitzen und durch die letzten Verträge garantiert erhalten haben.
  5. Um eine große Ersparnis in den militärischen Auslagen zu erzielen und dadurch Reichtum und Glück ihrer Untertanen heben zu können.
  6. Um immer möglichst große Freiheit im Handel zu haben.
  7. Um immer vollkommene Sicherheit der vollständigen und dauernden Ausführung ihrer gegenseitigen Versprechen für Gegenwart und Zukunft zu haben.
  8. Um vollkommene Sicherheit für eine friedliche Erledigung gegenwärtiger und zukünftiger Differenzen zu haben.
- II. Die Mitglieder des europäischen Bundes haben zur Beilegung gegenwärtiger und zukünftiger Streitigkeiten für sich und ihre Nachfolger auf Waffengewalt verzichtet und sind übereingekommen, immer den Weg der Versöhnung vor dem europäischen Schiedsgericht durch Vermittlung einiger Bevollmächtigten der Mitglieder des europäischen Bundes einzuschlagen. Wenn diese Vermittlung nicht zum Ziele führt, so werden sie sich dem Urteil der andern im europäischen Schiedsgericht durch ihre Bevollmächtigten vertretenen Mitglieder unterziehen, wobei Stimmenmehrheit für das provisorische, drei Viertel der Stimmen für das definitive Urteil, das erst fünf Jahre nach dem provisorischen gefällt werden soll, erforderlich sind.
- III. Die neunzehn<sup>1</sup> mächtigsten Souveräne Europas werden eingeladen die fünf Artikel zur Bildung des europäischen Bundes zu unterzeichnen, nämlich:
1. Der Kaiser.
  2. Der König von Frankreich.
  3. » » » Spanien.
  4. » » » Portugal.
  5. » » » England, Kurfürst von Hannover.
  6. Die Republik Holland.
  7. Der König von Dänemark.
  8. » » » Schweden.
  9. » » » Polen, Kurfürst von Sachsen.
  10. Die Czarin.
  11. Der König von Neapel.
  12. » » » Preußen.
  13. Der Kurfürst von Bayern.
  14. » » » der Pfalz.
  15. Die Schweizer und Verbündete.
  16. Die geistlichen Kurfürsten und die freien Reichsstädte.

<sup>1</sup> So in Annales Politiques S. 60 f.

17. Die Republik Venedig.
  18. Der Papst, Modena und Genua.
  19. Der König von Sardinien.
- Alle werden eine Stimme haben und im Verhältnis zu ihren Einkünften und Lasten an die gemeinsamen Kosten für den Unterhalt von Truppen der allgemeinen Allianz an den Grenzen beitragen. Dieser Beitrag wird am Kongreß mit Stimmenmehr provisorisch und fünf Jahre später definitiv mit drei Vierteln der Stimmen durch die Alliierten festgesetzt werden.
- IV. Sollte einer der Verbündeten oder ein anderer Souverän das Schiedsgericht verwerfen und die Ausführung des Urteils der großen Allianz verweigern, sollte er Krieg rüsten, versuchen, die Alliierten zu entzweien, so wird ihn jene als den Ruhestörer Europas betrachten und offensiv gegen ihn vorgehen, bis er sich dem Schiedsgericht unterworfen, das Urteil ausgeführt und genügende Sicherheit gegeben hat, den verursachten Schaden gut zu machen und den Verbündeten die Kriegskosten zu ersetzen.
- V. Die Mitglieder des europäischen Bundes sind übereingekommen, daß ihre Bevollmächtigten im europäischen Schiedsgericht mit Stimmenmehr provisorisch und nach fünf Jahren mit drei Vierteln der Stimmen definitiv alle ihnen wichtig erscheinenden Gegenstände in Ordnung bringen werden, um nicht allein dem europäischen politischen Bunde mehr Einigkeit und Halt zu verleihen, sondern um noch jedem Mitglied gegen alle künftigen Ereignisse und für alle anderen Vorteile, welche aus dieser ewigen Union hervorgehen werden, volle Sicherheit zu gewährleisten. Endlich soll an diesen fünf Hauptartikeln nie etwas geändert werden ohne die allgemeine Zustimmung aller Mitglieder.<sup>1</sup>

Von der Einsicht geleitet, daß der Krieg und besonders der Bürgerkrieg das schlimmste aller Übel ist, und daß alle Friedensschlüsse und Verträge niemals imstande sein werden, das Unheil auch nur auf verhältnismäßig kurze Zeit zu beseitigen, kommt Saint-Pierre zum Schluß, daß nur eine allgemeine Allianz der europäischen souveränen Staaten den Krieg aus der zivilisierten Welt endgültig verbannen mag. Zudem bietet ihm diese Allianz, wie zum Teil schon aus den fünf Artikeln ersichtlich ist, Garantie für alle möglichen Vorteile und Verbesserungen, die den Vertragsstaaten zukommen werden: »Vorteile, von denen man nicht den hundertsten Teil voraussehen kann«, wie der Abbé sich ausdrückt, nachdem er eben auf fünfzehn Druckseiten zwölf Hauptkategorien von solchen Vorteilen durchgesprochen hat. —

Die ganze große Arbeit zerfällt in sieben Abschnitte, sogenannte »Discours«, in denen jeweils ein bestimmter mit dem Friedensgedanken eng verbundener Gegenstand gründlich erörtert wird. So behandelt der erste Discours die bisher

<sup>1</sup> Dies ist die Fassung der fünf Artikel, wie sie in den politischen Annalen enthalten sind. Die älteren Auflagen weisen kleinere Abweichungen auf. So ist in der Ausgabe des Friedensprojektes vom Jahre 1713 von 18 Staaten die Rede; im Abrégé des Projektes von 1738 sind es 19, an einer andern Stelle sogar 24 Staaten. Siégler, der wohl die älteste Ausgabe vor sich gehabt hat, aber keine Quelle angibt, nennt auch 19 Staaten, die aber zum Teil nicht dieselben wie die in den genannten Schriften angeführten sind.

üblichen Mittel zur Erhaltung des Friedens und die politische Lage Europas zu Anfang des achtzehnten Jahrhunderts, um zu zeigen, daß diese stets neue Kriege rufen muß, und daß alle Verträge und gegenseitigen Versprechungen den Krieg nie dauernd verhüten werden. Im zweiten Discours verbreitet sich Saint-Pierre ausführlich über den deutschen Bund (l'union germanique) und über das Friedensprojekt Heinrichs IV., indem er einerseits die Möglichkeit und Brauchbarkeit seiner europäischen Allianz aus dem Bestehen und Gedeihen des deutschen Staatenbundes, der Generalstaaten und der Schweizerkantone, andererseits aus der Zustimmung nachzuweisen versucht, die das Projekt des französischen Königs von mehreren Staaten Europas erfahren hatte. Im dritten Discours ist die Rede von den zahlreichen Vorteilen, welche der ewige Friede Staaten und Fürsten verschaffen würde; der vierte hat die zwölf *articles fondamentaux* zum Gegenstande. Der fünfte zeigt, daß das Projekt in allen Zeiten, d. h. während des Krieges, während der Friedensverhandlungen und nach geschlossenem Frieden sehr vorteilhaft vorzuschlagen wäre: im ersten Fall führt es zum Frieden, im zweiten Fall begünstigt es den Friedensschluß, im letzten Fall wird es dem Frieden Beständigkeit verleihen. — Der sechste Discours, der mit dem siebenten zusammen die 423 Seiten des zweiten Bandes füllt, enthält siebenzig Einwände gegen das Projekt und in ebensoviel Antworten deren Widerlegung. Saint-Pierre bemüht sich, noch eingehender die Vorzüge seines Projektes darzutun. Im letzten Discours endlich werden die sogenannten *»nützlichen Artikel«* aufgestellt, erklärt und empfohlen, die hauptsächlich von der Organisation des europäischen Schiedsgerichtes handeln. Dieses hat seinen Sitz in einer neutralen Stadt, die am ehesten im Gebiete einer Republik liegen sollte.<sup>2</sup>

Von der Friedensstadt spricht Saint-Pierre zuerst, dann geht er über zu den allfälligen Kriegen, welche die Union gegen Friedensstörer, Seeräuber und fremde Eroberer zu führen hat, und verbreitet sich im weiteren über die Deputierten und ihre Stellvertreter, über ihre Pflichten und Befugnisse, über die Gegenstände ihrer Verhandlungen, über deren Leitung usw. Im Anschluß an die nützlichen Artikel wird noch einmal nachzuweisen versucht, wie sehr das europäische Schiedsgericht und, als seine wohlthätigste Folge, der ewige Friede im Interesse der gesamten Menschheit liegen.

Drei Briefe des Verfassers,<sup>3</sup> ein kurzer Abschnitt unter der Überschrift *»Sentiments de M. le baron de L\*\*\* sur le projet de la Paix perpétuelle«* und endlich der Auszug eines Briefes von B., Minister im Haag an D., Minister in Bern, bilden den Schluß des zweiten Bandes.

Als das umfangreichste und immer wieder neu bearbeitete Werk<sup>4</sup> hat das Friedensprojekt des Abbé de Saint-Pierre auch bei weitem die größte Beachtung

<sup>1</sup> So in der uns vorliegenden Auflage von 1713. In späteren Schriften sind es nur 5 Artikel.

<sup>2</sup> In der Ausgabe von 1713 ist Utrecht als Friedensstadt vorgeschlagen, in einer früheren Ausgabe wird Cöln genannt, und an anderen Stellen ist die Rede vom Haag und Padua (als Stadt der Republik Venedig).

<sup>3</sup> Ob diese Briefe, wie man aus der Datierung des ersten derselben schließen sollte, wirklich einer Korrespondenz entnommen sind, ist wohl nicht ohne weiteres anzunehmen. Ihr Inhalt ist sowie der der beiden andern erwähnten Schriften nicht von großem Interesse.

<sup>4</sup> Der sog. dritte Band zum Friedensprojekt von 1713, der 1716 herausgekommen sein soll, ist mir nicht bekannt. Eine Bemerkung in dem 1717 erschienenen ebenfalls dritten Band

gefunden. Von dem Titel dieses einen Werkes, der ihnen einen schönen Traum zu verheissen schien, haben jene Zeitgenossen auf den Verfasser geschlossen und ihn unbesonnen als einen Träumer verschrien. Saint-Pierre hat diesen Vorwurf gekannt und sich dagegen verwahrt, obschon er zugesteht, im Interesse seines Vorschlages im allgemeinen vielleicht einen etwas zu optimistischen und zuversichtlichen Ton angeschlagen zu haben. So heißt es in der Beantwortung eines diesbezüglichen Einwandes:<sup>1</sup> »Hätte ich bloß eine Theorie zu verfechten gehabt, würde ich mein System nur als eine an und für sich schöne Idee dargestellt haben, von der man gesagt hätte, sie bedeute unter schönen Träumen einen der wünschenswertesten. Nie aber hätte ich, bloß um den Leser angenehm zu unterhalten, so viel Arbeit auf ein Werk verwandt; aber wenn ich selber, der von der Durchführbarkeit des Projektes überzeugt war, im Laufe der Arbeit als Erster Zweifel an dieser Möglichkeit geäußert hätte, würde kein Leser überhaupt noch an diese geglaubt haben: denn wer geht im Glauben an seine Arbeit weiter als ihr Verfasser? . . . Übrigens hatte ich diesen Ton (des Zweifels) im ersten Entwurf angeschlagen und machte die Erfahrung, daß es keinem einzigen Leser einfiel, das Werk als etwas anderes aufzufassen als eine Unterhaltungsschrift in der Art der platonischen Republik.<sup>2</sup> Ich wußte wohl, daß ich mir von oberflächlichen Geistern den Vorwurf der Lächerlichkeit zuziehen würde, wenn ich diesen Gegenstand ernsthaft behandelte, andererseits aber, daß ich sie doch veranlassen würde, gegen meine Ausführungen ernsthafte Einwendungen zu machen.«<sup>3</sup> — Das Friedensprojekt ist eines der beiden Werke, die J. J. Rousseau bearbeitet hat.<sup>4</sup> Sein *»Extrait du projet de paix perpétuelle de M. l'Abbé de Saint-Pierre«* enthält aber neben den Gedanken des Abbé zu oft diejenigen des Bearbeiters, so daß — mit Molinari gesprochen — trotz einigen bemerkenswerten Stellen in den einleitenden Worten und trotz der tadellosen Form des sogenannten Auszuges nicht zu bedauern ist, daß der Genfer Philosoph von einer Bearbeitung der übrigen Werke abgesehen hat. In seiner Beurteilung des Friedensprojektes<sup>5</sup>

des Friedensprojektes gibt darüber Aufschluß: *»J'avais composé, heißt es nämlich, ce 3<sup>e</sup>me Tome à Crèvecoeur sur Evre, on compose mieux à la campagne . . . j'étais prêt de l'envoyer (1715) à l'imprimeur lorsque la mort de Louis XIV est arrivée, cet événement qui a déjà produit quelques changements dans ce royaume, en a aussi produit de nécessaires dans cet Ouvrage. A Paris au Palais Royal ce 10 novembre 1715.*

Es ist nun zweierlei bei dem Bande von 1717 auffallend: Einmal — vgl. S. 20 A 1 hievor — bildet er ein Friedensprojekt für sich, das dem Regenten gewidmet ist, sodann nimmt der Verfasser in dieser Arbeit weit mehr Rücksicht auf das Projekt Heinrichs IV. So wird in direktem Gegensatz zu den ersten Projekten sowohl als zu den späteren Bearbeitungen die Vertreibung der Türken aus Europa als ein vorteilhaftes, sogar ruhmvolles Unternehmen für die Fürsten Europas dargestellt. Freilich, und diese Forderung verdient hervorgehoben zu werden, soll ein Angriff auf die Türkei erst dann erfolgen, wenn der europäische Bund zustande gekommen und das europäische Schiedsgericht Tatsache geworden ist. Vgl. Vorrede des II. Teils und *ibid.* S. 431. Die andere Forderung Heinrichs IV. betreffend die Schwächung der habsburgischen Dynastie hat Saint-Pierre dagegen energisch abgelehnt. Vgl. S. 420 f. und 414 f.

<sup>1</sup> Im II. Band des Friedensprojektes 1713 S. 175 f.

<sup>2</sup> *»Platonische Republik«* ist die Saint-Pierre geläufige Bezeichnung einer Utopie.

<sup>3</sup> Vgl. dazu auch Vorwort des Friedensprojektes S. XXII f.

<sup>4</sup> In *Oeuvres complètes*, Paris (1801) Bd. I. 227—261.

<sup>5</sup> *ibid.* 262—274.



spricht sich Rousseau im allgemeinen anerkennend und wohlwollend über das Werk und seinen Verfasser aus. Von seinen Einwendungen, die nicht ungeschickt und gewiß bona fide gemacht sind, läßt sich ungefähr dasselbe sagen, wie von den Anstrengungen Goumys, dieses Werk von Saint-Pierre als undurchführbar hinzustellen: sie bedeuten einen Kampf gegen Windmühlen, der mit viel Aufwand geführt, die unnütze Verschwendung von Geist und Scharfsinn bedauern läßt. Rousseau und E. Goumy befinden sich gerade in dem Irrtum, den Siégler, Molinari und Léonce de Lavergne zum Vorwurf macht:<sup>1</sup> Sie betrachteten das Projekt des ewigen Friedens als unzertrennbares Ganzes, das die Souveräne entweder unverändert annehmen oder verwerfen mußten. Dagegen muß sofort eingewandt werden, daß Saint-Pierre eine Verbesserung und Erweiterung seiner Gedanken und Vorschläge durch spätere Autoren erwartet und gewünscht hat. Hören wir im übrigen, was er selber über den Zeitpunkt der Verwirklichung seines Projektes geschrieben hat:

»Wenn nun das Werk übersetzt, gedruckt und in unserer Zeit bekannt wird, warum sollten unsere Neffen und unsere späteren Könige in hundert Jahren nicht seine Vorteile genießen? . . . Es ist ja allerdings ein Projekt, von dem wohl weder Sie noch ich jemals eine Frucht erblicken werden; aber müssen wir aus Dankbarkeit für das Gute, das wir von unseren Vorfahren überkommen haben, uns nicht bemühen, unseren Nachkommen noch größere Güter zu verschaffen?«<sup>2</sup> und an einer früheren Stelle: »Ich gebe zu, daß sich das europäische Schiedsgericht sehr wahrscheinlich nur nach und nach, in unmerklichen Stufen bilden wird und daß dazu zweihundert Jahre erforderlich sind, aber<sup>3</sup> . . .«

E. Goumy geht in seiner Verurteilung des Friedensprojektes so weit, daß er zu folgendem Schluß kommt:<sup>4</sup> »Man darf nicht wie Rousseau sagen: Das Projekt war ausgezeichnet, aber leider unmöglich — sondern: es war unmöglich; ein Glück, daß es nicht gut war.« — Einen nicht leicht verzeihlichen Irrtum begeht aber Goumy, wenn er folgendes behauptet:<sup>5</sup> »Was die Türken anbelangt, so spricht sich der Abbé für deren Austreibung aus und weist nach, daß das Unternehmen »ebenso vorteilhaft als leicht und ruhmvoll«<sup>6</sup> für die verbündeten europäischen Mächte sei. Er hätte wohl zugleich untersuchen sollen, was man an Stelle der Türken hingestellt hätte, und ob es ebenso leicht gewesen wäre, sie zu ersetzen als sie auszutreiben« usw.<sup>7</sup> Wenn Saint-Pierre auch in einer ganz speziellen Neubearbeitung seines Projektes in der Weise schrieb, so hat Goumy doch nicht die Berechtigung, ohne Quellenangabe die Vertreibung der Türken aus Europa als ein Postulat des Friedensprojektes von Saint-Pierre darzustellen; denn dieser spricht weder im eigentlichen schon fertigen Werk von 1713, noch im »abrége« desselben vom Jahr 1729, 1733 und 1738 eine der-

<sup>1</sup> Dieser Vorwurf scheint uns, was Molinari anbetrifft, unberechtigt, wenn nicht vor diesem Goumy genannt wird.

<sup>2</sup> Brief vom 15. Juli 1712 dem Friedensprojekt beigegeben. Vgl. A. 3. S. 54 hievon. 3 O. P. II. S. 14.

<sup>4</sup> Goumy S. 86.

<sup>5</sup> ibid. S. 81.

<sup>6</sup> Goumy bringt diese Stelle in Anführungszeichen, gibt aber keine Quelle an. Vgl. S. 54 A 4 hievon.

<sup>7</sup> Goumy gibt dann allerdings zu, daß der »Abrégé« nichts von der Vertreibung der Türken enthalte.

artige Forderung aus. Im Gegenteil — er behandelt die Türken ganz ebenso wie die anderen mohammedanischen Staaten:<sup>1</sup> sie sollen in der Friedensstadt ihren Residenten haben, und im übrigen ist ein Handelsvertrag mit ihnen abzuschließen. Krieg wird die Union nur in dem Falle gegen sie führen, wenn sie den Handel oder den Besitzstand der europäischen Staaten gefährden sollten. Hätte Goumy von dem Hauptprojekt des Abbé Kenntnis gehabt, würde er es gewiß unterlassen haben, diese eine und wahrscheinlich einzige Stelle von der Vertreibung der Türken gegen den Abbé und sein Lebenswerk ins Feld zu führen; denn auf den achtunddreißigsten Einwand, welcher vor der Schaffung des europäischen Bundes gerade die Ausstoßung der Türken verlangt, gibt Saint-Pierre folgende Antwort: 1. »Dieser einzige Artikel wäre vielleicht schwieriger auszuführen, als die Gründung des europäischen Bundes, und er scheint durchaus nicht nötig zu dessen Sicherheit. 2. Ich zweifle, daß die Mehrzahl der europäischen Fürsten eher zugunsten der Polen, Oesterreichs, Maltas und Venedigs (die Staaten, welche die Türkei unter sich zu teilen hätten) eine große Ausgabe machen wollten, als den Türken wie er ist, (d. h. ohne Schmälerung seines Gebietes) in die europäische Union aufzunehmen« usw.«<sup>2</sup> —

Noch andere Stellen bei Goumy beweisen, daß er offenbar nur das Friedensprojekt von 1717 und den »Abrégé« vom Jahr 1728 vor Augen gehabt hat,<sup>3</sup> und dieser Umstand erklärt gerade, warum er diesem Werk des Abbé so wenig Wohlwollen und Verständnis entgegenbringt.

Molinari ist von der Möglichkeit des Friedensprojektes auch nicht überzeugt; aber er bleibt in seiner Beurteilung streng objektiv. Im übrigen mag auch er den Abbé in dem einen Punkte mißverstanden haben und von der Voraussetzung ausgehen, dieser fordere eine sofortige und umfassende Durchführung seines Projektes, und die fünf Artikel bilden einen »unberührbaren Block«.<sup>4</sup> Immerhin ist das Kapitel über den ewigen Frieden bei Molinari als wertvoller Beitrag zur Geschichte der Friedensidee überhaupt zu betrachten. —

Siégler, der dem Lebenswerk des Abbé seine besondere Aufmerksamkeit zuwendet,<sup>5</sup> hat vor seinen Vorläufern neben manchem Verdienst auch einen nicht zu unterschätzenden Vorteil voraus: Er sah die Friedenskonferenz im Haag vom Jahre 1899.

Durch die Schaffung des Haager Schiedsgerichtes wurde auch die Friedensfrage wieder zur höchsten Aktualität gebracht, und mancher der unter dem Staube von fast zweihundert Jahren vergessenen Vorschläge des Abbé de Saint-Pierre fand bei diesem Anlaß durch seine Billigung oder Ausführung eine ehrenvolle, wenn auch stillschweigende Anerkennung. Stillschweigend — denn wer hätte sich der Gedanken und Projekte eines einfachen Mannes aus einem früheren Jahrhundert erinnert, wo ein Kaiser gesprochen hatte, und wo hochgestellte und hervorragende Männer über Abrüstung, Erweiterung der Genfer-Konvention und über Vermittlung und Schiedsgerichte ihre Beschlüsse faßten? Man hat in den Tagesblättern und in den Zeitschriften aller Länder lange und kurze, interessante

<sup>1</sup> Vgl. Friedensprojekt I. S. 283.

<sup>2</sup> Vgl. Friedensprojekt II. 178.

<sup>3</sup> Vgl. z. B. S. 81, wo von 15 Einwendungen die Rede ist, während Saint-Pierre in den verschiedenen Bearbeitungen und Suppléments mehr als 100 beantwortet.

<sup>4</sup> »bloc intangible« vgl. Siégler S. 38 und schon 29 f.

<sup>5</sup> S. 21—72.

und langweilige Stimmen über die Haager Konferenz vernehmen, wohlwollende und absprechende Bemerkungen zum Vorschlag des Czaren Nikolaus II. lesen können; doch davon, daß schon vor mehr als hundert und fünfzig Jahren ein Werk erschienen war, das die Staaten Europas aufgefordert hatte, die Waffen niederzulegen und sich durch festes und einmütiges Zusammenhalten ihre kostbarsten Güter, Frieden und Freiheit zu bewahren, davon vernahm das Publikum kaum etwas, bis im Jahre 1900 das Buch von Siégler erschien. Ob der gelehrte Verfasser das Unrecht empfand, das die heutigen gekrönten und nicht gekrönten Vorkämpfer und Freunde des Friedens ihrem bedeutenderen Vorläufer aus dem achtzehnten Jahrhundert durch Ignorierung zugefügt haben, und ob ihm diese Erwägung den Anlaß zu seinem Werke gab, muß dahin gestellt bleiben; soviel ist sicher, daß er dieses Unrecht einer oberflächlichen und vergeßlichen Zeit reichlich gut gemacht und dem Abbé de Saint-Pierre den Platz angewiesen hat, der ihm unter den Wohltätern der Menschheit gebührt. Welcher Titel möchte auch den Abbé selber mit stolzerer Genugtuung erfüllt haben als gerade der von Siégler für sein Buch gewählte: »Ein Zeitgenosse von uns im XVIII. Jahrhundert.«<sup>1</sup>

Ein besonderes Verdienst von Siégler ist es, nachgewiesen zu haben, wie die Ideen von Saint-Pierre sich allmählich Bahn brachen, bis sie in der Konferenz vom Haag zum Teil verwirklicht wurden.

Wie aus Stellen bei Saint-Pierre selber und aus Anmerkungen der Verleger hervorgeht, ist der erste Entwurf des Friedensprojektes:

1. Mémoires pour rendre la paix perpétuelle en Europe. Köln 1712. Darauf erschien:
2. Projet pour rendre la paix perpétuelle en Europe. 2 Bände. Utrecht 1713.<sup>2</sup>
3. Dasselbe in 3 Bänden, von denen der letzte 1716 erschien.<sup>3</sup>
4. » » » » » » » » 1717 » »<sup>3</sup>
5. Projet de paix perpétuelle. Lyon 1713. In mehrere Sprachen übersetzt. Weitere Schriften, welche das Friedensprojekt erweitern oder ergänzen sind:
6. Abrégé du projet pour rendre la paix perpétuelle en Europe in O. P. 1729 und 1738.
7. Supplément à l'abrégé. Vgl. o. O. P. II. 1733.
8. Projet pour l'extirpation des Corsaires de Barbarie. O. P. II.
9. Inconvénients du système de l'équilibre et avantages de la diète européenne. O. P. VIII.
10. Projet pour faire la paix. *ibid.*
11. Comparaison entre le système de l'équilibre des deux principales puissances et le système de la diète européenne. O. P. X.
12. Articles fondamentaux de l'établissement de la diète européenne *ibid.*
13. Observation sur le plan des médiateurs. O. P. X.
14. Observations sur les dernières paix. O. P. XI.
15. La guerre civile est la plus grande de toutes les maladies d'un Etat. O. de M. et de P. XIII.

<sup>1</sup> Vgl. S. A. 1.

<sup>2</sup> Dies dürfte noch die bekannteste der überhaupt selten gewordenen Ausgaben dieses Werkes sein.

<sup>3</sup> Vgl. S. 54. A. 4.

16. Plan de traité de paix perpétuelle entre l'Espagne et l'Angleterre. *ibid.* XV.
17. Sur le système de la paix perpétuelle en Europe. *ibid.* XVI.

### E. Steuer- und Finanzwesen.

Als einer der größten Übelstände in seinem Vaterlande erscheint dem Abbé die *taille arbitraire*,<sup>1</sup> jene Steuer, deren Erhebung ganz der Willkür von Beamten überlassen war. In der Vorrede zu den politischen Annalen äußert er sich folgendermaßen: »Die Auferlegung einer jährlichen Steuer,<sup>1</sup> deren Verteilung auf die einzelnen Familien der Willkür leidenschaftlicher und ungerechter Beamten (*collecteurs*), auf die Gemeinden und Bezirke Intendanten überlassen ist, die überhaupt keine genaue Kenntnis von dem Jahreseinkommen der Steuerpflichtigen aus den verschiedenen Gemeinden haben können, entvölkert immer mehr das Land und vermindert den Ackerbau durch den Ruin einer großen Zahl von *taillepflichtigen* Familien und durch die Flucht der Reichen, welche befürchten, auf dem Lande zugrunde gerichtet zu werden, in die Stadt.« —

Mit seinem Buche »Projet de *taille tarifée*,«<sup>2</sup> einem der bedeutendsten seiner Werke, geht Saint-Pierre von derselben Überlegung aus wie Boisguillebert und der Marschall Vauban, weist wie diese auf die großen Übelstände im Steuerwesen hin und verlangt Reformen. Der Abbé will neben der Landbevölkerung die Industrie, also den dritten Stand<sup>3</sup> schützen, wobei nicht zu vergessen ist, daß dritter Stand auch vielfach vierter Stand war. Diese Anschauung, von der schon das Friedensprojekt durchdrungen ist, verleiht Saint-Pierre eine Ähnlichkeit mehr mit den Verfassern des *Détail de la France* und der *Dîme royale*. Im übrigen ist eine nahe innere Verwandtschaft der *taille tarifée* mit den eben erwähnten Schriften nicht ohne weiteres ersichtlich.<sup>4</sup> Die erste Voraussetzung für die Steuer (*taille*) von Saint-Pierre besteht in der Gleichstellung aller Bürgerlichen<sup>5</sup> vor derselben. Die Privilegien des Geldes und des Amtes sollen dahin fallen, die Armen dagegen wenig oder gar nicht besteuert sein.

Die *taille tarifée* charakterisiert sich zunächst als Einkommensteuer, indem jedes Einkommen versteuert werden soll. Saint-Pierre unterscheidet dabei:

1. Einkommen in Immobilien, wie eigenes, gepachtetes oder vermietetes Land, Häuser, Mühlen, Teiche, Schlagholz, Grundrenten, konstituierte Renten und Leibrenten.
2. Einkommen durch Handwerk und Gewerbe.
3. Einkommen durch in den Handel (*commerce*)<sup>6</sup> gestecktes Kapital.

<sup>1</sup> Die *taille* war eine Steuer, von welcher der I. und II. Stand befreit waren, und von der sich die meisten Städte befreit hatten. Vgl. dazu Siégler 230.

<sup>2</sup> Zuerst erschienen als *Mémoire pour l'établissement d'une taille proportionnelle*. 1717. Vgl. Biog. univ.

<sup>3</sup> Der Name findet sich bei Saint-Pierre noch nicht.

<sup>4</sup> Vgl. dazu auch Prof. A. Oncken, *Gesch. der Nat.-Ök.* I. »Die Uebergangsperiode zum physiokratischen System.«

<sup>5</sup> Adel und Geistlichkeit waren, wie schon gesagt, von der *taille* befreit; aber unter den Bürgerlichen, d. h. eben die Vertreter des 3. und 4. Standes, herrschte große Ungleichheit, indem gerade die Reichen gewöhnlich auch steuerfrei waren.

<sup>6</sup> Da das Wort *commerce* bei Saint-Pierre nicht bloß die Bedeutung von Handel hat, kann wohl an irgend ein größeres Unternehmen gedacht werden.

Jedes dieser einzelnen Einkommen hat nun seinen Tarif, und daher die Benennung »tarifizierte Steuer«.

Da niemand sein Einkommen besser kennt als der Steuerpflichtige selber, soll dieser bei hoher Strafe und einer Buße,<sup>1</sup> die zur Hälfte der Gemeinde, zur Hälfte den Steuereinziehern zukommen, den Gesamtbetrag aller seiner verschiedenen Einkommen wahrheitsgetreu angeben.<sup>2</sup> Wenn ein Eigentümer oder Pächter keine Erklärung seines Einkommens machen will, wird dieses durch die Steuereinzahler und auf das Gutachten von zwölf der angesehensten Gemeindeglieder hin geschätzt und demnach besteuert. —

Für die zweite Einkommenskategorie, das Einkommen durch Handwerk und Gewerbe, unterscheidet Saint-Pierre vier Klassen von Steuerpflichtigen:

1. Richter, Advokaten, Kanzlisten (greffiers), Notare, Prokuratoren, Rentner ohne bestimmten Beruf etc.
2. Pächter, Bauern (laboueurs), Krämer, Schlosser, Bäcker, Maurer etc.
3. Tagelöhner, Handlanger, Lehrlinge usw.
4. Alle Witwen der Steuerpflichtigen.

Als Maßstab für die anzusetzende sogenannte Industrie-Steuer (taxe d'industrie) gilt die tägliche Einnahme des Tagelöhners. Beträgt dieselbe z. B. 16 sols (20 sols = 1 livre), so beträgt die jährliche Steuer 8 livres für die erste, 4 livres für die zweite, 2 für die dritte, 1 livre für die vierte Klasse. Beträgt die Tages-Einnahme des Tagelöhners 8 sols, so sind die entsprechenden Steuerbeträge 4, 2, 1 livres und 10 sols.

Von der taxe d'industrie sind befreit:

- a. Die Steuerpflichtigen der zweiten Klasse, die mehr als drei Kinder unter zehn Jahren haben.
- b. Diejenigen der vierten Klasse, die zwei kleine Kinder haben.
- c. Verwitwete Tagelöhner und Witwen der zweiten und dritten Klasse mit einem kleinen Kinde.
- d. Kranke.
- e. Soldaten mit zwanzig Dienstjahren und solche, die im Dienste des Vaterlandes zu Krüppeln geworden sind.
- f. Siebzugjährige der zweiten, dritten und vierten Klasse.
- g. Die Lehrer und Lehrerinnen.<sup>3</sup>
- h. Die Bettler.
- i. Abgebrannte zwei Jahre lang nach dem Unglück.
- k. Solche, die durch Krankheit oder Unfall länger als einen Monat arbeitsunfähig waren.

Doch sind alle diese taille-Pflichtigen allein von der taxe d'industrie, nicht aber von den andern Steuern befreit.

Die Haustiere der Landwirte sollen nicht besteuert werden; denn es liegt im allgemeinen Interesse, daß die gebräuchlichsten Lebensmittel billig erhältlich sind. Abgebrannte und durch Hagel Geschädigte möchte Saint-Pierre in der Weise unterstützen, daß die von der Gemeinde oder vom Bezirk zu entrichtende

<sup>1</sup> »Sous peine d'une punition suffisante et inévitable du quadruple, et d'amende arbitraire.«

<sup>2</sup> Ed. Goumy, der dem Abbé den Vorwurf macht, er verlasse sich zu sehr auf die Ehrlichkeit der Steuerpflichtigen, erwähnt die Strafen nicht, welche die Betrüger treffen sollen.

<sup>3</sup> In Betracht kommen die Lehrer an den Volksschulen auf dem Lande.

Summe noch um einen gewissen Betrag erhöht würde, um aus dem Überschuß den Geschädigten ein Drittel ihres Verlustes zu ersetzen. So würde ein jeder Gemeindeglieder im Verhältnis zu seinem Einkommen an die Kosten beitragen. Es findet sich also schon bei Saint-Pierre in nuce der Gedanke vor, der unseren heutigen staatlichen Versicherungen zu Grunde liegt. —

Noch ein Wort über die Erhebung der tarifierten Steuer. Wie früher bei der taille arbitraire wird der König den Intendanten die zu erhebende Summe nennen. Diese werden durch Unterbeamte die Steuerkraft, d. h. das jährliche Einkommen der verschiedenen Gemeinden und Privaten genau ermitteln lassen, und alsdann die geforderte Summe verteilen, »und so — schließt Saint-Pierre — wird nicht nur zwischen Familie und Familie, zwischen den einzelnen Gemeinden, sondern ebenso zwischen Bezirk und Bezirk, ja endlich zwischen Provinz und Provinz jede Ungleichheit und Ungerechtigkeit hinsichtlich der taille ausgeglichen sein«. Die Einziehung der Steuer<sup>1</sup> soll in jedem Steuerbezirk einer gewissen Zahl von freiwilligen und ständigen (volontaires et perpétuels) Beamten übertragen werden. Alle diesbezüglichen Forderungen des Abbé gehen darauf aus, das Verfahren der Steuererhebung<sup>1</sup> möglichst einfach und kostenlos zu gestalten, was Adam Smith später in seiner vierten Steuerregel postuliert hat. —

Die tarifizierte taille hat schon zu Lebzeiten des Abbé in einigen Provinzen Frankreichs Anwendung gefunden. So sind im sechszehnten Bande der politischen und moralischen Werke zwei Briefe mitgeteilt,<sup>2</sup> welche von den Intendanten der Picardie und von Limoges, Chauvelin und de Tourny, abgefaßt, von den guten Erfahrungen berichten, welche diese seit fünf Jahren mit der tarifierten Steuer gemacht haben. Siégler erwähnt, daß auch besonders Turgot als Intendant von Limoges<sup>3</sup> sich bemüht hat, die Methode des Abbé in seiner Provinz anzuwenden. — Weiter erblickt Siégler in diesem Projekt von Saint-Pierre, das seinem Verfasser zur größten Ehre gereiche, indem es einmal mehr für dessen Aufgeklärtheit, Gerechtigkeit und ausgesprochen demokratisches Fühlen Zeugnis ablege, die Gedanken, welche die Einkommensteuer in England<sup>4</sup> und in Italien<sup>5</sup> ins Leben gerufen haben:<sup>6</sup> »impôt proportionnel sur le revenu avec déclaration à la base, et division en cédules«. In Frankreich freilich, wo die Einkommenssteuer sich noch immer im Stadium des Projektes befindet, scheint man sich mit dem Entwurf Peytral (1898) von der Konzeption des Abbé de Saint-Pierre entfernt zu haben, und trotz verschiedenen Bestrebungen, die von ihm gerügten Ungleichheiten zwischen Provinz und Provinz, Bezirk und Bezirk etc. zu beseitigen, herrscht dieser Uebelstand zum Teil heute noch vor.<sup>7</sup> —

Mehr allgemein spricht dann Saint-Pierre vom Steuerwesen in seinen »Betrachtungen über das Finanzministerium« im achten Band der O.-P. von 1734.

<sup>1</sup> Saint-Pierre hat diese Bestimmung, die zunächst auf die taille Bezug nahm, später allgemein für die Steuern gefordert.

<sup>2</sup> Die Briefe datieren von 1740 und 1741.

<sup>3</sup> Es ist wahrscheinlich, daß er anno 1761 den oben genannten de Tourny abgelöst hat.

<sup>4</sup> Vgl. auch E. Goumy S. 296.

<sup>5</sup> Verschiedene Tarife für die verschiedenen Steuern.

<sup>6</sup> Siégler 236 ff.

<sup>7</sup> Siégler führt auch die preussische Einkommensteuer von 1851 an, welche nach mannigfachen Verbesserungen durch Gesetz vom 11. VI. 1891 als Grundlage die obligatorische Deklaration erhalten hat. Vgl. S. 233.



Die Steuern sind notwendig; denn:

»Es soll, wer im Dienste des Staates das Jahr hindurch zum Nutzen der Gesellschaft arbeitet,<sup>1</sup> vom Publikum eine jährliche Belohnung erhalten, ein an sein Amt und seine Verrichtungen angeknüpftes jährliches Einkommen, das entspricht:

1. Der Nützlichkeit der von ihm der Gesellschaft geleisteten Dienste,
2. dem Aufwand von Mühe,
3. der mit seinen Verrichtungen verbundenen Gefahr.

Es soll, wer der Gesellschaft dient, von dieser entschädigt werden.

Es ist ferner notwendig, Waffen zu kaufen, man braucht Kriegsmagazine und Munition, man muß regelmäßig die Schulden der Gesellschaft bezahlen; denn sonst verliert man den Kredit, wenn es sich darum handelt Geld zu beschaffen, um sofort kriegsbereit zu sein.

So muß der Staat ordentliche Einnahmen haben, um die ordentlichen jährlichen Ausgaben zu bestreiten. Man braucht sogar einige außerordentliche Steuern (taxes) zu außerordentlichen Unternehmungen und für solche Bedürfnisse. Was anderes können diese jährlichen Einkommen der Gesellschaft sein als jährliche Steuern (impositions), an welche jeder Bürger im Verhältnis zu seinem Jahreseinkommen, welcher Art es sein möge, nach Abzug der Lasten (charges payées) beizutragen hat? Es soll also die Steuerauflage dieses Einkommens<sup>2</sup> allen Bedürfnissen des Staates genügen. Darum soll die jährliche Steuereinnahme mindestens gleich hoch sein wie die jährliche notwendige Ausgabe. Sie sollte noch höher sein,<sup>3</sup> damit ein Betrag zur Bestreitung unvorhergesehener Ausgaben zurückgelegt werden kann.

Die Fürsten haben nur zwei triftige Gründe,<sup>4</sup> die bisherigen Steuern zu erhöhen, oder neue Steuern zu schaffen, nämlich:

1. wenn es sich um Krieg und die Erhaltung der Güter ihrer Untertanen handelt;
2. wenn diese Mehreinnahme zu Unternehmungen und Ausgaben verwendet werden, welche jedem Bürger seine Steuer mit mindestens fünfzig Prozent verzinsen.

Drei Exzesse müssen bei der Auferlegung von Steuern vermieden werden:

1. Eine allgemeine Steuer darf nicht übermäßig hoch sein im Verhältnis zum jährlichen Einkommen der Untertanen, was dann der Fall ist, wenn man diesen nicht die zum Unterhalt ihrer Familien und zur Ausübung ihres Gewerbes notwendigen Mittel läßt.<sup>5</sup>
2. Eine für die Gesamtbevölkerung immerhin noch mäßige Steuer kann, wenn sie nicht proportionell verteilt wird, doch für eine große Zahl von Familien übermäßig hoch sein und deren Ruin herbeiführen.

<sup>1</sup> Das sind: »Offiziere der Justiz, der Verwaltung, der Religion, des Heeres und der Marine, Soldaten, Matrosen, Gesandte« etc.

<sup>2</sup> »L'imposition, la répartition, le recouvrement, et la distribution de ce revenu.«

<sup>3</sup> An einer andern Stelle verlangt Saint-Pierre, daß sie um den sechsten Teil höher sein soll als die Ausgaben u. a. auch deshalb, weil alljährlich ein Teil der Staatsschulden getilgt werden soll. VIII. O. P. 51 f.

<sup>4</sup> Saint-Pierre fügt bei, daß es ihnen an Vorwänden und scheinbaren Gründen nie fehle.

<sup>5</sup> Siégler sieht in dieser Forderung den Gedanken der 4. Steuerregel bei Adam Smith.

3. Die Steuer soll nicht zu rasch eingezogen werden; denn man darf vom Volke nicht die sofortige Entrichtung einer Summe verlangen, die es bloß nach und nach, im Laufe des Jahres bezahlen kann.<sup>1</sup>

Das Volk wird im allgemeinen die Steuern willig entrichten, wenn diese nicht zu unerwartet erhöht werden; wenn kein Bürger sich im Verhältnis zu andern zu hoch besteuert weiß, die Steuer also proportional zum Einkommen erhoben wird; wenn das Volk die Gewißheit hat, daß die Steuer zur Deckung der Staatsausgaben verwendet wird. Das Volk wird sich sogar eine Erhöhung der Steuern gefallen lassen, wenn es daraus mit Gewißheit einen bedeutenden Vorteil<sup>2</sup> erwarten kann.

Wenn aber das Volk sieht, daß der Fürst großartige Bauten ausführen läßt, die ihm keinen Nutzen, wenn es sieht, daß er übermäßig hohe Geschenke macht und andere außerordentliche Ausgaben, die ihm gar keinen Gewinn bringen;<sup>3</sup> wenn es gar keine Sicherheit hat, daß seine außerordentlichen Steuern wirklich für seine Angelegenheiten verwendet werden; wenn der Bericht über die jährlichen Einnahmen und Ausgaben des Staates nicht veröffentlicht wird,<sup>4</sup> dann denkt es mit Recht, der König verschwende auf seine Kosten, dann beklagt es sich und murrst oft nicht ohne Berechtigung und beginnt Regierung und Machthaber zu hassen. Dieser allgemeine Haß ist der Anfang von Unzufriedenheit, und diese führt zum Aufruhr. —

Saint-Pierre zeigt sich als Freund der indirekten Steuern, ohne jedoch seine Gründe näher anzugeben. Über die Eingangsgebühren auf Konsumtionsartikel (denrées) äußert er sich deshalb günstig, weil sie im Verhältnis zu der Konsumation jedes einzelnen und darum im Verhältnis zum Einkommen jedes Bürgers erhoben werden: »niemand kann durch die Kosten ruiniert werden« — heißt es weiter — »oder durch die Böswilligkeit und Ungerechtigkeit anderer, sondern lediglich durch eigene Unklugheit, wenn er nicht genügend Mut, Kraft und gesunden Menschenverstand besitzt, um seine jährlichen Ausgaben den Einnahmen anzupassen.«<sup>5</sup> —

Saint-Pierre beschließt seine Ausführungen mit dem Vorschlage, auch die Steuer der »capitation« nach den für die taille maßgebenden Gesichtspunkten zu erheben und einzuziehen, und er schreibt darüber folgendermaßen:

»Wenn durch das Lesen der »taille tarifée« der Leser den großen Nutzen und die leichte Durchführung der Methode der Tarife, der freiwilligen Deklarationen und der freiwilligen Steuereinzähler begriffen hat, wird er leicht einsehen, daß man davon sehr vorteilhaften Gebrauch für die Erhebung der capitation zugunsten der allzu stark belasteten Steuerpflichtigen machen kann;<sup>6</sup> denn es

<sup>1</sup> Nach Siégler die dritte Regel von A. Smith.

<sup>2</sup> »Quand ils peuvent croire que 100 sous leur rapporteront tous les ans 50 sous ou 100 sous de rente ou la valeur en commodités. VIII. 55.

<sup>3</sup> Saint-Pierre hat Ludwig XIV. und seinen Ministern oft vorgeworfen, große Summen für Luxusbauten ausgeworfen zu haben.

<sup>4</sup> Der Abbé unterscheidet genau zwischen staatlichem Haushalt und der Zivilliste, da der König für letztere keine Rechenschaft zu geben braucht.

<sup>5</sup> Vgl. dazu Siégler S. 211 f.

<sup>6</sup> »Man weiß, — heißt es über die Kopfsteuer — daß sich die capitation zuerst gar nicht mit Rücksicht auf das jährliche Einkommen der Steuerpflichtigen bezog, sondern unter Bezugnahme auf seine Qualität, Würde, Stellung, auf das Handwerk und Gewerbe, das er



ist gewiß, daß gegenwärtig aus Mangel an einem Gesetz, aus Mangel an einem »point fixe« eine große Zahl von Steuerzahlern mehr oder weniger ungerecht behandelt werden; und andererseits gibt es solche, die ungebührlich begünstigt sind.« . . . Diese Steuer hat den Vorzug, allgemein zu sein; denn kein Untertan ist von ihr befreit, sie erstreckt sich auf die Angehörigen aller Stände, sogar auf diejenigen, welche die taille entrichten. Es ist also von größter Bedeutung, die Steuer der capitation proportional zum Einkommen eines jeden Bürgers zu verteilen, um auch ihre Einziehung zu erleichtern.

So fordert also Saint-Pierre eine allgemeine Steuer für die Angehörigen aller Gesellschaftsklassen auf Grund derselben Voraussetzungen, die er für die taille, jene Steuer des dritten Standes, aufgestellt hatte.<sup>1</sup> Sein Ziel war dabei hauptsächlich, die großen Mißverhältnisse und Ungerechtigkeiten in der Steuererhebung seiner Zeit aufzudecken und möglichst zu beseitigen, an Stelle der Willkür und Unterdrückung Gerechtigkeit und Schonung treten zu lassen. Es wäre aber entschieden zu weit gegangen, wollte man daraus folgern, Saint-Pierre verlange überhaupt vollkommene Gleichheit für alle Untertanen in der Steuerentrichtung. Man darf nicht übersehen, daß er die taille nirgends deshalb bekämpft, weil sie nur eine Klasse von Untertanen belastet, daß er sie nirgends direkt abschaffen will. Sein Ideal mag freilich, wie aus manchen Stellen hervorzugehen scheint,<sup>2</sup> eine einzige allgemeine Steuer gewesen sein; aber andererseits spricht er sich doch auch direkt für dem Adel zu gewährende Privilegien aus. Dieses Verhalten des Abbé gegenüber einem durch Jahrhunderte sanktionierten Uebelstande wird kaum befremden, wenn man bedenkt, wie sehr er ein Feind von plötzlichen Umgestaltungen ist, wie groß zu seiner Zeit Ansehen und Macht und bis zu einem gewissen Grade auch die Tüchtigkeit des französischen Adels noch waren. —

Zwei kleinere Arbeiten:

Der Discours contre l'augmentation des monnaies et en faveur des annuités. O. P. II. 1733 und Projet pour rendre les rentes sur l'Etat d'un commerce plus facile et plus fréquent. O.-P. IV., lehren den Abbé de Saint-Pierre als gründlichen und erfahrenen Finanzmann kennen, und enthalten mit den schon erwähnten »Observations sur le Ministère de Finance« seine wichtigsten Gedanken auf dem Gebiete des Finanzwesens.

Unter der »augmentation des monnaies« versteht er die gesetzliche Erhöhung des Nominalwertes der Münzen, wie sie vom zwölften bis ins achtzehnte Jahrhundert eine gewöhnliche Finanzoperation war:<sup>3</sup> »Der Finanzminister gibt dem König den Rat, zu verordnen, daß die Mark<sup>4</sup> Silber z. B. um einen

ausübte. Die hundert Ritter vom Orden des hlg. Geistes z. B. hatten alle denselben Betrag zu entrichten, wie wenn sie alle dasselbe Jahreseinkommen gehabt hätten, während dieses um das Doppelte, Dreifache und Zehnfache und um noch größere Summen differierte.« Ebenso verhielt es sich bei den »Seigneurs de Paroisse«, den Kaufleuten, den Parlamentsräten, den Obersten usw. Vgl. O. P. VIII. S. 71 ff.

<sup>1</sup> Nach Siégler S. 209 die erste Regel von Ad. Smith.

<sup>2</sup> Vgl. z. B. Ann. Polit. I. 428: »Da die Geistlichen als Staatsbürger ihr Einkommen auch vom Staate haben, sehe ich nicht ein, weshalb sie nicht den Staat auf dem gleichen Fuße wie die anderen Bürger aus ihrem Einkommen unterstützen sollten.«

<sup>3</sup> Vgl. Goumy 297 f.

<sup>4</sup> Altes Gewichtsmaß etwa 250 g.

Viertel oder Drittel oder um die Hälfte mehr Wert in livres haben soll als bisher.«

Saint-Pierre setzt sich nun ein doppeltes Ziel, indem er zuerst nachweisen will, daß keine Steuer — wie er diese Verschlechterung der Valuta nennt — so ungerecht, so ungleich belastend und so beschwerlich für den Staat und gefährlich für den König sei, wie eben die augmentation des monnaies. Da es ihm aber stets darum zu tun ist, nicht nur niederzureißen, sondern an Stelle des Unzweckmäßigen und Gefährlichen etwas Vorteilhaftes zu setzen, sucht er andererseits nach einem sicheren Mittel, um, ohne das Volk zu belasten, dem Staate Geld verschaffen zu können. Sein erster Beweis gegen die Zweckmäßigkeit der »augmentation« wird aus dem Umstande gezogen, daß die Engländer<sup>1</sup> und Holländer, die reichsten Nationen Europas, sich dieses naheliegenden Mittels nie bedient haben, weil sie offenbar dessen Verwerflichkeit und Schädlichkeit wohl erkannt hatten. Für den König und für die Mehrzahl der Untertanen<sup>2</sup> bedeutet eine Erhöhung des Nennwertes der Münzen oder die Mehrprägung von Geldeinheiten aus der Gewichtseinheit reinen Silbers eine Schädigung, da die Waren im Verhältnis zu der Verschlechterung des Geldes im Preise höher steigen werden, da eine solche »Steuer« unbedingt den Handel hemmen muß; »denn, — heißt es — wer eine Erhöhung des Nominalwertes des Geldes erwarten kann, wird seine Waren oder landwirtschaftlichen Produkte nicht verkaufen aus Furcht, sie zu billig loszuschlagen. So gibt es weniger Verkäufer und weniger landwirtschaftliche Produkte auf dem Markt, was noch den Preis der notwendigen Lebensmittel verteuern wird.« Auf Kosten des Landes können sich dessen Feinde durch Nachprägungen des französischen Geldes bereichern. In Betracht zu ziehen sind endlich die Kosten der Umschmelzung, die mindestens 1 Prozent ausmachen. »Daraus folgt, daß der König für sich selber auf ein derartiges Mittel für immer verzichten und es sogar für seine Nachfolger unmöglich machen sollte.« Er hat dafür ein Mittel, das gewiß die Zustimmung und Nachahmung aller Nationen Europas finden würde: er kann verfügen, daß in Frankreich zukünftige Zahlungen in so und so viel Mark Feinsilber zu so und so viel livres tournois<sup>3</sup> stipuliert werden sollen.<sup>4</sup> — Nachdem der Abbé so im Sinne von Locke dargetan, wie unvorteilhaft die minderwertige Ausprägung der Münzen ist, bespricht er das Mittel, das nach seiner Ansicht am geeignetsten wäre, in kurzer Zeit hohes Kapital zu niedrigen Zinsen zu beschaffen: die Annuitäten (annuités),<sup>5</sup> die er folgendermaßen definiert: »Die Annuitäten sind jährliche, nicht ewige Renten, welche der Staat, der ein Anleihen macht, innerhalb eines bestimmten Zeitraumes dem Gläubiger entrichtet, indem er alljährlich etwas vom

<sup>1</sup> Er beruft sich auf Locke, der 1691, als die Rede von diesem Mittel gewesen sei, dasselbe so energisch abgewiesen habe, daß seither niemand gewagt habe, es im Parlament wieder vorzubringen.

<sup>2</sup> Er zeigt, daß bei dieser Erhöhung des Nominalwertes des Geldes auf Kosten seines Realwertes nur der Pächter auf dem Lande, der viele Lebensmittel zu verkaufen hat, sich besser stellen würde. Der Verpächter trägt bis zum Ablauf der Pachtzeit Verlust. Der Tagelöhner, der seine Arbeit etwas teurer bezahlen läßt, gewinnt und verliert nichts.

<sup>3</sup> In Tours geprägte Münze à 20 sous im Gegensatz zu der livre parisien, die  $\frac{1}{4}$  mehr Wert hatte.

<sup>4</sup> Es würde sich z. B. der Schuldner von 12000 L. im Schuldschein verpflichten, 240 Mark Silber = 12000 L. zu entrichten (wenn die Mark Feinsilber = 50 L.).

<sup>5</sup> Siégler schreibt die Schöpfung des Wortes annuité dem Abbé zu.

Kapital zurückzahlt; so geben die Annuitäten dem Leihenden immer mit dem Kapitalzins einen Teil des Kapitals zurück, und auf diese Weise hören diese Renten nach einer gewissen Zeit vollständig auf.« Zur Deckung der Renten würde eine neue Steuer geschaffen oder eine bestehende erhöht werden.<sup>1</sup> Nachdem noch mit Zahlen nachgewiesen wird, wie bei einem derartigen fünfprozentigen Anleihen von 40000 L. bei einer jährlichen Rente von 3000 L. Zins und Kapital in 23 Jahren zurückgezahlt sein werden, gibt er Mittel an, diese Methode zu verbessern:

1. Man soll die Annuitäten besonders in Friedenszeiten schaffen und unterhalten, weil das Geld sich da billiger verzinst.
2. Kauf und Verkauf dieser Art von Aktien soll durch Beschränkung auf die notwendigsten Formalitäten möglichst erleichtert werden.<sup>2</sup>
3. Die Annuitäten sollen, damit mehr Nachfrage entsteht, nicht pfändbar (insaisissable) sein.
4. Es soll dafür (Bezahlung der Renten) eine ganz besondere Steuer in Anspruch genommen werden, z. B. die taille eines Steuerdistriktes, oder der König soll andernfalls einen anderen Ertrag speziell zu diesem Zwecke bestimmen, damit die Renten pünktlich ausgerichtet werden können, und die Aktien sich dadurch den Ruf solider Papiere erwerben.

Im Kriegsfall wäre es natürlich weit schwieriger ein Anleihen durch solche Annuitäten aufzunehmen.

Folgende Vorteile verspricht sich der Abbé von der neuen Methode:

Das Volk wird nie übermäßig belastet sein. Durch ein plötzliches finanzielles Übergewicht wird der König im Kriegsfall leicht gute Friedensbedingungen erlangen können. Wenn nach dem Frieden die übrig gebliebenen Annuitäten sich teurer verkaufen als zur Zeit ihrer Ausgabe, kann der Finanzminister, wie es in England üblich ist, neue Annuitäten schaffen, die um etwas billiger verzinst werden, und mit diesem Gelde kann er diejenigen bezahlen, welche den Zinsfuß nicht herabsetzen wollen.<sup>3</sup> Diese Methode wird alle Jahre Kapital in den Verkehr bringen, während es bei ewigen Renten nicht zum Umlauf gelangt. Der Gedanke, daß der Staat alle Jahre seinen Verpflichtungen pünktlich nachkommen wird, erhält ihm den Kredit für künftige Anleihen.

Diese Methode ist endlich unverhältnismäßig vorteilhafter, um das Geld billig zu beschaffen als die früher übliche, sich von den Steuerpächtern Vorschüsse machen zu lassen;<sup>4</sup> denn diese Leute würden sich alsdann nicht mehr auf Kosten der andern Untertanen bereichern und würden nicht mehr so ungeheure Vermögen durch den Ruin des Volkes anhäufen können. Die Lieferanten des Königs würden ihre Waren auch beträchtlich billiger abgeben, wenn sie keine Vorschüsse zu machen hätten und mit Sicherheit auf pünktliche Bezahlung zählen könnten. Dann würde der König auch für solche Lieferungen (von Lebens-

<sup>1</sup> O.-P. II. 195 ff.

<sup>2</sup> Saint-Pierre weist auf das Vorbild Englands hin.

<sup>3</sup> Siégler auf S. 219—224 nennt drei Mittel, die Saint-Pierre zur Verbesserung der finanziellen Lage vorschlägt: 1. Anleihen, die durch Annuitäten bezahlt werden, 2. die Amortisation der Staatsschuld, 3. die Konversion der Staatsanleihen, wie sie in der eben erwähnten Stelle gefordert wird.

<sup>4</sup> Vorschüsse, die durch die Erlaubnis, außerordentliche Steuern zu erheben, erkauf werden mußten.

mitteln, Baumaterial etc.) sich unbemittelter aber tüchtiger, fleißiger und recht-schaffener Unternehmer bedienen, statt wie bisher aus Geldmangel gezwungen zu sein, reiche und einflußreiche Personen, die sich auf seine und des Volkes Kosten bereichern, zu verwenden.

Zum Schluß macht Saint-Pierre auf Desmarest<sup>1</sup> aufmerksam, der 1715 einen Versuch mit der Methode der Annuitäten gemacht, und trotz sehr ungünstigen Verhältnissen, zu einer Zeit, da der öffentliche Kredit vollkommen erschöpft war, Erfolg gehabt hatte.

In dem »Projet pour rendre les rentes sur l'Etat d'un commerce plus facile et plus frequent« schlägt der Abbé zunächst die Gründung einer Bank in Paris vor nach dem Vorbilde des bureau des comptes von Amsterdam, damit der Transport (transport des sacs d'argent), die gefährliche und mühsame Bewachung und das fortwährende Zählen des Geldes dahinfallen möchten.

Der zweite Vorschlag des Abbé betrifft die Schaffung von zweieinhalbprozentigen Staatsrenten für ein Kapital von 40 Millionen L. Diese Renten würden in ein auf dem Rathause aufliegendes Buch auf den Namen des Eigentümers eingeschrieben: »ich nehme an, heißt es, jeder Rentenbesitzer werde sein Blatt haben, und es werde ihm gestattet sein, mehrere Teile seiner Rente, aber nie weniger als 1000 L., übertragen zu lassen. Der Inhaber einer Rente wird seinen Originaltitel auf dem Rathause deponiert haben, aber ein Rezipisse erhalten, das er beliebig veräußern kann, und das nun vorzüglich ein Kurspapier sein wird.« — Es ist interessant zu hören, wie Saint-Pierre sich über den Preis und die Preisschwankungen dieser Renten ausspricht: »Sie werden, sagt er, ihren Preis auf dem Markte in Bargeld haben, und dieser wird um so höher sein, als die jährliche Rente regelmäßig bezahlt, als der hiezu angewiesene Fonds ausreichend, als die Stellung des Ministers sicher scheinen wird; je geringer die Kriegsgefahr ist, je größer die Wahrscheinlichkeit der Beendigung eines begonnenen Krieges, je häufiger das Bargeld, d. h. überhaupt je höher der Kredit des Staates stehen wird.«

»Dieser Preis wird schwanken, je nachdem sich das Volk einen Begriff von den Staatsangelegenheiten bilden wird; aber, wer Renten kaufen will, wird gewiß diese Art von Renten (rentes en banque) den unbeweglichen (immobiliaries) vorziehen, da sie den Vorteil haben, leicht wieder verkauft und gegen andere (Wertpapiere) zum Marktpreis veräußert werden zu können, und da man sich ihrer jederzeit zur Bezahlung von Gläubigern oder zu Käufen irgend einer Art bedienen kann.« — Um seinen Renten noch weitere Vorzüge von den »rentes immobiliaries« zu verleihen, die in seinen Augen bloß ein fast totes Kapital bedeuten, verlangt der Abbé, daß der König zur Auszahlung der Renten jährlich eine Million von dem Ertrage der »fermes« anweise, und daß die Renten von gerichtlicher Beschlagnahme, von Hypotheken und »remplacement«<sup>2</sup> befreit sein sollen.

<sup>1</sup> Auch Desmarests; war der Neffe von Colbert. 1708—1715 Contrôleur général des finances, starb 1721.

<sup>2</sup> O.-P. IV. 197: »un dépôt public où chaque dépositeur a sa feuille dans le registre de la banque, pour y faire mention de ce qu'il en diminue par les transports qu'il fait, ou de ce qu'il y ajoute par les transports que lui font les autres.«

<sup>3</sup> remplacement bedeutet auf die Rente angewendet die Verpflichtung, die Verkaufsummen derselben zu einer äquivalenten Erwerbung zu verwenden.

Abgesehen von diesen vier Schriften, welche die wesentlichsten Ideen über Finanz- und Steuerwesen enthalten, hat Saint-Pierre noch an anderer Stelle mehr nebenbei über diesen Gegenstand geschrieben. So läßt er sich in »Avantages de l'agrandissement de la ville capitale d'un Etat« O. P. IV über das »Kreditgeld, d. h. Billete, welche eine Geldsumme vertreten,« wie folgt vernehmen: »Diese Billete haben den Vorteil, bequem zu tragen zu sein, wenig Platz zu beanspruchen, leicht gezählt werden zu können; so vermögen sie ganz beträchtlich die Wirkungen (effets) des Metallgeldes zu erhöhen; doch müssen sie frei sein, und niemand darf gezwungen werden, sie an Stelle des Metallgeldes anzunehmen.« Es ist gewiß aus dieser Stelle schon wohl ersichtlich, daß Saint-Pierre von dem sogenannten Papiergelde eine ganz andere Auffassung hat als ein großer Teil seiner Zeitgenossen. Es ist daher zu begreifen, daß er Law und sein System bekämpft. »Man sah in diesem Jahre (1718), schreibt er,<sup>1</sup> die indische Kompanie entstehen, die zuerst unter dem Namen Compagnie d'Occident bekannt war, nach den Vorschlägen von Law, dieses Schotten, der die Bank gegründet hatte. Er wollte auch die »Fermes Générales« und die Staatseinkünfte mit der Bank und der Compagnie d'Occident vereinigen; aber qui trop embrasse mal étirent, und besonders wenn man in einem Jahre tun will, was sich kaum in zehn Jahren durchführen läßt, und wenn man solide Geschäfte mit zweifelhaften Vermengt oder wenn man mit dem Guten, das in jenen liegt, Mißbrauch treibt.« Über die Bank schreibt er in den *polit. Annales* unter dem Jahr 1719: »Sie hatte dieses Jahr einen so großen Erfolg, daß ihre Noten (billets) mehr galten als das bare Geld, so daß ein Schein von 1000 Franken 1020 L. in bar vorgezogen wurde; aber dieser Kredit dauerte nur solange als bis man im Publikum eine solche Menge von Noten sah, daß man glaubte, sie beließen sich auf eine Summe, die zur Hälfte größer sei als alles Bargeld im Reiche: . . . denn sobald die besonnenen Leute merkten, daß die Bank Noten ausgab, ohne dafür den Betrag (la valeur) in Geld oder in Waren zu erhalten, ahnte man wohl, daß bald die 1000 L.-Scheine nicht mehr 1000 L. bares Geld gelten würden, und in der Tat kam es dazu, daß sie nicht 100 L. Bargeld galten.«

»Die Extravaganz von Law, der Generalkontrollleur der Finanzen geworden war, nachdem er zum Katholizismus übergetreten, ging soweit, daß er glaubte, die Bank könne mit ihrer Fabrikation von Noten zu 10000, 1000, 100 und 10 L. dem König 1500 Millionen zur Deckung der Staatsschulden leihen. Er dachte nicht, daß solche Noten, die ausgegeben wurden, ohne daß die Bank ihren Betrag in Metallgeld (espèces) erhalten hätte, und welche sie folglich nicht sofort in Geld konvertieren und dem Überbringer bar bezahlen konnte, nur als Trugbilder erscheinen mußten, und daß dieses Verfahren nur dazu taugte, das Publikum einige Tage irre zuführen, um schließlich die Bank selbst zu Fall zu bringen, welche, wenn klug geleitet, immerhin ein für den Handel sehr vorteilhaftes und dem Staate nützlich Institut gewesen wäre.«<sup>2</sup> Noch spricht Saint-Pierre des weiteren<sup>3</sup> von Law und der durch sein System heraufbeschworenen

<sup>1</sup> *Annales polit.* III. 655.

<sup>2</sup> Vgl. *Annales polit.* 661 und 662.

<sup>3</sup> So auf S. 664 f.: »Man sah in diesem Jahr (1720) im Monat Januar den Kredit der Bank auf die höchste Spitze erhoben, und einige Monate später die Bank selbst vollständig bankrott (culbutée) und ihre 1000 L.-Scheine beinahe ohne jeglichen Wert. — Law, Finanzkontrollleur, hatte geglaubt, daß der französische Handel fast ohne Geld möglich sei und daß

Katastrophe. Er ist aber gerecht und einsichtig genug, den unglücklichen Law nicht als Betrüger, sondern als Opfer der eigenen chimärischen Pläne hinzustellen.<sup>1</sup>

Die Sorge des Abbé für einen soliden Finanzhaushalt läßt ihn, wie aus den angeführten Stellen ersichtlich, extrem werden und in einen Irrtum verfallen; denn er verlangt, daß die Banken stets den vollen Barbetrag der ausgegebenen Noten deponiert haben sollen;<sup>2</sup> doch muß dieser Irrtum in Berücksichtigung der besonderen Umstände, die ihn hervorriefen und bestärkten, mindestens als sehr verzeihlich bezeichnet werden. — Es mag zum Schlusse an einer Stelle gezeigt werden, wie Saint-Pierre über die Finanzleute<sup>3</sup> seiner Zeit urteilt, und man wird noch leichter begreifen, warum er so dringende und durchgreifende Reformen auf dem Gebiete der Finanzen und Steuern verlangt hat. » . . . das holländische Meer, schreibt er, macht nicht größere und dauerndere Anstrengungen, die Dämme zu vernichten und das tiefer gelegene Land zu überschwemmen, als dieses Heer von Finanzleuten in Frankreich zur Durchbrechung der Wälle, welche unsere Gesetze den Ränken der Habsucht entgegensetzen. Es bedarf zur Durchbohrung eines Dammes bloß ein Maulwurfsloch; sobald diese Höhlung den Damm von beiden Seiten durchschneidet, entsteht zuerst ein kleiner Kanal, welcher immer größer wird; und wenn man nicht zur rechten Zeit nachsieht, wird aus dem Kanal ein gefährlicher Bruch. — Sobald vier oder fünf Finanzleute das Mittel finden, einen kleinen Riß in den Wall der Gesetze zu bringen, so werden sogleich vier- bis fünfhundert andere und alsdann vier- bis fünftausend ihrem Beispiel folgen; so darf der Gesetzgeber nie müde werden, neue Gesetze zu erlassen, um den Schaden dieser so unermüdlichen Tiere zu verhüten, welche beständig ihre Maulwurfsarbeit zur Durchbohrung der Dämme verrichten«<sup>4</sup> etc.

Brauchte es Mut und Unerschrockenheit, solche Mißverhältnisse aufzudecken, so bedurfte es nicht weniger gründlicher Sachkenntnis, um wirksame Mittel zur Beseitigung der tiefeingerissenen Übelstände unter der Regierung des Regenten und Ludwigs XV. anzugeben, und wenn schon die Vorschläge von Saint-Pierre bei der Mehrzahl seiner Zeitgenossen weder Gehör noch Verständnis fanden, so beweist dieser Umstand nichts gegen ihre Vortrefflichkeit. Einige wenige haben ja auch versucht, die Reformpläne des Abbé, von deren Durchführung sie Vorteile erwarten konnten, populär zu machen und zu verwirklichen. Es sei an jene beiden Intendanten erinnert, die sich mit Erfolg der tarifierten taille bedienten. Der Marquis d'Argenson hat sich in seiner Stellung zur Steuerfrage ganz als Schüler des Abbé bewiesen, und Voltaire hat wohl die Finanzprojekte im Auge, wenn er in »Politique und Législation« schreibt: » . . . aus

die Scheine von 10, 100, 1000 und 10000 L. dafür genügten, und daß man im Handel nur wenig Geld zum Ankauf von »petites denrées«, und als Zuschuß zu (Geld-) Geschäften brauchte: das wäre richtig, wenn auf der Bank immer der Wert der ausgegebenen Scheine in Silber oder Gold vorhanden wäre. — Als man aber für 2700000000 Bankscheine ausgeben sah, während es in Frankreich nur für 700 Millionen Münzen gab, wußte jedermann, daß der Kredit der Bank verloren war etc.«

<sup>1</sup> »Er starb — schreibt der Abbé — im Jahr 1729 in Venedig unbemittelt« après avoir été lui-même la dupe de ses projets chimériques«.

<sup>2</sup> Vgl. Siégler S. 228.

<sup>3</sup> Dahin gehören wohl in erster Linie auch die damaligen Finanzbeamten.

<sup>4</sup> In *Mémoires pour diminuer le nombre des procès* 1725. S. 266.



Liebe zur Menschheit will ich annehmen, daß diese Bücher (von Melon und Dutot), sowie einige des Abbé de Saint-Pierre unseren künftigen Ministern in schwierigen Lagen Rat erteilen werden, wie die Geschichte der Unterricht der Könige ist. Molinari, der von der tarifierten Steuer fast nichts erwähnt, während er die übrigen genannten Schriften bespricht und mit zahlreichen langen Zitaten wiedergibt, beschließt seine Ausführungen mit den Worten: »Diese Auszüge werden genugsam belegen, wie viel besser der gute Abbé die Fragen des Geldwesens und des öffentlichen Kredits verstand als seine Zeitgenossen.<sup>1</sup> Kein Volkswirtschaftslehrer hat die Schäden des barbarischen und verderblichen Mittels der Geldverschlechterung deutlicher gekennzeichnet« . . . E. Goumy und Siégler, welche beide diese Werke des Abbé sorgfältig geprüft haben, — der Letztere indem er sich bemüht, bei jedem einzelnen Punkte festzustellen, wie weit die Vorschläge des Abbé von der Nachwelt übernommen und weiter entwickelt worden sind — sprechen nur voll Anerkennung über die Arbeit und den Scharfblick des Abbé de Saint-Pierre in Fragen der Steuern und Finanzen.

#### F. Ursachen des Reichtums einer Nation.

»Die Stärke eines Staates beruht nicht in der Größe seines Territoriums, sondern in der Zahl seiner Einwohner, je nachdem diese dichter beisammen wohnen, je nachdem sie arbeitsamer, im Kriege disziplinierter, strebsamer im Handwerke und überhaupt nützlicher beschäftigt sind als andere Völker.« — Diese Stelle verdient besonders Berücksichtigung; denn sie enthält die wichtigsten Gedanken, die Saint-Pierre in seinen spezifisch volkswirtschaftlichen Schriften behandelt hat. Die Bevölkerung beschäftigt den Abbé zuerst. Er wünscht sie sowohl möglichst zahlreich als auch möglichst dicht, »denn — heißt es weiter<sup>2</sup> — bei gleicher Einwohnerzahl ist der um das Dreifache kleinere Staat — immer vorausgesetzt, daß er groß genug ist, um seine Einwohner zu ernähren, dreimal stärker und bedeutender als der größere, dessen Bewohner zerstreut wohnen; denn es ist

1. Verteidigung und Angriff für den kleineren Staat günstiger;
2. sein Handel leichter und größer;
3. leichter, das Handwerk zu vervollkommen, weil hier alle Entdeckungen leichter allgemein bekannt werden.«

»Je stärker die Bevölkerung, desto reicher ist sie auch und desto gefährlicher für ihre Feinde.« »Je mehr Einwohner ein Staat hat, desto größer ist seine Produktion von Manufakturen desto günstiger steht der Landbau und sein Ertrag; je mehr Leute im Handel beschäftigt sind, umso mehr wird sich das ganze Land bereichern.« Es kann also nicht verwundern, daß Saint-Pierre im Interesse einer großen und dichten Bevölkerung nicht nur die Aufhebung des Ediktes von Nantes, die Frankreich einer großen Menge arbeitsamer und sonst

<sup>1</sup> Hier muß doch bemerkt werden, daß Saint-Pierre ganz Originelles mit Ausnahme vielleicht der tarifierten taille doch nicht postuliert. Was seine Auffassungen der Bank und des Papiergeldes anbetrifft, so geht er doch darin bis zu der einen Frage betreffend die vollständige Deckung aller auszugehenden Noten oder Scheine mit Law einig. Vgl. dazu Prof. A. Oncken Gesch. der N. O. I. 258 f.

<sup>2</sup> Im direkten Anschluß an die unmittelbar vorher zitierte Stelle im I. Bd. der Annales Politiques S. 23.

bedeutender Untertanen beraubte, als gröblichen politischen Fehler tadelt, sondern daß er in jedem die natürliche Zunahme der Bevölkerung hindernden oder deren Abnahme verursachenden Faktor eine Gefahr für das Wohl der Nation erblickt. So hat er das Cölibat der Priester bekämpft und den Eintritt ins Kloster möglichst späteren Lebensaltern vorbehalten wollen; deshalb auch wünschte er sehnlich Frieden nach außen und innen, in der Nation und auf der ganzen Erde; aus diesem Grund wird er auch, wie später ersichtlich sein wird, einem Berufsheer den Vorzug geben. Er geht so weit, von der Kolonisation abzuraten, und er schreibt im Friedensprojekt diesbezüglich: ». . . obwohl einige arme Familien dort gewinnen können, bedeutet sie doch eine offene Thüre, welche nach und nach die unteren Klassen (le bas peuple) eines Staates auswandern läßt.«<sup>1</sup>

Neben einer starken und dichten Bevölkerung, der mehr äußeren Bedingung für das Gedeihen eines Staates, ist der Hauptfaktor, das wichtigste Erfordernis für Stärke und Reichtum der Nation die Beschäftigung aller Untertanen ohne Unterschied: die Arbeit. Sie hat nach Saint-Pierre vier große Vorzüge:

1. Sie verschafft Reichtum und Genuß (plaisir).
2. Sie verleiht dem Genuße mehr Reiz; denn dieser ist um so größer, als derjenige, den das Vergnügen erwartet, aus einer schwierigen und mühevollen Lage sich befreit.
3. Sie vermindert die Empfindlichkeit der Leiden; denn, wer an Anstrengung gewohnt ist, fühlt kleinere Mühen weniger.
4. Die Arbeit erzieht zur Ordnung, zur Disziplin, zur Beobachtung der Gerechtigkeit; denn in der Arbeit gewöhnt sich der Geist an größere Aufmerksamkeit (attention), und der arbeitsame Reiche, der zugleich auch umsichtig ist, neigt eher zur Gerechtigkeit, damit man auch ihn gerecht behandle, als der Müßiggänger, der nichts zu verlieren hat.

Daraus folgt, daß das arbeitsamste Volk das reichste, das gerechteste, das lenksamste und glücklichste ist.

Nicht nur die unteren Klassen allein, sondern Reiche und Vornehme sollen ebenfalls arbeiten und so gut beschäftigt sein wie die Armen. Kein Wunder, wenn Saint-Pierre darum den Müßiggang in jeder Form bekämpft und bei jeder Gelegenheit auf die Ungerechtigkeit aufmerksam macht, daß vornehme Nichtstuer die ersten Staatsstellen inne haben, daß Arbeit und Verdienst keine Belohnung erhalten. »Die Erblichkeit der Titel hat einen zweiten Nachteil« — schreibt er im II. Band der O. P. S. 113: sie ist für den Staat sehr verderblich; weil es im Interesse dieser hochgestellten Müßiggänger liegt, daß man ihnen ihre Trägheit nicht vorwerfe, noch ihre geringen Fähigkeiten und ihr unnützes Schmarotzerleben, möchten sie natürlich alle diejenigen verächtlich machen, welche arbeiten und sich zum Wohle des Vaterlandes auszuzeichnen suchen.« An dem Beispiel Spaniens weist er nach, wie Müßiggang und Üppigkeit der Großen eine Nation um ihr Ansehen und um ihre Machtstellung bringen können; »denn, schließt er, die Überlegenheit unter den Nationen pflegt immer dahin zu gehen, wo Überlegenheit an Kraft und den für das Volk günstigsten Arbeiten vorhanden ist.« So dienen England und Holland dem Abbé andererseits als Beispiel und Beweis für seine Behauptung, daß in den blühendsten Staats-

<sup>1</sup> Vgl. dazu O. P. X. 278. Es wird im Verlaufe dieser Arbeit gezeigt werden, daß sich die Auffassung des Abbé betreffend die Kolonien geändert hat, und daß die beiden Stellen die einzigen sind, die gegen die Kolonisation sprechen.



wesen alle Klassen der Bevölkerung an der Arbeit beteiligt sind. »Da wo die Reichen arbeiten, schreibt er, werden sie weniger unnütze Ausgaben machen, weil nichts sie mehr den Wert des Reichtums kennen lehrt als die zu seiner Erlangung angewandte Arbeit und Mühe.«

»Zwei schwer zu vereinigende Dinge soll eine weise Regierung den Untertanen verschaffen: Erstens möglichst viele Arbeit; denn die Arbeit produziert (produit) Reichtum und Überfluß in den Staaten; sodann den besten Gebrauch dieses Überflusses«. Die schlechte Verwendung des Reichtums nennt der Abbé Luxus, und wie vor dem Müßiggang warnt er seine Landsleute eindringlich vor dem Luxus als, wie er diesen noch näher charakterisiert, vor eitlen und unnützen Ausgaben der Prahlerei. In zwiefacher Hinsicht sollte die Regierung den Luxus bekämpfen, indem sie einmal den schlechten Gebrauch des Reichtums öffentlich brandmarkt, und indem sie andererseits diejenigen, die ihren Überfluß zu allgemein nützlichen Werken verwenden, durch öffentliche Ehrungen auszeichnet. — Die früher erlassenen Luxusgesetze hält Saint-Pierre für ungenügend und unwirksam, da sie niemals befolgt worden seien; und er nennt sie daher schlechthin »fromme Wünsche wenig geschickter Gesetzgeber«.

Da er, wie bei so manchem andern Übelstand einsehen mochte, daß, solange man an höchster Stelle nicht auf Unterstützung zählen durfte, Gesetze eben nichts ändern würden, drang er mehr auf das andere Mittel, auf Belohnung und öffentliche Auszeichnung von Arbeit und Verdienst. Durch die Schaffung des persönlichen Adels wollte er dem Staat ein Mittel in die Hand geben, um die für das allgemeine Wohl nützlichsten Werke und Dienste zu belohnen und in allen Bevölkerungsklassen einen Wettstreit für das Große und Gute anzuregen. Er geht aber noch weiter und möchte je nach der Wichtigkeit der geleisteten Wohltat verschiedene Klassen der Belohnung schaffen, wie Statuen, Bildnisse, Medaillen, Inschriften etc.

Da Saint-Pierre einsieht, daß auf gesetzlichem Wege der Luxus nicht zu beschränken und auszurotten ist, bemüht er sich umsomehr, seinen Landsleuten immer wieder die verhängnisvollen Folgen dieser Volkskrankheit vor Augen zu führen, die saevior armis das römische Weltreich zu Fall gebracht hat, welche die einst so angesehene und starke Nation der Spanier gänzlich zu entkräften droht, und die vielleicht schon Frankreich ergriffen hat. Darum die wiederholte fast ängstliche Aufforderung an sein Vaterland, es möge sich beeilen, um den arbeitsamen Nationen der Holländer und Engländer nicht nachzustehen. Wie das Verdienst und jede Wohltat ihre Belohnung haben sollen, so auch die Arbeit überhaupt. Sie ist gut zu bezahlen; denn sie ist stets mit Mühe verbunden, und sobald der Mensch sieht, daß seine Arbeit ihm nichts einträgt, wird er müßig bleiben und sich nicht unnötig anstrengen. Aber da, wo die Arbeit gut bezahlt ist, arbeiten die Menschen gern und viel.<sup>1</sup> — Im Anschluß an diese Ausführungen konstatiert der Abbé, daß infolge der klimatischen Verhältnisse nördliche Völker den südlichen von vorneherein durch größere Arbeitsamkeit überlegen sind, was ihm Anlaß gibt, seinem Frankreich ein weiteres cave! zuzurufen.

<sup>1</sup> Vgl. dazu A. Smith Wealth of nations I. 8. »Ein reichliches Entgelt der Arbeit steigert . . . auch den Gewerbefleiß des gewerblichen Volkes. Der Arbeitslohn ist der Sporn zum Gewerbefleiß . . .«

Noch sei erwähnt, daß, wie Siégler nachgewiesen hat,<sup>1</sup> Saint-Pierre in dem »Projet de la Polysynodie« auch schon von der Arbeitsteilung und deren Vorzügen spricht. Mit Recht schreibt dieser Autor, der Abbé habe lange vor Adam Smith die Rolle der Arbeit richtig erkannt und ihr in der Erzeugung von Reichtum den ersten Platz angewiesen; er habe aber in ihr nicht nur die Quelle des Reichtums sondern ebenso der Gerechtigkeit und des Glückes erblickt.

Nicht nur eine zahlreiche und dichte Bevölkerung, nicht nur Arbeit schlecht hin verlangt der Abbé für eine starke Nation, — die Arbeit soll zugleich die für das Individuum und die Gesamtheit zweckmäßigste und nützlichste sein, und diese Arbeit ist für ein Land wie Frankreich der Handel im weitesten Sinne des Wortes und bedeutet eine Hauptquelle des Reichtums der Nation. — In der mehrmals erwähnten Einleitung zu den politischen Annalen hat Saint-Pierre folgende Gedanken über den Handel niedergelegt:

»Jeder Handel ist ein Tausch. Der Kaufmann (marchand) verkauft und kauft; als Verkäufer tauscht er seine Ware gegen das Geld des Käufers, und als Käufer sein Geld gegen die Ware des Fabrikanten: somit reduziert sich aller Handel auf einen Tausch. Es gewinnt manchmal beim Tausche eine Partei mehr als die andere, aber nur soviel als diese verliert, und es trägt daher der Staat, wenn das Geschäft sich zwischen Untertanen vollzieht, keinen Schaden. Gewöhnlich gewinnen jedoch beide Teile; denn jeder tauscht seine »unnütze Ware«, d. h. einen Artikel, von dem er mehr besitzt als er braucht, gegen eine andere, an der er Mangel leidet. Da also beide Teile bei diesem Tausch oder Handel gewinnen, so wird sich mit der Häufigkeit und Wichtigkeit solcher Geschäfte ihr Einkommen vermehren, und es liegt somit im allgemeinen Interesse, den Handel zu fördern und ihm alle Schwierigkeiten aus dem Wege zu räumen«. — An einer anderen Stelle<sup>2</sup> drückt Saint-Pierre denselben Gedanken noch etwas genauer aus, wenn er schreibt:

»Es gibt auf der Erde schon lange eine Ware, die man im Tausche gegen die notwendigen Nahrungsmittel und gegen andere Waren gibt und empfängt: Silber und Gold je nach ihrer Feinheit und Gewicht. Man bedient sich sogar auch etwa des Kupfers für ganz kleine Summen. — Wer sein Metall gegen Waren tauscht, heißt Käufer und wer seine Waren gegen Metall tauscht, Verkäufer.« Daß Saint-Pierre also weit entfernt ist, das Edelmetall mit Reichtum zu verwechseln, geht noch besonders aus einer Stelle in den Annalen hervor, wo er schreibt: »Gold und Silber erleichtern so beträchtlich den Tausch von Nahrungsmitteln und Manufakturen wie Kredit- und Bankscheine den Geldtransport.«

Er unterscheidet nun zunächst zwischen Binnen- und Seehandel, und obgleich er auf den letzteren bei weitem das größte Gewicht legt, so möchte er doch auch jenen tunlichst auf die Höhe bringen; »denn, schreibt er,<sup>3</sup> da der Binnenhandel die Grundlage des Seehandels ist, muß man, um diesen zu fördern, jenen zu vergrößern, bedacht sein. Um den Handel und Verkehr im Innern des Reiches möglichst zu heben, sollten vor allem genügende Verkehrsmittel

<sup>1</sup> Vgl. Siégler 125. Weder Molinari noch Goumy erwähnen diese Auffassung des Abbé de Saint-Pierre von der Arbeit.

<sup>2</sup> O. P. V. 173.

<sup>3</sup> O. P. VIII. 273.

vorhanden sein.<sup>1</sup> Ein ausgedehntes Straßennetz sollte das Land bis zu den kleinsten Ansiedelungen dem Handel erschließen, Brücken, Kanäle und schiffbare Flüsse Verkehr und Transport erleichtern, Herbergen an der Landstraße das Reisen sicherer und bequemer gestalten, und endlich sollten sämtliche inneren Zölle und Abgaben dahin fallen.

In dem *Projet pour rendre les chemins praticables en hiver* spricht Saint-Pierre von den großen Vorteilen, welche der Nation durch die Anlage neuer und durch die Instandsetzung der alten meist schlecht erhaltenen und im Winter kaum befahrbaren Landstrassen erwachsen würden, indem gute Strassen neben ihrer Wichtigkeit für den Verkehr auch in strategischer Hinsicht von großer Bedeutung seien, indem sie vorzüglich den schnellen und ungehinderten Truppentransport ermöglichen. Eine Kommission, die dem Minister des Innern unterstellt wäre, der »conseil général des chemins et des canaux,« und mit ihr Provinzialbureaux in jedem Steuerbezirk unter der Leitung der Intendanten hätten die Verbesserungen auf dem Gebiete des Verkehrswesens, sowie die Neuanlage von Verkehrsmitteln zu beraten und anzuordnen.

Da große Verkehrszentren den Handel naturgemäß beleben und fördern werden, empfiehlt der Abbé de Saint-Pierre besonders auch aus diesem Grunde die Vergrößerung der Hauptstadt, die er überhaupt auch in anderer Hinsicht für sehr wünschenswert erachtet. »Colbert — heißt es in den politischen Annalen, — war so einsichtig, Paris mit einem neuen, größeren und dauerhafteren Pflaster zu versehen, das viel bequemer war als das alte, und ebenso eine Menge neuer Straßen bepflanzen zu lassen. Indem er die Polizei verdoppelte, säuberte er die Stadt von einer Menge Gesindel und Dieben, welche ein Ausgehen ohne Begleitung beim Einbruch der Nacht unmöglich machten. Einige Jahre später führte er Laternen ein und Kehrriechwagen zur Wegschaffung des Straßenkotes bis über die Vorstädte hinaus. Diese neuen Bequemlichkeiten haben viel zur Vergrößerung der Hauptstadt beigetragen, und ich habe anderswo<sup>2</sup> gezeigt, daß eine weise Regierung (politique) diese Vergrößerung nur befördern kann<sup>3</sup> . . . Bemerkenswert ist ferner, was Saint-Pierre über Zweck und Bedeutung der Kanäle und der schiffbaren Flüsse äußert. So heißt es in den politischen Annalen anlässlich der Erstellung des großen Kanales (Canal du Midi), welcher Bordeaux mit Cette und also die beiden Meere verbindet, und wie Saint-Pierre betont, die Umschiffung Gibraltars unnötig macht: »Die schiffbaren Kanäle sind im Innern des Reiches für den Handel außerordentlich nützlich; denn sie gewähren die Möglichkeit, schwere oder sehr umfangreiche Bodenprodukte (denrées) und Waren mit geringen Kosten von dem Orte, wo sie reichlich und im Überflusse vorhanden sind,<sup>4</sup> an einen anderen Ort zu bringen, wo daran Mangel herrscht, und bereichern somit Käufer und Verkäufer.«<sup>5</sup> Folgende Erwägungen führen den Abbé dazu, die Vorzüglichkeit des Seehandels zu betonen:

<sup>1</sup> Vgl. dazu bei A. Smith *Wealth of nations* Cap. XI. »Gute Straßen, Kanäle und schiffbare Flüsse . . . sind als die größten aller Verbesserungen anzusehen.«

<sup>2</sup> In »*Avantages que produit l'agrandissement continué de la capitale*« VII. O. P.

<sup>3</sup> *Annales Polit.* I. 246 und 247.

<sup>4</sup> »où elles sont en abondance et inutiles.«

<sup>5</sup> *Annales politiques* I 206. Siégler, der dieselbe Stelle zitiert, spricht von einem »Mémoire sur l'établissement du canal du Midi,« das uns unbekannt ist. — Derselbe Autor bedauert, daß sich der Abbé nicht noch deutlicher über diese Transportfragen ausgesprochen

»Je geringer die Transportkosten sind, um so größer wird der Gewinn sein. Wer sich zum Transport der Karren bedient, hat weniger Kosten als, wer Lasttiere verwendet. Wer seine Waren in einem von Pferden gezogenen Fahrzeug auf einem Kanal transportiert, hat zwanzigmal geringere Kosten als jener, der Karren verwendet. Wer es aber versteht, sich Strömung, Winde, Ebbe und Flut auch während der Nacht, zur Schlafeszeit, zunutze zu machen, hat den großen Vorteil, sich die Unterhaltskosten von Leuten und Pferden zu ersparen, und das ist der Grund, warum von allem andern abgesehen der Seehandel für eine Nation vorteilhafter ist als der zu Land und durch schiffbare Flüsse betriebene; denn die Schiffer verstehen es den Wind zu benützen, wie die Maschinisten auf den Mühlen sich zu ihrem Unterhalte bald die Wasser und bald den Wind zunutze zu machen wissen.«<sup>1</sup> Da somit der Seehandel bei weitem die nützlichste und gewinnbringendste Beschäftigung ist, sollte eine weise Regierung dahin wirken, die Nation dafür zu gewinnen, und da andererseits Frankreich an zwei Meeren eine Menge guter Hafenplätze besitzt, da seine Bevölkerung tätig, arbeitsam, industriell und so zahlreich ist, daß sich immer arbeitslose Familien finden werden, könnte es leichter als andere Länder Europas den Handel des Mittelmeeres besorgen. Eine weise Regierung wird alles tun, um den Seehandel auszudehnen und zu unterstützen. So sollte ein besonderes Bureau die den Seehandel betreffenden Gesetze verbessern und erweitern. Die Mitglieder des Handelsgerichtes (*juges du commerce*) sollten mindestens zehn Jahre lang im Handel tätig gewesen sein und in Hafenstädten wohnen.

Hervorragende und durch ihre Redlichkeit bekannte Kaufleute sollten in Anerkennung ihrer Verdienste und zum Zwecke, den Ehrgeiz und Wetteifer zu wecken, den persönlichen Adel erhalten. Von diesem kostbaren Mittel, das einen Staatsschatz bedeutet, soll immerhin selten und nur zur Belohnung sehr hoher Verdienste um das öffentliche Wohl Gebrauch gemacht werden.

Es sollen genau die Ursachen ermittelt werden, welche die Franzosen an der Ausdehnung ihrer Fischerei (Wal, Hering, Stockfisch) hindern, und alle Hindernisse sind zu beseitigen. König und Staat sollen ferner, wie es in England üblich ist, die Handeltreibenden durch Kredit, Geld und Protektion unterstützen.

Der Handel soll noch geschützt werden durch militärische Maßregeln, durch Befestigung von Küsten- und Hafenstädten, durch Garnisonen und durch Begleitschiffe der Handelsflotten.

Da die kleineren Seehäfen für die großen von Bedeutung sind, weil sie die Seeleute heranbilden, welche später als Matrosen und Kaufleute sich dem Seehandel widmen, sollte, damit sich die kleinen Hafenstädte besser bevölkern, statt der *taille arbitraire*, welche die armen Bewohner ruiniert und die reichen fortreibt, die *tarifizierte taille* in Kraft treten.

habe, und er möchte, indem er das »inutiles« (vgl. vorhergehende Seite A. 4) als: »unmöglich am Ursprungsorte zu verarbeiten« — auffaßt, an dieser Stelle in Saint-Pierre schon den Vorläufer von Carey mit seiner Transporttheorie erblicken. So einleuchtend diese Auslegung auch sein mag, glauben wir, ihm doch jene andere Stelle auf S. 39 der politischen Annalen entgegenhalten zu müssen, wo Saint-Pierre sehr deutlich sagt, was er unter »inutile« in bezug auf Waren versteht, d. h. einfach Überfluß, mehr als vom Besitzer gebraucht werden kann. Vgl. S. 73 dieser Arbeit.

<sup>1</sup> *Ouvrages polit.* V. 177 f.

Es sollen endlich, und Saint-Pierre legt auf diesen Punkt besonders viel Gewicht, um tüchtige Seeleute heranzubilden, Handelsschulen errichtet werden, wo je dreißig junge Adlige zwei Jahre lang in den Anfängen der Schifffahrt und des Handels, und in den Handelssprachen unterrichtet würden. Diese Handelsschüler sollten sodann als Kadetten Seereisen mitmachen, um teils die »enseignes«,<sup>1</sup> teils die Schiffsschreiber zu unterstützen oder eventuell zu vertreten.

Um die Regierung zu veranlassen, die genannten Mittel zur Hebung und Ausdehnung des Handels anzuwenden, und nicht um eine unfruchtbare, rein spekulative Demonstration ist es, wie er ausdrücklich festhält, Saint-Pierre zu tun, wenn er nun daran geht, die großen Vorteile nachzuweisen, die dem Staate aus der Stärkung des Handels erwachsen werden:

Da der Handel — führt er aus — alle Manufakturen und Bodenprodukte braucht und gut bezahlt, wird überall, wo reger Handel ist, gern und viel gearbeitet werden, und durch Arbeit wird ein Volk gerecht und glücklich.<sup>2</sup>

Der Handel ist die nützlichste und lohnendste Arbeit.

Er wird die Kolonien erst recht erschließen und vorteilhaft machen.

Er wird mehr Arbeitskräfte ins Land ziehen, weil er mehr Geld hinein bringt. Mit diesem durch den Handel ins Land gebrachten Gelde werden sich auch Söldnertruppen unterhalten lassen, um einem feindlichen Angriff mit Übermacht zu begegnen, werden sich Handwerk und Wissenschaften fördern lassen, weil der König ausgezeichnete fremde Arbeiter und berühmte Gelehrte des Auslandes wird nach Frankreich berufen können. Dem armen Adel wird eine neue Laufbahn eröffnet, wo er seine Dienste sich selbst und der Nation vorteilhafter leisten kann als in Armee und Kirche. Wo ein blühender Handel angetroffen wird, wie z. B. in Holland, gibt es keine Bettler, da der Staat nicht bloß mit Korrektionshäusern, sondern auch durch von ihm unterstützte Manufakturen der Arbeitslosigkeit begegnen wird. Endlich werden handeltreibende Nationen eher zum Frieden neigen und reifer sein, dessen Segnungen zu würdigen.

Damit einerseits die Konkurrenz die Kaufleute derselben Nation nicht zwingt, ihre Waren zu billig zu verkaufen, und damit dadurch dem Staat kein Nachteil erwachse, und weil andererseits ein großer überseeischer Handel kostspielige Etablissements und starke Ausgaben erfordert, welche erst nach einigen Jahren Gewinn abwerfen, begrüßt Saint-Pierre die Gründung großer Handelsgesellschaften nach dem Vorbild der indischen Kompanie.

»Colbert, Finanz- und Handelsminister — schreibt der Abbé<sup>3</sup> — sah ein gros wie sehr der Seehandel Holländer und Engländer bereichert hatte, und so gründete er, um es ihnen nachzutun, einerseits eine Gesellschaft, um in Ostindien Spezereien, Thee, Kaffee, Porzellan, Gummi, Baumwolle, Seide, Gewebe, Seidenwaren etc. zu kaufen, andererseits die Compagnie d'Occident für Zucker, Tabak, Farben und Kakao . . .« Saint-Pierre hat die Idee der beiden Handelsgesellschaften beibehalten, wenn er auch ihre Aufgabe anders aufgefaßt hat; und damit wird man zu seinen eigentlichen Handelstheorien geführt.

<sup>1</sup> Die niedrigste Rangstufe der Marine-Offiziere.

<sup>2</sup> Vgl. S. 71 zuvor.

<sup>3</sup> A. P. 199.

Bemerkenswert ist vor allem die folgende Stelle aus dem Friedensprojekt<sup>1</sup>, die deutlich zeigt, daß der Abbé in solchen Fragen seinem Zeitalter voraus war. So heißt es im siebenten der »Articles fondamentaux«:<sup>2</sup>

»Die Deputierten werden beständig daran arbeiten, alle Artikel des Handels im allgemeinen und der verschiedenen Nationen unter einander abzufassen in der Weise immerhin, daß die Gesetze für alle Nationen gleich und reziprok und daß sie auf Billigkeit begründet sind«. Dieser Gedanke wird sodann,<sup>3</sup> wie folgt, weiter ausgeführt: »Ein erster Punkt betreffend den Handel ist der, daß keine Nation einen Vorzug vor einer anderen voraus hat, und daß alle in gleicher Weise frei sind, ihre Waren zu verkaufen und zu kaufen (de venir vendre et acheter des marchandises. Ein zweiter sehr wichtiger Punkt wäre, daß, um Auseinandersetzungen betreffend Eingangs- und Ausfuhrzölle zu vermeiden, um den Kaufleuten die Unannehmlichkeiten der Visitation und alle Plackereien von Seiten der Zollbeamten zu ersparen, beschlossen würde (mit Dreiviertel mehr der Stimmen), daß kein Souverän von irgend jemand, sei er Untertane oder Fremder, irgend einen Eingangs- oder Ausfuhrzoll verlangen werde, außer vielleicht für direkte Konsumtionsartikel (les vivres qui se consomment), und daß jeder Souverän sich durch eine andere Art von Steuer seiner Untertanen dafür entschädige. Es ist gar nicht abzusehen, wie sehr dieser einzige Artikel den Handel vergrößern, wie sehr er die Untertanen eines jeden Souveräns bereichern würde, wie sehr infolge davon durch die Mehrung ihres Einkommens das seinige erhöht würde; aber da es hiebei viele Gründe dafür und dawider zu diskutieren gibt, verdient dieser Gegenstand eine besondere Denkschrift.«<sup>4</sup>

Der Abbé de Saint-Pierre verlangt also an dieser Stelle nicht allein fair- und freetrade, er geht soweit, überhaupt die Abschaffung fast aller Zölle zu fordern. Es darf dabei freilich ein Umstand nicht außer acht gelassen werden: er setzt bei seinen Forderungen den europäischen Bund und das Schiedsgericht voraus. So ist denn auch von einer solchen Zollfreiheit in anderen seiner Schriften nicht weiter die Rede. Der Marquis d'Argenson hat aber doch vielleicht auch diese Idee von seinem Freunde übernommen.

Ob Saint-Pierre dagegen an der Forderung der Handelsfreiheit festgehalten hat, muß dahin gestellt bleiben. Er verlangt zwar vollständige Freiheit für den inneren Handel, und aus manchen Stellen möchte man diese für den Handel überhaupt folgern; doch äußert er sich auch darüber nirgends bestimmt, und andere Stellen würden vielleicht eher dagegen sprechen. So führt er aus, daß die von ihm immer empfohlene Vergrößerung des französischen Handels notwendigerweise eine Schwächung der anderen Staaten zur Folge haben müsse.« Die Errichtung neuer Manufakturen in Frankreich durch Colbert begrüßt er auch aus dem Grunde, daß dadurch das Land in kommerzieller Hinsicht vom Auslande unabhängiger werde. Er schreibt deshalb diesbezüglich:

». . . Colbert traf weise Maßregeln in Betreff des Handels mit Spiegelglas. Er hatte richtig bemerkt, daß ein Teil unseres Geldes nach Venedig floß

<sup>1</sup> Band I. S. 321—24.

<sup>2</sup> Ausgabe von 1713, wo sich 12 solcher Artikel finden.

<sup>3</sup> Eclaircissement zum Artikel.

<sup>4</sup> Leider hat Saint-Pierre — wenigstens aller Wahrscheinlichkeit nach — diese Schrift dann doch nicht geschrieben, und so ist man über seine eigentliche Stellung zu mehreren wichtigen den Handel betreffenden Fragen auf bloße Vermutungen angewiesen.



für Glas und Spitzen, ein anderer nach England für schöne Tücher und für die schöne rote Farbe, nach Flandern für Tapisserien, und daß wir, anstatt die Arbeit von Franzosen billig zu bezahlen, die Arbeit von Fremden, die noch oft unsere Feinde waren, teuer bezahlten. Diese Wahrnehmung veranlaßte ihn, in Frankreich Manufakturen für Glas, Spitzen und feine Tücher und vortreffliche Färbereien zu errichten. Er ließ ausgezeichnete Arbeiten aus dem Ausland kommen, und man begann in diesem Jahre (1665) mit der Ausführung seiner Pläne.«<sup>1</sup>

Wenn Saint-Pierre vom Handel spricht, hat er meistens den durch französische Schiffe besorgten Handel im Auge, und in dieser Hinsicht sollte sich ein Teil<sup>2</sup> des französischen Handels in zwei Zweige scheiden: in einen westlichen, der französische Waren nach Amerika (Peru) ausführt und einen östlichen oder indischen, der asiatische Waren nach Frankreich bringt. Dabei macht er folgende Überlegung:<sup>3</sup>

Der durchschnittliche Arbeitslohn des Tagelöhners (du simple journalier) steigt je nach dem Silber und Gold im Lande ist; und der Betrag (le prix) dieses Tagelohns kann als Wertmesser (point fixe des différentes estimations) betrachtet werden; er ist sechsmal höher in Lima als in Paris und sechsmal höher in Paris als in Siam oder in Pondichéry auf der Küste von Malabar.

Daraus folgt, daß es ebenso vorteilhaft ist, unsere Manufakturen von Paris nach Lima, als diejenigen von Pondichéry nach Paris zu bringen; doch muß man sich wohl hüten, Leinwand- und Seidenmanufakturen von Pondichéry in Frankreich einzuführen, weil das unsere eigenen Manufakturen stark beeinträchtigen würde.« »So ist es andererseits sehr vorteilhaft, Seide und Baumwolle einzuführen, um sie bei uns zu verarbeiten.«

»Der Handel mit Amerika wird nur so lange dauern als die Minen dauern werden, und so lange eine große Differenz besteht zwischen der Gold- und Silbermenge, die im amerikanischen und derjenigen, die im europäischen Verkehr sich befindet. Dieser Handel wird so lange dauern, bis unsere nach Amerika ausgeführten Manufakturen uns nach Abzug aller Unkosten nicht mehr Edelmetall<sup>4</sup> einbringen werden, als wenn wir sie in Europa verkaufen würden. Die Dauer des Handels kann nur durch den Unterschied zwischen der Arbeit und Industrie der Völker und durch den Unterschied der unter ihnen vorhandenen Menge von Edelmetall bestehen; denn Gold und Silber erleichtern ungeheuer den Tausch von Bodenprodukten; wie die Kreditpapiere und die Banken den Geldtransport erleichtern.«<sup>5</sup>

<sup>1</sup> A. P. 218 f. »Man errichtete einen Glasofen in Tour-la-Ville bei Cherbourg, drei Stunden von Saint-Pierre-Eglise, meinem Geburtsorte entfernt, in der westlichen Normandie; und diese Manufaktur hat sich seither in Saint-Gobin durch die Erfindung der »glaces coulées« sehr vervollkommenet. Colbert errichtete auch in der Vorstadt St.-Marcel Manufakturen für Tapisserien und Wollfärbereien, in der Straße St.-Denis solche für französische Spitzen; an verschiedenen Orten, wie in Elboeuf, wurden Manufakturen für feine Stoffe gegründet. So blieb uns unser Geld, und, was wichtiger war, viele Arbeiter fanden Anstellung und eine Menge anderer wurden mehr als doppelt so nützlich beschäftigt als bisher.«

<sup>2</sup> Es ist ausdrücklich nur von einem Teil die Rede.

<sup>3</sup> A. P. 709 f. und O. P. V. 174 und 222.

<sup>4</sup> d. h. immer Gold und Silber.

<sup>5</sup> Vgl. S. 73 hievon.

Da es also vorteilhaft ist, Waren in goldreiche Länder auszuführen und umgekehrt Edelmetalle nach den an solchen armen Ländern zu bringen, sieht der Abbé den Zeitpunkt voraus, wo dieser Handel stille stehen wird; ferner wird der Handel der vornehmlichsten Handelsmächte in dem Maße zurückgehen, als die anderen Nationen daran denken werden, die Zahl ihrer Schiffe zu vermehren. So ruft der Abbé Frankreich noch einmal zu, sich zu beeilen und noch möglichst viel Gewinn aus dem Handel zu ziehen. Seine Kaufleute sollten immer genau über die Warenpreise in den verschiedenen Ländern unterrichtet sein, und je nach den Preisschwankungen sollte Abwechslung in den Handel gebracht werden.

In den Kolonien möchte Saint-Pierre hauptsächlich die Quelle für die im Mutterlande zu verarbeitenden Rohstoffe und für die bisher aus Indien bezogenen Gewürze und Spezereiwaren schaffen, und er empfiehlt daher angelegentlich die Pflanzung von Tabak, Zuckerrohr, Kaffee, Thee, Baumwolle etc. im Kolonialgebiete.

Die zu seiner Zeit noch französische Insel Mauritius scheint dem Abbé besonders geeignet, dem indischen Handel als Stützpunkt zu dienen, und er schreibt darüber wie folgt:<sup>1</sup> »Man könnte den einen Hafen stark befestigen und dann eine Niederlassung mit großen Lagerhäusern für Schiffe und Waren von Europa und Indien gründen. Die europäischen Schiffe würden daselbst ihre Waren ausladen und die indischen Waren in Empfang nehmen. Die Schiffe von Pondichéry und China würden ihrerseits Waren abliefern und sich mit den europäischen befrachten. Die Schifffahrt könnte so ohne Unterbrechung vor sich gehen, da man höchstens einmal anhalten müßte, um Holz und Wasser aufzunehmen. Die Gesellschaft würde dabei viel Zeit gewinnen, weil die Schiffsmannschaft beständig auf der Fahrt begriffen wäre und nicht den Kauf der Ware abzuwarten brauchte.« Noch schlägt Saint-Pierre vor, Knaben und Mädchen im Alter von zehn bis vierzehn Jahren in die Kolonien zu schicken, damit sie, als die künftigen Kolonisten, sich früh und leicht an das Klima gewöhnen würden. »Man könnte sie aus den Hospitälern<sup>2</sup> der großen Städte nehmen und in die Kolonien bringen, um sie dort später zu beschäftigen und zu verheiraten.« In einer undatierten, aber offenbar späteren Schrift über die entfernten Kolonien stellt sich der Abbé auf den Standpunkt von Petty, und schließt, daß diese weit entfernten Kolonien dem Staate doch nur von geringem Nutzen seien, da die kleinen leicht weggenommen werden können, große aber oft zur Empörung und Verweigerung der Abgaben an das Mutterland geneigt sein würden, daß dem letzteren also in jedem Fall Schaden drohe. »Immerhin, — fährt er fort — würde dieser Grund im System des europäischen Bundes dahin fallen.«<sup>3</sup> Zieht man noch die schon erwähnte Stelle aus dem Friedensprojekt in Betracht,<sup>4</sup> so läßt sich zusammenfassend sagen, daß Saint-Pierre zwar die Kolonien als Handelsstationen und als Bezugsquellen der Rohstoffe für die Manufakturen des Mutterlandes wohl zu schätzen weiß, daß er in ihnen aber auf der andern Seite doch eine Gefahr für die politische Ruhe und einen die Bevölkerungszunahme des Mutterlandes hindernden Faktor erblickt. Man muß daher Siégler

<sup>1</sup> O. P. V. 204 f.

<sup>2</sup> »hôpital« zunächst Spital und Hauptspital einer Stadt war zugleich das Erziehungshaus verwahrloster Kinder.

<sup>3</sup> O. P. X. 278 f.

<sup>4</sup> Vgl. S. 71 zuvor.



schon beistimmen, wenn er betreffend die Frage der Kolonisation die Gedanken des Abbé unklar und unbestimmt nennt.<sup>1</sup>

»Von großem Vorteil ist es, — lautet eine andere Theorie von Saint-Pierre — einerseits aus der ersten Hand (de la première main) zu kaufen und dann der letzten (à la dernière main), d. h. dem Konsumenten, zu verkaufen, da man diesem teurer verkauft als dem Händler. Die Holländer befolgen hauptsächlich diese Regel, was mehr Arbeit und größere Schwierigkeiten zur Folge hat; aber sie scheuen beides nicht, wenn sie nur mehr Gewinn dabei finden.«

Saint-Pierre ist wohl sehr einverstanden mit der Gründung der Kompanien von Colbert; aber er wirft dem Minister Ludwigs XIV. verschiedene Fehler vor:

»Colbert, — heißt es<sup>2</sup> — war in seiner Jugend in dem Hause der Mascrani, reicher Kaufleute von Lyon, und hatte daselbst die Anfangsgründe des Handels mit Manufakturen erlernt. Wollte Gott, er hätte auch zwei Jahre bei einem reichen Kaufherrn von Saint-Malo zugebracht! — Er würde gewiß seine Kompanien für den Seehandel besser organisiert (formé) haben; denn er beging zwei Fehler, die wir heute noch nicht wieder gut gemacht haben. Erstens verlegte er die Direktion dieser Gesellschaften nach Paris, statt in die Hafenstadt, wo die Ein- und Ausschiffungen vor sich gingen. Zweitens wählte er zu Direktoren Leute, welche nicht selbst Seehandel trieben. Wir haben diesen beiden Fehlern einen dritten hinzugefügt, indem unsere Direktoren und Unterdirektoren bei weitem nicht so interessiert sind am Erfolge unserer Kompanie, wie die englischen und holländischen Direktoren es am Gedeihen ihrer Gesellschaften sind.« »So wurden es die guten Arbeiter bald müde, heißt es an einer andern Stelle,<sup>3</sup> für müßige Aktionäre zu arbeiten, behielten nur noch ihren eigenen Vorteil im Auge, vernachlässigten das öffentliche Interesse und ließen auf diese Weise die Anfänge dieser schönen Etablissements unter ihren Händen zugrunde gehen.« Durch die Verschmelzung aller bestehenden Handelsgesellschaften in eine einzige, die indische Kompanie, die mit dem Monopol des auswärtigen Handels und andern Privilegien versehen war, trat Law in die Fußstapfen von Colbert, und der Abbé ist gleich bereit, die Bemühungen dieses Mannes anzuerkennen. Den Grund des Mißlingens glaubt er in dem Umstand zu finden, daß Law sowohl als der Regent von der irrthümlichen Voraussetzung ausgegangen seien, die holländische Kompanie und die englische ostindische Gesellschaft, nach deren Vorbild die französische gebildet worden war, hätten kaum den vierten Teil ihres Aktienkapitals in Werten wie Schiffe, Waren und Ländereien wirklich gedeckt.

In weiteren Ausführungen, wovon jedoch nur das Wesentlichste mitgeteilt werden soll, legt der Abbé seine eigenen Ansichten über die indische Gesellschaft<sup>4</sup> dar. Ein solche Gesellschaft ist für Frankreich sehr vorteilhaft, weil das Land dann nicht mehr auf den Bezug der indischen Waren durch Nachbarstaaten angewiesen ist, die sich beim Verkauf derselben auf seine Kosten bereichern können.

Wird daher der französische Handel durch eine solche Gesellschaft vergrößert, so wird dadurch nicht nur der Handel der anderen Nationen, sondern

<sup>1</sup> Siégler S. 154 f.

<sup>2</sup> A. P. S. 43.

<sup>3</sup> A. P. 199 f.

<sup>4</sup> O. P. V. 223—277.

mit diesem deren Armee und Kriegskraft erheblich geschwächt, und Frankreich ist für längere Zeit vor einem Angriffskrieg sicher.

Damit eine Gesellschaft in kurzer Zeit einen ergiebigen Handel für das ganze Land betreiben kann, damit sie auch durch diejenigen Nationen gewinnt, die noch keinen indischen Handel haben, um auch im Frieden eine große Zahl von Seeleuten unterhalten zu können, braucht es vor allem ein großes Anlagekapital. Ist dieses einmal vorhanden, wird es sich darum handeln, den größten Nutzen daraus zu ziehen. Daher sollte die Direktion nur solchen Personen anvertraut werden, welche einmal durch langjährige Erfahrung eine große Tüchtigkeit im Seehandel gewonnen haben und die andererseits genügendes Interesse dabei finden, nicht nur die jährlichen Einkünfte, sondern ebenso das Betriebskapital zu mehren; denn »diese jährliche Vermehrung von Kapital sowohl als von Einkommen ist wichtig, weil sie allein durch die jährliche Bilanz das größere und geringere Gedeihen des Unternehmens anzeigt«. Der Betrieb der Gesellschaft sollte nicht wie bisher in den Händen rechnungspflichtiger Direktoren liegen, sondern an die meistbietenden Unternehmer verpachtet werden.<sup>1</sup> An Stelle der Aktionäre sollte der König treten. Er würde die Aktien mit Renten auf die Stadt kaufen und hinfort die 150 L per Aktie zu entrichten haben. Um genügendes Interesse bei dem Unternehmen zu finden, soll die Mieterin neben dem festgesetzten Gehalt für alle Beamten den Einnahmeüberschuß erhalten.<sup>2</sup> — Dies sind die Hauptvorschläge des Abbé betreffend die Reorganisation eines Institutes, das, wie er überzeugt war, dem Lande von großem Nutzen hätte sein können, statt infolge der mangelhaften Verwaltung so ganz entgegen der Absicht seiner Gründer lediglich zur Einnahmequelle vornehmer Müßiggänger und skrupelloser Beamten herabzusinken. — Worauf Saint-Pierre bei seinen Plänen in erster Linie fest baute, erhellt aus der folgenden Stelle:<sup>3</sup> »Im allgemeinen werden Unternehmungen, bei welchen die Leute bei vieler Arbeit keine hinlängliche Triebfeder haben, weder dauern noch gedeihen können; denn die Natur fordert immer ihr Recht. Was aber ist die Natur anderes als das Begehren, seine Leiden zu vermindern und seine Freude zu steigern: d. h. das persönliche Interesse eines jeden Menschen; und was für ein Ziel kann eine weise Politik sonst im Auge haben, als dasjenige, das allgemeine Interesse derart mit dem persönlichen der einzelnen Gesellschaftsmitglieder zu verknüpfen, daß es für diese unmöglich ist, für sich selber viel zu leisten, ohne zugleich für die anderen viel zu tun?« — Gewiß ist es eine schöne Sache, das persönliche Interesse in den Dienst der Allgemeinheit zu stellen; aber hätte dieses Mittel, wenn überhaupt praktisch durchführbar, bei einem so verfehlten Institut, wie es die französische indische Kompanie damals war, noch helfen können? Es ist mindestens zweifelhaft.

So sehr sonst Saint Pierre die Verdienste Colberts hervorhebt und für dessen Unterlassungen nachsichtig ist, so streng glaubt er ihn wegen seiner Kurzsichtigkeit für die Bedeutung des Seehandels und der Gesellschaft verurteilen zu müssen. Er schreibt in den politischen Annalen: »Colbert besaß nicht in dem Maße den Blick für das Große, als daß er darob mehr oder minder un-

<sup>1</sup> Régie à forfait im Gegensatz zur régie comptable.

<sup>2</sup> Der König soll in gewissen Fällen, wenn z. B. der Gewinnanteil der Direktoren eine gewisse hohe Summe übersteigt, die Hälfte des Überschusses erhalten.

<sup>3</sup> V. O. P. 270.

bedeutende Dinge beiseite gelegt hätte. Er sah, daß die Italiener durch Akademien, wo Anfänger in kurzer Zeit vieles lernen und mit Fleiß von den Anleitungen der besten Lehrer Gebrauch machen können, Fortschritte in Malerei und Skulptur gemacht hatten, und dies bestimmte ihn, eine solche Akademie in Paris zu errichten. Sie hielt ihre Versammlungen im alten Louvre.

Malerei, Bildhauerkunst, Musik, Poesie, Theater, Architektur zeugen von dem gegenwärtigen Reichtum einer Nation: sie beweisen aber in keiner Weise die Mehrung und die Dauer ihres Glücks; sie bezeugen die Menge von Müßiggängern, ihre Vorliebe für den Müßiggang, welche sie veranlaßt, eine andere Sorte von Müßiggängern zu unterhalten und zu ernähren; Leute, die sich einer angenehmen, nicht aber einer nützlichen Gabe (esprit) rühmen können. Sie wollen ihresgleichen überragen; aber töricht, begnügen sie sich damit, in Tändeleien (bagatelles) hervorzuragen, in wenig wichtigen Dingen für ein einigermaßen dauerndes Glück.

Nicht, als ob diese berühmten Arbeiter nicht arbeiten, freilich führen sie schwierigere Werke aus, wo sie viel Geist und große Kunstfertigkeit anwenden; aber es ist schade, so viel Geist auf Arbeiten zu verwenden, die für das wirkliche Glück der Gesellschaft so belanglos sind. Es ist ein Fehler unserer Regierung, an Stelle solcher vergänglicher Vergnügungen, aus denen weder den armen Familien, noch der Nachwelt ein Nutzen erwächst, nicht zweckmäßigere Beschäftigungen vorzuschlagen.

Was ist sie jetzt, die italienische Nation, wo diese Künste zu einer so hohen Vollendung gebracht sind? Ein bettelarmes, träges, eitles, feiges mit Nichtigkeiten beschäftigtes Volk — das sind allmählich durch die Erlahmung der Regierung die elenden Nachkommen jener so achtungswerten Römer geworden, jener Zeitgenossen eines Cato, die würdig waren, die andern Nationen zu regieren und fähig, sie durch Unterjochung glücklicher zu machen, als sie vorher waren.

Colbert, ein großer Arbeiter, nahm, indem er die Handelsgesellschaften vernachlässigte, um mehr die seltenen Wissenschaften (sciences curieuses) und die schönen Künste zu fördern, den Schatten für den Körper, gab jenen den Franzosen und ließ diesen den Holländern und Engländern.<sup>1</sup>

Im übrigen spricht der Abbé stets mit der größten Achtung von dem Minister, als dem hervorragenden Manne, der zur Vereinheitlichung des Rechtes beigetragen, der Frankreich blühende Manufakturen geschenkt, dessen Reichtum und Ruhm stets zu vermehren getrachtet habe, und nur darum nicht überall erfolgreich geblieben sei, weil Ludwig XIV. sein Ohr stets eher dem Ruhestörer Louvois<sup>2</sup> lieh, als dem zum Frieden neigenden Colbert. Nach des Letzteren Tode (1683) bringt Saint-Pierre folgende Notiz in den Annalen: »In dieser Zeit starb Colbert, Finanzminister, der in seinem Departement Handel, Manufaktur

<sup>1</sup> A. P. 200 f. Voltaire, der, wenn es ihm paßt, gerne aus dem Zusammenhang zu reißen scheint, zerlegt die mitgeteilte Stelle in zwei willkürliche Teile, die er dann gesondert zitiert: den ersten Teil »Malerei« . . . bis »rühmen können« — um darzutun, daß Saint-Pierre nicht anders von der Kunst sprechen könne, als um sie zu erniedrigen; den zweiten Teil, d. h. bloß den letzten Satz zitiert er, um Saint-Pierre der Ungerechtigkeit gegenüber Colbert zu bezichtigen.

<sup>2</sup> Diesem Minister schiebt Saint-Pierre überhaupt die Schuld an den meisten Kriegen der zweiten Regierungsepoche Ludwigs XIV. zu.

(les arts) und Wissenschaften vereinigt hatte. Er ist bisher noch nicht ersetzt, denn seine Nachfolger haben nicht den vierten Teil seiner Arbeiten, seiner Verordnungen und Etablissements, geleistet. Wollte Gott, er hätte den Staat unter einem Fürsten gelenkt, der sich großer Gerechtigkeit seinen Nachbarn und Untertanen gegenüber hätte rühmen können! . . . Er würde viermal mehr gute und schöne Institute geschaffen haben. Aber zum Unglück für das Reich hörte der König mehr auf Louvois als auf Colbert, dessen Absicht es war, die Untertanen zu bereichern und in Frankreich Manufakturen und Wissenschaft empor zu bringen.«<sup>1</sup> Seltsam berührt das Schlußwort der Aufzeichnungen aus dem Jahre 1683 in den Annalen: »Man sah eine Steuer, die viele Bürger bedrückte, . . . Man sah eine neue Rente von 500000 L auf die Stadt . . .; aber man sah keine einzige dem Staat nützliche Verordnung. Colbert war tot.«

Diese einzige, in ihrer Knappheit beredete Stelle würde genügend erkennen lassen, was der Abbé de Saint-Pierre von der Persönlichkeit und der Bedeutung des Ministers hielt, dessen Leiche kaum der Wut des Pöbels entrissen werden konnte. —

Ist der Handel und besonders der Seehandel diejenige Arbeit, welche den verhältnismäßig größten Gewinn abwirft und ein Kapital am höchsten zu verzinsen vermag, so darf doch jene andere nie vernachlässigt werden, die erste und natürlichste Quelle des Reichtums und die eigentliche Voraussetzung des Handels: Landwirtschaft und die Verarbeitung ihrer Produkte. Eher etwas kurz äußert sich Saint-Pierre über diesen Gegenstand, — sehr kurz, wenn man bedenkt, wie lange ihn der Handel beschäftigt; doch läßt sich aus den wenigen Stellen sofort ersehen, wie hoch er die Bedeutung des Bodens und die Bearbeitung seiner Produkte wertet.

»Die Hauptquelle von Reichtum und Überfluß — schreibt er — sind der Landbau und der Fortschritt in den Manufakturen, besonders in denjenigen, welche die Produkte des Bodens und der sich darauf nährenden Tiere verarbeiten. Der Boden gibt uns das zum Leben Notwendige; er bringt Flachs, Hanf, Wein, Getreide, Holz hervor. Die Tiere geben uns Wolle, Leder, Seide, die zu unserer Kleidung und zu anderen Manufakturen verwendet werden. Der Mangel an diesen Dingen erzeugt Armut und Elend des Volkes, Überfluß daran bildet seinen vornehmlichsten Reichtum; besonders wenn mit Hilfe des Metall- und Papiergeldes (billets de change) der Handel dieser Stoffe erleichtert und häufiger wird.«<sup>2</sup>

Einen Antagonismus zwischen Handel und Industrie auf der einen Seite und der Landwirtschaft andererseits kennt der Abbé nicht. »Da die Bodenprodukte<sup>3</sup> den Hauptgegenstand des Handels der ersten Hand bilden und die durch Handwerker verarbeiteten Erzeugnisse der Landwirtschaft (denrées), wie Tücher, Leinen, Strümpfe, Hüte, Leder etc. einen großen Bestandteil unseres Zwischenhandels ausmachen, kann man sagen, daß die Landarbeiter auf Handwerker und Kaufleute ebenso angewiesen sind, wie diese auf die Landarbeiter, um ihre Bodenprodukte, beziehungsweise ihre Waren zu vertreiben.«<sup>4</sup>

<sup>1</sup> Vgl. hierzu besonders Prof. A. Oncken, Gesch. d. N.-O. I. 159—179.

<sup>2</sup> O. P. VII. 50 f.

<sup>3</sup> Die rohen Produkte.

<sup>4</sup> A. P. I. 42 f.

Hauptsächlich zugunsten der Landwirtschaft und der kleinen Industrie schrieb Saint-Pierre seine tariferte *taille*; denn die *taille arbitraire*, welche durch ihre Ungerechtigkeit gerade die Landbau treibende Bevölkerung zu erdrücken drohte, erschien ihm eine fortwährende Gefahr für den Staat.

»Wenn man sein Vaterland lieb hat, schreibt er, und Einsicht genug besitzt, um das wahre Interesse des Staates zu erkennen, ist es nicht möglich, ohne Schmerz mit anzusehen, wie *taille*-pflichtige Familien den Landbau verlassen, um in tariferte Städte zu ziehen. . . . Wie könnte man dieser beständigen Flucht ohne großes Bedauern zusehen, wenn man weiß, daß die erste und größte Quelle des Reichtums eines Volkes in der Zahl derjenigen beruht, welche das Land bebauen und bei den verschiedenen Manufakturen tätig sind.«<sup>1</sup> Nachdem er an einer andern Stelle der »*taille tarifée*« festgestellt hat, daß bei einer fortwährenden Bevölkerungszunahme von Paris die Zahl der Landbewohner stets abnimmt, fährt er folgendermaßen fort: »Indessen ist es gerade der Überfluß an Bodenprodukten, welcher die erste Ursache des Wohlstandes und des Reichtums einer Nation bedeutet, und dieser Überfluß rührt von der Zahl der Landwirte her . . . .

Die Menge guter Manufakturen und der Seehandel sind nur zweite und dritte Ursache; denn sie sind selber von der Menge der Lebensmittel und der Bodenprodukte ebenso abhängig wie von ihrer eigenen Basis. Wer sät und pflanzt, hat sogar einen großen Vorteil bei seiner Arbeit über die Manufakturen deshalb, weil die Elemente mit ihm zusammen arbeiten und zwanzig- und dreißigfachen Ertrag einbringen: dies ist der Vorzug der Schiffe vor den Karren. Wer Seehandel treibt, kann sich Wind und Strömung dienstbar machen, was der Fuhrmann nicht vermag. Daraus folgt, daß die Regierung der Flucht vom Lande nicht früh genug Einhalt gebieten kann, und daß sie zu diesem Zwecke und um vor allem der schon erfolgten Entvölkerung entgegenzutreten, alle Mittel versuchen sollte. Durch die Methode der tarifierten Steuer könnte erfolgreich vorgegangen werden; denn dadurch würden die Bewohner der tarifierten Städte genugsam veranlaßt, wieder in die Dörfer zu ziehen, und die bisherigen Dorfbewohner werden nicht mehr an Flucht, sondern daran denken, ihr Land besser zu bebauen, sobald sie einmal die Gewißheit haben dürfen, daß sie und ihre Kinder die Früchte ihrer Arbeit genießen werden.«<sup>2</sup>

Ebenso im Interesse der ländlichen Bevölkerung verlangt der Abbé vollständige Freiheit für die Bodenkultur, und er wendet sich kräftig gegen jede Einmischung in die inneren landwirtschaftlichen Angelegenheiten von seiten der Intendanten und Minister. Anlaß dazu gab ihm ein Erlaß, welcher die Anlage neuer Weinberge und die Erneuerung schon bestehender von einer Erlaubnis des Königs abhängig machte, die ihrerseits bloß auf den Nachweis des Provinzgouverneurs hin, daß sich der betreffende Boden zu keinem andern Anbau eigne, erteilt wurde.<sup>3</sup> Saint-Pierre schreibt folgende Entgegnung:

1. »Es entsteht von vorneherein Zweifel an der Nützlichkeit dieses Erlasses; denn, wenn der Anbau neuer Reben gewinnbringend ist, so ist er (der Erlaß) gegen das Interesse der weinbauenden Provinzen. Wenn diese aber weniger Gewinn aus ihren Reben ziehen werden, als wenn

<sup>1</sup> *Taille tarifée* S. IV. der Vorrede.

<sup>2</sup> *Taille tarifée* 153 f.

<sup>3</sup> Ad. Smith datiert diesen Erlaß ins Jahr 1731. Vgl. W. o. n. I. Cap. XI.

sie das Land anders bebauen würden, so ist der Erlaß unnötig; denn man wird sich auch ohnehin hüten, neue Weinberge anzulegen. Wer kennt besser als die Eigentümer selber die vorteilhafteste Bebauung ihrer Ländereien etc.?

2. Da die Weine der Guyenne weit mehr als früher in den nördlichen Ländern konsumiert werden, wäre es das Zeichen einer schlechten Regierung, einen Teil dieses Handels mangels neuer Rebpfanzungen in der Guyenne den Portugiesen zu überlassen.
3. Das Verbot erstreckt sich sogar auf unbebautes Land, das nie Korn getragen hat, das aber, wenn dazu auch nicht geeignet, immerhin einen guten Wein hervorbringen könnte.
4. Niemand wird glauben, daß Minister und Intendanten besser wissen, was zur Vermehrung des Bodenertrags in der und der Gemeinde gepflanzt und gesät werden muß, als Landarbeiter und Winzer selbst, welche mit großem Kostenaufwand diesen Boden bebauen. Daraus folgt, daß, was sich der Freiheit des Handels und der Grundbesitzer entgegengesetzt, nur auf leeren Subtilitäten beruht, die wiederum auf falsche Vermutungen gestützt sind; denn niemand ist in irgend einer Angelegenheit so gut unterrichtet, als wer sein Interesse dabei auf dem Spiele hat, und dieser vermag sich leicht durch seine Erfahrungen leiten zu lassen, ohne eines Erlasses zu bedürfen, der ihm unvorteilhafte Ausgaben untersagt.
5. Dieser Erlaß kann nur das Werk einiger Intendanten sein, die ihrerseits getäuscht wurden durch Eigentümer guter Weine und durch gewisse Sekretäre, die ihr Interesse dabei fanden, möglichst oft eine Erlaubnis auszufertigen und das natürlich nicht unentgeltlich. . . .

Es ist sicher, daß dieser Erlaß sehr im Interesse der Eigentümer guter Weine liegt, welche durch eine Vermehrung der Weinberge ein Sinken der Weinpreise befürchten. Aber ist der Verlust einiger Privatleute nicht reichlich wieder gut gemacht durch die Beschäftigung neuer Weinbauer und durch den Vorteil, welcher dem Publikum aus dem Wetteifer der Winzer, den besten Wein zu liefern, erwächst?

Die Gründe derjenigen endlich, welche den Erlaß gerufen und befürwortet haben, wonach einmal das ohnehin teure Holz wegen seiner Verwendung zu Gerätschaften des Weinbaus noch teurer werde, wonach die französischen Weine mit ihrem Ruf ihren Preis verlieren würden, und wonach der Getreidebau zugunsten des Weines erheblich vermindert und vernachlässigt werde, weist der Abbé energisch zurück, und er kommt wieder zum Schlusse, »daß man den Landbau nicht besser leiten könne, als indem man den Grundbesitzern die Sorge überlasse, auszurechnen, welche Art der Bodenverwendung für sie am vorteilhaftesten sei.«<sup>1</sup>

Im *Wealth of nations* hat Adam Smith diesen Erlaß betreffend die Neuanlage von Weinbergen ebenfalls kritisiert, und er hat sich dabei, wenn wohl ganz unwissentlich, auf die Seite des Abbé de Saint-Pierre gestellt.<sup>2</sup>

<sup>1</sup> Vgl. bei d'Argenson *Mémoires*. IV. 194 und 218. V. 136.

<sup>2</sup> Vgl. *Wealth of nations*. Übersetzung von Löwenthal S. 167 und 168.



Auch für den Kornhandel verlangt Saint-Pierre Freiheit. Das Getreide soll entgegen den bisherigen Bestimmungen immer ausgeführt werden dürfen, es sei denn daß Hungersnot drohe.

»Es gibt zwei Übelstände hinsichtlich des Kornes, läßt er sich weiter vernehmen: wenn Überfluß daran herrscht, verkauft es sich zu billig, Pächter und taille-Pflichtige haben Mühe, ihre Abgaben zu entrichten, die Landleute werden entmutigt und säen anderes als Korn; dann herrscht im nächsten Jahre Mangel, und wenn die Ernte noch schlecht ausgefallen ist, Hungersnot. Das Verhütungsmittel ist Gestattung der Ausfuhr, wenn der Getreidepreis in den Hafens- und Grenzstädten unter den gewöhnlichen Preis (prix commun et ordinaire) gesunken ist, d. h. wenn der Preis des Zentners weniger als sechs L. oder eine Unze Feinsilber beträgt. Es ist für jeden Intendanten sehr leicht, aus dem gewöhnlichen Preis der letzten zehn Jahre den gewöhnlichen Jahrespreis zu bestimmen, die Ausfuhr ins Ausland zu verbieten, sobald der Preis des Zentners diesen gewöhnlichen Preis übersteigt, sie dagegen zu gestatten, wenn derselbe unter 6 L. herabsinkt.«<sup>1</sup>

Ein sichereres Mittel, das Saint-Pierre gleich anführt, wäre das, die Landgeistlichen zu veranlassen, dem Minister alljährlich genaue Mitteilung über folgende Punkte zu machen:

1. Die Bevölkerungszahl eines jeden Bezirks (intendance).
2. Den Jahresbedarf an Getreide für diese Bevölkerung.
3. Die Zahl der geernteten Garben von jeder Getreideart, und wie viele derselben auf den Zentner, event. auf andere gebräuchliche Gewichtsmaße gehen.

Wenn der Minister über diese Punkte gut unterrichtet ist, wird er leicht entscheiden können, ob die Ernte genügend war, ob die Ausfuhr gestattet werden darf und in welchem Umfange, oder ob sie zu untersagen, und wie viel Getreide vom Ausland einzuführen ist. Wenn dann das Volk weiß, daß genügend Getreide vorhanden ist, wird niemand mehr aus Angst vor Hungersnot dasselbe aufspeichern und es wagen, ausschließlichen Handel damit zu treiben (faire la monopole). So wird es beständig auf den Markt gebracht, und die Gefahr einer Hungersnot ist ausgeschlossen, und der König nicht mehr gezwungen, gefüllte Kornkammern zu unterhalten.«<sup>2</sup>

Für eine einzige Ware endlich verlangt der Abbé einen Maximalpreis, für das Brot. Nach einer ausführlichen Berechnung des Getreidepreises, der Arbeitskosten etc., kommt er zum Schluß, daß der Bäcker, wenn er das Pfund Brot zu zwei Sous verkaufe, immer noch einen genügenden Gewinn mache. Zwei Sous das Pfund Brot — sollte demnach der höchste Preis sein, der nur in dem Falle überschritten werden darf, wenn aus besonderen Gründen das Getreide beträchtlich teurer werden würde; doch glaubt Saint-Pierre dieser Möglichkeit durch seine Organisation des Getreidehandels wirksam vorbeugt zu haben.

Viele zum Teil sehr bemerkenswerte Stellen zu diesen Ausführungen finden sich vereinzelt in den größeren Werken des Abbé, so besonders in den *Annales politiques*, im Friedensprojekt und in der *taille tarifée*. Die in dieses Kapitel einschlagenden Schriften sind:

<sup>1</sup> A. P. II. 810 f.

<sup>2</sup> O. P. VII. 85 f.

Police sur le pain pour éviter la famine in O. P. VII.  
 Sur la défense des plantations nouvelles en vignes. O. P. VIII.  
 Manufactures O. P. VII.  
 Pour augmenter l'agriculture. *ibid.*  
 Sur les colonies éloignées. O. P. X.  
 Projet pour perfectionner les statuts de la Compagnie des Indes. O. P. V.  
 Projet pour perfectionner le commerce de France. *ibid.*  
 Projet pour rendre les chemins praticables en hiver. O. P. IV.  
 Commerce intérieur. O. P. VII.  
 Sur le luxe. *ibid.*

### G. Erziehung und Unterricht.

Sind Müßiggang und Luxus die Hauptfeinde jeder gedeihlichen Entwicklung der Nation auf volkswirtschaftlichem und politischem Gebiete, so sind Unwissenheit, Aberglaube, Mangel an Erziehung und Bildung ebenso gefährliche Volkskrankheiten und als solche zu bekämpfen. Die Arbeit des Abbé erweist sich in dieser Hinsicht als eine doppelte. Einmal bemüht er sich, für Erziehung und Unterricht, sowie für das Studium der Wissenschaften überhaupt, die vortheilhafteste und nützlichste Methode anzugeben; ferner will er aber durch seine Schriften moralphilosophischen, geschichtlichen und politischen Inhalts direkt auf die Volkserziehung hinwirken.

Was zunächst die Erziehung anbelangt, so soll der Jugend frühe das Verständnis für das Gute und Wahre beigebracht werden, damit schon das Kind Gerechtigkeit und Wohltun üben lerne. Bei den Erwachsenen sollen dann vorzüglich die Geistlichen und die Philosophen die Erzieherrolle übernehmen und jene zwei Tugenden weiter zu entwickeln suchen.

In der Schule muß die gute Erziehung mit dem Unterricht Hand in Hand gehen, da es ebenso wichtig, wenn nicht wichtiger ist, die Kinder zu tugendhaften Menschen als zu Gelehrten heranzubilden. Was der Abbé in dieser Hinsicht der bisherigen Unterrichtsmethode zum Vorwurf macht und welche Anforderungen er selber an die Schule stellt, geht aus der folgenden Stelle hervor:<sup>1</sup>

»Man lehrt uns das Unnötige und läßt uns über das Wichtigste in Unwissenheit. Wir brauchen Bürger, die durch lange Übung gerecht, freundlich, bescheiden, ausdauernd, gebildet, besonnen und hochherzig geworden sind; die Unrecht vergeben können, die wissen, worin der wahre Ruhm besteht, und die Auszeichnungen der Eitelkeit, den falschen Ruhm, verachten, Tüchtigkeit aber und Talent höher schätzen als Reichtum. Wir brauchen Bürger, die geschickt und tüchtig zur Arbeit sind. — Indessen gehen aus unseren Schulen meist Leute hervor, die hochmütig, ungeduldig, roh, schamlos in Rede und Handlungen, darauf bedacht sind, andere zu hintergehen, sich an ihnen zu rächen, Leute, die ihren Ruhm in schönen Kleidern und großem Aufwand suchen, die großen Reichtum höher bewerten als große Fähigkeiten und Tugenden; die sich etwas darauf zu gut tun, durch ihr Nichtstun bemerkbar zu werden und welche diejenigen der Lächerlichkeit preisgeben, welche das größte Verdienst um die Nation suchen.«

<sup>1</sup> A. P. Vorrede S. 51 f.



Da es bei der Reichhaltigkeit des Stoffes zu weit führen würde, auf alle Einzelheiten der Methode und des Unterrichtsprogrammes von Saint-Pierre einzugehen, mögen bloß seine hauptsächlichsten Forderungen angeführt werden.

Er gibt dem öffentlichen Unterricht in Schulen (collèges) den Vorzug vor dem häuslichen, weil jener anregender auf den Schüler wirkt, ihn besser löbliche und tadelnswerte Eigenschaften unterscheiden läßt, ihn dazu bringt, gegen Altersgenossen freundlicher und nachsichtiger zu sein. Ferner ist der öffentliche Unterricht ein Mittel, die Schüler vornehmer und reicher Eltern vor törichter Überhebung zu bewahren.<sup>1</sup>

Damit Erziehung und Unterricht möglichst vorteilhaft für das allgemeine Wohl geleitet werden, sollen sie unter staatlicher Aufsicht stehen, und soll ein Bureau geschaffen werden, das die besten Pläne und Methoden auszuarbeiten und in allen Schulen in gleicher Weise durchzuführen hat.

Unterrichtsgegenstand für die untersten Klassen sollen neben der Muttersprache Schreiben und die Anfangsgründe von Mathematik, Geschichte und Geographie sein. Für die höheren Klassen ist neben der Moral das Hauptgewicht auf die Realfächer zu legen. An Stelle der toten Sprachen sollen die gebräuchlichsten lebenden treten. »Wir brauchen — heißt es diesbezüglich — im täglichen Leben zehnmal mehr die Operationen der Arithmetik und der praktischen Geometrie . . . ., Geographie und Geschichte, als die Zerstreung, lateinische und griechische Verse zu machen, als die Weitläufigkeiten der Rhetorik.«<sup>2</sup> Das Latein soll daher nur so weit von den Schülern beherrscht werden, daß sie fähig sind, die Schriftsteller zu lesen. Musik und Tanz, Spiele im Zimmer und im Freien sollen nicht vernachlässigt werden, sogar die Heraldik soll im Stundenplan Berücksichtigung finden. Nachdrücklich verlangt der Abbé, daß der Handschrift der Schüler mehr Aufmerksamkeit zuzuwenden sei, wie er an anderer Stelle geradezu Bestrafung von Kopisten und Beamten fordert, die sich beim Schreiben von Urkunden und anderen Aktenstücken einer unsorgfältigen und unleserlichen Handschrift bedienen. Es ist eigentümlich, daß diese Forderung gerade in neuester Zeit wieder aufgestellt wird und daß das zwanzigste Jahrhundert dieser Frage seine Aufmerksamkeit mehr entgegenzubringen scheint.<sup>3</sup>

Natürlich sollen Sprache und Literatur des Landes möglichst vollkommen beherrscht werden; doch sind besonders diejenigen Werke und Schriftsteller

<sup>1</sup> Damit zwischen den Schülern desselben Institutes jeder äußere Unterschied dahinfalle, verlangt er anderswo eine einheitliche Kleidung für alle Zöglinge.

<sup>2</sup> A. P. S. 51.

<sup>3</sup> So lesen wir unter dem Datum April 1903 folgende Notiz in einer Tageszeitung: »Der preußische Kultusminister hat in einem Erlaß die Pflege einer guten und leserlichen Handschrift bei den Schülern allen Leitern und Lehrern der höheren Lehranstalten zur besonderen Pflicht gemacht. Es heißt u. a. in diesem Erlaß: . . . . . Damit den Bemühungen der Aufsichtsbehörden um die Pflege einer guten Handschrift ein wirksamerer Erfolg gesichert werde, als bisher erreicht worden ist, wird folgendes bestimmt: Fortan ist allg., sowohl in die gewöhl. . . . Zeugnisse bis in die Ob. Prima hin als auch in die Reifezeugnisse etc. ein Urteil über die Handschrift des Schülers aufzunehmen etc.«

zu berücksichtigen, welche mit dem Reiz der angenehmen Unterhaltung die größte Nützlichkeit verbinden. Unterrichtssprache soll stets die Landessprache sein. Fortgeschrittenere Schüler sollten neben den Naturwissenschaften auch die Anfangsgründe der Justiz, Theologie, Medizin und Politik kennen. Mannigfaltigkeit und Abwechslung scheinen Saint-Pierre überhaupt die vorzüglichsten Mittel zu sein, den Unterricht für die Schüler anziehend und dadurch um so erfolgreicher zu gestalten.

Auch die Mädchenerziehung liegt dem Abbé am Herzen, und er findet, daß in dieser Hinsicht viel zu wenig geschehe. »Wir haben — schreibt er — in den meisten Städten Schulen; aber diese sind ausschließlich für den Unterricht von Knaben bestimmt und ich kenne in Frankreich bloß eine einzige Mädchenerziehungsanstalt«. Dieses Institut ist Saint-Cyr, und Saint-Pierre setzte auf die Stiftung Ludwigs XIV.<sup>1</sup> alle seine Hoffnungen für eine zweckmäßige Organisation der Frauenerziehung. Die Damen von Saint-Cyr sollten in den wichtigsten Städten Filialen errichten, diese mit tüchtigen Lehrkräften aus ihrer Mitte besetzen und als Schulen oder Pensionate der weiblichen Jugend öffnen.

Saint-Pierre will keine weiblichen Gelehrten heranbilden und darum ist sein Lehrplan einfach genug. Die Bestimmung der Frau ist es nach ihm, ihrem Manne eine gute Gattin, ihren Kindern eine gute Mutter zu sein; ihr Wirkungskreis ist die Familie. Wesentlich ist daher die Herzensbildung; im übrigen soll das Mädchen sich große Fertigkeit im Lesen und in den Handarbeiten aneignen, in den letzten Jahren noch etwas von der Buchführung kennen lernen. Über alles andere schweigt der Abbé wohl in der Einsicht, daß, wenn einmal die Aufmerksamkeit der Regierung auf diese Fragen gelenkt sei, die weitere Organisation des Unterrichts sich von selbst glücklich lösen werde; denn auch die Aufsicht über die Mädchenschulen sollte einem staatlichen Bureau obliegen. Noch sei darauf hingewiesen, daß mit dem Plane der Erziehung der weiblichen Jugend bei Saint-Pierre jener andere eng verbunden ist, die Ordensschwester zum Wohle des Volkes und zu ihrem eigenen Vorteil nützlicher zu beschäftigen, d. h. sie den geisttötenden und menschenunwürdigen Übungen und leeren Zeremonien des Klosterlebens zu entreissen und in den Dienst der Menschheit zu stellen.<sup>2</sup> Was in dieser Frage der Papst und die hohe Geistlichkeit anbelangt, so weiß Saint-Pierre kurzen Bescheid: sind sie mit dem Plane einverstanden, um so besser; wenn nicht, wird man ihn gleichwohl nach und nach mit der einzigen Autorität des Königs durch Gesetze durchführen.

Von den meist kürzeren Arbeiten, worin Saint-Pierre teils allgemein von Erziehung und Unterricht spricht, teils auf besonders wichtige pädagogische Regeln und Grundsätze aufmerksam macht oder auch nur zweckmäßige Stundenpläne für Institute angibt und erläutert, sind folgende zu nennen:

Sur l'Education in O. P. XI, O. de M. et de P. XV und XVI.  
 Sur l'Education domestique. O. de M. et de P. XII.  
 Questions sur l'Education des Collèges O. P. X.

<sup>1</sup> Ludwig XIV. errichtete diese Erziehungsanstalt für 250 adlige Fräulein im Jahr 1686 auf Betreiben der Maintenon.

<sup>2</sup> Vgl. auch S. 44 f. zuvor.

Sur l'Education des enfants chez les Maîtres de pension. O. de M. et de P. XIV und XV.

Addition aux traités de l'Education. O. P. VII.

Enseigner dans la langue du Pays. ibid.

Projet pour multiplier les collèges des filles. O. P. IV.

»L'Autorité d'un Bureau est absolument nécessaire pour diriger l'Education vers la plus grande utilité publique.« O. P. VII.

Der Marquis d'Argenson, der in seinen »Pensées et Maximes« öfters die Erziehungsfrage streift, zeigt sich, wie dies bekanntlich auch in wirtschaftlichen Fragen meist der Fall ist, noch kühner, man möchte sagen revolutionärer als Saint-Pierre.<sup>1</sup> Von dem Erziehungsprojekte des Abbé — gemeint ist wohl die Schrift im XV. Bande der O. de M. et de P. — dessen Inhalt er kurz wiedergibt, schreibt er u. a. folgendes: »Ich pflichte vollkommen dem neuen Projekte des Abbé de Saint-Pierre bei, klein dem Anschein nach, aber sehr groß durch seine Konsequenzen für die Zukunft . . . . Gewiß, das ist's, was uns fehlt: der Jugend frühe schon die Idee der sozialen Tugenden beizubringen, sie dafür zu begeistern usw.« Molinari hat sich über die Tätigkeit des Abbé auf dem Gebiete der Erziehung nirgends näher ausgesprochen, sondern er nennt lediglich das Projekt der Mädchenerziehung und zitiert daraus einige Stellen, ohne sie weiter zu kommentieren. — So übersichtlich und genau E. Goumy am Anfang seines Kapitels »Education« den Inhalt der verschiedenen Schriften des Abbé über Unterricht und Erziehung zusammenfassend wiedergibt, umso mehr befremden seine weiteren Ausführungen, wo er auf Einzelheiten zu sprechen kommt. Können überhaupt Stellen wie die folgenden noch ernsthaft genommen werden?

»Er (Saint-Pierre) glaubt, — heißt es da<sup>2</sup> — daß die Tugend sich lehren läßt wie Latein und Geometrie . . . . . Die Schüler werden ihre Tugendstunde zwischen einer Turn- und Physikstunde nehmen« . . . . »Der Abbé ist einer der unbekanntesten Väter des Systemes der positiven, nützlichen und wissenschaftlichen Erziehung, die man Nichterziehung nennen sollte« . . . . »Er will, daß man Knaben im Alter von sieben bis neun Jahren etwas Medizin lehre. Er stellt auf gleiche Linie das Federspiel und die Kirchenväter, die Arithmetik und die Heraldik« etc. In solchen Auslassungen<sup>3</sup> etwas anderes als stilistische Ausschmückungen zu erblicken, hieße sicherlich Herrn Goumy Unrecht tun; denn gesetzt auch den sehr unwahrscheinlichen Fall, eine ihm vorliegende — sonst unbekannte — Schrift des Abbé habe ihn zu Ausführungen wie die obengenannten berechtigt, so müßte ihn immerhin der noch schwerere Vorwurf der Oberflächlichkeit und Unzuverlässigkeit treffen, weil er so alle andern in dieses Gebiet einschlagenden Werke von Saint-Pierre unberücksichtigt gelassen hätte.

Anders urteilt Siégler über die Tätigkeit des Abbé im Erziehungswesen und über seine Reformen im Unterricht. Wenn auch in manchen Fragen

<sup>1</sup> So empfiehlt d'Argenson, indem er auf das Beispiel Genfs hinweist, »wo kein, auch noch so armer Bürger von irgend einer Art von Studium ausgeschlossen ist,« gerade den unentgeltlichen Unterricht.

<sup>2</sup> E. Goumy S. 233 f. bis 243.

<sup>3</sup> Solche Stellen sind um so auffallender, als E. Goumy sonst sichtlich bemüht ist, dem Abbé Gerechtigkeit wiederfahren zu lassen.

durchaus nicht im Einklange mit Saint-Pierre, äußerst er doch seine entgegengesetzten Meinungen mit ebensoviel Objektivität als aner kennenswerter Bescheidenheit. Wenn man etwas in seinem ausgezeichneten Kapitel »Saint-Pierre, Philosoph und Moralist« nicht begreift, so ist es höchstens das Schweigen, das er den Ausführungen von E. Goumy gegenüber beobachtet hat.

Was sodann die Erziehung der Erwachsenen anbelangt, so zerfällt hier die Arbeit des Abbé in zwei Teile, einen negativen, indem er Ursachen und Wirkungen der Sittenverderbnis aufdeckt und bekämpft, einen positiven, in dem er andererseits bemüht ist, die Mittel ausfindig zu machen zur Hebung der allgemeinen Bildung und zur bestmöglichen Förderung aller Gewerbe und Wissenschaften.

Vorerst sind es die Akademien, die Saint-Pierre beschäftigen und seine Kritik herausfordern. »Die französische Akademie — heißt es in der Einleitung zu den politischen Annalen — wurde 1637 durch den Kardinal Richelieu durch offene Urkunde gegründet: aber im Grund ist der Zweck dieses Etablissements sehr unbedeutend für einen der größten Geister seiner Zeit, wenn man bedenkt, welche Vorteile für das öffentliche Wohl er aus einer Gesellschaft geistig hervorragender Männer hätte ziehen können; aber es fehlte ihm sowohl die Muße wie auch die notwendige Einsicht, um diese Gesellschaft dem Staate nützlicher zu gestalten. Sie ist seit bald hundert Jahren damit beschäftigt, zu erklären, daß dieses Wort, diese Redensart richtig oder falsch gebraucht werden, und doch ist der Gebrauch natürlich schwankend, und es wird, was heute unrichtig heißt, in fünfzig Jahren gut genannt werden. Ist so etwas das Ziel, eines großen Politikers würdig?« — »Passender wäre es schon gewesen, fährt Saint-Pierre fort, die Akademie (des bons écrivains) zu veranlassen, alle Jahre einige Elogen berühmter Franzosen herauszugeben: die Eloge der Entdeckungen, der Erfinder, die Eloge der Vorzüge, welche die zeitgenössischen Verfügungen und Etablissements verschaffen, die würdig sind, auf die Nachwelt zu kommen. Jeder Akademiker hätte dann mit dem jüngeren Plinius sagen können: Wenn wir in unserer Eigenschaft als Private nicht Taten vollbringen können, würdig der Aufzeichnung, so streben wir doch danach, solche zu berichten, die es verdienen, gelesen zu werden. Das läßt mich denken, daß unsere beiden Akademien<sup>1</sup> verschmolzen und nur in verschiedene Bureaux geteilt werden sollten. Die Akademien und gut ausgearbeitete Vorträge sind gewiß die besten Mittel, um beständig die guten Sitten, die durch eine zweckmäßige Erziehung erworbenen Kenntnisse zu vervollkommen, um in den Staaten Gesetze, Erlasse, Etablissements und wichtige Entdeckungen, mit einem Wort die wertvollsten Errungenschaften des menschlichen Geistes weit schneller auszubilden« (perfectionner).

In einer ersten Abhandlung »Discours sur les travaux de l'Académie française«,<sup>2</sup> welche im Oktober 1712 im Manuskript mitgeteilt und dann in vierzig Exemplaren für die Akademiker gedruckt wurde, postuliert Saint-Pierre von dem Wunsche beseelt, die Arbeiten des Institutes mehr auf die Bahn der größten Nützlichkeit

<sup>1</sup> »les deux Académies que nous avons, l'une pour la langue française, l'autre pour les belles lettres et pour les inscriptions.«

<sup>2</sup> Gedruckt u. a. in »Pelisson«: Histoire de l'Académie française. Nouvelle Edition, augmentée des deux discours sur les travaux de l'Académie française de Monsieur l'Abbé de Saint-Pierre. Amsterdam 1717. Vgl. dazu besonders E. Goumy 159—162.

zu lenken, einige Reformen, was gewiß berechtigt war und nahe genug liegen mochte, angesichts des hohen Alters und Ranges der Akademie aber, immerhin ein gewagtes Unterfangen, viel Widerspruch hervorrufen mußte. So erklärt es sich, daß der Abbé in einem zweiten Vortrag,<sup>1</sup> den er im Jahre 1714 unter demselben Titel hielt, einige seiner Forderungen nicht nur sehr modifizierte, sondern sogar selber dagegen auftrat. Seine Meinungsänderung entschuldigt er dabei folgendermaßen: »Ich gebe gerne zu, daß es rühmlicher ist, von Anfang an den einzig richtigen oder den besten Entschluß zu fassen; aber dazu bedarf es entweder viel Glück oder eine hohe geistige Vollkommenheit: mir fehlt beides; aber ich besitze doch so viel Fügsamkeit, mich oft durch eigene Wiedererwägungen oder durch die Weisheit anderer leiten zu lassen.«

Die meisten der in den beiden Vorträgen enthaltenen Gedanken finden sich bedeutend erweitert und klarer ausgedrückt in einer späteren Arbeit wieder, dem »Projet pour rendre l'Académie des bons Ecrivains plus utile à l'Etat.« O. P. IV. 1733. Der Zweck der französischen Akademie, Akademie guter Schriftsteller, wie sie Saint-Pierre zum Unterschied von ihren Schwestern nennt, ist ein doppelter: sie soll einmal die französische Sprache in ihrer Entwicklung sorgfältig überwachen und rein erhalten, andererseits soll sie zur Förderung des Geisteslebens und zur Veredlung des Geschmacks in der ganzen Nation wesentlich beitragen. Nach ihrer Verschmelzung mit der »Académie des Médailles, des Inscriptions etc.« würde sie sich in drei selbständige Bureaux teilen.

Die vierzehn Akademiker, welche das erste Bureau bilden, haben folgende Aufgabe:

1. Die Ausarbeitung eines Wörterbuches der französischen Sprache, das, abweichend von der bisherigen Gewohnheit, auch die technischen Ausdrücke von Handwerk und Industrie enthalten würde.
2. Die Herausgabe einer allgemein brauchbaren französischen Grammatik, Rhetorik und Poetik.
3. Die kritische Neubearbeitung, beziehungsweise Vervollkommnung im Sinne der größten Nützlichkeit, von guten Werken verstorbener Schriftsteller.

Das zweite Bureau führt im allgemeinen die Arbeiten der früheren Académie des Inscriptions fort. Daneben hat es die Herausgabe eines etymologischen Wörterbuchs zu besorgen und ebenso eines Wörterbuches für das Spätlatein, das Altfranzösische, das Bretonische und Baskische »und der andern Sprachen, welche das Volk in den Landesteilen von Frankreich spricht, in denen man alte Überreste der Kelten und ihrer verschiedenen Dialekte erkennen kann.« Einige Mitglieder dieses Bureau sollen die Herausgabe einer allgemeinen Geschichte, sowie eines geschichtlichen und eines topographischen Wörterbuches vorbereiten.

Das dritte Bureau endlich soll die Arbeit übernehmen, »welche die wichtigste von allen Arbeiten ist, die gute Schriftsteller zum größeren Glück der Gesellschaft unternehmen können, welche auch in erster Linie die Aufmerksamkeit der besten Autoren verdient: die Lebensbilder berühmter Männer und die Bered-

<sup>1</sup> Gedruckt u. a. in »Pelisson«: *Historie de l'Académie française*. Nouvelle Edition, augmentée des deux discours sur les travaux de l'Académie française de Monsieur l'Abbé de Saint-Pierre. Amsterdam 1717. Vgl. dazu besonders E. Goumy 159—162.

samkeit (éloquence).«<sup>1</sup> Alljährlich sollen dann einige Bändchen dem Publikum über die Arbeit der Akademie und über die wichtigsten und nützlichsten Beobachtungen der einzelnen Mitglieder Aufschluß geben.

Saint-Pierre hatte nicht die Genugtuung, einen seiner Vorschläge durchgeführt zu sehen; denn die Akademie schritt über seine Anregungen zur Tagesordnung, weiter und erst etliche Jahre nach dem Tode des ehemaligen Akademikers wurden die Elogien berühmter Männer in der Akademie heimisch, und hatten somit nach d'Alembert<sup>2</sup> die einstigen Kollegen des Abbé doch den Ruhm, »einen seiner Träume verwirklicht zu haben.«

Neben einer Akademie des Rechts, des Kriegs und der Marine bildet hauptsächlich eine politische Akademie das Ziel der Wünsche von Saint-Pierre und Gegenstand langer Ausführungen, worauf in anderem Zusammenhang noch zurückgekommen werden wird. Etwas länger verweilt der Abbé auch bei der Académie des Sciences. Die folgenden Stellen, welche die wesentlichen Gedanken über dieses Institut wiedergeben, sind einer kleinen Schrift: »Pour rendre l'Académie des Sciences beaucoup plus utile« in O. P. VII entnommen: »Es scheint mir, daß die spekulativen Wissenschaften in einem Staate nur so weit hochzuhalten sind, als sie geeignet sein werden, im praktischen Leben das Glück der Bürger zu fördern. Nicht als ob alle rein spekulativen Demonstrationen als unnütz zu betrachten wären. Es findet sich etwa unter tausenden eine, mit deren Hilfe man irgend eine Berufsart (art.) vervollkommen kann. Ich behaupte aber, daß vier Physiker, die sich während zwei Jahren einer dieser Tätigkeiten wie Getreidebau, Obst- und Leinenkultur, Weinbau, Woll- und Seidenmanufakturen, Färberei, der Geographie und der Schiffahrtskunde widmen würden, größere Fortschritte erzielen könnten, als bis daher überhaupt gemacht worden sind. . . . Frage man einen dieser berühmten Mathematiker, wie viel schwerer oder weniger schwer eine Steuer das Volk belaste, wenn der König den Nominalwert des Geldes um den dritten Teil erhöht, als wenn es zehn Jahre lang den zweihundertsten Teil seines Vermögens zu entrichten hat, so wird er sogleich fühlen, daß die Lösung eines solchen Problems schwieriger und unverhältnismäßig nützlicher ist, als jede der seit zehn Jahren in seinen Kreisen gestellten Aufgaben. Das Finanzwesen und die anderen politischen Domänen (parties du gouvernement) bringen Probleme, die dreimal schwieriger und zwanzig- und hundertmal nützlicher sind als die gewöhnlichen Probleme der Algebra.« Da aber die Gelehrten darauf ausgehen, sich mit ihresgleichen in der Lösung schwieriger Probleme zu messen, ohne dabei zu berücksichtigen, ob und in welchem Grade ihre Arbeit dem Publikum wirklich Nutzen bringt, sollte die Regierung die hervorragendsten Geister der Nation vor solchen Verirrungen zu bewahren suchen. Die Akademiker sollten noch zahlreicher sein, um in einzelne Gruppen geteilt, jede Tätigkeit, jedes Gewerbe leiten zu können.

So sollten Getreide- und Weinbau, die Hanf- und Flachskulturen drei Akademikern unterstellt sein; die Schiffahrt sollte drei andere in Anspruch nehmen, noch andere sollten sich mit den Wolle-, Stroh- und Ledermanufakturen beschäftigen, sollten alles, was die Gesundheit betrifft, wie Lebensmittel, Arzneien usw. genau untersuchen und zu verbessern trachten. Mit einem Wort, Saint-Pierre möchte die Wissenschaft weit mehr als dies vor ihm der Fall war, fast

<sup>1</sup> Gemeint ist die Kunst der Überzeugung durch geschickte Darstellung.

<sup>2</sup> Vgl. *Eloge de l'Abbé de Saint-Pierre*.



ausschließlich in den Dienst des öffentlichen Wohles stellen, ihr in der Lösung von mehr praktischen Fragen des wirtschaftlichen und sozialen Lebens ein weiteres und zugleich dankbareres Arbeitsfeld eröffnen.

Eine fernere bemerkenswerte Schrift: »Projet pour perfectionner la Médecine« in O. P. V. handelt eingehend von der Zweckmäßigkeit einer medizinischen Akademie, nach Saint-Pierre die erste Voraussetzung zu einer eingreifenden Verbesserung einer der wichtigsten und wohlthätigsten Wissenschaften. Die Arbeit dieser Akademie skizziert er folgendermaßen:

1. Sie wird mit einheimischen und fremden Ärzten in Verbindung treten, die von ihnen eingereichten Beobachtungen untersuchen, je nach Verdienst belohnen und die bedeutendsten derselben drucken lassen. Die Ärzte der indischen Kompanie, die in den fernsten Gegenden stationiert sind, sowie die Schiffschirurgen sollen mit der Akademie in Korrespondenz stehen und ihr über Arzneien und Heilmethoden des fremden Landes Bericht erstatten.
2. Die Akademie soll zwei Bibliotheken anlegen, die eine, größere, für Berufsmediziner, die andere für ein gebildetes Laienpublikum berechnet.<sup>1</sup>
3. Die Akademie wird jedem ihrer Mitglieder eine Anzahl ganz bestimmter Krankheiten zur genauen Beobachtung zuweisen.
4. Sie soll danach streben, daß Drogen nur in bester Qualität geliefert werden,<sup>2</sup> daß die Apotheker eine bessere Ausbildung erhalten und ihr Gewerbe möglichst gehoben und gefördert wird.
5. Sie hat in gleicher Weise über den medizinischen Schulen, über der Ausbildung der Chirurgie und der Chirurgen zu wachen.
6. Sie wird alljährlich eine Sammlung der in Paris und in den Provinzen gemachten ärztlichen Beobachtungen herausgeben.

Saint-Pierre beschäftigt sich sodann mit den Spitalern, und wenn auch hier seine Vorschläge vielleicht nicht so sehr Anspruch auf Originalität machen können, so zeugen sie doch wieder für sein klares Verständnis für praktisch-wissenschaftliche Fragen und bekunden eine gewiß nicht geringe Fachkenntnis.

Vorerst verlangt er mehr Ärzte in Spitalern und Krankenhäusern, damit jeder Arzt Muße genug finde, seine Erfahrungen bei den einzelnen Krankheitsfällen aufzuzeichnen. Die Ärzte sollten ferner im Spitalgebäude wohnen und dasselbe nicht ohne Stellvertretung verlassen dürfen. In einem großen Spital ist es zweckmäßig, Ärzte und Kranke nach den verschiedenen Krankheitsgattungen in verschiedene Säle zu verteilen usw. Die medizinischen Schulen sollten sich in nächster Nähe der Spitäler befinden, damit die Professoren ihre Theorien leicht an praktischen Fällen darlegen können. Da die Sektion von größter Bedeutung ist, sollen in einem eigens dafür bestimmten Raume alle Leichname des Spitales in Gegenwart der Ärzte des Instituts und einiger akademischer Ärzte geöffnet werden, um Krankheit und Todesursache erkennen zu lassen und zugleich den Professoren Material für ihre Demonstrationen zu liefern.

<sup>1</sup> Diese zweite Bibliothek soll in Anbetracht ihrer Bestimmung bloß Bücher enthalten, welche die gewöhnlichsten Krankheiten und deren Behandlung zum Gegenstand haben.

<sup>2</sup> Er spricht dabei von einer Methode, die in Augsburg, Ulm und Straßburg angewandt werde, und vielleicht empfehlenswert wäre.

Im Interesse des allgemeinen Wohles verlangt der Abbé noch, daß der Staat die Kosten des medizinischen Doktorexamens trage, damit es auch den armen tüchtigen Kandidaten zugänglich sei. Ferner sollte der Staat Ärzten und Chirurgen auf dem Lande alljährlich eine bestimmte Summe dafür entrichten, daß diese sich zur unentgeltlichen Behandlung der Armen drei Stunden im Umkreis verpflichten würden. Endlich sollten populär gehaltene medizinische Schriften, die von der Akademie durchgesehen und empfohlen wären, zu möglichst billigen Preisen an das Publikum verabfolgt werden.

Der Physik, seinem Lieblingsfache aus der frühesten Studienzeit, hat Saint-Pierre ein besonders gutes Andenken bewahrt und was ist auch natürlicher, als daß er die Wissenschaft, der er nach oft wiederholter Erklärung so vieles verdankt, auch andern möglichst zugänglich machen wollte? Davon ausgehend, daß die Physik zu wenig und vor zu jungen Zuhörern gelehrt werde, als daß diese alle Vorzüge »der erhabenen Wissenschaft« ganz fassen und sich zunutze machen könnten, verlangt der Abbé in dem »Projet pour établir, à la bibliothèque du roi, des Conférences sur la Physique« in O. P. V., daß in einem zweijährigen öffentlichen Kursus in wöchentlich vier Vorträgen alle Teile der Physik<sup>1</sup> durch zwei Professoren durchgenommen werden sollen. Experimente aller Art sollen die Vorträge beleben und interessant gestalten, äußere Bequemlichkeiten den Aufenthalt im Saale der königlichen Bibliothek möglichst angenehm machen. Solche Vorträge würden nach Saint-Pierre viel Gutes stiften; denn sie würden, ein Hauptmittel der Aufklärung, Aberglauben und Unwissenheit mehr und mehr ausrotten, manches, was bisher übernatürlich erscheinen mochte, genügend erklären und auch die Religion von Irrtümern und Irrlehren befreien. Doch nicht das allein — noch weitere Vorteile verspricht sich der Abbé von der Ausführung seines Vorschlages. Solche Vorträge werden bald auch über die Grenzen Frankreichs hinaus von sich reden machen. Paris wird um einen wichtigen Anziehungspunkt reicher sein und ein bedeutender Andrang von Fremden ist sicher zu erwarten. Dadurch wird nicht allein der Ruhm der französischen Hauptstadt in alle Welt gebracht, sondern es wäre damit — und hier findet sich ein neues Beispiel für den weiten und freien Blick des Abbé de Saint-Pierre — eine Gelegenheit geboten, mit dem Auslande in geistige Beziehungen zu treten. »Ich sterbe vor Angst« — schreibt der Abbé zwar irgendwo — »daß der menschliche Geist größere Fortschritte in London mache als in Paris.« Diese scheinbar naive und eines Philosophen beinahe unwürdige Äußerung drückt freilich ein etwas hochgradiges Nationalbewußtsein aus; aber sie beweist zugleich, wie edel und vornehm der Patriotismus war, der ihn beseelte. Die politische Machtstellung Frankreichs, das damals die erste Nation Europas sein mochte, genügte ihm nicht, genügte ihm um so weniger, als er wußte, mit wie viel Blut diese Stellung erkaufte war, mit wie großen Opfern und mit welch zweifelhaften Mitteln oft sie wirklich oder zum Scheine behauptet wurde. Er suchte einen dauernden Ruhm für sein Vaterland und wenn er es auch nie direkt ausgesprochen hat, so war es doch sein sehnlicher Wunsch und seine zuversichtliche Hoffnung, daß Frankreich auch im Geistesleben die Vormacht Europas werden und die Segnungen der Kultur den übrigen Völkern mitteilen möchte. Vorerst aber mußte diese geistige Überlegenheit erlangt werden, und dazu bedurfte man des Auslandes und es galt, mit seinen Fort-

<sup>1</sup> »physique« umfaßt bei Saint-Pierre überhaupt die Naturwissenschaften.

schritten, mit seinen großen Männern besonders bekannt zu werden. So finden wir trotz einer ausgesprochenen Vaterlandsliebe bei dem Abbé doch nirgends eine Spur von dem verhängnisvollen Grundsatz, daß von außen her nichts Gutes kommen kann. Im Gegenteil — er möchte, wie Colbert es im Interesse der Manufakturen und des Handels getan, möglichst viele tüchtige Ausländer nach Frankreich ziehen, um hier das Geistesleben der ganzen Nation immer neu zu beleben und rege zu erhalten. Da nun nach seiner innersten Überzeugung auch das Glück eines Volkes in innigstem Zusammenhang mit seiner Bildung steht, so läßt sich auch eher begreifen, warum der Gedanke, daß die Vernunft in London größere Fortschritte mache als in Paris, den Abbé mit Furcht erfüllt.

Haben die bisher erwähnten erzieherischen Werke von Saint-Pierre ausschließlich die Bildung der höheren Klassen und einer städtischen Bevölkerung zum Gegenstand, so lehren ihn andere doch auch als eifrigen Vorkämpfer für die Aufklärung und Erziehung des Landvolkes und des sogenannten »bas peuple« erkennen. »Es finden sich oft — schreibt er — hervorragende Geister unter dem niedrigen Volk, welche bei einigem Unterricht in der Jugend große Fähigkeiten im Handwerk und in den Wissenschaften erworben hätten . . . und übrigens heißt es dem Staate zwei Männer schenken, wenn man ihm einen Arbeiter gibt, der große Handfertigkeit mit Geistesbildung verbindet.« Somit liegt es im Interesse des Staates, die Volksschulen zu vermehren, Lehrer und Lehrerinnen genügend zu besolden usw. In einer kurzen Abhandlung »Pour rendre les habitants des campagnes plus raisonnables et moins superstitieux« im VII. Band der O. P. findet sich die folgende Stelle: »Ein Mitglied der Akademie der Wissenschaften sollte die Aufsicht über die Bücher führen, welche dazu bestimmt sind, die Landleute zu belehren, ihnen Anleitung zur Vermehrung der Bodenprodukte wie Korn und Wein, zur Verhütung der häufigsten Krankheiten und Anwendung der besten Heilmittel für Menschen und Vieh zu geben, ihnen auf natürliche Weise mehrere Phänomene zu erklären, die den Einfältigen Furcht einflößen und sie im Aberglauben bestärken. Eine weise Regierung soll aber danach streben, den Aberglauben wie eine Volkskrankheit auszurotten und stets auf die Aufklärung der Untertanen hinwirken« . . . »Was von dem Buch über die Naturkunde gesagt, trifft auch für dasjenige über Moral zu, das die Landbevölkerung über Pflichten der Gerechtigkeit in der Familie, gegenüber dem Nachbar und in dem Gewerbe belehren soll etc.

Bei dieser Methode würden Kenntnisse und Vernunft bei den Landleuten rasche Fortschritte machen, und ihre Unwissenheit wäre einer guten Regierung um so seltener ein Hindernis; denn nur zu oft kommt es vor, daß rohe Unwissenheit und Aberglaube des Volkes sich Neuerungen widersetzen, die sehr geeignet wären, das Glück der Gesellschaft zu fördern.

Zu den vorzüglichsten Erziehungsmitteln zählt Saint-Pierre gut geschriebene Bücher und das Theater. Es kann kaum überraschen, daß auch auf diesem Gebiete der Abbé der Nützlichkeit das Wort redet und denjenigen Werken den Vorzug gibt, welche den Leser nicht allein unterhalten, sondern ihn auch bilden, ihn zu Gerechtigkeit und Wohltun begeistern, — daß er, mit einem Wort, Poesie und Prosa in den Dienst der Moral stellen möchte. Daher die etwas sonderbar klingende Forderung, es sollen Theaterstücke wie Romane zum größeren allgemeinen Nutzen teilweise umgeändert werden.

Über die Poesie und die Dichter läßt er sich in einer kleinen Schrift »Observations pour rendre les romans et les spectacles plus utiles«, O. P. VII also vernehmen: »Ich betrachte sie als eine für die Gesellschaft sehr wünschenswerte Kunst und daher die Dichter als sehr würdig ehrenvoller Belohnungen, wenn ihre Werke nicht bloß angenehm unterhalten, unsere Fröhlichkeit und Freude vermehren, sondern in uns auch Weisheit, Gerechtigkeit und Wohltun fördern . . . . Dagegen halte ich diese Kunst für schädlich, Schriftsteller und Dichter für strafwürdig:

Wenn ihre Lieder und Epigramme satyrischen und persönlichen Charakter tragen.

Wenn ihre Werke dahin zielen, Unmäßigkeit, Ausschweifung, Schlemmerei, Rache, Verachtung des Anständigen, der Gesetze und der Regierung zu befürworten.

Wenn drittens Romane und Gedichte die Tendenz haben, Müßiggang und Weichlichkeit zu verherrlichen, das Wohltun verächtlich zu machen, die Gleichgültigkeit gegenüber Nachbarn, Dienstboten und Armen zu entschuldigen.«

In einem andern Werk, dem »Projet pour rendre les livres et autres monuments plus honorables aux auteurs et plus utiles au public« in Band II der O. P. zeigt sich Saint-Pierre noch ausschließlicher als Vertreter der Nützlichkeitslehre, indem er kurzweg alle bloß unterhaltenden Bücher »unnütze Geistesverschwendung« nennt. Hier befindet sich Saint-Pierre entschieden im Irrtum, und eine Auslassung wie die soeben angeführte beweist, daß ihm das Verständnis für die Poesie in einer Dichtung entweder durchaus fehlt oder durch jenen bei ihm so stark entwickelten Sinn für das Nützliche erstickt worden ist; denn er scheint vollständig zu verkennen, daß das Schöne schon an und für sich erzieht und zwar meist wirksamer als in Verbindung mit dem Nützlichen.

Darf man aber aus solchen Stellen wie die eben angeführten mit Zuhilfenahme jener früher zitierten<sup>1</sup> aus den politischen Annalen — wonach Malerei, Musik, Poesie, Architektur etc. wohl den äußeren Reichtum, nicht aber Förderung und Dauer des Glücks einer Nation bezeugen — mit Voltaire erklären, der Abbé spreche von der Kunst nur, um sie zu erniedrigen? Geht nicht auch Siégler-Pascal etwas zu weit, wenn er ihm den Sinn für das Schöne überhaupt abspricht<sup>2</sup>? Es darf nicht vergessen werden, daß jene viel geschmähte Stelle zu einer Zeit niedergeschrieben wurde, da Frankreich kein glückliches Land genannt werden konnte, einer Zeit ferner, die anfang kritisch zu prüfen und unbarmherzig zu verwerfen, was vor der Kritik nicht bestehen konnte — in jener Epoche, welche unmittelbar der großen Revolution vorausging. Mußten in diesen Jahren des Niedergangs, wo das Volk durch unerträgliche Abgaben bedrückt war, infolge von Kriegs- und Fehljahren und einer empörenden Willkürherrschaft Gewerbe und Handel darniederlagen, während die Hungersnot dräuend vor der Türe stand und von ferne schon das Gespenst des Bürgerkrieges seine Mordwaffe blutig erbob, mußten da jene Luxusbauten und großartigen Paläste

<sup>1</sup> A. P. S. 200 f. vgl. S. 82 hievon.

<sup>2</sup> Vgl. Siégler S. 252 f. »l'Abbé n'a pas le moindre sentiment du beau.« — So im Inhaltsverzeichnis der Schrift von Siégler (287). Die übrigen Ausführungen dieses Autors lassen dann freilich diesen Untertitel nicht als ganz glücklich gewählt erscheinen. Immerhin scheint uns Siégler mit Unrecht von der Poesie auf das Schöne überhaupt zu schließen.

des siebzehnten Jahrhunderts dem Volksfreunde nicht als ebensoviele Hochburgen der Verschwendung und maßlosen Eitelkeit vorkommen? Durfte unter diesen Verhältnissen ein Patriot die Errichtung einer Kunstakademie mit gutem Gewissen begrüßen? War es da nicht angezeigt, das Nützliche vor dem Schönen zu berücksichtigen? — Aber ganz abgesehen davon, ob in dieser Frage Saint-Pierre richtig geurteilt hat, weiß man in Wirklichkeit noch gar nicht, ob und wie weit bei ihm Sinn und Verständnis für die Kunst im allgemeinen vorhanden waren; denn es muß wohl bedacht werden, daß die erwähnte Stelle einzig und allein dartun will, daß der Handel eine wichtigere Beschäftigung für das wahre Glück Frankreichs bedeute, als jene schönen Künste; daß Colbert sich vorteilhafter für das Land mit den Handelsgesellschaften als mit Akademien der Malerei und Skulptur befaßt hätte. — Wollte man endlich daraus, daß Saint-Pierre selber in seinen Werken die Kunst des guten Stils vermissen läßt, schließen, er habe überhaupt keinen Sinn für das Schöne gehabt, so müßte ebenso gut jedermann für unmusikalisch erklärt werden, weil er vielleicht gerade dieses oder jenes Instrument nicht zu spielen versteht. Warum übrigens die oft wiederholte Klage des Abbé, daß seine Schriften der gefälligen äußeren Form entbehren, warum die ebenso oft ausgesprochene Hoffnung, es werden andere nach ihm seine Werke in dieser Hinsicht verbessern? Ist damit nicht der Beweis erbracht, daß der Abbé de Saint-Pierre die Schönheit der Form hoch zu schätzen weiß, wo es sich darum handelt, durch ein Geisteswerk einen größeren Eindruck hervorzurufen, und muß ihm daher nicht der Sinn für das Schöne dennoch zugesprochen werden?

Der zweite Teil des Erziehungswerkes des Abbé de Saint-Pierre, die Bekämpfung der Sittenverderbnis in ihren Ursachen und Wirkungen, läßt sich bedeutend kürzer als der erste, worin er die besten Mittel zur Hebung der allgemeinen Bildung angeben möchte, zusammenfassen und seinem wesentlichen Inhalte nach wiedergeben. Wie sehr er gegen Müßiggang, Luxus, Weichlichkeit, Aberglauben und Fanatismus angekämpft hat, ist in anderem Zusammenhang bereits erwähnt worden, und es bleibt noch übrig, seine Stellung gegenüber den andern sogenannten Volkskrankheiten näher zu beleuchten. Es muß gleich festgehalten werden, daß er sich verhältnismäßig sehr kurz bei den Schändlichkeiten und Lastern des Hofes aufhält, und im Gegensatz zu manchen Moralpredigern der Gegenwart und früherer Zeiten es durchaus nicht notwendig erachtet, sich in ausführlichen Schilderungen der von ihm gerügten Übelstände zu bewegen. Er liebt es nicht, mit dem Unrat, für dessen Wegschaffung er energisch eintritt, sich selbst und andere zu beschmutzen. Man wird sich des Eindrucks nicht erwehren können, daß er absichtlich schweigt, wo bloß der Hof und seine Gesellschaft in Frage kommt, sei es in der Überzeugung, daß an diesem Ort seine Stimme erst recht ungehört verhallen würde, oder aber in der Einsicht, daß doch nichts mehr zu retten ist. Jene Laster, von denen z. B. Elisabeth-Charlotte mit Schmerz und Entrüstung berichtet,<sup>1</sup> blieben doch zumeist auf den Hof und die ersten Gesellschaftsklassen beschränkt; und so wird es aus den erwähnten Gründen kaum befremden, daß Saint-Pierre hierüber keine Einzelheiten berichtet. Es blieben übrigens so der Gebrechen genug, die vom Hof aus um sich greifend schon weitere Volksschichten ergriffen hatten.

<sup>1</sup> Vgl. z. B. »Bibliothek des 17. und 18. Jahrhunderts«. Briefe über die Zustände am französischen Hofe unter Ludwig XIV.

Das Spiel und das Duell erscheinen dem Abbé als besonders gefährliche derartige Krankheiten, und zu ihrer erfolgreichen Bekämpfung fordert er den Beistand der Regierung; denn, wie schon aus dem Titel der einen, kürzeren Schrift: »Le jeu est une maladie de l'Etat que la Morale condamnera inutilement sans le secours de la Police« hervorgeht, muß die Moral, um hier erfolgreich zu sein, gesetzliche Kraft besitzen. »Aufgabe der Moral ist es, zu raten, der Politik aber kommt es zu, anzuordnen und sich Gehorsam zu verschaffen«, lautet der Schluß der genannten Arbeit.

Bedeutend umfangreicher ist die andere Schrift »Projet pour perfectionner nos lois sur le duel« Band X der O. P. In der Einleitung erzählt der Verfasser, daß er schon im Jahr 1715 ein »Mémoire sur les moyens d'extirper en France la malheureuse coutume des Duels« herausgegeben habe, das bald ins Englische und Italienische übersetzt worden sei. Ludwig XIV. habe diese Schrift gelesen und nach seinem Tode habe man ein Exemplar davon in dem Kästchen vorgefunden, wo sich die Uhren, einige Kleinodien und mehrere wichtige Schriftstücke des verstorbenen Königs befunden hatten. »Ich fühle, fährt er fort, den Vorwurf der Lächerlichkeit, den ich mir durch die Erwähnung einer für das betreffende Werk so ehrenvollen Tatsache zuziehe; aber sobald der Leser es um so aufmerksamer lesen wird, . . . will ich diesen Vorwurf gern tragen und immer bereit sein, dem öffentlichen Wohl solche Opfer zu bringen. Gewiß ist es aber, daß nichts so sehr zum Ruhme dieses großen Fürsten, der während seiner ganzen Regierungszeit auf die Ausrottung des Duells in seinem Reiche bedacht war, beiträgt, als sein guter Wille, zum Nutzen des Publikums über diesen Gegenstand die Gedanken eines einfachen Privatmannes zu lesen.« Es möchte zu weit führen, auf Einzelheiten dieser sogar von Ludwig XIV. anerkannten Schrift einzugehen. Saint-Pierre, der in diesen Fragen vollkommen auf der Höhe zu sein scheint, spricht zuerst über die verderblichen Folgen des Duells, verbreitet sich über Ehre und Ehrgefühl, über Mut und Feigheit und nennt am Schluß die Mittel, dieser gefährlichen, aber immerhin nicht unheilbaren Krankheit wirksam zu begegnen: Aufklärung auf der einen Seite und andererseits gesetzliche Maßregeln. Es darf wohl behauptet werden, daß, was zu Ungunsten des Duells angeführt werden kann, in diesem Werk des Abbé enthalten ist. »Es ist lächerlich — heißt es an anderer Stelle<sup>1</sup> — daß der Adel kein anderes Abzeichen kennt als den Degen, der unbequem zu tragen, Anlaß zu täglichen Mordtaten gibt und der schließlich durch Kammerdiener und Leute jeder Sorte geführt wird.« Warum die Waffen nicht ausschließlich den Reisenden gestatten? »Solches . . . fährt er weiter — sind offenbar noch Überreste aus der Zeit der Bürgerkriege, nicht minder lächerlich, aber dem Staate nachteiliger als die Stiefel und Sporen, die seinerzeit jedermann in Paris bei Besuchen trug« . . . Der Degen des Offiziers aber erscheint dem Abbé als die geheiligte Waffe, welche gegen den Feind des Landes, nicht gegen den Bruder geführt werden soll.

Von der Maitressenherrschaft und den mannigfachen Verirrungen auf dem Gebiet der geschlechtlichen Liebe hat Saint-Pierre, wie schon angedeutet, geschwiegen. Er begnügt sich damit, das Glück des auf Liebe und Achtung begründeten Ehe- und Familienlebens zu schildern und bemüht sich durch seine Ratschläge alles zu entfernen, was die Gatten einander entfremden könnte.

<sup>1</sup> A. P. 36.



Von diesbezüglichen Schriften sind abgesehen von den »Observations politiques sur le Célibat«<sup>1</sup> zu erwähnen: . . . »L'amour raisonnable« O. de M. et de P. XIII und »Observations pour rendre la société du mariage plus heureuse« im. XV. Band der O. de M. et de P.

Ähnlich ist das Verhalten des Abbé gegenüber der Unmäßigkeit: Keine Schilderung von Ausschweifungen aller Art, sondern in einer kleinen Schrift: »Observations sur la sobriété« in O. de M. et de P. XIII werden in Kürze die Notwendigkeit und der Vorteil eines mäßigen Lebens, das aber nicht von ferne an Asketismus streifen soll, für den einzelnen und dadurch für die Gesellschaft klar dargelegt. Von Werken und kleineren Schriften moral-philosophischen Inhalts, die sich besonders zahlreich in den letzten Bänden der politischen Werke, den sogenannten »Ouvrages de Morale et de Politique« vorfinden, sind zu nennen:

»Origine des devoirs des uns envers les autres.« II. O. P. (vgl. dazu besonders Molinari S. 243 f.)

»Premier Recueil des vérités morales et politiques« X. (281—339) O. P.

»Pensées diverses« XII. O. de M. et de P.

»Pensées de Morale et de Politique« revues à Saint-Pierre-Eglise juillet 1736. O. de M. et de P. XIII.

»Pensées de Morale et de Politique« revues à Paris 1737 *ibid.* XIII.

»Discours sur l'Economie bienfaisante« *ibid.* XIV.

»Réflexions morales« *ibid.* XV. (59—263).

»Contre l'opinion de Mandeville . . .« *ibid.* XVI. vgl. XV. (197—212)<sup>2</sup>.

»Ouvrages de Morale« XVI. (143—165) vgl. XV. (112—118).

»Lettres morales« XVI.

Die Sorge um Erziehung und Unterricht, um Aufklärung und Bildung seiner Landsleute haben endlich den Abbé de Saint-Pierre zum Verfasser von Werken gemacht, die nicht wie die bisher genannten sich fast ausschließlich auf Wünsche und Vorschläge beschränken, sondern direkt unterrichten, belehren und sogar unterhalten wollen. Hierher gehören neben einem Werk über die Orthographie der europäischen Sprachen und der physikalischen Erklärung einer Geistererscheinung die geschichts-philosophischen und geschichtlichen Werke des Abbé.

In dem »Projet pour perfectionner l'Orthographe des langues d'Europe« P. 1730 tritt Saint-Pierre entschieden für eine neue Orthographie ein, die nicht auf der Etymologie der Wörter, sondern lediglich auf der gesprochenen Sprache basieren sollte. Mag auch das Werk nicht auf große Originalität Anspruch erheben können, da, wie besonders E. Goumy des längeren nachweist, die Idee nicht neu war, und seit dem sechzehnten Jahrhundert »diese müßige Frage« vielfach erörtert wurde, so stehen wir nicht an, es dennoch zum mindesten ein sehr interessantes Buch zu nennen. — Saint-Pierre ist übrigens selbst der Erste einzusehen, daß er mit seiner Reform der Orthographie nichts Neues bringt. Er kennt die Werke von Meigret de Lyon und Régnier-Desmarais und bezieht sich darauf. Neben einem eigenen Alphabet, das alle Laute und Artikulationen genau bezeichnen soll, gibt er u. a. auch an einer Menge von Beispielen ganz

<sup>1</sup> Vgl. S. 44 hievon.

<sup>2</sup> Auch, wo es nicht besonders angegeben, weisen die genannten Schriften sehr oft Übereinstimmungen sogar des Wortlautes auf.

interessante Aufschlüsse über die im siebzehnten und achtzehnten Jahrhundert übliche Aussprache verschiedener Wörter der französischen Sprache und einiger Dialekte. — Was die übrigen Ausführungen von E. Goumy anbelangt, so beweisen sie neben seiner gründlichen Abneigung gegen jede Änderung in der Orthographie doch nur, daß er nie gründlich in diese Arbeit des Abbé eingedrungen ist, und daß deshalb seine Beurteilung und Kritik mit Reserve aufzunehmen sind.<sup>1</sup>

Ein kleines Werk der Aufklärung ist die »Explication physique d'une apparition« in O. P. IV. Es handelt sich wohl um einen Fall von Deuteroskopie, den Saint-Pierre entschieden mit viel Geschick durch natürliche Ursachen erklärt und auf einen Hitzschlag zurückführt. Was den Wert der Schrift anbelangt, so möge das Urteil Molinari darüber mitgeteilt werden:<sup>2</sup>

Vielleicht wird seine physikalische Erklärung die Freunde des Wunderbaren nicht ganz befriedigen; aber — man glaube an Geistererscheinungen oder nicht — die Geschichte ist interessant und der gute Abbé erzählt sie nicht schlecht . . . . Diese Erklärung, welche übrigens den Fehler hat, etwas weitschweifig zu sein, wird diejenigen, welche an Gespenster glauben, nicht befriedigen; aber sie wird wenigstens beweisen, daß der Verfasser des Friedensprojektes, der so oft als chimärischer Geist bezeichnet wurde, sich weniger bereit finden ließ, Phantome für Wirklichkeit zu nehmen,<sup>3</sup> als eine ansehnliche Zahl seiner Zeitgenossen und sogar der unsrigen.«

Die geschichtlichen Werke schätzt Saint-Pierre hauptsächlich um der darin enthaltenen oder aus ihnen abzuleitenden Moral willen. In dieser Hinsicht sind Plutarchs vergleichende Lebensbeschreibungen nicht nur seine Lieblingslektüre, sondern nach seiner Ansicht das zweckmäßigste Geschichtswerk überhaupt und darum sein Vorbild, das er nur durch öftere moralische und philosophische Betrachtungen im Anschluß an die Erzählung der historischen Begebenheiten übertreffen möchte. Im XI. Band der O. P. findet sich ein Aufsatz: »Observations pour rendre la lecture des hommes illustres de Plutarque beaucoup plus agréable et plus utile«, worin er einerseits, wie übrigens auch sonst an manchen Stellen, die Bedeutung des großen Griechen und sein unbestreitbares Verdienst hervorhebt, aber auf der andern Seite doch die Schilderung ganz belangloser Einzelheiten<sup>4</sup> und den Mangel an Reflexionen tadelt.

In einer weiteren Schrift »Thémistocle et Aristide ou un modèle pour perfectionner les Vies de Plutarque« in O. de M. et de P. XIV bemüht sich der Abbé, Plutarch in der vorgeschlagenen Weise zu vervollkommen. Doch läßt er es nicht bei dem einen Versuche bleiben, sondern er gibt ferner neben

<sup>1</sup> Vgl. E. Goumy 165 f.

<sup>2</sup> Vgl. Molinari 266 f.

<sup>3</sup> Sehr geschickt hat Saint-Pierre gezeigt, wie bei derartigen Krankheiten, wo der ungebildete Laie gleich an überirdische Mächte glaubt, die Erzählung des einzelnen Falles von Mund zu Mund immer wunderbarer, die Krankheit selbst immer geheimnisvoller zu werden pflegt, bis sie zum Tagesgespräch der Provinz wird, und leicht die Geister so aufregen kann, daß die öffentliche Ruhe gefährdet wird.

<sup>4</sup> Vgl. Goumy S. 176: »Der Abbé ist hier wirklich wieder durch seinen Utilitarismus zu extrem, und gerade die von ihm verschmähten Einzelheiten bei Plutarch bilden einen Hauptreiz seiner Lebensbilder und sind für uns von großem Wert.«

einer Parallele »Réflexions sur la vie de Socrate et de Pomponius Atticus« im X. Band der O. P. die Biographien folgender berühmter Männer:

1. Theseus und Romulus; Epaminondas und Scipio in O. P. XI.
2. »Sur le caractère de César, de Pompée et de Caton« Bd. XII der O. de M. et de P.
3. Vie de Lycurge und Vie des Solon Band XVI der O. de M. et de P. Interessant ist bei Saint-Pierre die Definition des großen Mannes, um derenwillen er von seinen Zeitgenossen und besonders auch von E. Goumy heftig genug angegriffen worden ist. In den »Observations sur les vies des hommes illustres« in O. P. IV findet sich folgende Unterscheidung:

1. Der berühmte Mann (l'homme illustre) unternimmt und vollendet Werke, die sehr schwierig, der Öffentlichkeit zum großen Nutzen gereichen; aber sein Hauptziel dabei ist ein gewöhnliches, kein hohes: Vermehrung seines Vermögens, seines Ansehens und seiner Macht und Verherrlichung seines Namens.
2. Der große Mann (le grand homme) tut dasselbe; aber sein Zweck ist dabei die Mehrung des Glücks der Gesellschaft und der Ruhm, seinen Mitbürgern mehr als andere Wohltaten zu erweisen.
3. Der große Heilige tut wieder dasselbe, jedoch um dem allgütigen Wesen zu gefallen und in dessen Nachahmung das Paradies zu erlangen.

Größe auf einem Gebiete der Kunst oder des menschlichen Wissens und Könnens ist immer relativer Begriff und nur in der Tugend ist sie absolut.<sup>1</sup> Um zu entscheiden, welcher unter großen Männern der größte ist, müssen sie nach drei Gesichtspunkten hin verglichen werden:

Nach der Größe ihrer Fähigkeiten zur Überwindung der höchsten Schwierigkeiten. Nach der Größe des entwickelten Ehrgeizes und Eifers, um die größten öffentlichen Wohltaten zu verschaffen. Endlich nach der Größe der der gesamten Menschheit oder einigen Mitmenschen verschafften Vorteile und Wohltaten.

Es ist leicht begreiflich, daß nach solchem Maßstab gemessen die Liste der wahrhaft großen Männer bei Saint-Pierre nicht allzulange ausfallen wird.

Um mit dem Altertum zu beginnen, sind es Lykurg, Solon; Sokrates, Aristides, Epaminondas, Themistokles, Platon und Plutarch von den Griechen, die Römer Pomponius, Atticus, Scipio und Cato, die er als besonders große Männer anführt. Ein berühmter, nicht aber ein großer Mann ist Alexander, der lediglich um des Ruhmes willen seine großen Taten unternahm. Julius Cäsar, der freilich durch seine gallischen und germanischen Kriege sich große Verdienste um Rom erwarb, hat durch sein Streben nach der Alleinherrschaft und weil er es unterlassen, die Rechte der Plebs zu vermehren und ihre Leiden zu mildern, kaum mehr Anspruch auf den Namen eines berühmten Mannes, sondern sollte eher ein »scélérat illustre« genannt werden. In der neueren Zeit findet der Abbé noch weniger wirklich große Männer. Unter den Päpsten und andern Kirchenfürsten hat er keinen namhaft gemacht, und von den Königen hält er bloß Heinrich IV. von Frankreich für würdig der Benennung des Großen; denn dieser Fürst hat nach Saint-Pierre wie kein

<sup>1</sup> Vgl. O. P. IV. 192 f.; »Sur le grand homme et sur l'homme illustre« O. P. XI. und O. d. M. et d. P. XIV.

anderer sich bemüht, seinem Volke Ruhe und Frieden wiederzugeben und er hat seinen Ruhm einzig darin gesucht, sein Reich in jeder Hinsicht stark und glücklich zu machen. Endlich hatte er als der Erste an einen Völkerfrieden gedacht. Es ist nur zu begreifen, daß dieser letztgenannte Umstand beim Abbé schwer ins Gewicht fällt; denn er bringt, von der einen Forderung abgesehen, — daß nämlich die europäischen Staaten von der Bildung eines Schiedsgerichts ungefähr dieselbe Gebietsausdehnung haben, d. h. mit anderen Worten, Spanien und der Kaiser ihre europäischen Besitzungen auf ein bestimmtes Maß zurückführen sollten<sup>1</sup> —, dem Plane Heinrichs IV. seine unbeschränkte Bewunderung entgegen.

Einer der größten Männer aller Zeiten ist Descartes, der der Menschheit unschätzbare Dienste erwies, indem er sie aufgeklärt und zu denken und zu folgern (raisonner) gelehrt hat. — Pascal genießt in hohem Maße die Achtung des Abbé; doch kann er ihm nicht verzeihen, daß er nicht beim Wesentlichen der Religion geblieben, sondern, indem er unter die Jansenisten gegangen sei, u. a. Männer als seine Lehrer anerkannt habe, denen er in jeder Beziehung überlegen gewesen. Daß Saint-Pierre bei dieser Gelegenheit von Schüchternheit, ja sogar Torheit (sottise) des Gelehrten Pascal spricht, hat in hohem Grade den Unwillen des Herrn Goumy erregt,<sup>2</sup> der zum Beweise, wie anmaßend die Äußerung des Abbé sei, Voltaire anführt: »der sich wenigstens damit begnügt hat, ihn (Pascal) als Narren (fou) zu behandeln und dazu noch als »fou sublime«. Es ist zu bedauern, daß E. Goumy, indem er nur eine einzige aus dem Zusammenhang gerissene Stelle anführt und andere Äußerungen des Abbé, die von seiner Bewunderung und Ehrfurcht vor dem hervorragenden Philosophen und Schriftsteller zeugen, unberücksichtigt läßt, bei dem Leser den Eindruck erweckt, als hätte jener nur gering von Pascal gedacht. Wie bedenklich es übrigens manchmal um die Beweisführung von E. Goumy steht, mag aus folgendem Beispiel hervorgehen: Saint-Pierre schreibt im Anschluß an das Lebensbild von Epaminondas, daß es aus diesen und jenen Gründen für einen Mann vorteilhafter sei, in einer Republik als in einer Monarchie geboren zu werden. Was macht nun jener Autor aus dieser Stelle? Nachdem er für sich den Schluß gezogen hat, daß die Verbesserung Plutarchs durch den Abbé darin bestehe, daß dieser »das Pittoreske, die Aufrichtigkeit, den Geist und die merkwürdigen Einzelheiten, d. h. den größten Reiz Plutarchs, unterdrücke und diese liebenswürdigen Eigenschaften durch fade Ermahnungen ersetze«, fährt er wie folgt fort: »Es würde zu weit führen, Beispiele dafür besonders aus den Lebensbeschreibungen von Themistokles und Aristides anzuführen, was zudem sehr müßig wäre. Ich begnüge mich der Merkwürdigkeit des Falles wegen, einen der dringenden Räte (recommandations) zu erwähnen, mit denen er sein Lebensbild des Epaminondas beschließt: eher in einer Republik als in einer Monarchie geboren zu werden. Wie schade, daß er nicht beigefügt hat, wie das anzustellen wäre! Die Sache wäre wohl der Mühe wert gewesen« usw.

Dieses eine Beispiel möge auch genügen. Es zeigt unzweifelhaft, daß Herr Goumy viel Sinn für das Komische besitzt.

Malebranche und Nicole stehen in hoher Gunst bei Saint-Pierre im Gegensatz zum Herzog de La Rochefoucauld, dessen Maximen zum Teil geradezu

<sup>1</sup> Vgl. O. de M. et d. P. XIV. 41.

<sup>2</sup> Vgl. E. Goumy. 179.

seinen Unwillen hervorrufen. Was die Gelehrten anbelangt, so kennt der Abbé wohl hochbegabte und sehr berühmte Mathematiker und Astronomen wie Newton, Galilei und Leibnitz, hervorragende Meister auf dem Gebiet der Wissenschaft, nicht aber große Männer; »denn was diese berühmten Gelehrten erreicht haben — schreibt er — steht in keinem Verhältnis zu dem aus ihren Anstrengungen der Menschheit erwachsenem Nutzen«. — Daß in dieser und in ähnlichen Fragen, wenn er z. B. den Erfinder einer nützlichen Verbesserung oder Neuerung im Handel und Verkehrswesen höher stellt als einen jener großen Gelehrten, Saint-Pierre sich durch falsche Überlegungen täuschen läßt, liegt auf der Hand; ebenso mögen seine Kenntnisse in Geschichte und Kulturgeschichte dem schärferen Auge eines Gelehrten aus dem neunzehnten Jahrhundert manche Lücken aufweisen; aber das Urteil von E. Goumy:<sup>1</sup> »Die Kenntnisse des Abbé in der Geschichte entsprechen denjenigen in der Literatur.<sup>2</sup> Zudem beherrschen die fixen Ideen, von denen er besessen ist, alle seine Beurteilungen. Er legt an alles, an Menschen und Dinge, ohne Rücksicht auf Zeit und Ort diesen imaginären Maßstab an . . . . Alle fixen Ideen des Abbé sind in seiner Theorie von den großen Männern enthalten« etc. — ein solches Urteil muß zum mindesten unmaßgeblich genannt werden und das besonders deshalb, weil Goumy, der wohl die Theorien des Abbé im allgemeinen richtig wiedergibt,<sup>3</sup> dieselben keineswegs immer richtig interpretiert oder gar widerlegt. Zugegeben, daß die Unterscheidung von großen und berühmten Männern an und für sich eine müßige Frage<sup>4</sup> — denn was ist im Grunde für ein Unterschied zwischen grand homme und homme illustre in Bezug auf die Ehrenhaftigkeit der Bezeichnung? — und eine private Liebhaberei des Abbé de Saint-Pierre ist, so muß doch gegen Deklamationen, wie sie Herr Goumy öfters anwendet, protestiert werden.<sup>5</sup>

Die beiden Schriften »Sur le Testament politique du Cardinal de Richelieu« und »Réflexions sur l'Antimachiavel de 1740« in O. de M. et de P. Band XVI, sowie die »Observations sur le règne des Charles XII, roi de Suède« und »sur le règne de Pierre I., empereur de Moscovie« tragen eher das Gepräge philosophisch-moralischer als eigentlich historischer Betrachtungen.<sup>6</sup>

Geschichtliche Werke des Abbé im engeren Sinne des Wortes sind eigentlich bloß zwei zu nennen: Die »Observations politiques sur les règnes des rois de France«, welche zusammen mit der letztgenannten Schrift und einem kleinen politischen Aufsatz den neunten Band der O. P. bilden, und die erst nach seinem Tode erschienenen »Annales Politiques«; und noch muß beigefügt werden, daß auch hier zahlreiche philosophische Betrachtungen und politische

<sup>1</sup> S. 187 f.

<sup>2</sup> d. h. sie sind nicht genau; »une légèreté décisionnaire assez grande, et une passion pour l'utilité publique qui fausse bon nombre de ses jugements« S. 173 f.

<sup>3</sup> Vgl. immerhin auf S. 103 hievor.

<sup>4</sup> Wohl deshalb haben weder Molinari noch Siégler die diesbezüglichen Werke des Abbé erwähnt.

<sup>5</sup> Dieser Protest soll sich aber nur gegen die äußere Form der Goumyschen Kritik richten, da wir, was deren Inhalt anbelangt, wenn auch oft entgegengesetzter Meinung, zu einer Widerlegung des Historikers E. Goumy uns weder berufen noch befähigt glauben.

<sup>6</sup> Diese und einige andere Arbeiten, wie »Sur la sagesse de Marc-Antoine« IX. O. P. sind nicht von viel Belang. Vgl. E. Goumy.

Abhandlungen in die geschichtliche Erzählung eingeschoben sind. Saint-Pierre hat in erster Linie immer die politische und moralische Erziehung seiner zeitgenössischen Leser im Auge, und so bietet ihm die Geschichte und besonders die in den Annalen behandelte Periode wertvollen Stoff, seine Theorien zu stützen und Anknüpfungspunkte genug, die sogenannten Träume und Visionen als im Interesse der größten Zahl liegend zu empfehlen. Man begegnet daher oft dem Friedensprojekt, dem »scrutin perfectionné« und andern Forderungen aus dem Gebiet der Politik und der Moral, wo sie sich im Zusammenhang etwas sonderbar ausnehmen. E. Goumy hat in seinem Kapitel »Histoire« so genugsam auf diese Ungehörigkeit aufmerksam gemacht, daß darüber nichts mehr zu sagen ist. Derselbe Autor bespricht das erstgenannte geschichtliche Werk des Abbé so ausführlich und ohne Zweifel wissenschaftlich objektiv, daß auf seine Ausführungen verwiesen sei: Eigentümlich berührt nur, wie schon angedeutet, der ironisch-überlegene Ton, welchen der Historiker des neunzehnten Jahrhunderts seinem Vorläufer aus einem früheren Zeitalter gegenüber anzuschlagen beliebt, der sich in anderen Abschnitten seiner durchaus bemerkenswerten und verdienstvollen Arbeit nicht bemerkbar macht.

Die »Annales Politiques«, London 1757 zwei Bände — behandeln die Zeit von 1658, dem Geburtsjahre ihres Verfassers bis zum Jahre 1739. Sie bilden somit einerseits die natürliche Fortsetzung der »Betrachtungen über die Regierungen der französischen Könige«, und sind andererseits, wie E. Goumy sehr zutreffend bemerkt, »sein siècle de Louis XIV, das, wenn auch nicht geschrieben wie das Voltairesche, dennoch mit Gewinn, sogar nach Voltaire gelesen werden kann«.<sup>1</sup>

In einer Vorrede leitet der Abbé de Saint-Pierre sein Werk folgendermaßen ein: »Die Lektüre der Lebensbeschreibungen berühmter Männer von Plutarch, die ich zufällig schon in früher Jugend unternommen hatte, reifte in mir den natürlichen, dem Menschen eigenen Wunsch, sich durch dem Vaterland nützliche Werke hervorzutun. Zu verschiedenen Zeiten meines Lebens las ich dieses schöne Buch wieder, das, obschon an manchen Stellen in verschiedenen Beziehungen mangelhaft,<sup>2</sup> dennoch das wertvollste und bei weitem das nützlichste Werk des Altertums ist. Von dem Wunsche beseelt, mich auszuzeichnen und zwar in der nützlichsten Weise, den ich aus dieser Lektüre geschöpft hatte, habe ich den größten Teil meines Lebens damit zugebracht, Betrachtungen anzustellen und niederzuschreiben über die Vorzüge, welche hervorragende Talente und ein tugendvolles Leben verschaffen; und dieser Umstand ließ mich den Versuch wagen, die verschiedenen Zweige der Moral<sup>3</sup> und besonders der Politik zu vervollkommen.« Nach einer längeren Würdigung des Plutarchschen Werkes geht Saint-Pierre dazu über, im allgemeinen von dem Inhalt der Annalen und von seinen Motiven, Geschichte zu schreiben, zu berichten, und es heißt weiter: »Bei ähnlichen Beweggründen wie diejenigen Plutarchs glaubte ich zum größeren Nutzen der Leser beizutragen, wenn ich eher meine Beobachtungen über die glücklichen und unglücklichen Ereignisse im Reiche, die sich zu meiner Zeit und sozusagen unter meinen Augen abgespielt haben, aufzeichnete,

<sup>1</sup> Vgl. E. Goumy 209.

<sup>2</sup> Vgl. S. 101 f. hievor.

<sup>3</sup> Es muß bemerkt werden, daß Saint-Pierre den Begriff Moral weit faßt: Gesc hichte Philosophie etc., alles, was die Menschen gerecht, weise und wohlthätig macht, heißt bei ihm Moral.



als wenn ich mich nur mit Projekten beschäftigte, die noch nicht durch die Erfahrung erprobt sind. Deswegen auch habe ich politische Betrachtungen über die wichtigsten Ereignisse unter der Regierung der Könige von Frankreich niedergeschrieben; deshalb brachte ich dem Leser das bald kluge, bald törichte Verhalten und sogar die verächtliche Untätigkeit einiger Könige und ihrer Minister vor Augen; denn diese politischen Betrachtungen sind leichter verständlich und rufen einen größeren Eindruck hervor, wenn sie an Tatsachen anknüpfen, und ein Schriftsteller spricht mit größerer Sicherheit und mit mehr Nachdruck, wenn er aus eigener Erfahrung sprechen kann. Diese beiden Methoden, die Moral und die Politik zu lehren, die eine durch einfache Grundsätze, die andere durch an Tatsachen angeknüpfte Grundsätze, ließen mich immer wünschen, daß unsere guten Moralphilosophen Lebensbilder berühmter Männer und daß unsere guten Politiker die allgemeine Geschichte unserer Nation schreiben möchten, oder vielmehr, daß unsere Geschichtsschreiber zum Teil aus guten Moralisten, zum Teil aus guten Politikern bestehen möchten.« Die Historiker — führt Saint-Pierre weiter aus — haben nicht sowohl die Aufgabe, dem Leser zu gefallen, d. h. ihn angenehm zu unterhalten, als vielmehr sein Urteil zu vollenden, indem sie ihn die Talente und Eigenschaften richtig bewerten lehren, um dadurch zum Glück ihrer Mitbürger und zum größeren Nutzen des Landes beizutragen.« So ist es der Zweck des Abbé, hauptsächlich im Interesse junger Leute, die vielleicht später berufen sind, an der Regierung ihres Vaterlandes teilzunehmen, seine Geschichte aufzuzeichnen, und darum ist er darauf bedacht, oft seine Reflexionen an die Politik anzuschließen. Vielleicht kann er sich in bezug auf Kleinigkeiten hie und da getäuscht haben; aber trotzdem hält er sich für eine der zum Schreiben dieser Annalen geeignetsten Personen; »denn — heißt es weiter — ich habe mehr als fünfzig Jahre am Hof oder in der Hauptstadt zugebracht. Ich kannte persönlich die Mehrzahl der Fürsten, Minister, Generale und überhaupt der bedeutendsten Persönlichkeiten meiner Zeit; ich habe über die meisten Begebenheiten, die ich niederschreibe, lange nachgedacht; ich war Zeuge davon oder besprach mich mit Zeugen . . . . . Wenn ich also mehr von Ereignissen als von Personen spreche, so geschieht es, um eher nützlich als unterhaltend zu sein und — um die Wahrheit zu sagen, — schreibe ich diese Annalen, um unsere künftigen Staatsbeamten über die besten politischen Grundsätze zu belehren. Wenn ich mehr auf Einzelheiten der gesetzlichen Erlasse und Gründungen eingehe als auf Charakterschilderungen, so geschieht es, weil ich nicht Lebensbilder berühmter Männer, sondern die Geschichte unserer Regierung schreibe; denn ich bin überzeugt, daß das Glück der Menschen mehr als von etwas anderem von Verbesserungen guter Gesetze und Etablissements abhängig ist und daß die Moral nur einen Teil der Politik bildet« etc.

Was den eigentlichen Inhalt der politischen Annalen anbelangt, so sind die wichtigsten Stellen schon in früheren Kapiteln angeführt worden; im übrigen sei besonders auf Molinari und daneben auf Goumy verwiesen.<sup>1</sup> Es ist nicht wohl ersichtlich, aus welchem Grunde Siégler dem historischen Werk des Abbé und besonders der letzterwähnten Schrift in seinem Buche keine Besprechung eingeräumt hat.

<sup>1</sup> Molinari 303—365. Goumy 187—225.

Im Anschluß an die historischen Werke verdient noch eine Theorie des Abbé besonders erwähnt zu werden: seine Idee vom allgemeinen Fortschritt. Er ist, wie ihn Goumy treffend charakterisiert, — ein Apostel des Fortschrittes.« »Es gibt etwas, das er sogar dem Guten vorzieht: das Bessere.«<sup>1</sup> —

Der Abbé de Saint-Pierre war, wie aus allen seinen Bemühungen und Bestrebungen deutlich hervorgeht, ein Mann des Fortschrittes, nicht nur in der Weise, daß er gegen Mißstände energisch einschritt, daß er auf fast allen Gebieten menschlichen Könnens und Wissens praktische Neuerungen rief, er glaubte auch wirklich an den Fortschritt, an den »progrès de la raison universelle« so fest wie an den endlichen Sieg der Wahrheit. »Man braucht nie für die Wahrheit zu fürchten — schreibt er — die Zeit wird sie jedermann enthüllen, wenn sie Wahrheit ist, und wird sie für immer begraben, wenn es sich um einen Irrtum handelt.« Man kann die Wahrheit lange unter Wasser halten, heißt eine andere Stelle, sie wird doch immer wieder oben auf schwimmen.« Und, was Saint-Pierre von der Wahrheit sagt, gilt ihm ebenso sehr von dem Wachsen des menschlichen Geistes der Einsicht, der Weisheit, der Vollkommenheit entgegen. In mehreren kleinen Schriften und an zahlreichen Stellen seiner größeren Werke hat er diesen Gedanken Ausdruck gegeben und sie weiter ausgeführt. So sind zu nennen:

»Observations sur les progrès continuels de la raison universelle.« XI. O. P.

»Maximes de la raison universelle.« XIII. O. de M. et de P.

»L'Enfance d'une nation diminue peu à peu . . .« ibid.

»Conséquences du progrès de la raison humaine malgré les interruptions des guerres.« ibid. XV.

»Sur le degré d'Enfance.« ibid.

»Du plus haut degré où la raison humaine soit arrivée en 1740.« ibid.

Am klarsten jedoch findet sich die Theorie vom Fortschritt und vom endlichen Siege der Vernunft über Unwissenheit und falsche Begriffe in dem »Projet pour perfectionner le gouvernement de Etats« ausgedrückt.<sup>2</sup> Saint-Pierre verwirft vollkommen die Annahme des klassischen Dichters, wonach das goldene Zeitalter den Reigen der verschiedenen Epochen des Menschengeschlechts eröffnet hätte. Geschichte, Philosophie und Erfahrung lehren uns das Gegenteil. Die ersten Menschen lebten in Unwissenheit und Armut. Sie suchten in der Vereinigung mehrerer Familien in demselben Dorfe Sicherheit gegen Diebe und Feinde. Sie versuchten mehrere Dörfer zu verbinden, einige Gesetze zu schaffen und Männer zu wählen, die diesen Beobachtung verschaffen und neue erlassen sollten. Aber die Gesetze wurden bald illusorisch und das Recht des Stärkeren hatte alsbald Zwietracht, Haß, Streit, Mord und Plünderung im Gefolge. »Dies war das Kindesalter der zivilisiertesten Völker Europas und Asiens; dies ist noch die erste Altersstufe einiger Tartaren Asiens und der Wilden von Afrika und Amerika, ein wirkliches eisernes Zeitalter, weil sich die Annehmlichkeit des engeren Zusammenlebens (l'art de la société) dort noch in ersten Anfängen bewegt (dans la première enfance).«

»Diesem eisernen Zeitalter folgte bei den gesitteteren Nationen das eiserne, d. h. eine weniger rohe Verwaltung.«

<sup>1</sup> Der eigene Ausspruch des Abbé. Vgl. Goumy S. 148.

<sup>2</sup> Vgl. Goumy 148 u. f.

»Darauf folgte das silberne Zeitalter, die Zeit in der wir leben (l'âge où nous vivons en Europe). Das gesellschaftliche Leben (l'art de la société) befindet sich im Jünglingsalter; denn unsere Gesetze (réglements) wurden sowohl vermehrt als vervollkommen; aber unsere inneren und äußeren Kriege erinnern noch sehr an das eiserne Zeitalter . . . und besonders in dieser Hinsicht scheinen bei uns der menschliche Geist, die Kunst der Regierung, die allgemeine Verfassung der menschlichen Gesellschaft noch im Stadium der Kindheit zu sein.«

»Wir sind also, genau genommen, in einem silbernen Zeitalter, welches auf der einen Seite etwas vom ehernen, andererseits etwas vom goldenen Zeitalter enthält; denn unsere Vernunft ist schon soweit entwickelt, daß wir danach streben, die Kriege zu beendigen und die Friedenszeiten zu verlängern; aber wir haben noch keinen rechten Begriff von den Gütern, die der Krieg uns raubt, den Leiden die er heraufbeschwört und folglich von den Wohltaten, die der ewige auf ein beständiges Schiedsgericht der souveränen Staaten gegründete Friede nach sich ziehen würde.«

»Wir berühren sozusagen den Beginn des goldenen Zeitalters; wir haben, um in dasselbe hineinzutreten, bloß noch einige weise Regierungen in unseren europäischen Staaten nötig; denn wenn Europa einmal zu diesem goldenen Zeitalter gelangt wäre, zu diesem Paradies auf Erden, würde es in kurzer Zeit alle andern Völker dahin kommen lassen.«<sup>1</sup>

Der Abbé, einer der unermüdeten Vorkämpfer für sein goldenes Zeitalter, hat sein langes Leben abgeschlossen, ohne auch nur einen Blick in jenes gelobte Land geworfen zu haben, und die dräuenden Kriegswolken am politischen Horizonte der vierziger Jahre des achtzehnten Jahrhunderts, schienen eine Epoche des Friedens und des Emporblühens der wirtschaftlichen Tätigkeit und der Wissenschaften in Frankreich und dem größten Teile Europas in unabsehbare Ferne zu entrücken. Gleichwohl verließ auch den sterbenden Philosophen der Glaube an den Fortschritt nicht und sein letztes Wort »Hoffnung« ist auch heute noch Losung und Leitstern aller derjenigen, welche an der Erziehung der Menschheit einem goldenen Zeitalter entgegen mitwirken wollen.

#### H. Armee und Marine.

Gerade weil Saint-Pierre wohl einsah, daß das Vorwärtsschreiten der Menschen dem Ideale zu ein langsames ist, hat er trotz seinem ausgesprochenen Optimismus sehr wohl mit den bestehenden Verhältnissen zu rechnen verstanden, und so hat der Verfasser des Projektes vom ewigen Frieden und vom europäischen Schiedsgericht besonders auch dem Militärwesen seine Aufmerksamkeit zugewandt. Man ist erstaunt, den Vorkämpfer des Friedens mit großer Sicherheit und offener Sachkenntnis Gedanken über Militärwesen und Kriegführung entwickeln zu hören. Wenn man aber von seinen Beziehungen zu den Marschällen Vauban und Villars, seinem Oheim, Kenntnis nimmt, wenn man bedenkt, daß sein Bruder Schiffskapitän und später Kommandant des Malteser-Ordens war, daß er selber in seiner Stellung am Hofe Gelegenheit hatte, die meisten hervorragenden Führer kennen zu lernen, so lassen sich seine Kenntnisse in diesem Fach der großen Wissenschaft Politik unschwer erklären.

<sup>1</sup> Vgl. dazu Goumys bemerkenswerte Ausführungen (S. 151 f.)

Bis zur endgültigen Konstituierung des europäischen Schiedsgerichtes werden nach Saint-Pierre die klugen Fürsten Truppen unterhalten und auf eine möglichst hohe Stufe der Kriegstüchtigkeit zu bringen suchen, und nach der alten Vorschrift *si vis pacem, para bellum* soll der Kriegsminister darauf bedacht sein, durch Defensivbündnisse, durch gute Instandhaltung der befestigten Plätze, durch die Zahl der zur Verfügung stehenden Streitkräfte und Hilfsmittel angriffslustigen Nachbarn zu bedenken zu geben, daß sie im Kriege mehr verlieren als gewinnen würden. Im Kriegsfall soll der Minister die Überlegenheit über den Feind vornehmlich durch rasche Siege zu erlangen suchen.<sup>1</sup> Um sich überhaupt die Überlegenheit zu sichern, rät der Abbé noch zu den folgenden im Kriegsministerium hauptsächlich zu berücksichtigenden Mitteln:

1. »Zahlreiche, zuverlässige, durch gemeinsame dauernde Interessen befestigte Bündnisse, um sogleich Unterstützung in Geld und Truppen zu haben.
2. Gute Finanzverhältnisse, bedingt: entweder durch einen Kriegsschatz oder durch sicheren Kredit.
3. Zahlreiche geübte Truppen.
4. Viele ehrgeizige Offiziere, die in Klassen von je dreissig eingeteilt nach dem »scrutin perfectionné«<sup>2</sup> zu wählen sind.
5. Tüchtige Truppenführer nach der Methode des scrutin aus vier oder fünf untern Klassen<sup>3</sup> gewählt, um nach und nach in ebensoviele höhere Klassen zu gelangen.<sup>2</sup>
6. Tüchtige Armee-Intendanten, die ebenso gewählt sind.
7. Eine ausgezeichnete Methode für die Lebensmittelbeschaffung und die Armee-Spitäler.
8. Zahlreiche wohlbefestigte und gut versehene Plätze unter tüchtigen Kommandanten.
9. Eine vorzügliche, wohl befehligte Artillerie und gute Munition.
10. Eine Menge tüchtiger Ingenieure.
11. Eine Militär-Akademie mit der Aufgabe, neue Mittel zu erfinden, weitere neue Erfindungen oder Verbesserungen der bisherigen Anlagen zu belohnen.
12. Die Einführung des »scrutin perfectionné«, ein Hauptmittel, die Beförderung unter den Offizieren richtig zu gestalten, bei diesen den Ehrgeiz zu erwecken, und dahin zu steigern, dem Vaterland die größten Dienste zu erweisen.
13. Ein Wettstreit unter den Offizieren, in der Armee ein möglichst einfaches Leben zu führen.<sup>4</sup>

<sup>1</sup> Wenn auch an dieser Stelle (Sur le Ministère de la Guerre) nicht ausgedrückt, liegt in dieser Forderung ein Protest gegen Verheerung und Plünderung in Feindesland.

<sup>2</sup> Vgl. S. 49 hievon A. 3. »scrutin perfectionné« bei Saint-Pierre kurz gesagt: Wahl der Höheren durch die unmittelbar Untergebenen.

<sup>3</sup> In Betracht fallen da die Rangstufen vom Obersten bis zum Maréchal de France.

<sup>4</sup> d. h. Aufwand und üppiges Leben sind ganz aus der Armee zu entfernen.

Was zunächst die Soldaten betrifft, so möchte sie Saint-Pierre durch höhere Besoldung<sup>1</sup> und gute Verpflegung zum Dienste williger und einer möglichst langen Dienstzeit geneigter machen. Der Soldat soll sich stets etwas besser stellen als in seinem bürgerlichen Beruf, damit vor allem die häufigen Desertionen aufhören mögen, und damit die Armee sich allmählich mehr aus alten dienstgewohnten Mannschaften, aus eigentlichen Berufssoldaten zusammensetze. So hofft der Abbé dem Staate andrerseits eine große Zahl junger Männer zu erhalten, die statt schlechte Soldaten gute Landwirte und Berufsleute sein würden.

Ganz besonders scharf wendet sich Saint-Pierre gegen die Käuflichkeit der Offiziersstellen, die nie dem Namen und Reichtum, sondern allein der größeren Fähigkeit offen stehen sollten; »denn — heißt es diesbezüglich — was gibt einem Offizier einen Vorzug vor einem andern? Doch nur die größere Tapferkeit, die größere Einsicht und Fähigkeit, die größere Erfahrung und Besonnenheit. — Wie aber soll nun ein Offizier ohne Ehrgeiz Überlegenheit bekommen und wie Ehrgeiz, wenn größerer Reichtum und älterer Name schwerer ins Gewicht fallen als das größere Verdienst?«

In dieser Weise führt Saint-Pierre jeden der dreizehn angeführten Gegenstände eingehend aus, und es darf gewiß in Übereinstimmung mit Siégler gesagt werden, daß sich in seinen Äußerungen eine Menge sehr richtiger Bemerkungen vorfinden, die um so beachtenswerter sind, als zur Zeit ihrer Aufzeichnung die Organisation der französischen Armee eine mangelhafte war.

Vielleicht noch mehr als die Armee lag dem Abbé die Sorge um die Marine am Herzen und oft beklagte er aufrichtig und bekümmert die Schwäche Frankreichs und die Übermacht Englands und der Holländer zur See.

»Der Kardinal Mazarin« — schreibt er in der oft erwähnten Vorrede zu den politischen Annalen, — war in den Intriguen des Hoflebens aufgewachsen, und er hat niemals den großen Nutzen erfaßt, der dem Staate aus einem bedeutenden Seehandel und einer großen und schönen Marine erwachsen würde, noch hat er die Mittel gekannt, soweit zu gelangen: so hatten wir trotz der besten Seehäfen, trotz der tapfersten und bildungsfähigsten Mannschaft im Jahre 1653 kaum zehn Schiffe mit je fünfzig Kanonen zur Verfügung, währenddem Engländer und Holland besonders zehnmal so viele und weit größere Schiffe besaßen.« Im weiteren Verlauf gedenkt der Abbé rühmend des Sohnes und Nachfolgers von Colbert, des sonst von ihm wenig geschätzten Seignelai, der die Marine gegen Ende des siebzehnten Jahrhunderts wieder etwas auf die Höhe gebracht habe, und verurteilt auch an dieser Stelle jene verhängnisvolle Widerrufung des Ediktes, die 1685 mit den Calvinisten eine so große Zahl tüchtiger Seeleute aus dem Lande getrieben habe. Im übrigen ist es vielleicht nicht so sehr für den Krieg als vielmehr im Interesse des überseeischen Handels, daß Saint-Pierre eine starke Flotte wünscht, denn »es genügt nicht, schreibt er, Landtruppen und Festungen zu haben, um Hab und Gut des Volkes zu schützen; — das Gut vieler Untertanen liegt im Seehandel, und man weiß, daß durch diesen die Erträge des Bodens bedeutend an Wert gewinnen. Man braucht also Kriegsschiffe zum Schutze der eigenen

<sup>1</sup> Saint-Pierre weist nämlich nach, daß der Sold der Truppen seit 120 Jahren nominell der gleiche geblieben sei, während der Realwert des Geldes faktisch um den dritten Teil gesunken war.

und zum Wegnehmen feindlicher Handelsschiffe; man braucht sie ferner zur Behauptung des Meeres, um Landungen der Feinde zu verhüten, und um die Zerstörung unserer Hafenstädte zu verhindern.«

Auch für die Marine gipfeln die Wünsche des Abbé in der Errichtung einer eigentlichen Akademie, welche dieselben Obliegenheiten hätte wie diejenige der Armee.

Siégler hat gezeigt, wie sich heutzutage einige der Vorschläge in der französischen Armee durchgeführt finden und wie andere seiner Gedanken von hervorragenden Männern aufgenommen und weiter entwickelt worden sind.<sup>1</sup> Derselbe Autor lehrt den Abbé de Saint-Pierre auch als den Mann kennen, der als der ersten einer von Humanisierung der Kriegsführung und von der Abrüstung gesprochen hat.<sup>2</sup> Molinari hat in seiner Arbeit die Gedanken des Abbé über Heer und Marine und deren Ausbildung nicht behandelt und Goumy hat nur in oberflächlicher Weise unter offener Verkenntnis der Tatsachen<sup>3</sup> daran gestreift.

Die wichtigste der auf Krieg und Militär bezüglichen Schriften von Saint-Pierre ist betitelt »Ministère de la guerre avec les étrangers« in O. P. VIII.

Von kleineren Schriften sind noch zu erwähnen:

»Projet pour l'extirpation des corsaires de barbarie.« II. O. P.<sup>4</sup>

»Projet pour rendre les troupes beaucoup meilleures et les soldats plus heureux.« O. P. X.

»Observations sur la promotion prochaine des maréchaux de France. ibidem.

»La grande célérité d'un général d'armée est la plus importante qualité.« O. de M. et de P. XIII.

### J. Regierung und innere Politik.

Die Wissenschaft, welcher Saint-Pierre den ersten Platz anwies, um deren willen er sogar die Moral zurücksetzte,<sup>5</sup> weil diese nur einen Teil von jener bedeute, ist die Politik; denn sie ist der Inbegriff aller Wissenschaften und

<sup>1</sup> Siégler 75—82.

<sup>2</sup> ibid. 39 und 40.

<sup>3</sup> So schreibt er auf S. 289, der Abbé habe keine bemerkenswerten Gedanken über die Organisation. Betreffend die Erhöhung des Soldes schreibt er: »Man muß Vauban und dem Abbé de Saint-Pierre wohl Glauben schenken; besonders Vauban; aber warum nicht zugleich bedenken, daß Frankreich mit einer so mangelhaften militärischen Organisation doch die erste Militärmacht Europas war? Mußte dieses Volk nicht in hohem Maße militärische Anlagen besitzen — um so schlecht bezahlt — so viele Schlachten zu gewinnen? Die Soldaten konnten wohl desertieren, es blieben genug da, um den Feind zu schlagen.« — Wozu stellt E. Goumy diese Fragen? Wollte er den Abbé beschuldigen, er habe blind getadelt, ohne das Gute anzuerkennen, so ist diese Beschuldigung ungerecht. Man vergleiche z. B. O. d. M. et d. P. XII. Artikel XXVIII. und in O. P. VIII. S. 301 f. Wollte Goumy dagegen folgern, daß die Organisation gut und der Sold genügend hoch gewesen seien, so hätte er gewiß besser getan, den Abbé zu widerlegen, als unverständliche Fragen zu stellen.

<sup>4</sup> Diese Schrift findet auch bei E. Goumy einigermaßen Anerkennung, und er schreibt davon pag. 288: »Der Vorschlag des Abbé hatte den dreifachen Vorzug, ehrenvoll, praktisch und wirksam zu sein.« Vgl. über den Inhalt der Schrift Molinari 242.

<sup>5</sup> Vgl. dazu S. 11 und 15 hievor.



menschlichen Kenntnisse überhaupt. So lautet eine Stelle der »Observations sur le Ministère général« im VI. Band der O. P. folgendermaßen:

»Die Gewerkekünste und alle anderen menschlichen Kenntnisse sind insofern nützlich als sie zur Förderung des menschlichen Glückes beitragen und die zur Erreichung dieses Zieles wirksamsten Mittel liefern. Die Politik nun umfaßt die Pflege des Gewerbes und aller menschlichen Kenntnisse. Sie will dieselben zum größten Glück der Menschheit wenden. Sie begünstigt die einen mehr als die andern, je nachdem diese oder jene mehr zu diesem Glück beitragen. Sie braucht Physiker, Geometer, Astronomen, Chirurgen und gute Ärzte für die Arzneien; sie braucht Grammatiker, Theologen, Pfarrer und Bischöfe, Landarbeiter, Winzer, Färber, Schuhmacher, Musiker, Tänzer, Dichter, Schauspieler. Ihre Aufgabe ist es, diese Künste, Wissenschaften und Gewerbe im Verhältnis zu ihrem Nutzen für die Gesellschaft zu begünstigen . . . . . So ist die Politik den übrigen Wissenschaften um so viel vorzuziehen als das Ganze seinen Teilen.«

Etwas kürzer drückt eine andere Stelle<sup>1</sup> denselben Gedanken aus:

»Die Kunst der guten Regierung, nämlich die Politik, ist eine Wissenschaft, die unverhältnismäßig mehr beiträgt zur Hebung des Glückes und zur Verminderung der Leiden der Menschheit als irgend eine andere Wissenschaft allein oder als alle Wissenschaften zusammen, weil sie diese alle umfaßt, insofern sie nämlich das Glück der Menschen in diesem ersten Leben und die Hoffnung einer seligen Unsterblichkeit vergrößern.« — Es wäre leicht, noch eine Menge ähnlicher Stellen zu zitieren, da Saint-Pierre oft über die Wissenschaft der Politik geschrieben hat. Sehr charakteristisch für den Abbé ist die folgende Äußerung in der »Polysynodie«:

»Die Leidenschaften der Menschen in den Dienst des allgemeinen Wohls stellen, auch dann, wenn sie lediglich für ihr persönliches Interesse handeln, das heißt . . . gefunden haben, was die schwierigste und vornehmste Aufgabe der Politik bildet.«

Wie weit der Abbé sich bemüht hat, die Politik in dieser weitgehendsten Bedeutung des Wortes zu erforschen und zu fördern, war Gegenstand der bisherigen Ausführungen, und er hat sich darin geoffenbart als Lehrer der Religion, um dem Volk Gerechtigkeit und Wohltun in der Hoffnung auf ein zukünftiges Leben zu predigen; als Erzieher der Jugend und Förderer der Wissenschaft, um ein gebildetes und aufgeklärtes Volk zu schaffen; als eifriger Anhänger der Arbeit, als entschiedener Feind aller Streitigkeiten, um seinem Volk mit äußerem Reichtum zugleich das wahre Glück und Frieden nach außen und innen zu schenken. Es erübrigt noch, seine Stelle zum Staat, seine Gedanken über die beste Regierung und deren Aufgabe in der inneren Politik und Verwaltung, in einem Wort, seine eigentlich politischen Werke kennen zu lernen.

Der Abbé entstammte einem adligen Geschlechte, mehrere seiner nächsten Verwandten bekleideten zum Teil hervorragende Stellen in der Armee und bei Hof, er selber war erster Geistlicher bei Madame, der Schwägerin Ludwigs XIV., der Mutter des Regenten. Wäre es unter solchen Umständen nicht seltsam, wenn er nicht Royalist, nicht Anhänger einer Monarchie wäre? — Er ist beides gewesen; aber nicht in den genannten Verhältnissen ist die Erklärung dafür zu suchen. Diese liegt vielmehr in der vorsichtigen Art des

<sup>1</sup> O. P. III. in der Vorrede.

Abbé, abzuwarten, bis die Bedingungen für eine Neuerung sich nach und nach von selbst gegeben haben; abzuwarten, bis die Geister aufgeklärt und reif genug sind, um neue Ideen fassen zu können. Aus diesem Grunde dachte er an keine sofortige Verwirklichung seiner Projekte, hielt er das Friedensprojekt erst nach hundert bis zweihundert Jahren für durchführbar, hielt er die Handelsfreiheit wohl für wünschenswert, aber für seine Zeit doch als geradezu unmöglich. Aus diesem Grunde bleibt er auch bei der Monarchie; denn er sieht keine Möglichkeit, das Königtum anders als mit Gewalt abzuschaffen. Er bleibt Anhänger der alten Monarchie, um nicht Revolutionär zu sein. Ob der Abbé die große Revolution geahnt und erwartet hat, ist nicht ersichtlich und trotz einigen vereinzelter Stellen, die darauf hinzudeuten scheinen,<sup>1</sup> kaum anzunehmen; daß er aber als überzeugter Anhänger des Fortschritts eine Änderung der Dinge voraussah und wünschte und sogar selbst herbeizuführen trachtete — natürlich auf friedliche Weise — geht aus mehreren seiner Schriften unzweideutig hervor. So ist er nach Kräften bemüht, den aus Klugheitsgründen und aus Angst vor Bürgerkriegen beibehaltenen König unschädlich zu machen, d. h. seine Tätigkeit auf ein Minimum zu reduzieren. »Er präkonisiert — wie Siégler treffend ausdrückt — die Formel *le roi qui règne, mais ne gouverne pas.*« Es erscheint auch fast unbegreiflich, daß er, der so vieles an den Königen zu tadeln findet, der den Despotismus verabscheut und unbesonnen die gefährlichste Regierungsform nennt, der an mancher Stelle mit Bewunderung von den Republiken spricht, der in seiner »Polysynodie« geradezu den Beweis erbracht hat, daß ein König durchaus entbehrlich und kaum mehr als ein notwendiges Übel ist, daß er den letzten kleinen Schritt nicht tut und nicht die Ersetzung des Fürsten durch einen Rat verlangt hat. Es darf wohl gesagt werden, daß Saint-Pierre der Friedensliebe gewissermaßen seine politische Überzeugung geopfert hat; doch darf man nie vergessen, daß sein unerschütterliches Vertrauen in den Fortschritt des Menschengesistes, der eben von selber die richtige Lösung auf dem Wege der Evolution finden und herbeiführen wird, dieses Opfer vollkommen rechtfertigt. So behält also Saint-Pierre den König bei, so gibt er den Gedanken an die Republik auf, und weil er dem Frieden und der inneren Ruhe seines Vaterlandes soweit nachgibt, glaubt er sich wohl um so eher befugt, die Mängel der bisherigen Regierungen schonungslos aufdecken und die mildeste Form der Monarchie, seine »Aristo-Monarchie«, verlangen zu dürfen.

Das Motto »ubi multa consilia ibi salus«, das Saint-Pierre auf das Titelblatt der Polysynodie gesetzt hat, gibt sowohl die Erklärung der Wortschöpfung Polysynodie, als auch in knappster Form den Inhalt des beinahe berühmt gewordenen Werkes wieder.

In der Vorrede zu der ihm verhängnisvoll gewordenen Schrift läßt sich der Abbé über die wichtigsten Formen der monarchischen Regierung folgendermaßen vernehmen:

»Es gibt drei Arten von Ministerium:

1. Das Visirat, wo die ganze Regierung einem einzigen Manne obliegt, wie dem Großvezier bei den Türken, dem Maiordomus der Merovinger, dem Kardinal de Richelieu unter Ludwig XIII.

<sup>1</sup> Vgl. z. B. S. 63 hievor.

2. Das Halbvisirat, wo mehrere Minister sich in das Amt des Großveziers teilen, wie z. B. Colbert und Louvois unter dem verstorbenen König.
3. Die Polysynodie oder Mehrheit der Räte (*pluralité des conseils*), wo die acht Hauptkategorien der Staatsgeschäfte ebenso vielen Räten oder Versammlungen (*assemblées*) zufallen. Diese letzte Art ist beinahe die Form von Ministerium, welche der Regent mit großer Weisheit ausgedacht und mit viel Mut und Geschick ins Werk gesetzt hat.<sup>2</sup>

Die Arbeit des Abbé hat nun einen doppelten Zweck: sie will zeigen, daß die Polysynodie, auch die unvollkommene der Regentschaft, verbessert werden kann und übrigens auch in ihrer jetzigen Gestalt trotz manchen Mängeln der früheren Regierungsform, dem Visirate Ludwigs XIII. und dem Halbvisirate seines Nachfolgers, vorzuziehen ist; andererseits soll sie die großen Vorzüge der Polysynodie beweisen und die Mittel zu ihrer steten Vervollkommnung und Vollendung angeben. So bestrebt sich Saint-Pierre zunächst, die gegenwärtige Regierung mit ihrer zwar unvollkommenen Polysynodie geachtet und beliebt zu machen. Er sagt u. a., es sei unbillig zu verlangen, daß ein so umfangreiches Etablissement in kurzer Zeit schon Vollkommenheit erlange usw. Er weist nach, welche Schwierigkeiten es gegolten habe zu überwinden in einem Reiche, wo bei der Einführung dieser neuen Regierungsform alles drunter und drüber gegangen sei etc. Mit einem Wort: Saint-Pierre erkennt die guten Absichten des Regenten und er lobt an dessen System so viel als er mit gutem Gewissen loben kann. Daß übrigens diese Polysynodie in solcher Zeit und unter derartig schwierigen Verhältnissen und noch dazu verbesserungsbedürftig, nicht große Erfolge gehabt habe, folgert der Abbé weiter, spreche noch gar nicht gegen ihre Vorzüglichkeit als beste Form der Regierung. — Noch vernimmt man aus dieser Vorrede, daß Saint-Pierre sich den größten Teil der in diesem Buche niedergelegten Ideen lange vor Ludwigs XIV. Tode gebildet, sie aber aus Nützlichkeits- und Klugheitsgründen so lange Zeit geheim gehalten habe.

Um das eigentlichste Wesen der Polysynodie des Abbé de Saint-Pierre verstehen zu können, muß zuerst auf ein anderes seiner Werke, den »Projet pour perfectionner le gouvernement des Etats« verwiesen werden, welches zwei für jene unerläßliche Bedingungen oder geradezu Voraussetzungen enthält: Die »Académie Politique« und den schon öfters erwähnten »Scrutin perfectionné.«

Die politische Akademie, die durch die vierzig bedeutendsten Politiker des Reiches gebildet wird, hat ihre Pflanzschule in drei Gesellschaften von je dreißig Mitgliedern, welche aus je dreißig jungen Magistraten (bürgerlichen), Adligen und Geistlichen bestehen. Diese drei Korporationen, die »étudiants politiques«, die sich wieder in Bureaux von je zehn Mitgliedern teilen, wählen also die Glieder der politischen Akademie aus ihrer Mitte. Dies geschieht, indem sie dem König drei vorzügliche Männer ihrer Gesellschaft zur Wahl vorschlagen. Der König wird aus den neuen Kandidaten eine Anzahl (in diesem Falle wohl drei) zu Akademikern ernennen und die Gewählten werden dann nach der Methode des *scrutin perfectionné* ihre Kollegen selber bestimmen. Die so gebildete Akademie ist nun die Pflanzstätte, woraus der König sein höheres Beamtenheer bildet und ergänzt. Die eigentliche Aufgabe der Akademie

besteht darin, nützliche Erfindungen auf jedem Gebiet der Politik zu prüfen, eventuell zu verbessern und ihnen Gesetzeskraft zu verleihen und für eine möglichst billige Ausführung zu sorgen. Sie hat ferner die Verfasser von politischen Memoiren und die Erfinder im Verhältnis zum Nutzen ihrer Arbeiten reichlich zu entschädigen. Ihr liegt es noch ob, die Memoiren für den Druck vorzubereiten. Die Mitglieder der Akademie beziehen ihrerseits einen hohen Gehalt, damit auch in dieser Hinsicht die Zugehörigkeit zu diesem Institut allgemein als wünschbar erscheine.

»Scrutin« bedeutet, wie schon früher gesagt, eigentlich bloß geheime Abstimmung. Der in den meisten Werken des Abbé oft häufig vorkommende Ausdruck »scrutin perfectionné« behält zwar die wörtliche Bedeutung des verbesserten scrutin bei; diese Verbesserungen sind aber so zahlreich und mannigfaltig, daß ein näheres Eintreten darauf im Interesse der allgemeinen Verständlichkeit angezeigt ist. »Um den scrutin der verschiedenen Staatsbeamten (*ordres d'Etat*) zu verbessern, — heißt es<sup>1</sup> — ist es angezeigt, die Offiziere nach den verschiedenen Rangstufen in Gruppen von je dreißig Mann zu teilen, sodaß die höheren Rangstufen in den unteren ihre natürlichen Pflanzschulen besitzen.« Saint-Pierre stellt nun analog zu der militärischen eine Rangstufe der bürgerlichen Offiziere auf. Die unterste Klasse bilden die drei Korporationen der *Etudiants politiques*, welche die vierzig Mitglieder der politischen Akademie zu wählen haben; diese wählen wiederum nach dem scrutin die Berichtersteller (*rapporteurs*), diese die Intendanten, diese endlich die Minister, respektive die sie ersetzenden Räte. Wie bereits erwähnt, forderte der Abbé dieses Wahlverfahren für alle Staatsbeamten. Neben den eben genannten bürgerlichen Offizieren sollen auch die Geistlichen, die Richter und das ganze juristische Personal, und in erster Linie bekanntlich die Offiziere der Land- und Seemacht<sup>2</sup> nach dem *scrutin perfectionné* gewählt werden.

Diese Methode würde allerdings, wie Siégler ausführte,<sup>3</sup> eine Revolution in den herrschenden Sitten herbeigeführt haben, indem sie den Untergebenen die Wahl ihrer Vorgesetzten in die Hand gibt. Gewiß richtet sich dieses System auch sehr bewußt gegen die Käuflichkeit der Stellen, wie ja Saint-Pierre bei jeder Gelegenheit diese alte Unsitte bekämpft hat; aber die Annahme, er habe auf diesem Umwege — durch den *scrutin perfectionné* — »bloß diesen geheimen und ungenannten Zweck« — Unterdrückung der Venalität der Ämter — »erreichen wollen,«<sup>3</sup> scheint um so unhaltbarer zu sein, als Saint-Pierre im »Projet de règlement sur le scrutin« im zweiten Teil des »Nouveau Plan de Gouvernement« unter Artikel 9 und 18 gerade eingehender über Möglichkeit und Notwendigkeit dieser Unterdrückung sich ausspricht. An dieser Stelle findet sich denn u. a. auch der Vorschlag, diejenigen, welche durch Kauf oder Erbschaft im Besitze eines Amtes seien, für den Verlust desselben hinreichend zu entschädigen. Wie große Wichtigkeit übrigens Saint-Pierre selber dem *scrutin perfectionné* und der politischen Akademie beimaß, erhellt aus der folgenden Stelle:

<sup>1</sup> Vgl. O. P. III. zweiter Teil.

<sup>2</sup> Saint-Pierre macht noch einen Zusatz: »dreißig Hauptleute wählen den Obersten (die Zwischenstufen existierten noch nicht) wählen aber nicht für ihr eigenes Regiment; daher ist nicht zu befürchten, daß die Wahl auf einen untüchtigen (aber sehr milden) Obersten fallen wird.«

<sup>3</sup> Vgl. Siégler S. 99.

»... Folgendes indessen sind die einzigen Voraussetzungen für die gute Regierung eines großen Staates:

1. Die Methode der politischen Akademien mit Belohnungen für diejenigen, welche nützliche Erfindungen machen werden.
2. Die Methode des »scrutin perfectionné« und weiter: »daraus folgt, daß eine Regentin und somit auch ein unbegabter und untätiger König fast ohne die geringsten politischen Kenntnisse, sondern allein mit Hilfe der beiden Methoden ein großes Reich mit Erfolg regieren kann und gleichwohl mit derselben Leichtigkeit, wie ein Kind, ohne etwas von Musik zu verstehen, durch das Drehen einer Kurbel einem Instrumente schöne Melodien entlocken kann und dies einzig durch die Wirkung der geistreichen Konstruktion des Instrumentes.«<sup>1</sup>

Nicht die Polysynodie als solche ist darum das Originelle bei Saint-Pierre. Er sagt selber, daß er die Idee vom duc de Bourgogne übernommen habe. Dieser wiederum soll den Plan dem Herzog von Saint-Simon verdanken, und schließlich hatte die Regentschaft in einer Art von Polysynodie eine Regierungsform ausgeheckt, die nach kurzer Fristung eines kläglichen Daseins sang- und klanglos dem allmächtigen Dubois weichen mußte. — Molinari macht darauf aufmerksam, daß das System der Polysynodie sehr alt sei und seit Jahrtausenden in China bestehe, wo sechs hohe Räte (conseils supérieurs) die ganze Regierung leiten.<sup>2</sup> Ist also das System der Regierung durch Räte keineswegs neu, so ist bei Saint-Pierre doch neu: die Art der Wahl dieser Räte nach dem »scrutin perfectionné«, ihre Rekrutierung aus Mitgliedern einer politischen Akademie. Neu waren ebenfalls einige vielleicht mehr nebensächliche Forderungen wie z. B. die Schaffung eines obersten Rates, die Zirkulation der Mitglieder in den verschiedenen Departementen des Ministeriums u. a. m. Im zweiten Teil der Polysynodie äußert sich Saint-Pierre eingehender über den obersten Rat. Der Dauphin, Herzog von Bourgogne,<sup>3</sup> hatte in seinem Plan diesen »conseil général« oder »conseil suprême« nicht vorgesehen, da er selbst, ein arbeitsamer, bedeutender Fürst, die Absicht gehabt hatte, allen Versammlungen der Räte persönlich beizuwohnen. Da aber auch kranke und unfähige Könige in einem Reich nicht ausgeschlossen sind, sollte der »Conseil de Régence« des Regenten unter dem Namen eines »conseil général« für immer bestehen, der »aufgeklärt, voll Eifer für König und Reich, gemäßigt, arbeitsam, unsterblich, das Bindeglied, die Stütze, der Mittelpunkt, die Seele der einzelnen Räte, in schwierigen Fällen als Schiedsrichter unter ihnen zu amten hat.« Dem obersten Rat sollen im übrigen nur die wichtigsten Fragen vorliegen, und weniger Belangreiches ist dem Ermessen der Räte zu überlassen; doch soll ein Reglement die verschiedenen Kompetenzen genau festsetzen. — Welche Rolle soll nun der König bei dieser neuen Regierungsform spielen? Zum Zwecke der annähernden Vollständigkeit mögen einige diesbezügliche Stellen wiedergegeben werden. So heißt es z. B.:

»Streitigkeiten im Generalrat können dank seiner Zusammensetzung aus den einsichtsvollsten Politikern nur Meinungsverschiedenheiten sein und sollen

<sup>1</sup> In O. P. III.

<sup>2</sup> Vgl. Molinari S. 143.

<sup>3</sup> Wo Saint-Pierre ohne weitere Erklärungen vom duc de Bourgogne spricht, ist stets der Enkel und nicht der Sohn Ludwigs XIV. gemeint.

mit Stimmenmehrheit entschieden werden. Im Notfalle kann immer der Regent oder König eingreifen.«

»Wenn zwei Räte dieselbe Angelegenheit für sich beanspruchen, so entscheidet betreffs der Kompetenzfrage der König oder der Generalrat.«

»Ein genaues Reglement soll vorsehen, welche Fälle dem Präsidenten (eines Rates), welche dem Rat, welche dem Generalrat und dem König vorgelegt werden müssen . . . In Kriegszeiten kann, damit nirgends eine Stockung eintritt, der König als Diktator handeln.« »Der König wird nur bei ganz wichtigen Anlässen den Sitzungen der Räte beiwohnen, dann z. B., wenn die Zeit es nicht erlaubt, eine Angelegenheit vor den obersten Rat zu bringen.«

»Der Fürst kann drei Kommissären aus jedem Rate Vollmacht geben, in weniger wichtigen Geschäften für ihn zu zeichnen, so daß nur bei den wichtigsten Fragen, in Fällen, wo die drei Kommissäre nicht einig sind, Regent oder König selber zu entscheiden haben; doch kann auch in solchen Fällen der oberste Rat mit Stimmenmehr entscheiden;« — kurz der Fürst soll möglichst von Regierungsgeschäften entlastet werden, und er wird seinerseits überlegen, wie zukünftige Monarchen noch mehr entlastet werden können, damit der König ganz seiner Arbeit lebe. Der Fürst muß mit der Zeit soweit kommen, daß er den Geschäften vollkommen freien Lauf lassen kann, daß die Maschine (der Regierung) auch ohne ihn funktioniert. Seine Aufgabe besteht darin: Erstens die Polysynodie soweit zu fördern, daß er sich ganz dem zweiten Punkte widmen kann: zu überdenken und zu prüfen, was in anderer Hinsicht zur Vollendung des Institutes weiter geschehen kann. Ist dann die Zeit gekommen, daß die Maschine von selbst geht, dann treten freilich noch andere Aufgaben an den König heran: Er hat neue nützliche Etablissements ins Leben zu rufen, alte zu vervollkommen. Er muß stets neue Mittel ausfindig machen, andere im einzelnen ausführen zu lassen, was er als Ganzes schaffen will, damit er besser seine volle Aufmerksamkeit auf dieses lenken, und so außerordentlich schwierige und wichtige Unternehmungen beginnen und ausführen kann — Aufgaben, eines großen Geistes und eines großen Königs.«

Aus diesen wenigen Stellen geht genugsam hervor, wie wenig notwendig in der Regierung der Besten, der Aristo-Monarchie, ein König überhaupt war, wie leicht ihn z. B. der Präsident des obersten Rates ersetzt hätte; und der Abbé hat wohl durchaus gegen seinen Willen deutlich gezeigt, wie leicht und vorteilhaft diese Eliminierung des Monarchen hätte stattfinden können, wenn er sich auch aus bekannten Gründen gehütet hat, dem zwischen den Zeilen hervortretenden Wunsche Worte zu leihen. Da er sich als vorsichtiger Mann scheut, der natürlichen Entwicklung der Dinge vorzugreifen, richtet er sein Hauptaugenmerk auf die Verbesserung der gegenwärtigen Zustände, im Innersten überzeugt, daß eine spätere, aufgeklärte Generation da weiterarbeiten wird, wo er aus Bedenken der Klugheit und aus Rücksicht auf den Frieden innegehalten hat. Kann es nach dem eben ausgeführten noch wundern, daß der Regent nicht darauf bestand, den Mann an hoher Stelle zu belassen, der eben die Entbehrlichkeit des Fürsten als des Staatsoberhauptes dargetan hatte? Die französische Akademie und die alte Hofkamarilla hätten wirklich triftigere Gründe namhaft machen und sich auf ganz andere Stellen der Polysynodie berufen können, als auf die im Grunde nebensächlichen Äußerungen über den toten Ludwig XIV. und sein Regierungssystem. Ob dann freilich die Ausstoßung aus der Akademie berechtigt gewesen, ist eine andere Frage, die sich heute natür-



lich sofort verneinen läßt, anfangs des achtzehnten Jahrhunderts aber mindestens diskutierbar gewesen wäre.

Über die Zirkulation der Departemente läßt sich Saint-Pierre also vernehmen: Sind einmal die acht Departemente, nämlich Justiz, Inneres, Finanzen, Handel, Marine, Krieg, Auswärtiges, Religion, unter die durch den scrutin gewählten acht Räte verteilt, ist die Organisation beendet und die Maschine genügend lange Zeit im Gange, so sollen vorerst einzelne Mitglieder des einen Rates sich an den Verhandlungen eines anderen beteiligen, schließlich sollen die Departemente bei den einzelnen Räten in einer gewissen Reihenfolge zirkulieren, so daß nach und nach die Mitglieder in alle Teile der Regierung eingeweiht, tüchtig sind, als allseitig gebildet und erfahrene Politiker dem obersten Rate anzugehören, der sich überhaupt vornehmlich aus den ehemaligen Präsidenten der Räte rekrutieren soll. Der Abbé ist sich der Schwierigkeiten dieser Methode wohl bewußt, sieht aber den Zeitpunkt voraus, da diese sich heben, und die Vorteile der Zirkulation von ganz hervorragender Bedeutung sein werden.<sup>1</sup> Hat die Polysynodie als solche bei ihrem ersten Erscheinen nicht besonders viel Widerspruch hervorgerufen, vielleicht überhaupt keine Beachtung gefunden, da sie mit dem gänzlich mißglückten Versuch des Regenten, der noch zu sehr in aller Erinnerung war, zusammengeworfen wurde, so haben Nebensachen wie eben die zum Vergleich herangezogene Regierungsweise Ludwigs XIV. um so mehr Staub aufgewirbelt und die Gemüter grundlos erregt. Andererseits haben Männer wie Duclos, Saint-Simon und Voltaire u. A. das Vorgehen der Akademie streng verurteilt, indem sie, wohl auch ohne genauere Kenntnis des verhängnisvollen Buches, auf die unzweifelhaft guten Absichten des Patrioten de Saint-Pierre hinwiesen. J.-J. Rousseau hat neben einem ziemlich ausführlichen und wahrheitsgetreuen Auszug der Polysynodie diese auch einer eingehenden Kritik unterzogen,<sup>2</sup> und die beiden Aufsätze lassen wohl eher als der schon erwähnte Auszug des Friedensprojektes<sup>3</sup> und dessen Kritik bedauern, daß Rousseau sobald seiner Arbeit müde geworden ist.<sup>4</sup> Seiner Kritik der Polysynodie des Abbé, die manches Richtige enthalten mag, kann indessen der Vorwurf der Ungenauigkeit nicht erspart werden, indem sie einmal vollständig außer acht läßt, daß Saint-Pierre seine Polysynodie nicht für sofort ausführbar hielt, sondern wohl einsah, daß eine so durchgehende Reform Zeit und viel Zeit erforderte. Noch andere Stellen beweisen, daß der große Philosoph doch nicht in alle Teile des von ihm kritisierten Werkes eingedrungen ist; denn wie könnte er sonst von einer Vermengung des scrutin mit der Käuflichkeit der Ämter sprechen? Saint-Pierre hat gerade im discours de la Polysynodie über die Käuflichkeit der Ämter in unmißverständlicher Sprache längere Ausführungen niedergelegt. Im übrigen bemüht sich Rousseau sichtlich, dem Abbé gerecht zu werden, wenn er für sich auch zum Schlusse kommt, daß das neue System, in keiner Monarchie durchführbar, auch in einer Republik nicht von langer Dauer sein könne. Über die politische Akademie und

<sup>1</sup> Vgl. Rousseau. O. c. I. Paris, an IX. S. 286 ff. und bei Molinari 131 f.

<sup>2</sup> Vgl. Rousseau. O. c. vgl. o. S. 262—298 und 299—312.

<sup>3</sup> Vgl. Molinari S. 99.

<sup>4</sup> Vgl. S. 55 hievor.

den scrutin perfectionné<sup>1</sup> des Abbé hat er Stillschweigen beobachtet, was, wenn man bedenkt, wie wesentliche Bestandteile der Polysynodie gerade diese beiden Schöpfungen von Saint-Pierre bilden, immerhin seltsam berühren muß. D'Argenson, der als Freund und Schüler des Abbé dessen Werke gewiß genau gekannt hat, geht auf die Polysynodie nirgends näher ein;<sup>2</sup> doch darf gerade aus diesem Stillschweigen und aus den oft wiederkehrenden Stellen wie die folgende — »der Abbé de Saint-Pierre, mein Lehrer, den ich als ein großes Genie in der Politik betrachte usw.«<sup>3</sup> — wohl geschlossen werden, daß er auch in diesen Fragen mit seinem Lehrer übereinstimmte. — Molinari widmet, nachdem er den ganzen Rousseau'schen Auszug im Wortlaut wiedergegeben hat, dem Werk selber nur wenige Worte. Er ist überzeugt, daß die Polysynodie »bloß in einem Lande, das die segensreiche Kontrolle der Publizität nicht kennt, gewisse Vorteile bringen kann, daß aber »Preß- und Redefreiheit weit eher politische Institutionen vor der Ansteckung der Korruption zu bewahren vermögen.« Etwas eigentümlich hat E. Goumy die Polysynodie behandelt. Nach längeren interessanten Mitteilungen über die Pläne der Herzöge von Saint-Simon und Chevreuse, woraus zunächst die Polysynodie des Dauphin entstand, bis der Regent sie zum Teil verwirklichte, zieht er das Werk des Abbé zum Vergleiche heran und konstatiert, daß die verbesserte Polysynodie von Saint-Pierre nicht nur nichts ernsthafteres bedeute als der unglückliche Versuch von Saint-Simon, sondern daß sie alle Fehler desselben nur noch in weit höherem Maße besitze. Goumy spricht dann weiter über die Rolle, die der König in dem neuen System spielen oder besser nicht spielen solle, über die Zirkulation der Departemente und der Präsidentenstellen etc., um sich schließlich zu dem Satze zu versteigen: »Zweifelsohne ein seltsames Werk, dessen Ursprung man eher im Kopf eines fünfzehnjährigen Schülers, der Politik spielt und sich belustigt, einen Staat zu errichten, vermuten möchte, als im Haupte eines vernünftigen Mannes, der sechzig Jahre alt ist.«<sup>4</sup> Nachdem so der Höhepunkt sittlicher Entrüstung erreicht und überschritten ist, bemüht sich E. Goumy angelegentlich, die Schrift des Abbé aus der Zeit ihrer Entstehung und aus ihrem Zwecke heraus zu erklären und als Werk eines ehrlichen klarsehenden Biedermannes darzustellen, wie die folgenden Ausführungen erkennen lassen: » . . . und dieser mittelmäßige Geist, dieser Träumer — heißt es — war zufällig klüger als seine Zeit, welche ohne eine Ahnung der Gefahr schlief. Das Publikum von damals sah in seiner Abhandlung über die Polysynodie nur eine Schmähchrift gegen Ludwig XIV.; man muß aber anderes darin erblicken: ein richtiges Voraussehen und Ahnungen, die ach, nur zu begründet waren. Die Gefahr war wirklich dort, wo der Abbé sie signalisierte: in den untätigen Königen, den Veziern, den Favoritinnen. Frankreich war noch nicht von ihnen befreit. Noch mußte es jene Herrschaft, die man in der Geschichte auslöschen möchte, mit all ihren Schändlichkeiten bis zur Neige kosten, jene Schändlichkeiten, die der Abbé de Saint-Pierre klar vorausgesagt hatte: auf jeder Seite seines Buches zeigt er uns Ludwig XV. und läßt einen

<sup>1</sup> Es muß immer scharf auseinander gehalten werden scrutin schlechthin und der scrutin perfectionné des Abbé de Saint-Pierre.

<sup>2</sup> Über den scrutin des Abbé vgl. Mémoires (1857) IV. 367. Brief an Voltaire.

<sup>3</sup> Vgl. Mémoires V. 259 und die auf S. 36 hievor mitgeteilte Parallele.

<sup>4</sup> Goumy, 102.

Warnungsruf hören, den man nicht versteht. Glauben wir darum nicht, ihm gerecht zu werden, indem wir uns begnügen, -- ein sehr billiges Vorrecht! -- über seine Träume zu lächeln: es muß beigefügt werden, daß diese Träume immerhin einigen Anspruch auf Respekt erheben dürfen; denn sie waren der hochherzige Versuch eines Ehrenmannes, unserem Lande Unheil und Schande zu ersparen, die man wohl rächen konnte, die man aber niemals wird auslöschen können.« Anlässlich der politischen Akademie, die er in anderem Zusammenhang bespricht, verfällt Goumy doch wieder in den alten Ton, ohne diesen durch besondere Genauigkeit, scharfe Beweisführung oder auch nur genügende Begründung seiner Vorwürfe in zufriedenstellender Weise zu rechtfertigen. So wirkt es auf den Leser mindestens überraschend, wenn Goumy an einer Stelle (S. 102) vom dritten Stande sagt, ihm fehle noch das Bewußtsein seiner Kraft und seiner Rechte, man könne nichts von ihm erwarten, als Geduld, die vielmals auf die Probe gestellt sein werde -- und dann etwas weiter (S. 260) folgendermaßen gegen den Abbé ausfällt: »... Seit 1718 hat er wenig Fortschritte in der Wissenschaft der Prüfung von Dingen und Menschen gemacht; er nimmt sein bestes<sup>1</sup> gerade aus den drei privilegierten Klassen: Klerus, Adel, Magistratur. Er ahnt nicht, daß hinter diesen drei Klassen die Nation steht, der dritte Stand steht, der alles ist und bald etwas werden möchte. Was soll man von einem Konstitutionsmacher denken, der mitten im achtzehnten Jahrhundert in Frankreich die Existenz des dritten Standes nicht bemerkt? etc.«<sup>2</sup>

Sehr anerkennenswert ist wieder die Arbeit von Siégler, der im IV. Kapitel des zweiten Teiles nicht nur in ausgezeichneter Weise den Inhalt des Projektes von Saint-Pierre wiedergibt und mit historisch-politischen Erwägungen begleitet, sondern dadurch noch besonders wichtige Dienste leistet, daß sie die verschiedenen Anwendungen bespricht, welche die Polysynodie des Abbé als solche oder in einzelnen ihrer Bestandteile erfahren hat. So erfährt man durch Siégler, daß das Prinzip der Polysynodie unter dem ersten und zweiten Kaiserreich in Gunst stand, daß dieses heute zum Teil in der Teilung des »Conseil d'Etat« in Spezialkomittees, die jedem Ministerium entsprechen, wiederzufinden ist. Was den scrutin anbelangt, so fand er zuerst Anwendung unter dem Konsulat. Von der politischen Akademie, die schon im Club d'Entresol einigermaßen verwirklicht wurde, erblickt Siégler eine Spur in der Académie des sciences morales et politiques. Über die Polysynodie äußert sich dieser Autor lange nicht so ungünstig wie z. B. E. Goumy; doch rügt er an dem Projekt des Abbé zwei Dinge, wovon schon Rousseau das eine als ungünstig bezeichnet hatte: die Zirkulation der Präsidien und Departemente, und was nach Siégler noch verhängnisvoller hätte sein können, den Umstand, daß Saint-Pierre den Räten nebst der Deliberation zugleich auch die Exekution zugestanden habe. -- Man wird kaum irre gehen, wenn man annimmt, Saint-Pierre habe wohl bald -- wenn auch nicht die Fehler, so doch die Unmöglichkeit seines Projektes ein-

<sup>1</sup> Aristo-Monarchie des Abbé.

<sup>2</sup> Die Bemerkung ist, wenn sie wirklich richtig wäre, von vorneherein ungenau, da die Schrift des Abbé 1733 zum Druck kam; ihre erste Abfassung aber ist viel weiter zurück zu datieren. (Es sei beiläufig bemerkt, daß die Schrift des Abbé wahrscheinlich aus den Zwanziger- spätestens Dreißigerjahren desselben Jahrhunderts stammt.)

gesehen, und der beste Beleg für diese Annahme liegt in der Tatsache, daß der Polysynodie nach verhältnismäßig kurzer Zeit ein neues umfangreiches Werk »Projet général pour perfectionner le gouvernement des Etats« nachfolgte, das mit Ausnahme des scrutin perfectionné keine große Ähnlichkeit mehr mit jenem Buche aufzuweisen hat. Es handelt sich in der neuen Arbeit darum, das Regierungsprogramm des Herzogs von Bourgogne in seiner ursprünglichen Form wiederzugeben und dessen große Vorzüge gebührend ins Licht zu setzen. Das Projekt des vom Abbé und vielen hervorragenden Männern so hoch geschätzten und vielleicht überschätzten Dauphin sieht drei Ministerien vor:

1. Das Ministerium des Innern mit der Aufgabe, Gesetze und Etablissements, welche das Innere des Reiches betreffen, zur Vollendung zu bringen.
2. Das Finanzministerium, bestimmt, den Staat im Kriegsfall und bei Unterhandlungen gegen Unternehmungen der Nachbarstaaten zu unterstützen.
3. Das Ministerium des Äußern. Es soll die notwendigen Mittel zum Unterhalt von Militär und Beamten sowie zur Unterstützung des Handels etc. aufbringen.

Jedes Ministerium hat in seinem Departement verschiedene Bureaux, die gebildet sind aus »Conseillers d'Etat«, aus »rapporteurs du conseil« oder »maîtres de requête«.<sup>1</sup>

Dies in Kürze, was Saint-Pierre in dem zitierten Werke »die Idee des verstorbenen Herzogs von Bourgogne« nennt, und was er folgendermaßen weiter ausführt:

Das Ministerium des Innern zerfällt in vier Bureaux. Das erste derselben hat zu untersuchen, was Polizei, Zivil- und Kriminalgesetze, Autorität der Gerichtshöfe und der Richter, was Evokationen, Kompetenzfragen, Kassationen anbelangt, was die »archers«<sup>2</sup> und die Truppen des Sicherheitsdienstes betrifft; Gagen und Belohnungen der Magistrats- und übrigen Ziviloffiziere, die Prüfung politischer Memoiren über diese Gegenstände. Dieses Bureau mag, weil umfangreicher als die andern, in zwei Abteilungen zerfallen.

Dem zweiten Bureau unterliegt die Frage des Zeremoniells, die Entscheidung über den Vortritt unter Bürgern<sup>3</sup> usw. Es hat ferner auf Beobachtung guter Sitten zu halten, und es soll darum besonders die Diener der Religion zur Ruhe, zu Taten der Gerechtigkeit und der Nächstenliebe anhalten. Es hat die Wahlen im Ministerium zu überwachen und die in sein Gebiet einschlagenden politischen Schriften zu prüfen.

Das dritte Bureau hat die öffentliche Knaben- und Mädchenerziehung, die Leitung der von Geistlichen beider Geschlechter oder von andern Gesellschaften versorgten Schulen und Seminarien, die Leitung der Akademien der

<sup>1</sup> Vgl. dazu S. 115 hievov.

<sup>2</sup> Ursprünglich Bogenschützen. Zur Zeit des Abbé wohl Subaltern-Offiziere der Justiz und Polizei.

<sup>3</sup> Fast alle einzelnen der hier und im Folgenden genannten Gegenstände hat Saint-Pierre schon in früheren und dann in späteren Aufsätzen der O. P. und der O. de M. et de P. näher besprochen oder wenigstens berührt.

Wissenschaften, der schönen Künste, der guten Schriftsteller,<sup>1</sup> die Überwachung (direction) der Buchdruckereien und der Theaterstücke zu besorgen, und soll diesbezügliche Schriften begutachten.<sup>2</sup>

Das vierte Bureau befaßt sich mit der Unterstützung armer Familien, die nicht (im Hospital)<sup>3</sup> gepflegt werden, mit der Direktion der Hospitäler. Ihm untersteht die Leitung der Vorbeugungsmaßregeln gegen Hungersnot und Seuchen. Es befaßt sich mit den Mitteln, das Land von Bettlern zu säubern. Es hat für Vermehrung des Pferde- und Viehbestandes, für Brenn- und Bauholz Sorge zu tragen, und endlich liegt ihm ob, für geeignete Maßnahmen betreffend die Verbesserung der Medizin und Chirurgie zu sorgen, und nebenbei auch die Beurteilung von Fachschriften.

Das Finanzministerium zerfällt in drei Bureaux:

Erstes Bureau: Verwaltung derjenigen Steuern, die an die Meistbietenden verpachtet werden, wie taille und capitation, ferner Steuerbetreibung und Verwendung der Steuern etc.

Zweites Bureau: Leitung der in das Ministerium einschlagenden Wahlen; das Münzwesen, außerordentliche Steuern, Auszahlung der Staatsrenten etc.

Drittes Bureau: Innerer Handel und Manufakturen: Schifffahrt auf Flüssen und Kanälen, Weg- und Brückenzölle, Unterhalt der Wege, Brücken, gepflasterten Straßen; die Post, Beförderung von Personen und die Kärner (postes, mesageries, rouliers).

Das Ministerium des Äußern zählt ebenfalls drei Bureaux:

1. Friedensverträge, Waffenstillstand, Bündnisse, Garantie des Handels; Wahl der Gesandten, deren Instruktionen, Gehalt und besondere Auszeichnungen für großes Verdienst.

2. Landkrieg. Beförderung der dem Ministerium unterstehenden Offiziere, ihre Instruktion, ihr Gehalt und besondere Belohnungen für solche, die sich unter ihresgleichen durch Tüchtigkeit hervortun.

3. Seekrieg. Schutz des auswärtigen Handels zu Land und zur See im Kriegsfall und sonst gegen Korsaren, — Schutz und Verwaltung der Kolonien etc.

Der Kriegsminister muß zugleich alle andern äußeren Reichsangelegenheiten genau kennen, vorzüglich aber den auswärtigen Handel. Darum sollen ihm auch sowohl Marine als Landheer unterstehen. Durch stete Verbindung mit den französischen Gesandten wird er über den Etat der fremden Armeen und Seekräfte stets aufgeklärt sein etc. Aus diesen Gründen ist nur ein Minister für das große Departement des Äußeren zu ernennen.

Auch für jedes Bureau der zuletztgenannten Ministerien gilt die Verpflichtung, eingelaufene Arbeiten über diesen oder jenen in sein Gebiet einschlagenden Gegenstand genau zu prüfen und zu begutachten und im Verhältnis zur Nützlichkeit ihrer Vorschläge zu belohnen.<sup>4</sup>

Im siebenten und achten Band der politischen Werke hat Saint-Pierre dann ein im dritten und vierten mitgeteiltes Regierungsprogramm weiter aus-

<sup>1</sup> académie des bons écrivains bei Saint-Pierre die eigentliche französische Akademie vgl. S. 91 hievor.

<sup>2</sup> Vgl. S. 121 hievor Anm. 3.

<sup>3</sup> hôpital eigentlich ebensogut Armen- als Krankenhaus.

<sup>4</sup> Der Abbé empfiehlt als bestes Mittel die Ausrichtung zwanzigjähriger Renten.

geführt. So bringt der siebente Band unter dem Gesamttitel »Observations concernant le Ministère de l'Intérieur de l'Etat« vierundvierzig sogenannte Observations, deren Gegenstand bald Recht und Gesetze, Politik und Regierung, bald Handel und Verkehr, Erziehung und Unterricht, endlich die Armen- und Krankenversorgung bilden. Der achte Band zerfällt in die vier Hauptteile: »Sur le Ministère des Finances«, »Sur le Ministère des Affaires avec les Etrangers«, »Sur le Ministère de la Guerre avec les Etrangers« und »Projet pour parvenir à la Paix«.

Da in diesen zwei Bänden sich die wesentlichen und interessantesten volkswirtschaftlichen und politischen Gedanken des Abbé de Saint-Pierre ausgeführt finden, wie aus den vorhergehenden Kapiteln ersichtlich ist, verlangen sie neben den größeren Einzelwerken in erster Linie Berücksichtigung. Im Interesse der äußeren Klarheit und Übersichtlichkeit ist es zu bedauern, daß die beiden genannten Bände nicht mit dem sechsten zusammen vereinigt als einheitliches Werk herausgegeben worden sind; denn so hätte man mühelos einen genauen Einblick in das, was Saint-Pierre im allgemeinen unter Politik als der alles umfassenden Wissenschaft, und was er speziell unter Politik als der Kunst der guten und weisen Regierung versteht.

Über dieses zweite Regierungsprojekt, das also insofern wesentlich von der Polysynodie abweicht, als es keine Räte, sondern drei Ministerien mit einem Minister an der Spitze vorsieht,<sup>1</sup> hat nur E. Goumy etwas ausführlicher geschrieben. Molinari und Siégler begnügten sich damit, von der politischen Akademie und dem scrutin perfectionné — beides eigentlich schon Voraussetzungen der Polysynodie — zu sprechen, und haben, soweit sie nicht in anderem Zusammenhang Einzelheiten aus den drei genannten Bänden heranzogen, das speziell politische Werk von den drei Ministerien stillschweigend übergangen, was schon deshalb ungerechtfertigt erscheinen muß, da beide Autoren sich des längeren über die Polysynodie verbreitet haben, jenes Werk, das nach des Abbé eigenen Worten unvollkommen und zum Teil fehlerhaft, eben durch den »Projet pour perfectionner le Gouvernement des Etats« ersetzt werden sollte.

Wie Saint-Pierre durch öffentliche Vorträge über Physik und physikalische Erscheinungen den Aberglauben ausrotten, wie er durch Verbreitung gutgeschriebener Fachschriften Landwirtschaft, Handel und Industrie in allen ihren Zweigen heben wollte, war es auch eine seiner Lieblingsideen, die erhabene Wissenschaft der Politik praktisch gelehrt zu sehen »zum größten Nutzen für junge Politiker und Diplomaten und zum Vorteil von Staat und Gesellschaft«. Eine kürzere Schrift in Band IV der O. P. »Avantages des conférences politiques«<sup>2</sup> ist zu diesem Zweck geschrieben; an andern Stellen verweist der Abbé gern auf die Vorzüglichkeit gut geschriebener politischer Memoiren, denen er mit moralphilosophischen Werken, wie schon bemerkt, entschieden den Vorzug vor rein belletristischer Literatur einräumt.

Noch einige andere kleine Abhandlungen stehen im engen Zusammenhang mit der politischen Akademie. In dem »Projet pour établir des annalistes de l'Etat« in Band IV der politischen Werke drückt Saint-Pierre den Wunsch aus,

<sup>1</sup> Es ist freilich nicht zu übersehen, daß sich die Minister ohne weiteres durch Räte ersetzen lassen.

<sup>2</sup> Vgl. Molinari S. 215.



daß aus der Mitte der Akademie sechs Historiographen gewählt würden. Diese sollten alle Ereignisse unter den verschiedenen Regierungen genau aufzeichnen, damit es jeder kommenden Generation leicht gemacht sei, aus den Fehlern der Vorfahren die richtigen Konsequenzen und Lehren zu ziehen, um desto besser die Gefahren von Volk und Land abwenden zu können.<sup>1</sup> Molinari zieht wohl mit Recht den Vorteil dieser vom Staate besoldeten Annalisten in Frage; denn der Einwand, daß solche Historiographen die Ereignisse wohl kaum mit genügender Objektivität darstellen und kritisieren würden, wird durch die Antwort des Abbé: »die Annalisten der Nachbarstaaten werden darauf bedacht sein, allfällige Lücken zu ergänzen, die sich in unsern Annalen vorfinden, und man wird auf diesem Wege die Wahrheit erfahren«, nicht entkräftet. — Von größerer Bedeutung ist ein anderes kleines Werk des Abbé, das sich unmittelbar an das eben erwähnte anschließt: »Utilité des dénombrements« O. P. Band IV., worin er als einer der Ersten, nach Siégler der Erste mit Vauban, auf die wichtige Rolle der Statistik<sup>2</sup> in Regierung und Staatsverwaltung hinweist.

Zunächst verlangt Saint-Pierre ein Bureau für die Bevölkerungsstatistik und verbreitet sich länger über die Bevölkerungsfrage überhaupt. Eine statistische Erhebung von Colbert aus dem Jahre 1682, wonach Paris — bei durchschnittlich zwanzigtausend Geburten auf neunzehntausend Todesfälle — achthunderttausend Einwohner zählte, gibt ihm den Ausgangspunkt zu eigenen Berechnungen.<sup>3</sup> Nach kürzeren Ausführungen über die Arbeiten von Neumann und Halley, die ihm von neuem die Bedeutung derartiger Erhebungen beweisen, geht er dazu über, von den Ergebnissen in Breslau auf die populationistischen Verhältnisse der Städte Paris, London und Wien zu schließen, und spricht noch eingehend von Notwendigkeit und Nutzen eines ständigen Bureau zur Prüfung und Verarbeitung der verschiedenen statistischen Erhebungen. »Unsere Politik — heißt es<sup>4</sup> — ist noch in den Kinderjahren; denn noch pflegt man zu sagen, unsere Minister sollten,<sup>5</sup> ein jeder in seinem Departement, dafür sorgen, dem Publikum genaue statistische Resultate darüber zu geben, was die Regierungskunst anbetrifft. Wir haben großes Interesse daran, in dieser Wissenschaft eine Menge Demonstrationen zu haben; doch sind diese nur dann stichhaltig (solides), wenn alle Beweise auf einfache, auf statistische Erhebungen begründete Arithmetik zurückgeführt sind. Die guten Darsteller dieser Materien (démonstrateurs) bemühen sich, alles nach dem jährlichen Geldertrag, als festem Wertmesser von Zahl und Größe der Vor- und Nachteile eines Unternehmens, zu schätzen. Wie aber sollte man über jeden Gegenstand arithmetische Berechnungen anstellen, ohne daß das Ministerium genaue statistische Erhebungen über diese Gegenstände verschafft?« Saint-Pierre gibt sodann seine eigenen Vorschläge in folgenden sechs Ausführungen wieder.

<sup>1</sup> Saint-Pierre stellt sich diese Annalen, welche neben den Tatsachen politische und moralische Betrachtungen enthalten sollen, wohl ganz so vor wie die von ihm selber verfaßten »Annales Politiques«.

<sup>2</sup> Das Wort Statistik kommt freilich bei Saint-Pierre noch nicht vor. Er braucht dafür den Ausdruck »dénombrements«.

<sup>3</sup> Molinari gibt auf S. 184—188 diese Berechnungen wieder.

<sup>4</sup> Vgl. dazu besonders Molinari S. 188—192.

<sup>5</sup> Der Nachdruck ist auf das »sollten« zu legen. Der Sinn ergibt sich dann sogleich.

1. Es sollten wenigstens alle fünf Jahre mehrere dieser statistischen Resultate gedruckt werden, damit spekulative Politiker davon Kenntnis nehmend, ihre Mußezeit darauf verwenden, dem öffentlichen Wohl nützliche Kombinationen anzustellen.
2. Um solches statistisches Material zu erhalten, soll die politische Akademie beauftragt sein, sich dasselbe in allen Bureaux der drei Ministerien zu beschaffen. — Man sieht, daß das englische Parlament oft Angaben (dénombrements) über gewisse Waren verlangt, die zu einer bestimmten Zeit aus- oder eingeführt werden, und gestützt auf solche zuverlässigen Grundlagen dem Geschäftsleben der ganzen Nation nützliche Gesetze erläßt. Wenn die Angaben genau sind, kann man seine Beweisführung bis zur zahlenmäßigen Darstellung bringen.<sup>1</sup>
3. Die Engländer gehen bei ihren statistischen Aufzeichnungen über Geburten und Todesfälle besser zu Werk als wir; denn bei letzteren geben sie Krankheiten und Unglücksfälle an, das Alter nach Klassen von einem Tag bis zu einem Jahr, von einem Jahr bis zu zweien etc. Wir könnten so unsere Statistik zum Nutzen der Medizin vervollkommen.<sup>2</sup>
4. Nur eine subsistierende Gesellschaft wird Ausdauer genug besitzen, um alljährlich die begonnenen Aufnahmen fortzusetzen und sie der Öffentlichkeit zu übergeben.
5. Es ist erstaunlich, daß eine so einfache Erhebung wie diejenige der Einwohnerzahl von Paris noch nicht vorgenommen worden ist und nicht alle Jahre in Bezug auf Alter und Geschlecht erfolgt.
6. Es wäre z. B. leicht für einen Intendanten, zu wissen, wieviel von jeder Getreideart in den verschiedenen Gemeinden seines Bezirkes durchschnittlich im Jahre wächst, um wie viel die Einwohnerzahl zunimmt, — und dies einzig aus dem Betrage der Zehnten, welche dort erhoben werden« usw.

Es folgen sodann die schon an anderer Stelle erwähnten Bestimmungen über die Ein- und Ausfuhr von Getreide.<sup>3</sup> — Aus dem bisher Angeführten geht ohne Zweifel klar hervor, daß der Abbé de Saint-Pierre die Statistik wohl zu würdigen verstand und als einer der Ersten auf ihre Wichtigkeit und Bedeutung hingewiesen hat, und es darf gewiß mit Siégler gesagt werden, daß man sich gerade durch die Stellungnahme des Abbé zu der Statistik, durch die Bemühungen, seine Gründe mit Zahlen zu belegen, wohl überzeugen lassen kann, wie sehr sein Gehirn — weit entfernt von chimärischen Gespinnsten — die richtige Erkenntnis für wirkliche Notwendigkeiten besaß.

Als nicht minder weitsichtiger Politiker hat sich der Abbé de Saint-Pierre in der Armenfrage bewährt, und mehrere seiner Arbeiten handeln gerade von ihrer Lösung. Im »Projet pour renfermer les mendiants« in Band III der O. P.

<sup>1</sup> »... on peut porter ses preuves jusqu' à la démonstration arithmétique.«

<sup>2</sup> Saint-Pierre hat, indem er anläßlich einer Epidemie in London an Hand von Zahlen nachweist, daß von geimpften Personen ein weit geringerer Prozentsatz von der Krankheit ergriffen wurde, und daß die Krankheit bei solchen Personen einen günstigeren Verlauf nahm offenbar einen klaren Begriff von der Wichtigkeit der Statistik für die Medizin.

<sup>3</sup> Vgl. S. 86 f. hievon.

spricht er hauptsächlich von Aufgaben und Pflichten des Staates in dieser Angelegenheit. Nachdem er auf den schreienden Gegensatz hingewiesen hat, der in Paris zwischen reich und arm besteht, indem der raffinierteste Luxus sich unmittelbar neben Dürftigkeit und Elend breit macht, kommt er zum Schluß, daß eine weise Regierung solchen Mißverhältnissen gegenüber unmöglich gleichgültig und untätig bleiben kann, und dies um so weniger, als sie in andern Staaten, wie z. B. in Holland, weder in Städten noch auf dem Lande angetroffen werden.<sup>1</sup> Aufgabe des Staates ist es also in erster Linie, die Armen zu unterstützen, die Bettler zu unterhalten und, was neu ist, zu beschäftigen; »denn — heißt es in dem zitierten Werke — ist es nicht die erste Schuld einer jeden Stadt, die dringendste, die privilegierte Schuld, zu verhüten, daß ein Teil ihrer Bewohner in Untätigkeit leben, und ihnen bei gleichzeitiger Sorge für die Subsistenz Arbeit zu verschaffen?«

Saint-Pierre unterscheidet nun folgende Klassen von Bettlern:<sup>2</sup>

»Es gibt Bettler, die stark und gesund, sich durch ihre Arbeit unschwer den Lebensunterhalt verschaffen könnten, die auch Beschäftigung finden würden, aber an Ungebundenheit gewohnt, das Betteln der Arbeit vorziehen. Ist es nun für den Staat nicht von großer Wichtigkeit, die Mittel zu finden, um diese Art von Nichtstuern, eventuell auch wider ihren Willen, zur Arbeit anzuhalten?«

Es gibt ferner Bettler, die wohl arbeiten würden, aus Mangel an Gelegenheit jedoch zum Betteln und zur Untätigkeit gezwungen sind. Es ist nur gerecht, solchen Leuten den Lebensunterhalt zu geben, indem man sie entweder bei sich in ihrer Wohnung in Freiheit oder ohne Freiheit im Hospital<sup>3</sup> beschäftigt, oder indem man sie durch Anleitungen zu irgend einem Beruf<sup>4</sup> in den Stand setzt, sich in Freiheit ihren Lebensunterhalt zu erwerben.

Es gibt Krüppel, die nicht zu jeder Arbeit tauglich sind. Es ist gerecht, ihnen Arbeit zuzuwenden, die sie verrichten können, und ihnen das zum Leben Notwendige zu liefern.

Es gibt Waisen, deren sich Verwandte gern annehmen würden, wenn diese wie in Lyon durch das erste Hospital, oder wie in Paris durch die kirchliche Mildtätigkeit<sup>5</sup> unterstützt würden.

Es gibt Findelkinder, und diese sind naturgemäß auf die Erziehung im Hospital angewiesen.

Es gibt weiter Familien, die wegen ihres Kinderreichtums nur einen Teil ihres Unterhaltes bestreiten können, die einen mehr als die andern, je nach der Zahl der Kinder. Für sie zu sorgen ist Sache der kirchlichen Mildtätigkeit.

<sup>1</sup> Die Vorliebe für Holland tritt in verschiedenen Werken des Abbé deutlich hervor, und er findet manchen Punkt, worin das große Frankreich die kleine, aber blühende Republik mit Erfolg nachahmen könnte.

<sup>2</sup> Dieses und die folgenden Zitate sind alle der o. gen. Schrift entnommen.

<sup>3</sup> en liberté — und sans liberté: gemeint ist bloß die Arbeit, die mit oder ohne Aufsicht und Anleitung geschieht.

<sup>4</sup> Diese Anleitungen würden wohl auch im Armenhause erteilt.

<sup>5</sup> charité de la Paroisse — wohl eine Art kirchlicher Armenpflege; eigentlich Armenpflege der Kirchengemeinde.

Es gibt noch Schwache und zeitweilig Kranke, die wiederhergestellt werden können. Ihre Verpflegung ist Sache des Hôtel-Dieu.<sup>1</sup>

Es sind andere infolge ihres hohen Alters invalid. Die Sorge um diese liegt bald der kirchlichen Wohltätigkeit, bald dem Hospitale ob.

Endlich gibt es in Privathäusern sowohl als im Hospital der »Quinze-Vint«<sup>2</sup> Blinde, die, um ohne Betteln leben zu können, zwar nicht auf die ganze Subsistenz, wohl aber auf einen Teil derselben angewiesen sind.«

In einem zweiten Abschnitt: »Inconvénients de la mendicité« ist die Rede von Unannehmlichkeiten, welche dem Staat und der Gesellschaft aus dem Bettel, d. h. aus der Untätigkeit von so und so vielen zum großen Teil ganz oder teilweise erwerbs- und arbeitsfähigen Individuen erwachsen müssen. Es wird u. a. darauf hingewiesen, wie leicht das Betteln zum Gewerbe wird, zu Diebstahl und andern Verbrechen prädestiniert. Es werden ferner die Unannehmlichkeiten geschildert, welche der Straßenbettel Fremden und Bürgern zuzieht, es wird darauf Gewicht gelegt, daß erstere einen schlechten Eindruck von französischen Zuständen empfangen und mit sich nach Hause bringen müssen. Saint-Pierre erweist sich als entschiedener Gegner des persönlichen Almosengebens, weil diese Art der Mildtätigkeit einmal selten den wirklich Dürftigen zugute komme, weil sie gewöhnlich nicht von den Reichsten geübt werde, und weil endlich besonders die Bettler dadurch ans Nichtstun gewöhnt würden und nach und nach dem Verbrechen anheimfielen. »Die Linderung der Armut — heißt es — ist eine öffentliche und eine private Schuld, die jedes Gemeinwesen, jeder Bewohner entrichten muß. Sie gründet sich auf das erste Gesetz der Billigkeit: Tut keinem andern, was ihr nicht wolltet, daß euch geschähe, wäret ihr an seinem und er an eurem Platze! Denn wollte man etwa, daß einem in der äußersten Not das zum Leben durchaus Notwendige<sup>3</sup> vorenthalten würde? Ist also eine derartige schreiende Ungerechtigkeit gegenüber einer großen Zahl Unglücklicher nicht eine Unannehmlichkeit, ein schwerer Fehler der Regierung eines so großen Reiches?« — Auch den durch lange Gewohnheit sanktionierten Bettel der Blinden an den Kirchentüren möchte Saint-Pierre aus Rücksicht sowohl auf diese Unglücklichen selber als auch zur Schonung des Publikums unterdrückt wissen.

Der letzte Teil des Projektes hat die Mittel gegen den Bettel, oder vielleicht besser gegen die große Armut, zum Gegenstand. Als erste und hauptsächlichste Ursache der Verarmung weiterer Volksschichten wird die taille arbitraire genannt, welche die Kinder von taille-pflichtigen Eltern von vorneherein zum Bettel drängt. Da kann nur ein Mittel wirksam sein: eine Steuer, die proportional zum Einkommen entrichtet wird, und deren Erhebung jegliche Willkür ausschließt, die taille tarifée. Damit wäre der Ruin von einer großen Zahl steuerpflichtiger Familien abgewandt, und die beträchtlichste Quelle des Bettels zum Versiegen gebracht. Im übrigen bleibt das kräftigste Mittel die Arbeit, d. h. die zweckmäßige Beschäftigung und Anleitung jener arbeitsscheuen und zur Landstreicherei neigenden Elemente. Wenn schließlich alles nicht frommen will, aber nicht vorher, sollen die Bettler eingesperrt werden, und Saint-Pierre glaubt, annehmen zu können, daß allein aus Angst vor Freiheits-

<sup>1</sup> Das erste Krankenhaus der Stadt.

<sup>2</sup> Das älteste Blindenasyl in Paris.

<sup>3</sup> »extrême nécessaire pour vivre« = Existenzminimum.

strafe — bei Brot und Wasser in Gefängnis oder Korrekthaus — die Hälfte aller Bettler verschwinden würde. »Man müßte nur« — bemerkte er — »öffentlich bekannt machen, daß, wer freiwillig ins Hospital gehe, bei freiwilliger Arbeit Nahrung und Unterhalt bekommen werde.«

Aus dem Ertrage dieser Arbeit, meint der Abbé, werde sich die Hälfte der Unterhaltskosten bestreiten lassen, und so bliebe der Stadt keine übermäßige Last mehr. Zur Beschaffung der noch notwendigen Geldmittel würde es nämlich genügen, die Eingangsgebühr auf Wein und andere Getränke (Bier und Cider) um 15 Sous per Mud<sup>1</sup> zu erhöhen. So hätten die Bürger statt der lästigen Almosen eine unbedeutende und richtig verteilte Abgabe zu leisten; »denn«, folgert der Abbé, »ist es nicht vernünftiger, daß ein jeder im Verhältnis zu seinem Einkommen bezahlt, nicht vernünftiger, daß die Armen Arbeit haben, nicht vernünftiger, durch die Erhöhung dieser Akzise eine Pflanzstätte von Gaunern und Dieben zu vernichten?« — Zum Schlusse der Arbeit empfiehlt er noch angelegentlich die Errichtung von Spezialbureaux in jeder Stadt des Reiches. Ihnen sollte die Versorgung der Bettler, respektive deren Einsperrung obliegen. Ein ständiges Generalbureau in Paris soll den Provinzialbureaux mit Rat beistehen. — Über das Schicksal des Projektes gibt folgende vom Verfasser beigefügte Notiz Aufschluß:<sup>2</sup> »Diese Denkschrift wurde bei Hofe zu Beginn des Jahres 1724 überreicht, und es erschien am 18. Juli desselben Jahres eine Erklärung des Königs, welche das Einsperren der Bettler anordnete; und man ging mit großem Erfolg an die Ausführung dieser Verordnung in der Hauptstadt und in den Provinzialstädten, so daß man hätte glauben sollen, dieses Etablissement würde auf Jahre hinaus gesichert sein; aber mit Mühe stand es zwei Jahre lang in Kraft.« Als Hauptgrund der kurzen Existenz seines mit gesetzlicher Kraft ausgestatteten Vorschlages bezeichnet Saint-Pierre das Fehlen des von ihm eindringlich geforderten Generalbureau. In einer späteren Schrift, »Pour faire cesser la Mendicité, Nécessité d'un bureau . . .« in O. de M. et de P. XII versucht er noch einmal den Nachweis zu geben, daß ein ständiges Zentralbureau absolut notwendige Vorbedingung für alle derartigen Unternehmen ist. — Hat er in seiner ersten Schrift hauptsächlich von einer Pflicht des Staates und des Publikums gesprochen, welche diese gegenüber der Armut zu erfüllen haben, und sich im übrigen fast ausschließlich mit jener ersten Klasse von Bettlern, den gesunden, aber arbeitsscheuen Landstreichern, beschäftigt, spricht er in dem »Projet pour soulager les Pauvres des Paroisses de Paris« in Band VII der O. P. von jenen andern Klassen von Armen und von einem Rechte der Armut auf den Überfluß der Reichen. »Wir haben — bemerkt er einleitend<sup>3</sup> — mit der Bekämpfung eines großen Übels begonnen, und es bleibt zu hoffen, daß, wenn der König ein ständiges Bureau unter der Direktion des Finanz-Intendanten, zum Zwecke von Unterhalt, Vermehrung und besserer Verwaltung der Hospitäler gründen wird, das Reich nicht nur nicht in die alten beängstigenden Zustände der Unordnung fallen, sondern daß sich alles immer mehr zur Unterstützung der allerärmsten Bevölkerungsklasse gedeihlich entwickeln wird.« — Nach einigen Worten über Errichtung

<sup>1</sup> »muid« altes Hohlmaß; muid de Paris = 268 l. Zur Zeit des Abbé wurden speziell zu Gunsten der Armen von Paris 45 Sous Akzise per Mud Wein erhoben.

<sup>2</sup> Vgl. dazu O. P. VII. 248 und XII. 305.

<sup>3</sup> VII. O. P. 248 f.

dieses Bureau fährt er fort: »Aber es bleibt noch ein Teil von Armen in Paris, die auch in großem Elend sind, und dies trotz den täglichen Unterstützungen, welche sie dank der weisen Einrichtung der kirchlichen Mildtätigkeit<sup>1</sup> genießen. Auf eine so große Zahl leidender Familien möchte doch dasselbe Ministerium (Finanz-) seine Aufmerksamkeit richten, als auf eine Dependenz der Hospitäler; und es ist angezeigt, daran einige Bemerkungen anzuknüpfen:

1. Man bedenke, daß eine derartige Unterstützung einer Überfüllung der Armenhäuser (hôpitaux) vorbeugt; denn eine große Zahl von Armen der Gemeinden<sup>2</sup> von Paris wäre ohne die kirchliche Armenpflege, d. h. ohne die Almosen der Gerechtigkeit und des Wohltuns,<sup>3</sup> gezwungen, um Aufnahme im Armenhaus einzukommen.
2. Man findet oft arme Familien bestehend aus Eltern, Großeltern und einer Menge von Kindern oder Enkelkindern. Diese sollten eher bei sich zu Hause unterstützt, als in den verschiedenen Gebäuden des ersten Hospitals untergebracht werden, und dies aus drei Gründen:
  - a. Die Kinder werden unter elterlicher Aufsicht besser gepflegt und besser erzogen.
  - b. Damit die Eltern ihre Kinder selbst erhalten können, wird es genügen, ihnen deren Unterhalt für zwei oder drei Tage in der Woche zu vergüten, während im Hospital die Kinder ihren ganzen Unterhalt auf Kosten des letzteren beziehen würden.
  - c. Die Leute werden zu Hause mehr und nützlicher arbeiten als im Armenhaus, da sie für sich selber arbeiten, und da eine Vermehrung der Arbeit den Staat bereichert.
3. Es gibt außerdem verschämte Arme, die lieber die größte Not ertragen, lieber Hungers sterben, als sich ins Hospital begeben würden. Es gilt, ein Mittel zu finden, um auch ihr Unglück zu mildern, das je weniger gewohnt, um so empfindlicher ist.«

Saint-Pierre berichtet dann kurz, wie durch den Fall der großen Bank und der indischen Kompanie eine Menge angesehener Familien verarmten, und so auf einmal die Zahl dieser letzten Klasse von Armen ganz bedeutend anwuchs, währenddem aus den nämlichen Gründen die private Wohltätigkeit nicht im Verhältnis zu dem neuen Elend zunehmen konnte.

Aus diesen drei Hauptgründen soll das Ministerium darauf bedacht sein, das jährliche Einkommen der Gesellschaft für die kirchliche Armenpflege im richtigen Verhältnis zu ihren Mehrauslagen und zu ihren größer gewordenen Aufgaben zu vermehren.

Auch in diesem Werk ist noch die Rede von einer Schuld des Staates gegenüber den Armen; aber abweichend von der Fassung im ersten Projekt spricht Saint-Pierre nicht mehr von einer Schuld des Reiches dem Armen gegenüber, sondern von einem Recht der armen Familien auf die reichen, das begründet ist durch das erste Gebot der natürlichen Billigkeit: Füge nicht andern zu, was du nicht wolltest, daß dir geschehen würde! — Von der Folgerung

<sup>1</sup> Vgl. A. 5 S. 126 hievor.

<sup>2</sup> Paroisse eigentlich Kirchensprengel.

<sup>3</sup> aumône de justice — aumône de bienfaisance; eigentlich geschuldete Almosen im Gegensatz zu den freiwilligen.



ausgehend, daß man in großer Not nicht möchte, daß einem das zum Leben und zum Unterhalt seiner Kinder Notwendigste versagt würde, zieht Saint-Pierre den Schluß: »Wer sich in der äußersten Armut befindet, hat ein reelles und positives Recht, eine Klage des Naturrechts dem Reichen gegenüber: sein großes Elend schafft sein Recht — ein unbestreitbares Recht. Ist es nun nicht die Pflicht einer guten Regierung, durch ein Gesetz dafür zu sorgen, daß diesem Recht des Armen auf den Reichen entsprochen wird, und das erste aller Gesetze der Gesellschaft Beobachtung findet?«<sup>1</sup> — »Daher scheint es angezeigt, zugunsten der armen Familien von Paris ein Gesetz zu erlassen, das die Reichen anhält, ihren Teil der »aumône de justice« an diejenigen Mitbürger zu entrichten, welche Gefahr laufen, im Elend umzukommen. Um aber mit Klugheit vorzugehen, ist es geboten: erstens genau zu ermitteln, wie hoch sich durchschnittlich die verfügbare Summe der »charité« eines jeden Kirchsprengels von Paris beläuft . . . zweitens genau zu erfahren, — und zwar durch amtlichen Bericht — um wieviel diese Summe zu erhöhen ist, um die durchaus nötige Hilfe leisten zu können; denn die Sprengel der Vorstädte sind mit Armen überhäuft und zählen wenig reiche Bewohner, währenddem umgekehrt andere beinahe keine Armen und viele Reiche aufweisen. So ist es nicht möglich, die ganze für Paris notwendige Steuer zu kennen, bevor man nicht mit Gewißheit die Bedürfnisse aller Kirchensprengel der Stadt ermittelt hat, um durch eine Erhöhung der Gebäudetaxen eine Unterstützungssumme zu beschaffen, die dieser Vermehrung der Bedürfnisse Rechnung tragen würde.«

Die weiteren Ausführungen über diesen Gegenstand lassen sich dahin zusammenfassen, daß der Reiche verpflichtet ist, dem Armen das Existenzminimum durch dieses sogenannte Almosen der Gerechtigkeit zu entrichten, und daß erst dann von einem verdienstlichen Werke jenes die Rede sein kann, wenn er darüber hinaus gibt, wenn sein Beitrag jenes Existenzminimum überschreitet. — Als bestes Mittel, im gegebenen Falle die »aumône de justice« zu erhöhen, empfiehlt Saint-Pierre am Schluß seines Projektes: die Erhöhung der Gebäudetaxe proportional zum Mietpreise, und er fügt bei: »Da die letzten Taxationen der Gebäude in einer Zeit vorgenommen wurden, da die Mark Silber 28 L galt, während sie heute beinahe 50 L ausmacht, sollte die Erhöhung der Gebäudetaxe mindestens proportional zu der Vermehrung (Verschlechterung) des Geldes vorgenommen werden, beiläufig um mindestens den dritten Teil.«

Mag das Werk des Abbé, was die vorgeschlagenen Mittel gegen das Unwesen des Straßenbettelns und zur Linderung der großen Armut anbelangt, nicht besonders auf Originalität Anspruch erheben dürfen, da, wie er selber anführt, das Einsperren und die Beschäftigung der Bettler in Holland schon lange Zeit mit Erfolg praktiziert wurde, und eine Eingangssteuer auf Wein und eine Gebäudetaxe zugunsten des Hospitals und des Hôtel-Dieu in Paris zu seiner Zeit bereits erhoben wurden, so beweist es doch, wie angelegentlich Saint-Pierre sich mit dem Lose seiner ärmsten Mitbürger beschäftigt, zeigt es noch einmal,

<sup>1</sup> Die Stelle, welche ihrer Bedeutung wegen ganz wiedergegeben werden mag, lautet bei Saint-Pierre folgendermaßen: »Celui qui est dans l'extrême pauvreté a un droit réel et positif, une action de droit naturel sur le riche: sa grande misère fait son droit et un droit incontestable. Or n'est il pas à la bonne police d'un Etat à faire en sorte, par un bon règlement, que ce droit du pauvre sur le riche soit acquitté« etc. Vgl. auch bei Siégler S. 178.

<sup>2</sup> Vgl. S. 129 A. 3 hievor.

welch hohe Rolle er der Arbeit im sozialen Leben zur Lösung der sozialen Frage zugewiesen hat.

Es ist ein zwiefaches Recht auf Arbeit, das in den beiden Schriften verlangt wird. Recht auf Beschäftigung für Arbeitslose sowohl, als das Recht auf das Existenzminimum für die Notleidenden, »diejenigen, welche in Gefahr sind, im Elend umzukommen.« Es braucht wohl nicht besonders nachgewiesen zu werden, daß im übrigen, besonders was den Zweck anbelangt, das Recht auf Arbeit des Abbé de Saint-Pierre durchaus nicht mit dem *droit au travail* eines Fourier und Louis Blanc zusammengeworfen werden darf, wie, was Louis Blanc betrifft, Siégler klar beweist.<sup>1</sup> Dieser Autor hat hier wieder das Verdienst, die Ideen des Abbe richtig erkannt und in scharfsinniger Weise wiedergegeben zu haben. Die Arbeit von Molinari weist eine bedenkliche Lücke auf, indem sie das zweite Projekt des Abbé nicht und nicht einmal dem Namen nach zu kennen scheint. Goumy, der das erste Projekt seinem wesentlichen Inhalte nach getreu wiedergibt, begnügt sich damit, aus dem zweiten einige der radikalsten Stellen zu zitieren, um daraus abzuleiten, daß sie eine kategorische Befürwortung des »droit à l'assistance«<sup>2</sup> enthielten, und daß »das Übermaß des Übels das Übermaß des Heilmittels herbeirufe, das nur — ein anderes Übel — oft schlimmer sei als das erste« usw.<sup>3</sup>

Siégler hat endlich gezeigt, wie sich die Fragen betreffend Landstreicherei und Unterstützung der Armen vom Abbé de Saint-Pierre bis auf die heutige Zeit in Frankreich entwickelt und gelöst haben. Er weist nach, wie unter Ludwig XVI., zu einer Zeit, da die Werke des Abbé eine Neu-Auflage erlebten,<sup>4</sup> sodann unter der Revolution und unter dem Konsulat Verordnungen und Gesetze erlassen wurden, die zum Teil deutlich den Einfluß von Saint-Pierre erkennen lassen. Nach genauer Prüfung einiger Vorschläge, die in allerneuester Zeit gemacht worden sind, um den Bettel zu unterdrücken, und um Kranke und Arme zu versorgen, kommt Siégler zu dem sehr beachtenswerten Schluß: »daß keine einzige Einzelheit der Assistenzfrage dem Abbé entgangen ist, daß er eine ungemein humane und doch praktische Organisation gewünscht hat.« »Was in Wirklichkeit immer die offiziellen Versuche der Assistenz scheitern ließ,« bemerkt er, »das ist die Schwierigkeit, die zu diesem Zwecke notwendigen außerordentlich großen Mittel zu beschaffen. Nun kann das durch den Abbé de Saint-Pierre vorgeschlagene Finanzierungsmittel wieder in Frage kommen. Dem Recht der Fürsorge,<sup>5</sup> das unsere Gesellschaft anzuerkennen beginnt, wird schließlich, wie man es auch anstellen will, immer durch eine Steuer nachgekommen werden. Der Abbé schlägt vor, die Häuser mit einer speziellen, dem Mietspreis proportionellen Steuer zu belegen, die er »taxe de l'aumône de justice« nennt. Wir können uns diese Idee aneignen und daraus die Grundlage einer Armensteuer (taxe de charité) schaffen.« Siégler geht noch weiter, und indem er, der Gelehrte des zwanzigsten Jahrhunderts, selber auf die Idee des Abbé zurückgreift, um sie heute noch zum Ausführen vorzu-

<sup>1</sup> Vgl. Siégler S. 179 und A (1) im übrigen S. 171—193.

<sup>2</sup> Fürsorge bei Krankheit und in Notfällen. Vgl. Goumy 275—278.

<sup>3</sup> Vgl. Goumy S. 277.

<sup>4</sup> Nämlich im Jahr 1775 als »Les rêves d'un homme de bien qui peuvent se réaliser« etc. (Molinari S. 36.)

<sup>5</sup> droit à l'assistance — Recht auf Fürsorge bei Krankheit und in Notfällen.

schlagen,<sup>1</sup> hat er am besten dargetan, mit welcher Berechtigung er auf dem Titelblatt seiner hervorragenden Schrift den Abbé de Saint-Pierre einen unserer Zeitgenossen aus dem achtzehnten Jahrhundert nennen kann.

Die kurze Wiedergabe der eigentlich politischen Gedanken und Werke des Abbé kann kaum besser abgeschlossen werden als mit jener Stelle, welche Siégler unmittelbar auf seine nach dem Plane des Abbé ausgearbeiteten Vorschläge betreffend Unterstützung und Versorgung der Armen folgen läßt:

»Ist einmal die Unterstützung so organisiert, dann haben Staat und Private die ihnen den Unglücklichen gegenüber zukommenden Pflichten erfüllt, und die Gesellschaft wird den öffentlichen Sicherheitsdienst billig verstärken können und professionellen Bettel und Landstreicherei, welche eine soziale Gefahr bilden, streng bestrafen. Das wird Fortschritt sein, und der Abbé de Saint-Pierre wird uns einmal mehr den Weg gewiesen haben.«<sup>2</sup>

Noch erübrigt es, festzustellen, welche Richtung Saint-Pierre in sozial-politischer Hinsicht verfolgt hat. Ungeachtet dessen, daß er von Haus aus dem zweiten Stande angehörte und daß er durch seinen Beruf Mitglied des ersten geworden, hat er die Kirche dem Staate unterordnen, die Geistlichen zu Staatsbeamten mit bestimmtem Gehalt und ziemlich präziser Aufgabe machen wollen. Seine Forderung betreffend den persönlichen Adel bedeutet in der Tat, wenn alle Konsequenzen gezogen werden, soviel als eine Abschaffung des Adels, wie E. Goumy nur mit etwas viel Pathos richtig gefolgert hat; aber zu sagen, daß Saint-Pierre im allgemeinen dem Adel feindlich gegenübergestanden sei, ist doch nur zur Hälfte zutreffend, da der Abbé stets scharf unterschieden hat zwischen der hohen Aristokratie, den »ducs fainéants,« und dem niederen Adel, in welchem er die hauptsächlich gebildete und arbeit-same Klasse, die Hauptstütze der Nation erblickt, ihre geistige Kerntruppe. — Freilich bemerkt Saint-Pierre den dritten Stand,<sup>3</sup> jene zu seiner Zeit zumeist noch rohe, unwissende und unfähige Masse, die, noch weit entfernt, etwas zu sein, in der Hand fanatischer Abenteurer gefährlich werden konnte. Freilich will er etwas aus diesem dritten und vierten Stande machen; denn er ist weit-sichtig genug, in diesen geknechteten Bauern und Klein-Industriellen etwas zu erblicken. Durch seine Projekte der Armenpflege will er den Ärmsten Beschäftigung und die Möglichkeit zur Erlernung eines Berufes geben, die tari-fierte taille soll den dritten und vierten Stand nach aussen hin befestigen, eine wachsende Industrie in Verbindung mit einem ausgedehnten Handel soll den Produkten der Landwirtschaft immer neue Absatzgebiete eröffnen und endlich — die Hauptsache: Erziehung und Unterricht im weitesten Sinne des Wortes sollen allen Franzosen in gleicher Weise zu teil werden. Nicht die Macht, nicht die politische Machtstellung möchte der Abbé dem untersten Stande in die Hände geben;<sup>4</sup> denn dazu erscheint ihm dieser noch zu unfrei, noch

<sup>1</sup> Siégler begründet Notwendigkeit und Vorteil einer Gebäudetaxe im Sinne von Saint-Pierre, und er weist an Hand einer Tabelle nach, daß diese Steuer, die auf den ersten Blick hoch erscheinen möge, in Wirklichkeit durchaus nicht unmaßig ist.

<sup>2</sup> Vgl. Siégler S. 193.

<sup>3</sup> Vgl. Goumy S. 102 f.; und S. 120 hievon.

<sup>4</sup> Aus diesem Grund, d. h. weil er das Volk noch nicht für reif genug hält, bei ihm und seinen Vertretern noch zu sehr Unentschlossenheit und Mangel an Verständnis für wirkliche

zu unwissend; aber etwas anderes möchte er ihm mitteilen: Aufklärung und Bildung. Ist dann einmal der Schleier der Unwissenheit gehoben, dann werden Institutionen wie der »scrutin perfectionné« dem dritten Stande die bisher ängstlich verschlossenen Türen zur Teilnahme an der Regierung von selber öffnen. Ist die Bemerkung von Goumy, wonach Saint-Pierre inmitten des achtzehnten Jahrhunderts nichts von der Existenz des dritten Standes gewußt habe, durchaus oberflächlich und unrichtig,<sup>1</sup> so ist es jene andere<sup>2</sup> nicht minder, wo gesagt wird, die republikanische Devise hätte Saint-Pierre gewiß erschreckt, indem er nur die Brüderlichkeit nach seinem Geschmack gefunden hätte. »Was die Freiheit anbelangt — fährt Goumy fort — so verlangt er nur die eine, nämlich politische Memoiren zu machen; er scheint nicht daran zu denken, daß man noch andere Freiheiten wünschen kann. Von Gleichheit darf man nicht sprechen; denn er scheint davon nicht einmal den Gedanken erfaßt zu haben etc.« Wenn Goumy unter Freiheit Anarchie und unter Gleichheit Kommunismus etwa im Sinne der »Egalitaires« versteht, dann freilich muß ihm ohne weiteres beigestimmt werden. Was aber sagt Goumy zu der von Saint-Pierre so warm befürworteten Toleranz- und Glaubensfreiheit, zu der Forderung der Zoll- und Handelsfreiheit für den inländischen Verkehr, Freiheit der Bodenkultur, Befreiung von der taille arbitraire? Was soll die Schaffung eines einheitlichen französischen Rechtes, was bezweckt die oft verlangte Aufhebung der Privilegien des alten Namens und des großen Reichtums? Was besagt endlich der immer wiederkehrende Ruf nach Arbeit, nach Beschäftigung aller Bürger zum Wohl und Nutzen der Gesamtheit; das Postulat, Ehren und Auszeichnungen nur dem zu gewähren, der durch ernste Arbeit das größte Verdienst erworben hat? — Gewiß bezeugen solche Forderungen etwas anderes als Verneinung der Freiheit, als Mangel an Verständnis für die Gleichheit.

Was noch besonders die Beschäftigung aller Bürger ohne Rücksicht auf Stand und Vermögen anbelangt, so ist in dieser Forderung, die frei von den Zutaten des extremen Kommunismus bloß das wahre Glück des Volkes bezweckt, wie schon angedeutet, die Lösung der sozialen Frage des Abbé de Saint-Pierre zu erblicken, seine Konzeption des Zukunftsstaates, seine Utopie, wenn man so will.

Bedürfnisse zu finden glaubt, ist Saint-Pierre entschiedener Gegner der Etats Généraux. Vgl. Annales Politiques.

<sup>1</sup> Entschuldigen mag den Autor der Umstand, daß Saint-Pierre allerdings von den Bauern und dem Proletariat niemals als von einem Stande spricht.

<sup>2</sup> Vgl. Goumy S. 257 f.

## Schluß.

Die Vielseitigkeit des Abbé de Saint-Pierre, worauf schon die neun erwähnten Hauptgegenstände seiner schriftstellerischen Tätigkeit<sup>1</sup> hinweisen, könnte den Schein erwecken, und hat in der Tat zu der Annahme geführt,<sup>2</sup> als hätte er seine Kraft unnötig zersplittert, sich zwar auf den wichtigsten Gebieten menschlichen Wissens einige Kenntnisse angeeignet, ohne indessen ein einziges derselben einigermaßen beherrscht zu haben. Saint-Pierre war allerdings kein Jurist, kein Litterat, er war nicht Historiker, nicht Mediziner und wohl nur ein mittelmäßiger Theologe; aber der auf den ersten Blick hin scheinbar berechtigte Vorwurf der nachteiligen Zersplitterung seiner Arbeitskraft muß bei näherer Prüfung doch als grundlos dahinfallen; denn wie im Hinblick auf den Zweck, auf die Tendenz der einzelnen Schriften das Werk des Abbé durchaus als ein einheitliches zu bezeichnen ist, so werden bei genauerem Zusehen die scheinbar so verschiedenartigen Zweige seines Wirkens sich mühelos unter die drei Kategorien der Moral, der Volkswirtschaft und der Politik einreihen lassen. Es fallen nämlich Religion, Erziehung und Unterricht unter die erste, Finanzwesen, Handel, Industrie und Ackerbau in die zweite, alle übrigen Gegenstände seiner Arbeit unter die letzte dieser Kategorien. Bedenkt man endlich, daß Saint-Pierre in der Moral nur einen Zweig seiner »politique« erblickt hat,<sup>3</sup> und daß alle seine volkswirtschaftlichen Arbeiten wiederum nur einen wesentlichen Bestandteil der sogenannten politischen Werke bilden, so konzentriert sich seine Tätigkeit doch auf ein einziges großes Arbeitsgebiet, auf die eben genannte »politique«, jene Wissenschaft, die — wie d'Argenson ausführt — nicht darin besteht, Ränke zu schmieden, in Verhandlungen zu täuschen, sondern das Volk glücklich zu machen und dem Vaterland dauernden Ruhm zu verleihen.<sup>4</sup> Saint-Pierre selber begnügt sich mit dem Titel eines Anwaltes des öffentlichen Interesses,<sup>5</sup> Aus seiner Definition der »politique«, die sich übrigens in keinem Widerspruch mit derjenigen seines Freundes befindet, geht ohne Zweifel soviel hervor, daß diese allumfassende Wissenschaft durch das heutige »Politik« allein nicht wiedergegeben und unmißverständlich interpretiert ist. Freilich hat die »science de la politique« des Abbé und des Marquis d'Argenson mit der Politik

<sup>1</sup> Vgl. S. 43 hievor.

<sup>2</sup> Bei Voltaire, d'Alembert und Rousseau ist ein diesbezüglicher Vorwurf leichter verständlich als z. B. bei Ed. Goumy.

<sup>3</sup> Vgl. S. 111 hievor.

<sup>4</sup> Vgl. S. 37 hievor.

<sup>5</sup> Vgl. O. P. VII. 241. »Je me trouve depuis plus de 25 ans sollicitateur de l'intérêt public« etc.

manches gemein; aber in viel höherem Maße umfaßt sie jene andere mit dieser allerdings verwandte Wissenschaft: die Volkswirtschaftslehre. Das Recht auf den Titel eines bemerkenswerten Nationalökonomens aus dem achtzehnten Jahrhundert hat sich Saint-Pierre schon durch seine verschiedenen Schriften politisch-ökonomischen Inhaltes erworben. Es finden sich auch, wie Siégler als Erster nachgewiesen hat,<sup>1</sup> bei ihm mehrere zum Teil bedeutsame Bemerkungen und Theorien vor, die bisher den Physiokraten oder Adam Smith zugeschrieben wurden. Immerhin ergibt sich aus den volkswirtschaftlichen Werken des Abbé mit Sicherheit, daß er vor allem ein aufgeklärter Merkantilist war. Dieser Umstand hat ja nicht gehindert, daß er sich von Irrtümern seiner Zeitgenossen fern gehalten hat und in manchen nationalökonomischen Fragen als Vertreter eigener, noch heute bemerkenswerter Ideen aufgetreten ist. Bei einer Vergleichung der Hauptforderungen des sogenannten Merkantilsystems mit denjenigen des Abbé, soweit sie besonders auf Handel und Handelspolitik Bezug nehmen, ist eine auffallende Übereinstimmung zu konstatieren. Wenn daher Saint-Pierre unter anderem auch die Rolle des Geldes richtig erfaßt hat, und ihn somit der den Merkantilisten vielfach oft ungerecht gemachte Vorwurf der Verwechslung von Edelmetall und Reichtum nicht treffen kann, so ist das noch kein Beweis dafür, daß — wie Siégler zu rasch folgert — jene kulturelle Strömung, die man Merkantilismus genannt hat, ihn vollkommen unbeeinflusst gelassen habe.<sup>1</sup> Siégler hat auch nicht bedacht, daß Saint-Pierre, trotzdem er sich in einigen Fragen mit Colbert im Widerspruch befindet, im allgemeinen von dem Werke des großen Ministers sehr hoch denkt und an mancher Stelle offen seiner Bewunderung Ausdruck gibt. — Immerhin muß noch einmal betont werden, daß der Abbé ein fortschrittlich gesinnter Merkantilist war, und daß sein ganzes volkswirtschaftliches Werk einen Fortschritt auf dem Wege zur Aufklärung und zu den neuen und neuesten Ansichten bedeutet. Nachzuweisen, daß der Reichtum der Nation im Wohlstand der einzelnen Bürger, daß das wahre Glück der Menschheit in dem Glücke des Individuums beruhe, ist die eine, unermüdlich für diese Idee zu wirken und nach den geeignetsten Mitteln ihrer Verwirklichung zu suchen, die andere Seite der Arbeit des Abbé de Saint-Pierre. Wichtiger und schwerwiegender als die Bemühungen des Abbé auf dem Gebiete der theoretischen Nationalökonomie, obgleich auch diesen volle Anerkennung gezollt werden muß, ist sein Verdienst um das wirkliche Glück der Menschheit, sein scharfer Blick für die Bedürfnisse der Menschen, seine hohe Auffassung ihrer wertvollsten Güter: der Freiheit, des Friedens, der Arbeit und der Bildung. Es genügt darum noch nicht, den Abbé schlechthin einen Volkswirtschaftslehrer des achtzehnten Jahrhunderts zu nennen; sein wahrer Titel lautet: Einer der hervorragendsten ethischen Nationalökonomens aller Zeiten.

<sup>1</sup> Siégler S. 121 ff.

<sup>2</sup> Vgl. Siégler S. 121, 139, 283.



# Inhaltsverzeichnis.

	Seite
Verzeichnis der benutzten Literatur . . . . .	3-4
Verzeichnis der Werke des Abbé de Saint-Pierre . . . . .	5-6
I. Teil.	
<b>Der Abbé de Saint-Pierre. Biographie . . . . .</b>	<b>7-30</b>
Die Familie des Abbé. — Seine Jugend. — Paris. Variignon. Theologie, Naturwissenschaft, Moral, Politik. Bekanntschaften: die Gräfin La Fayette, Nicole, Malebranche, die Marquise Lambert, d'Argenson. — Die Akademie und das Leben am Hof. — Der Utrechter Kongreß. — Anfänge literarischer Tätigkeit: das Friedensprojekt, die tariferte taille, der «discours sur la Polysynodie». — Folgen dieser Schrift für den Verfasser. — Die Haltung der Akademie. — Neue literarische Tätigkeit. — Der Club de l'Entresol. — Der Kardinal Fleury. — Madame Dupin. — Tod des Abbé.	
II. Teil.	
<b>Der Abbé de Saint-Pierre. Sein Werk und seine Bedeutung.</b>	
1. Der Abbé de Saint-Pierre in der Literatur . . . . .	30-40
Der Kardinal Dubois und »die Träume eines Biedermannes«. — Voltaire. — D'Alembert. — Rousseau. — Der Marquis d'Argenson. — M. G. de Molinari. — E. Goumy. — S. Siégler-Pascal.	
2. Das Werk des Abbé de Saint-Pierre.	
a. Einleitung . . . . .	40-43
Der Stil des Abbé. — Seine sogenannten Träume. — Sein Ziel und sein Utilitarismus.	
b. Geistlichkeit und Religion . . . . .	43-47
Reformen in Kirche und Geistlichkeit: Unterordnung der kirchlichen unter die staatliche Gewalt; nützlichere Beschäftigung der Geistlichen; Aufhebung des Cölibats. — Die Religion des Abbé. — Sein Credo bei Voltaire. — Diesbezügliche Schriften von Saint-Pierre.	
c. Der Adel . . . . .	47-49
Die wichtigsten hieher gehörigen Schriften des Abbé. — Warum er den niederen Adel bevorzugen will. — Die Substitution. — Der persönliche Adel.	
d. Recht und Gerichtswesen . . . . .	49-51
Ein einheitliches Recht für ganz Frankreich. — Anforderungen des Abbé an gute Gesetze. — »Mémoires pour diminuer le nombre des procès« und weitere Schriften.	
e. Das Friedensprojekt . . . . .	51-59
Das Projekt vom europäischen Schiedsgericht und die 5 »Articles fondamentaux«. — Der Glaube des Autors an die Möglichkeit seines Vorschlages. — Irrtum von Rousseau und E. Goumy. — Molinari, Siégler-Pascal und die Haager Konferenz. — Verzeichnis der Werke des Abbé.	
f. Steuer- und Finanzwesen . . . . .	59-70
— taille arbitraire und taille tarifée. — Das Wesen der tarifierten Steuer. — Allgemeine Forderungen auf dem Gebiet des Steuerwesens. — Gegen die Verschlechterung der Valuta. — Die Annuitäten. — Bank und Renten. — Beurteilung von Law. — Die Finanzleute.	
g. Ursachen des Reichtums einer Nation . . . . .	70-87
Bevölkerung; Arbeit; Luxus; zweckmäßigste Arbeit. Definition des Handels. Verkehrswege; Seehandel; Kolonien. Die indische Kompanie. Colbert. — Landbau und Manufakturen; Freiheit des Landbaus; Organisation des Getreidehandels.	
h. Erziehung und Unterricht . . . . .	87-108
Jugenderziehung. — Mädchenerziehung. — Vorschläge des Abbé zur Förderung der Wissenschaften und Kenntnisse: die französische Akademie, die »Académie des Sciences«, Medizin, Naturwissenschaften. — Aufklärung der Landbevölkerung. — Die Stellung des Abbé zur Kunst. — Bekämpfung der Sittenverderbnis. — Werke des Unterrichts und der Aufklärung. — Die geschichtlichen Werke des Abbé de Saint-Pierre. — Seine Theorie vom Fortschritt und sein Glaube daran.	
i. Armee und Marine . . . . .	108-111
— si vis pacem para bellum. — Bessere Besoldung der Soldaten. — Gegen die Käuflichkeit der Stellen. — Die Bedeutung einer starken Flotte.	
k. Regierung und innere Politik . . . . .	111-133
Die Wissenschaft der Politik. — Saint-Pierre ist Royalist aus Liebe zum Frieden. — Die Polysynodie, die politische Akademie und der »scrutin perfectionné«. — Die Aufgabe des Königs. — Beurteilungen dieser Schrift. — Das Regierungsprogramm des duc de Bourgogne und seine Erweiterung durch Saint-Pierre. — Kleinere politische Schriften. — Statistik. — Die Armenfrage bei Saint-Pierre. — Pflicht des Staates. — Recht auf Arbeit und auf das Existenzminimum. — Die Sozialpolitik des Abbé.	
3. Schluß . . . . .	134-135



944.034 Sa242

Ringier

Der abbé de Saint-Pierre



